

001351

MAITRISE ES ARTS (HISTOIRE)

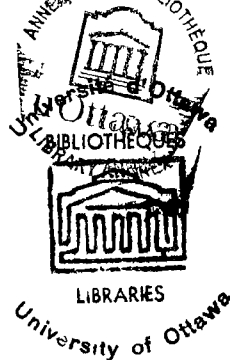
LA PRESSE BOURGEOISE PARISIENNE ET LE PREMIER MAI

(1890-1914)

par

Pierre Lanthier

B.A. (avec spécialisation en Histoire)
de l'Université d'Ottawa



DEPARTEMENT D'HISTOIRE
Ecole des Etudes supérieures

Université d'Ottawa

1973

UMI Number EC55255

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55255
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P O Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

INTRODUCTION

La période qui va de 1890 à 1914 a été baptisée la "belle époque". Le quart de siècle précédant la Première guerre mondiale a été l'objet de nombreuses évocations nostalgiques: les premières automobiles, les victoires de l'aéroplane, l'apparition de l'éclairage électrique, etc. Epoque de prospérité, d'élégance et de bonheur, entend-on encore de nos jours. Pourtant, si on creuse quelque peu ces souvenirs, une image plus grise apparaît. Ici et là surgissent des émeutes, quelquefois sanglantes, des fusillades, des bombes, des charges policières contre des manifestants. On s'aperçoit que l'aéroplane ou l'automobile ne formaient que certains éléments de l'ensemble; que la "belle époque" n'était belle que d'un côté.

"L'envers de la belle époque", selon l'expression de Jacques Julliard, offrait un tableau moins reluisant¹. De 1890 à 1914, il existait un problème ouvrier qui s'est manifesté à diverses reprises par des crises violentes. La IIIe République n'était pas complètement assurée de sa victoire sur les monarchistes. D'autre part, divers mouvements et partis ouvriers prenaient forme. Les relations entre bourgeois et prolétaires, entre patrons et travailleurs devenaient tendues. La lutte des classes montait souvent

1 Voir J. Julliard, Clemenceau briseur de grèves, Paris, 1964.

à la surface. Le problème ouvrier français de cette époque est complexe à analyser, de même que celui des rapports entre la bourgeoisie et le monde ouvrier.

Nous nous proposons, dans le présent travail, d'étudier un aspect de ces problèmes: l'attitude de cinq journaux bourgeois parisiens vis-à-vis de la manifestation du Premier Mai de 1890 à 1914². Ces cinq journaux sont le Temps, le Journal des Débats, la Presse, le Siècle et le Constitutionnel. Pourquoi le Premier Mai? En elle-même, cette manifestation ne saurait résumer tous les problèmes sociaux de France. Cependant, cet événement se répétait chaque année à date fixe. Il permettait donc aux divers groupes sociaux et politiques de s'y préparer, d'émettre leurs opinions bien à l'avance. Le Premier Mai nous révèle les principales forces socio-politiques en place, leur attitude agressive ou défensive, amicale ou hostile, ainsi que l'intensité de celle-ci; et ceci avec beaucoup plus de netteté que ne le saurait faire un événement

2 De nombreuses définitions ont été données au mot "attitude". Il y a celle de G.W. Allport: "Une attitude est une disposition mentale et nerveuse organisée par l'expérience et qui exerce une influence directrice ou dynamique sur les réactions de l'individu envers tous les objets et toutes les situations qui s'y rapportent." (Cité par A. Lancelot, Les attitudes politiques, Paris, 1969, p. 7). Et celle d'Alain Lancelot: "Une disposition relativement persistante à présenter une réaction organisée d'une certaine façon à l'égard d'un objet ou d'une situation donnés." (Loc. cit.)

En d'autres mots, l'attitude, fruit d'une série d'expériences, cimente les réactions d'un individu ou d'un groupe face à un événement ou une situation. Dans le cas d'un journal, l'attitude s'exprime à travers les diverses opinions émises. Elle est déterminée par l'appartenance idéologique de ce journal à un groupe social, politique ou autre, ainsi que par les intérêts, financiers notamment, de ce journal.

inattendu ou isolé. Le fait que la manifestation se répète chaque année permet de suivre l'évolution de cette attitude. En d'autres mots, malgré ses limites, le Premier Mai peut servir d'indice de la réaction des journaux bourgeois face à la question ouvrière et aux rapports sociaux et politiques entre les travailleurs et les bourgeois. C'est cette attitude que nous voulons étudier et tenter d'expliquer. En même temps, nous voulons analyser le comportement de nos journaux vis-à-vis la manifestation elle-même.

Les limites chronologiques de notre travail sont facilement explicables: nous commençons nos recherches en 1890 parce que la première manifestation du Premier Mai eut lieu cette année-là. Nous terminons en 1914, car le premier conflit mondial a modifié dans une importante mesure les problèmes ouvriers et les rapports socio-politiques. La France de 1919 n'était plus celle de 1914. En outre, pendant les quatre années de guerre, la censure a forcé les journaux à se taire sur certains sujets.

Nous avons effectué nos recherches d'une part, à partir d'ouvrages et articles consacrés à la France et à la presse française de l'époque; d'autre part, à partir de nos cinq journaux. Les travaux faits sur les conditions économiques, sociales et politiques de la France abondent. Il ne nous a pas été possible, faute de temps, de les lire tous. Il a fallu faire un choix. D'une manière générale, nous avons privilégié les ouvrages les plus récents ou ceux qui, de l'avis des spécialistes de cette époque, sont devenus des classiques. Ainsi, sur le plan économique, les travaux de Maurice Lévy-Leboyer ont été principalement

utilisés³. Sur le plan social, des synthèses utiles, comme celles de Pierre Sorlin et de Georges Dupeux, ont été complétées notamment par un récent article de mise au point de Mlle Adeline Daumard et par un ouvrage, devenu classique, de Guy Palmade. Sur le plan politique, nous nous sommes servi d'abord d'ouvrages de synthèse, dont celui de François Goguel, un peu vieilli mais encore très utilisé de nos jours; puis de travaux plus spécialisés sur les mouvements et les partis ouvriers: nous avons privilégié les travaux de Jacques Juliard, spécialiste du syndicalisme révolutionnaire, Claude Willard, auteur d'une thèse monumentale sur les guesdistes, Georges Lefranc, dont les synthèses sur le syndicalisme et le socialisme français sous la Troisième République offrent d'indispensables points de repère, Edouard Dolléans, auteur d'un classique sur le mouvement ouvrier français, Michelle Perrot, dont la courte mise au point sur le socialisme de cette époque est fort utile, et Annie Kriegel, qui nous a beaucoup aidé par ses remarques intelligentes et son rapide exposé de l'histoire de la IIe Internationale. Pour l'histoire du Premier Mai, nous nous sommes servi de l'ouvrage de Maurice Dommanget, très partisan et événementiel, mais indispensable pour les repères chronologiques.

Par contre les recherches faites sur la presse française sont encore peu nombreuses. Ceci s'explique par le peu de

³ Pour ces travaux, voir la bibliographie. Selon Jean-Pierre Rioux et François Cruzet, les recherches de M. Lévy-Leboyer semblent être celles qui sont le plus au point en ce qui concerne l'économie française au XIXe siècle. Voir J.-P. Rioux, La Révolution industrielle 1780-1880, Paris, 1971, p. 108s; F. Cruzet, Encore la croissance économique française au XIXe siècle, dans Revue du Nord, 1972, p. 284s.

renseignements que nous possédons sur les journaux de cette époque. Pour le cadre général nous nous sommes servi de deux ouvrages: la récente synthèse faite sous la direction de Claude Bellanger et de Jacques Godechot et plus particulièrement la partie écrite par Pierre Albert, remarquable synthèse étant donné le peu de connaissances sur le problème, mais contenant certaines erreurs de détail qui donnent parfois du fil à retordre au chercheur. Et l'ouvrage de Raymond Manevy, vieilli dans sa conception mais regorgeant d'anecdotes très utiles. Aucun ouvrage récent n'a été écrit sur nos cinq journaux. Il a fallu se contenter de renseignements épars dans les synthèses générales et utiliser des souvenirs, des livres d'anniversaire ou des autobiographies où il est difficile de vérifier l'exactitude des faits décrits. Il a fallu également se livrer à une enquête personnelle sur la vie de chacun des journaux, à partir des journaux eux-mêmes⁴.

Enfin, les journaux⁵ ont tous été dépouillés de 1890 à 1914, sauf le Siècle et le Constitutionnel. Il a fallu cesser les recherches en 1911 pour le Siècle, car nous n'avons pu disposer

4 L'ouvrage de Jacques Kayser, Le quotidien français, Paris, 1963, nous a beaucoup aidé dans l'élaboration de cette enquête.

5 Afin d'éviter de trop longues notes au bas des pages, nous avons utilisé une cote chiffrée lorsque nous citons ou utilisons un journal. Voici deux exemples de cette cote:

Siècle, 1890, 04.05.1C, A. de La Berge. Signifie: article du Siècle, paru dans le numéro du 4 mai 1890 (1890, 04.05), en première page, troisième colonne (1C); cet article est signé par A. de La Berge.

Temps, 1902, 03.04.2A, s.a.: article du Temps, paru dans le numéro du 3 avril 1902 (1902, 03.04), en deuxième page, première colonne (2A). L'auteur de cet article a gardé l'anonymat (s.a. veut dire "sans auteur").

des microfilms de la période 1912-1914. De même nous avons dû abandonner l'étude du Constitutionnel à partir de 1908, car les microfilms que nous possédons deviennent alors très incomplets et il n'est plus possible d'avoir des articles sur le Premier Mai.

Etudier vingt-cinq années de cinq journaux est particulièrement long. Or, le Premier Mai a souvent été précédé ou suivi de grèves qui ont attiré l'attention de nos journaux. Tenir compte de ces grèves aurait allongé démesurément notre recherche. C'est pourquoi nous l'avons limitée aux articles touchant directement, dans leur totalité ou en partie, au Premier Mai en France. De plus, étant donné que nous analysons les attitudes des journaux et non le Premier Mai lui-même, nous n'avons pas relevé les informations qu'ont publiées nos journaux sur la manifestation. Nous n'avons retenu que les articles de tête, ou "leaders", les combinats "information-article", les éditoriaux, les commentaires et certaines rubriques non-informatives comme les "libres propos", les "tribune libre" et les "chroniques". Nous avons adopté une approche qualitative plutôt que quantitative. Une analyse de contenu, selon les procédés de Lasswell et de Berelson, aurait exigé beaucoup trop de temps: pour qu'elle soit faite de façon scientifique, il aurait fallu employer toute une équipe de chercheurs. Nous nous sommes contenté d'une analyse traditionnelle qui consiste à relever les opinions émises par les journaux, les rassembler sous des thèmes spécifiques, puis les caractériser en fonction des connaissances que nous possédons sur l'époque.

Notre travail est divisé en trois chapitres. Le premier donne le cadre économique, social et politique de la France de 1890 à 1914, et l'historique du Premier Mai pour ces mêmes années⁶. Nous avons voulu faire une synthèse aussi courte que possible, mais, en elle-même, elle est déjà assez longue. La raccourcir davantage risquait de la rendre superficielle. Il fallait approfondir ce chapitre afin d'apporter les éléments d'explication les plus sûrs de l'attitude des journaux. Dans la partie consacrée à la vie politique, il nous a semblé nécessaire de donner une place à part aux partis et aux mouvements ouvriers. Leur vie est très complexe et vu que nos journaux les mentionnent continuellement dans leurs articles, il fallait tenter de les présenter le plus clairement possible.

Le second chapitre décrit la presse française de 1890 à 1914. Dans une première partie, nous avons fait un rappel de la vie des journaux français et mentionné les principaux quotidiens parisiens de l'époque. Ainsi, nous pourrions situer nos cinq journaux selon leur importance, leur orientation politique et leurs intérêts financiers ou autres, dans l'éventail de la presse française.

Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de nos journaux. Ce chapitre est divisé en quatre parties chrono-

⁶ Dans cet historique, nous avons parlé du Premier Mai français et étranger. Même si nous n'avons pas étudié l'attitude des journaux face à la manifestation hors de France, il nous a semblé utile de dire quelques mots sur celle-ci, car la portée internationale du Premier Mai n'a pas laissé nos journaux indifférents.

giques suivant l'ampleur de la manifestation et l'action de ses organisateurs. Nous avons fait une analyse très détaillée afin d'être systématique et de ne pas faire de rapprochements superficiels. Certes, elle peut paraître trop longue et trop peu synthétique. Mais, à la fin de chaque partie, nous synthétisons les attitudes et nous apportons des éléments d'explication.

Enfin, nous remercions notre directeur de thèse, M. Hubert Watelet, dont les remarques et les conseils faits tout au long de la recherche et de la rédaction ont été fort précieux.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

Le Constitutionnel, Paris, 1890 à 1907.

Le Journal des Débats, Paris, 1890 à 1914. En 1893 et 1894, il y a une "Edition du matin" et une "Edition du soir".

La Presse, Paris, 1890 à 1914.

Le Siècle, Paris, 1890 à 1911. En 1892, "Edition de Paris"; en 1893, "Edition du matin"; en 1901-1902: "Deuxième édition".

Le Temps, Paris, 1890 à 1914

II. OUVRAGES ET ARTICLES

A. Ouvrages généraux

D'amat, Roman (ss la dir. de), Dictionnaire de biographie française, Paris, Librairie Letouzay et Ané, 1933, 12 volumes parus.

Pierrard, Pierre, Dictionnaire de la IIIe République, Paris, Larousse, 1968, 256 p.

B. Ouvrages sur la France de 1890 à 1914

Armengaud, André, La population française au XIXe siècle, Paris, P.U.F., 1971, 128 p.

Azema, Jean-Pierre et Michel Winock, La IIIe République (1870-1940), Paris, Calman-Lévy, 1970, 384 p.

Crouzet, François, Encore la croissance économique française au XIXe siècle, dans Revue du Nord, vol. 54 (1972), p. 271-288.

Daumard, Adeline, L'évolution des structures sociales en France à l'époque de l'industrialisation (1815-1914), dans Revue historique, n° 502 (1972), p. 325-346.

- Dolléans, Edouard, Histoire du mouvement ouvrier, 1830-1953, 3 vol., Paris, Colin, 1953. Volume utilisé: t. 2, 404 p.
- Dolléans, Edouard et Gérard Dehove, Histoire du travail en France, t. I: Des origines à 1919, Paris, Editions Domat Montchrestien, 1953, 418 p.
- Dommanget, Maurice, Histoire du Premier Mai, Paris, Sudel, 1953, 413 p.
- Dubief, Henri, Le syndicalisme révolutionnaire, Paris, Colin, 1969, 316 p.
- Dupeux, Georges, La société française, 1789-1960, Paris, Colin, 1964, 296 p.
- Fohlen, Claude, Le travail au XIXe siècle, Paris, P.U.F., 1972, 128 p.
- Goguel, François, La politique des partis sous la IIIe République, Paris, Seuil, 1958, 556 p.
- Guerin, Daniel, L'anarchisme, Paris, Gallimard, 1965, 190 p. (N.R.F.)
- Julliard, Jacques, Clemenceau briseur de grèves, Paris, Julliard, 1965, 205 p.
- , Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Paris, Seuil, 1971, 557 p.
- Kriegel, Annie, Les Internationales ouvrières, Paris, P.U.F., 1964, 128 p.
- , Le pain et les roses, jalons pour une histoire du socialisme, Paris, Union générale d'éditions, 1973, 437 p.
- Lancelot, Alain, Les attitudes politiques, Paris, P.U.F., 1969, 128 p.
- Lefranc, Georges, Le mouvement socialiste sous la Troisième République, Paris, Payot, 1963, 444 p.
- , Le mouvement syndical sous la Troisième République, Paris, Payot, 1967, 452 p.
- , Le syndicalisme en France, Paris, P.U.F., 1953, 128 p.
- Lévy-Leboyer, Maurice, La croissance économique en France au XIXe siècle. Résultats préliminaires, dans Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, vol. 23 (1968), p. 788-807.

- Lévy-Leboyer, Maurice, La décélération de l'économie française dans la seconde moitié du XIXe siècle, dans Revue d'histoire économique et sociale, vol. 49 (1971), p. 485-507.
- , L'héritage de Simiand: prix, profit et termes d'échange au XIXe siècle, dans Revue historique, n° 243 (1970), p. 77-121.
- Lhomme, Jean, Economie et histoire, Genève, Librairie Droz, 1967, 201 p.
- Loubère, Léo A., Les radicaux d'extrême-gauche en France et les rapports entre patrons et ouvriers, dans Revue d'histoire économique et sociale, vol. 42 (1964), p. 89-103.
- Maitron, Jean, Ravachol et les anarchistes, Paris, Julliard, 1964, 216 p.
- Palmade, Guy, Capitalisme et capitalistes français au XIXe siècle, Paris, Colin, 1961, 297 p.
- Parias, Louis-Henri, éd., Histoire générale du travail, t. III: L'ère des révolutions, 1765-1914, Paris, Nouvelle librairie de France, 1960, 405 p.
- Perrot, Michelle et Annie Kriegel, Le socialisme français et le pouvoir, Paris, E.D.I. Paris, 1966, 221 p.
- Poidevin, Raymond, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris, Colin, 1969, 931 p.
- Ponteil, Félix, Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie, Paris, Albin Michel, 1968, 574 p.
- Remond, René, La droite en France de 1815 à nos jours, Paris, Aubier, 1954, 323 p.
- Rioux, Jean-Pierre, La révolution industrielle, 1780-1880, Paris, Seuil, 1971, 252 p.
- Sorlin, Pierre, La société française, t. I: 1840-1914, Paris, Arthaud, 1969, 312 p.
- Stearns, Peter N., Against the Strike Threat: Employer Policy toward Labor Agitation in France, 1900-1914, dans Journal of Modern History, vol. 40 (1968), p. 474-500.
- , European Society in Upheaval. Social History since 1800, Londres, McMillan Company, 1971, 426 p.
- , National Character and European Labor History, dans Journal of Social History, vol. 4 (1970-71), p. 95-124.

- Van der Esch, Patricia, La deuxième Internationale, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1957, 186 p.
- Weber, Eugen, Le renouveau nationaliste en France et le glissement vers la droite, 1905-1914, dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, vol. 5 (1958), p. 114-128.
- Willard, Claude, Le mouvement socialiste en France (1893-1905): les guesdistes, Paris, Editions sociales, 1965, 770 p.

C. Ouvrages sur la presse française de 1890 à 1914

- Amaury, Françoise, Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République, le Petit Parisien, 2 vol., Paris, P.U.F., 1972, 664 et 712 p.
- Avenel, Henri, Histoire de la presse française, depuis 1789 jusqu'à nos jours, Paris, Flammarion, 1900, 884 p.
- Bailby, Léon, Pour quoi je me suis battu, Paris, Plon, 1951, 300 p.
- Bellanger, Claude et al., Histoire générale de la presse française, t. I: Des origines à 1914, Paris, P.U.F., 1969, 635 p.; t. II: De 1815 à 1871, Paris, P.U.F., 1969, 467 p.; t. III: De 1871 à 1940, Paris, P.U.F., 1972, 688 p.
- Cazelles, Raymond, Le duc d'Aumale et la Presse, dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, vol. 18 (1971), p. 589-610.
- Goedorp, Victor, Figures du "Temps", Paris, Albin Michel, 1943, 317 p.
- Kayser, Jacques, Le quotidien français, Paris, Colin, 1963, 169 p.
- , La presse de province sous la IIIe République, Paris, Colin, 1958, 244 p.
- Le livre du centenaire du "Journal des Débats", Paris, Plon, 1889, 631 p.
- Manevy, Raymond, L'évolution des formules de présentation de la presse quotidienne, Paris, Editions Estiennes, 1956, 104 p.
- , La presse de la Troisième République, Paris, Forêt, 1955, 255 p.
- Néré, Jacques, Le boulangisme et la presse, Paris, Colin, 1964, 237 p.

Pereire, Alfred, Le Journal des Débats politiques et littéraires, 1814-1914, Paris, Librairie Ancienne Honoré Champion, 1924, 262 p.

Sorlin, Pierre, La "Croix" et les Juifs, Paris, Grasset, 1967, 346 p.

Vaucelles, Louis de, Le "Nouvelliste" de Lyon et la défense religieuse (1879-1889), Paris, Les Belles Lettres, 1971, XXV et 283 p.

Voyenne, Bernard, La presse dans la société contemporaine, Paris, Colin, 1966, 328 p.

Weill, Georges, Le journal, origines, évolution et rôle de la presse périodique, Paris, La renaissance du livre, 1934, 450 p.

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE BOURGEOISE ET LA CLASSE OUVRIERE (1890-1914)

De 1890 à 1914, la France a vécu sous un climat de tensions sociales et politiques qui ont parfois atteint un très haut degré. Pour comprendre cette situation, il est nécessaire de savoir quelles étaient les forces économiques, sociales et politiques qui partageaient la France en plusieurs groupes. L'analyse de ces différentes forces fera mieux comprendre le rôle du Premier Mai dans la société française, et les multiples réactions qu'il a suscitées.

A. Aperçu économique et social

La France sociale et économique de 1890 à 1914 baigne dans une situation qui, à première vue, pourrait sembler paradoxale: d'une part, on assiste à un regain de la croissance économique et à la hausse du niveau de vie moyen des Français; d'autre part, les tensions sociales se multiplient au point même de devenir violentes et d'inquiéter profondément les milieux aisés. Comment expliquer cette situation?

1. Le développement économique de la France de 1890 à 1914

Selon M. Lévy-Leboyer, la croissance économique française a connu, de 1840 à 1914, trois grandes phases: de 1840 à 1860, le produit total moyen par tête d'habitant s'est accru de 1.45% par

an. Puis, de 1860 à 1890 il tombe à 0.68% seulement, ce qui correspond à une stagnation. Et de 1890 à 1910 il remonte à 1.56%, soit une reprise énergique de la croissance¹. La stagnation de 1860-1890 fut provoquée par le ralentissement des échanges commerciaux de la France avec l'étranger, ainsi que par la perte de l'Alsace et de la Lorraine, et par une crise agricole, causée en partie par l'augmentation des importations agricoles provenant des pays jeunes². La reprise des années 1890 marque un tournant dans l'économie française: la consommation devient plus urbaine, la production industrielle dépasse la production agricole³, et les industries d'équipement connaissent un taux d'accroissement annuel de plus de 3%; la France accédait à l'âge industriel. De 1860 à 1890,

1 M. Lévy-Leboyer, La croissance économique en France au XIXe siècle. Résultats préliminaires, dans Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, juil.-août 1968, p. 798s.

2 Cette crise a affaibli considérablement la croissance de la production agricole, qui était de 0.26% de 1865 à 1900 et de moins de 1% de 1900 à 1914 (Ibid., p. 798). Longtemps on a cru que la cause principale était la stagnation démographique de la France; il est possible qu'elle ait pu jouer au niveau de la consommation, mais pas de la production, car ce ralentissement n'a pas eu d'effet immédiat sur l'augmentation de la population active, qui n'atteindra son plafonnement qu'au XXe siècle seulement. Sur ce sujet, voir M. Lévy-Leboyer, La "décélération" de l'économie française dans la seconde moitié du XIXe siècle, dans Revue d'histoire économique et sociale, 1971, p. 491s.

3 En excluant le tertiaire, les grands secteurs de l'économie française ont évolué par rapport à la production globale dans les proportions suivantes:

	Industrie de consommation	Industrie d'équipement	Industrie (ensemble)	Bâtiment	Agri-culture	Total
1810-40	18.8%	6.1%	24.9%	8.6%	66.5%	100%
1850-80	23.9%	10.3%	34.2%	11.8%	54%	100%
1890-1910	30.2%	18.9%	49.1%	8.6%	42.3%	100%

(source: M. Lévy-Leboyer, La croissance, op. cit., p. 800.)

soit pendant la période de ralentissement, l'industrie française s'est urbanisée et, après 1880 surtout, elle a commencé à connaître une tendance à la concentration⁴. Désormais, la ville commençait à imposer son rythme à l'économie française, tandis que le rôle de la campagne, maintenant ses structures de production traditionnelles, passait au second plan. La reprise des années 1890-1914 est le résultat de ce profond bouleversement⁵.

Quelles ont été les caractéristiques de cette industrialisation urbaine? Premièrement, l'augmentation de la population urbaine. Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, l'exode rural vers les grandes villes fut massif et croissant. Il y a eu un premier maximum de 1876 à 1881, alors que près de 830 000 personnes ont quitté la campagne, et, de 1896 à 1911, une moyenne de 133 343 Français par année ont abandonné le monde rural⁶. De plus, le nombre d'étrangers en France formait 1% de la population en 1851, 2.6% en 1881 et 2.8% en 1911⁷. Si l'on tient compte que 72% de ces étrangers travaillaient dans l'industrie, le commerce et les transports⁸, on peut facilement conclure que l'immigration en France se concentrait avant tout dans les villes. Pendant ce temps, la population urbaine,

4 M. Lévy-Leboyer, La décélération, op. cit., p. 494s.

5 Ibid., p. 501.

6 A. Armengaud, La population française au XIXe siècle, Paris, 1971, p. 71s.

7 En tenant compte des étrangers qui ont été naturalisés, on estime que 3.3% de la population française était composée d'étrangers en 1911. Ibid., p. 95.

8 Ibid., p. 101.

qui était de 9.1 millions en 1851, soit 25% de la population totale, est passée à 13.1 millions en 1881 (soit 34.8%), puis à 17.5 millions en 1911 (44.2%)⁹.

Toutefois l'urbanisation française a été beaucoup moins forte que celle de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne¹⁰. L'exode rural s'est fait surtout en faveur des grandes villes: c'est ainsi qu'après 1850, Paris a occupé une place exceptionnelle en France; en fait, elle est devenue "un centre moteur du développement industriel de la France"¹¹.

Deuxièmement, la concentration des industries. Même si un mouvement en ce sens est apparu dans les années 1880, le nombre des petites entreprises s'est considérablement accru après 1850: d'après le recensement de 1866, environ deux millions de Français étaient leurs propres patrons; en 1896, il y en avait près de 3.5 millions, et en 1906, 4 millions¹². En plus, de 1896 à 1921,

9 A. Armengaud, La population française, op. cit., p. 72.

10 Ceci se voit très bien lorsqu'on examine les pourcentages de la population agricole par rapport à la population totale:

	Grande-Bretagne	France	Allemagne
1820	46%	75%	80%
1850	22%	64%	65%
1870	15%	49%	49%
1910	6%	42%	18%

(source: J.P. Rioux, La révolution industrielle, 1780-1880, Paris, 1971, p. 192.)

11 A. Daumard, L'évolution des structures sociales en France à l'époque de l'industrialisation (1815-1914), dans Revue historique, 1972, p. 328.

12 G. Dupeux, La Société française, 1789-1960, Paris, 1964, p. 175. Ces chiffres ont été tirés des recensements effectués en 1866, 1896 et 1906.

52% de la totalité des ouvriers et des employés travaillaient dans des entreprises utilisant moins de cinq personnes¹³. Cependant, il faut regarder ces chiffres dans le détail. Pierre Sorlin établit l'évolution de la structure de la population industrielle comme suit:

	1856		1911		
	Nombre	%	Nombre	%	
Industrie textile	1 869 949	49.3	2 594 991	41.7	
Industrie du bois	531 020	14	659 638	10.6	
Bâtiment	504 469	13.3	846 328	13.6	
Métallurgie	337 577	8.9	945 896	15.2	
Industrie alimentaire	276 889	7.3	497 840	8	
Mines	193 443	5.1	348 488	5.6	
Divers	18 062	2.1	329 819	5.3	
TOTAL	3 793 000	100	6 223 000	100	(14)

D'après Jean-Pierre Rioux, l'industrie textile semblait être celle qui était la moins concentrée, la ferme et l'atelier prédominant sur l'usine. Par contre, la métallurgie a connu une concentration totale¹⁵. En conséquence, il serait faux de ne voir dans la France de 1880-1914, qu'un pays de petites entreprises; en fait, l'évolution d'une industrie comme la métallurgie prouve qu'un mouvement très important de concentration industrielle s'opérait, par suite de la victoire de l'industrie urbaine sur l'industrie rurale.

13 M. Lévy-Leboyer, L'héritage de Simiand: prix, profit et termes d'échange au XIXe siècle, dans Revue historique, 1970, p. 93.

14 P. Sorlin, La société française, t. I: 1840-1914, Paris, 1969, p. 163. L'auteur n'indique malheureusement pas la source des chiffres qu'il a utilisés.

15 J.P. Rioux, La révolution industrielle, op. cit., p. 162s.

Troisièmement, le niveau de vie des Français s'est amélioré: l'indice des salaires réels, de 1885 à 1914, progresse régulièrement jusque vers 1910; c'est ce que montrent les moyennes quinquennales déduites des séries établies par Jeanne Singer-Kérel:

1885-89: 91.6	1900-04: 101.2	
1890-94: 94.6	1905-09: 105.8	
1895-99: 99.8	1910-13: 103	(16)

Cependant, en 1913, salaires et traitements ne représentaient que 38% du revenu national¹⁷. Il faut donc une preuve plus sûre de l'enrichissement des Français. On peut la trouver dans l'étude de l'annuité successorale. En 1913, sur 360 539 cas de décès, soit un actif total de succession de 5.5 milliards de francs, 82.2% des cas ont légué un montant valant de 1 à 10 000 F, représentant 12.1% de l'actif total; 17.6% de 10 000 à 1 million de francs, soit 61.7% de l'actif total et 0.2% de 1 à 50 millions, constituant 26.2% de l'actif total¹⁸. Deux choses à retenir de ces chiffres: l'actif total de succession était réparti, dans l'ensemble de la société, sous la forme d'une pyramide; et, entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté se situait un contingent fort

16 La base est en 1900 (=100). J. Lhomme, Economie et Histoire, Genève, 1967, p. 144.

17 Les revenus des chefs d'exploitation agricole en représentaient 22%, ceux des chefs d'entreprise, 14%, et les intérêts de la propriété et des valeurs mobilières, 26%. P. Sorlin, La société française, op. cit., p. 130.

18 A. Daumard, L'évolution, op. cit., p. 337. Ces pourcentages ont été déduits des séries fournies par le Bulletin de statistique et de législation comparée, 1915, t. I, p. 292-299.

important dont la richesse était moyenne. Cette forme pyramidale et l'importance des fortunes moyennes ont caractérisé la répartition des richesses en France pendant tout le XIXe siècle. Seule la valeur moyenne des biens de succession par rapport à la population a augmenté: en 1826-1836, l'indice de cette valeur était de 32, en 1861-1870, de 54 et en 1904-1913, de 100¹⁹. On peut donc conclure qu'avec l'industrialisation urbaine le niveau de vie des Français a progressé. Comment ces différents changements ont-ils affecté les rapports sociaux de cette période?

2. Les bourgeoisies françaises

La France de la seconde moitié du XIXe siècle est généralement vue comme celle du triomphe de la bourgeoisie, qui impose non seulement son mode de production et son libéralisme politique, mais aussi son individualisme et sa fierté, ses goûts et sa culture. Mais est-ce aussi simple?

Qu'advient-il de l'aristocratie française de 1890 à 1914? Les vieilles familles perdaient de plus en plus leur influence politique et religieuse. Les grands propriétaires terriens quittaient leurs domaines pour s'installer dans les grandes villes et plus particulièrement à Paris²⁰. D'autre part, les fortunes nobles

19 A. Daumard, L'évolution, op. cit., p. 334. La base de l'indice (=100) est en 1904-1913. L'auteur s'est basé sur les chiffres fournis par le ministère des Finances depuis 1826. On retrouve ces chiffres dans l'Annuaire statistique de la France, 1951, p. 238s.

20 P. Sorlin, La société française, op. cit., p. 88.

diminuaient²¹. Enfin, même si l'aristocratie conservait encore la nostalgie de la monarchie et se réclamait d'un catholicisme conservateur, on sentait bien que l'individualisme et le libéralisme bourgeois lui répugnaient de moins en moins. En somme, elle déclinaient²².

La noblesse avait été supplantée par la grande bourgeoisie, c'est-à-dire celle des grands hommes d'affaires et des professions libérales. La haute bourgeoisie capitaliste, qui possédait les plus grosses fortunes, se divisait en deux groupes: les chefs d'entreprise et les bailleurs de fonds²³. Depuis la fin du Second Empire, le capitalisme financier s'est considérablement amélioré, en grande partie grâce à l'action plus efficace des grandes banques. La famille des Rothschild possédait encore une influence notable, de même que les Hottinguer, les Vernes et les Mallet. Cependant, l'influence des grandes familles de banquiers faisait lentement place à celle des sociétés bancaires anonymes. Ces grosses banques françaises détenaient des intérêts importants dans l'industrie, ferroviaire et minière notamment, non seulement en France, mais à travers le monde²⁴. Du côté du capitalisme industriel, l'améliora-

21 Parmi les successions déclarées en 1911, elles ne comp-
taient plus que pour 10% de la totalité. A. Daumard, L'évolution,
op. cit., p. 340s.

22 Loc. cit.

23 G. Palmade, Capitalisme et capitalistes français au
XIXe siècle, Paris, 1961, p. 247.

24 Ibid., p. 204-207.

tion des techniques, la concentration des entreprises et l'accumulation considérable de capitaux, lui ont permis de posséder les plus grandes fortunes de France, et d'exercer une influence politique de premier ordre. Les directeurs d'entreprise possédaient de très nombreux titres, et dans des industries les plus diverses; les intérêts qu'ils récoltaient étaient de 10 à 20% dans le textile et de 35% dans la métallurgie et les industries chimiques²⁵.

A côté de cette grande bourgeoisie d'affaires et souvent avec elle, il y avait les professions libérales: à Paris, surtout, nombre de médecins et d'avocats ont fait fortune; ils ont largement contribué à instaurer le régime républicain et à détruire l'influence de l'aristocratie française²⁶. Finalement, il faut inclure dans la haute bourgeoisie, les ingénieurs, les architectes, les professeurs d'université et les journalistes les plus fortunés.

Il ne faut toutefois pas exagérer la puissance de la grande bourgeoisie: à côté d'elle existaient de nombreux petits patrons et commerçants qui, économiquement parlant, pouvaient échapper à l'emprise du grand capitalisme²⁷. Les petites entreprises, on l'a vu, étaient encore très nombreuses avant 1914, même si leur poids économique diminuait²⁸. Elles représentaient une partie de la

25 P. Sorlin, La société, op. cit., p. 149.

26 Ibid., p. 91.

27 En 1911, il y avait deux patrons pour cinq ouvriers. G. Palmade, Capitalisme, op. cit., p. 328.

28 A. Daumard, L'évolution, op. cit., p. 326s.

petite et moyenne bourgeoisie; l'autre partie était constituée par les nouvelles professions salariées. L'un des effets les plus importants de l'industrialisation, sur le plan social, fut d'encourager l'essor du secteur tertiaire: de 1876 à 1911, les commerçants, les transporteurs et les employés sont passés de 770 000 à 1.8 millions en France²⁹. La fonction publique s'est également développée; ainsi, le nombre des instituteurs de l'enseignement primaire, qui était 64 000 en 1876-77, atteint 125 000 en 1912-14³⁰. Enfin, il ne faut pas oublier les fonctionnaires subalternes, dont les revenus étaient très modestes et parfois même inférieurs à ceux des ouvriers³¹. D'ordinaire, cette petite et moyenne bourgeoisie, pour des raisons que nous n'avons pas à expliquer ici, n'était pas solidaire des intérêts de la haute bourgeoisie. Très souvent même, elle se montrait hostile à la "ploutocratie".

Sur le plan des mentalités, la suprématie économique de la haute bourgeoisie et l'agrandissement important des cadres de la moyenne et petite bourgeoisie ont eu comme conséquence l'essor de l'individualisme bourgeois: l'enrichissement général et le grossissement des classes moyennes laissent croire que la misère sociale s'évanouit au fur et à mesure que les individus, par leurs efforts personnels, gravissent les échelons de la société:

29 J.P. Rioux, La révolution, op. cit., p. 200.

30 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 172s.

31 De 1871 à 1914, leur nombre a doublé. Ibid., p. 174.

Les aspirations sociales ne peuvent être que la somme toujours constante des aspirations individuelles. L'individu est libre: porté par un enseignement qui prétend l'épanouir sans aucune discrimination sociale, il peut choisir la carrière où son talent s'épanouira. Jamais les idées reçues ne découvrent en lui un producteur exploité ou un héritier de la richesse et de la culture. Les références bourgeoises doivent s'adapter à tous. La famille, l'audace calculée, l'ambition bien dosée deviennent vertus sociales, sans danger pour l'ordre établi.³²

Vis-à-vis des conditions souvent difficiles des ouvriers, l'esprit bourgeois est très confiant: loin d'être indifférent à ce problème, il reste persuadé que les progrès économiques et l'évolution "naturelle" des choses sauront améliorer le sort des travailleurs. De fait, les membres de la haute bourgeoisie développent un certain paternalisme à l'égard non seulement des ouvriers, mais de la France tout entière³³. Quelques gens fortunés se sont lancés dans la philanthropie et les oeuvres de charité. Il n'était pas question, pour le grand bourgeois des années 1890-1914, de régler le travail, ni sur le plan légal, ni sur le plan privé: ç'aurait été là une atteinte à la liberté du travail. En 1897, l'industriel Henry Schneider disait à un journaliste:

L'intervention de l'Etat dans les problèmes ouvriers? Très mauvais, très mauvais [...] Je n'admets pas du tout un préfet dans les grèves [...] C'est comme la réglementation du travail des femmes, des enfants [...] On met des entraves inutiles, trop étroites [...] Quant à la journée de huit heures, c'est encore un dada, un boulangisme. Dans cinq ou six ans, on n'y pensera plus, on aura inventé autre chose [...] Pour moi, la vérité, c'est

32 J.P. Rioux, La révolution, op. cit., p. 221s.

33 P. Sorlin, La société, op. cit., p. 259.

qu'un ouvrier bien portant peut très bien faire ses dix heures, et qu'on doit le laisser libre de travailler davantage si ça lui fait plaisir [...].³⁴

Cette façon de penser, qui était aussi celle d'un banquier comme Alphonse de Rothschild, devait certainement l'être des petits capitalistes et même d'une grande partie des cadres moyens, des ingénieurs par exemple³⁵. En tout cas, elle explique en partie pourquoi le gouvernement français a si peu apporté de 1890 à 1914, comme on le verra, à la législation du travail et pourquoi la haute bourgeoisie s'est tellement opposée à la montée du socialisme et du syndicalisme³⁶. Du côté de la moyenne et de la petite bourgeoisie, les attitudes à l'égard des revendications ouvrières n'étaient pas aussi tranchées: leurs principaux représentants politiques, les radicaux, tout en restant distants des socialistes et du syndicalisme révolutionnaire, admettaient le principe d'une législation du travail³⁷.

34 Cité dans G. Palmade, Capitalisme, op. cit., p. 252.

35 Ibid., p. 252s.

36 Il faut noter que certains théoriciens, dans le but d'améliorer la productivité du travail, et aussi de réduire les antagonismes entre patrons et ouvriers, ont préconisé une organisation rationalisée du travail. C'est le cas de Henri Fayol (1841-1925) en France et de Frederick W. Taylor (1856-1915) aux Etats-Unis. Cependant, avant 1914, leurs idées n'ont guère été retenues, pas même par les militants ouvriers. Voir F. Bédarida, dans L.H. Parias, Histoire générale du travail, t. III: L'ère des révolutions. 1765-1914, Paris, 1960, p. 373-377.

37 Voir plus loin pages 24-25.

3. Les ouvriers français

Le monde ouvrier est difficile à analyser. Certes, par rapport aux bourgeoisies, il est possible d'en délimiter certaines caractéristiques communes, mais la qualification et les origines très diverses de chaque ouvrier empêchent de voir dans le prolétariat une classe parfaitement homogène. On peut distinguer quatre types d'ouvriers salariés en 1900-14: 1- L'ouvrier très qualifié, employé surtout dans des industries peu concentrées, comme le livre. 2- Le manoeuvre spécialisé, souvent d'origine rurale, que l'on retrouve dans les usines concentrées et plus particulièrement dans la métallurgie. Ses tâches sont simples et ne requièrent pas de long apprentissage. 3- La main-d'oeuvre féminine, dont le revenu était plus faible que celui de la main-d'oeuvre masculine. Sauf dans le bâtiment et les mines, elle était très nombreuse, surtout dans le textile. 4- La main-d'oeuvre instable, passant d'un emploi à l'autre, et d'une région à l'autre, sans spécialité. A côté des ouvriers salariés, on retrouve une masse de non-salariés: artisans, travailleurs à domicile, ouvriers agricoles et petits paysans³⁸. Toutefois si les salariés étaient encore minoritaires à l'époque, leur nombre allait croissant.

Quel était le niveau de vie des ouvriers français? Pour la minorité, il y a eu progression matérielle: de 1873 à 1900, les salaires ont augmenté d'un tiers environ, et, de 1900 à 1910, de

³⁸ G. Lefranc, Le syndicalisme en France, Paris, 1953, p. 26s.

10 à 20%³⁹. Il n'est pas possible de savoir si les revenus des non-salariés ont monté ou non. Toutefois, il se peut qu'ils aient suivi le même mouvement que les salaires. L'étude que Mlle Adeline Daumard a faite sur les biens de succession montre que l'ensemble des travailleurs urbains ont connu une amélioration au long du XIXe siècle⁴⁰. Cette amélioration n'était cependant pas suffisante pour hausser le salaire ouvrier français au niveau de celui des ouvriers anglais et américains. En 1900, le budget de l'ouvrier parisien était encore celui pour lequel les besoins élémentaires tenaient une place considérable: près de 80% du budget allait à la nourriture, au logement et à l'habillement⁴¹. Ce n'était donc pas le confort, mais, comparé à la grande misère des années 1830-40, c'était tout de même un progrès.

L'augmentation des salaires ne constitue pas à lui seul l'indice du bien-être des ouvriers. Encore faut-il voir si cet enrichissement n'a pas été payé par un accroissement des heures de travail, ou encore par une intensification de l'effort fourni par l'ouvrier pendant sa journée de travail. Dans les grandes entreprises, à cause de l'avènement d'une technologie plus poussée, l'intensité du travail pour l'ouvrier s'est accrue; les libertés ont

39 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 193.

40 A. Daumard, L'évolution, op. cit., p. 342. Malheureusement, Mlle Daumard n'a pas indiqué les grandes époques de cette hausse du niveau de vie des ouvriers.

41 F. Bédarida dans Histoire générale, op. cit., p. 329.

diminué⁴². Par contre, les heures de travail n'ont pas été augmentées. Le gouvernement avait émis des lois en ce sens: en 1874, il fut désormais interdit de faire travailler les enfants plus de douze heures par jour. En novembre 1892, on a baissé ce maximum à dix heures pour les enfants de 13 à 16 ans et à onze heures pour les femmes. En mars 1900, il fut décidé que les moins de 18 ans, les femmes et les "hommes adultes qui travaillent dans les mêmes locaux [que les femmes et les enfants]" ne devaient pas travailler plus de dix heures et demie par jour à partir de 1902, et de dix heures à partir de 1904. Enfin, en juin 1905, la loi que le travail dans les mines ne devait pas durer plus de huit heures par jour fut votée. La durée moyenne de travail, dans les trois-quarts des usines françaises, en 1914, était de dix heures par jour⁴³. Donc, intensification du travail et faible réduction des heures. D'autre part, le congé du dimanche, aboli en 1880, ne fut rétabli qu'en 1906. Dans d'autres domaines, certaines améliorations avaient été apportées: en avril 1898, une loi sur les assurances sociales fut votée, obligeant les employeurs à assumer une part des responsabilités des accidents de travail. En 1910, une loi sur l'assurance-vieillesse fut créée; elle fut cependant très contestée, tant par le patronat que par les syndicats ouvriers - ces derniers rejetaient le principe d'un versement ouvrier: près des trois-quarts

42 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 193.

43 Ibid., p. 194.

des salariés ont refusé de verser leur cotisation⁴⁴.

Comparée avec celles de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne⁴⁵, la législation sociale française demeurait très maigre à cette époque. De sorte que, malgré la montée du niveau de vie, les ouvriers français vivent encore dans une situation difficile:

D'abord parce que le travail ouvrier use le travailleur, l'expose constamment à la menace de la maladie; ensuite, parce que la stabilité de l'emploi n'est pas assurée, que le chômage peut survenir à tout moment; enfin, et surtout, parce que le fondement juridique des relations entre patrons et ouvriers n'a pas changé: c'est celui du contrat individuel. [...] Le contrat individuel ne peut même pas être discuté dans ses clauses: il n'est que l'adhésion de l'ouvrier à un règlement d'atelier toujours fixé par l'employeur. Les rapports entre patrons et ouvriers ne peuvent être, malgré l'institution par la loi du 27 décembre 1892 d'un arbitrage, purement facultatif d'ailleurs, que des rapports de force.⁴⁶

44 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 194s.

45 En Allemagne, on avait voté des lois pour instaurer l'assurance-maladie (1883), l'assurance-accident (1884), l'assurance-vieillesse et contre l'invalidité (1889); le travail de nuit et du dimanche fut interdit en principe; le temps de travail maximum fixé à onze heures et le chômage légal permis pour les femmes à la veille d'accoucher. En Grande-Bretagne, les enfants de 12 à 14 ans ne devaient plus travailler qu'à mi-temps (1901); le temps maximum de travail était de 9½ heures; à partir de 1906, les assurances contre la maladie, le chômage et les accidents de travail, les retraites pour personnes âgées et des conseils d'arbitrage furent établis. De plus, en 1909, le principe du salaire minimum fut posé. Cependant, c'étaient l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui constituaient l'avant-garde en matière de législation du travail. F. Bédarida dans Histoire générale, op. cit., p. 369-371.

46 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 195. Il faut cependant nuancer l'opinion de l'auteur sur les conséquences du contrat individuel. Comme on le verra plus loin, les contrats collectifs sont apparus dans une proportion non négligeable en France après 1905. Certes, le contrat individuel était encore le plus employé, mais il n'était plus le seul type de contrat.

Certes, il y a eu des progrès dans d'autres domaines. L'instruction par exemple: en 1835, 50% des Français étaient analphabètes; en 1882, 15% et en 1914, moins de 3% seulement⁴⁷. Cependant, comme le fait remarquer Sorlin, les classes populaires n'ont tout au plus reçu que les rudiments d'une instruction et la véritable éducation a été réservée aux classes plus aisées, soit à une minorité. Donc, même si le progrès est énorme en soi, on ne peut pas le qualifier de révolutionnaire: la faiblesse des moyens financiers interdisait aux ouvriers d'améliorer leur scolarité⁴⁸.

Finalement, les ouvriers français restaient très inquiets sur leur avenir. Pour la majeure partie d'entre eux, il n'était pas question de promotion socio-professionnelle. De plus, l'origine rurale de nombreux salariés a contribué à développer un trait de mentalité particulier: celui de vouloir s'établir pour son propre compte, devenir maître de ses moyens de production, en somme dépasser la condition de salarié et être libre de son travail⁴⁹. La conjonction de l'inquiétude matérielle et des aspirations à l'autonomie explique pour une bonne part le comportement de l'ouvrier à l'égard du patron: selon Mlle Daumard

L'hostilité des masses populaires envers le capitalisme industriel est moins une révolte des pauvres contre les

47 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 127.

48 P. Sorlin, La société, op. cit., p. 230.

49 A. Daumard, L'évolution, op. cit., p. 343, et G. Lefranc, Le mouvement syndical sous la Troisième République, Paris, 1967, p. 18.

riches, des inférieurs contre les supérieurs que la conviction que la supériorité des uns sur les autres n'est pas fondée, puisque le travail et l'effort conduisent normalement les uns vers la réussite, les autres vers la misère.⁵⁰

Ajoutons que la prédominance des petites entreprises dans la France de 1890-1914, rapprochant davantage patrons et ouvriers, contribue largement à maintenir cette conviction chez les ouvriers⁵¹.

Pour conclure sur cette partie, disons que ce n'est pas la paupérisation des masses qui explique la vigueur des tensions sociales en France de 1890 à 1914, mais plutôt un sentiment de frustration qui grandissait non seulement chez les ouvriers, mais aussi dans la petite bourgeoisie. Ces deux groupes sociaux ont été déçus du fait que l'industrialisation n'a pas immédiatement amené une libération complète des individus, des entraves économiques et sociales qui les retenaient⁵². Ces tensions prédisposaient la France à des rapports de force sur le plan politique.

B. Aperçu politique

On a vu que les tensions sociales en France n'étaient pas caractéristiques d'une société divisée en riches et en pauvres. En fait, l'industrialisation urbaine comme telle, même si elle a joué un rôle de première importance, ne suffit pas à expliquer ni la

50 A. Daumard, L'évolution, op. cit., p. 343.

51 G. Lefranc, Le syndicalisme, op. cit., p. 26. Voir aussi M. Lévy-Leboyer, L'héritage, op. cit., p. 93.

52 A. Daumard, op. cit., p. 346.

force ni la nature des antagonismes entre ouvriers et patrons. Il faut considérer en outre les rapports politiques entre le monde ouvrier et les bourgeois.

1. La République, bourgeois et ouvriers

Comme l'a noté Peter N. Stearns, l'Europe occidentale, de 1870 à 1914, n'a pas connu de situation révolutionnaire comme la Russie. Certes, il y avait beaucoup de mécontentements, mais pas assez pour saper les bases de la société. Néanmoins, la violence politique existait⁵³. En France, tout un passé de répressions brutales séparait une fraction non négligeable d'ouvriers de la République. Nombreux étaient les intellectuels, à gauche comme à droite, qui rejetaient le libéralisme politique et préconisaient l'usage de la violence. De fait, si à aucun moment les bases de la République, après 1876, n'ont été sérieusement ébranlées, il n'en restait pas moins que les Français étaient profondément divisés. François Goguel, dans un ouvrage encore très utilisé aujourd'hui, a mis en évidence deux tempéraments politiques dans la France de la IIIe République: celui de l'ordre établi et celui du mouvement⁵⁴. Il s'agit avant tout de deux attitudes, et non pas de deux doctrines ou de deux idéologies. En conséquence, revendications, attaques et défenses de divers principes se rangeaient tantôt d'un

⁵³ P.N. Stearns, European Society in Upheaval. Social History since 1800, Londres, 1971, p. 303-305.

⁵⁴ F. Goguel, La politique des partis sous la IIIe République, Paris, 1958, p. 29.

côté, tantôt de l'autre, suivant la conjoncture politique. Ainsi, le libéral de gauche représentait le mouvement en 1876, et l'ordre établi vingt ans plus tard; de même que les radicaux d'extrême-gauche ont laissé la place aux socialistes dans le mouvement et se sont orientés davantage vers l'ordre établi. Mais notre propos n'étant pas de faire l'histoire politique des deux tempéraments de 1890 à 1914, voyons plutôt quelles ont été les positions des bourgeois et des ouvriers face à ces deux tendances.

Goguel dit que l'ordre établi a été soutenu, de 1877 à 1914, par la grande et moyenne bourgeoisie, les industriels, les négociants, les hommes de loi, les paysans propriétaires et catholiques. Tandis que le mouvement a été appuyé par les petits bourgeois, les fonctionnaires subalternes, les intellectuels, les vigneronns, les journaliers agricoles et les ouvriers d'industrie⁵⁵.

De 1890 à 1914, la grande bourgeoisie s'est rangée sous la bannière des opportunistes, c'est-à-dire des Républicains du centre gauche, ou - après les scandales de Panama - sous celle des modérés et des progressistes, c'est-à-dire des Républicains du centre ou de droite. Ces tendances politiques personnifiaient le libéralisme conservateur. Si, au début des années 1890, il était encore possible de ranger les opportunistes du côté du mouvement, ce n'était plus le cas après 1893: la montée des socialistes et les attentats anarchistes ont orienté les modérés vers le conservatisme politique; toutefois il s'agit d'un conservatisme libéral, qu'il ne

55 F. Goguel, La politique, op. cit., p. 148.

faut pas confondre avec l'attitude de l'extrême-droite, anti-parlementaire et nationaliste. Ce ne fut qu'après 1906, avec la montée des organisations ouvrières et le succès grandissant de Jaurès, que les modérés et même les radicaux ont opté pour le nationalisme républicain et le militarisme, gages d'un gouvernement fort en politique intérieure⁵⁶.

Pendant toute cette époque, les représentants politiques de la haute bourgeoisie n'ont été au pouvoir que de 1890 à 1899 et en 1912-13⁵⁷. De 1900 à 1911, les radicaux ont dominé la politique française. Mais ceci ne veut pas dire que l'influence de la grande bourgeoisie fut éclipsée pendant cette décennie. D'abord, ses contacts avec l'administration gouvernementale, qui était d'autant plus importante que la plupart des ministères de l'époque vivaient dans l'instabilité, étaient étroits⁵⁸. De plus, les radicaux eux-mêmes n'ont jamais osé attaquer ouvertement les grands capitalistes; leur offensive s'est plutôt dirigée contre l'Eglise. Et, après 1906, c'est le syndicalisme révolutionnaire qui leur est apparu comme l'ennemi numéro un. Certes, les radicaux avaient souvent promis "l'abolition des monopoles", mais rien de tel ne fut effectué sous leur règne, si ce n'est le rachat par l'Etat du chemin de fer de l'Ouest en 1908. Et encore: ce rachat ne fut accompli que

⁵⁶ E. Weber, Le renouveau nationaliste en France et le glissement vers la droite, 1905-1914, dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. V, 1958, p. 126-128.

⁵⁷ F. Goguel, La politique, op. cit., p. 543.

⁵⁸ G. Dupeux, La société, op. cit., p. 189.

pour sauver une entreprise déficitaire⁵⁹. Enfin, la haute bourgeoisie avait eu des défenseurs fort influents au sein des différents ministères, mêmes radicaux: par exemple, Léon Say, Maurice Rouvier, Jules Méline et Raymond Poincaré. En fait, elle n'a pas été menacée en politique intérieure de 1890 à 1914: l'impôt sur le revenu, qu'elle a combattu avec ardeur, n'a été voté qu'à la veille de la guerre. Et la législation du travail, on l'a vu, n'a guère évolué durant cette période. Si les capitalistes s'orientaient de plus en plus vers la droite, c'était pour prévenir la montée des organisations syndicales et socialistes.

Par contre, de 1910 à 1914, la tension politique internationale, menaçant ses placements hors de France, les a éloignés du nationalisme revanchard qui regagnait beaucoup en popularité. Au point même que nombreux furent les hommes d'affaires qui ont été traités d'ennemis de la patrie par certains cercles nationalistes⁶⁰. En somme, même si elle n'a pas monopolisé le pouvoir politique, la grande bourgeoisie n'a pas été ébranlée par la République: de 1890 à 1914, celle-ci répondait assez bien à ses aspirations⁶¹.

59 G. Dupeux, La société, op. cit., p. 190.

60 R. Poidevin, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris, 1969, p. 658s.

61 G. Palmade définit ces aspirations de la manière suivante: "Nous verrions bien quelle figure différente l'Etat prend pour les capitalistes selon les fonctions qu'il exerce: l'Etat-douanier, ils l'admettent, réclament même son action, convenablement orientée, bien entendu; l'Etat-percepteur, oui, dans les limites des "quatre vieilles" et des impôts de consommation, et surtout sans "inquisition"; l'Etat-banquier, dans certaines occasions, quand il faut obtenir, en cas de difficultés, les services de

Pour la moyenne et la petite bourgeoisie, par contre, les choses étaient différentes: leur principal représentant politique fut le radicalisme, dont le succès était le fruit d'une frustration face aux scandales provoqués par les ministères opportunistes (l'affaire Wilson, Panama). Pour eux, les opportunistes étaient des fauteurs de désordre: ils affaiblissaient le prestige et la force de la France et détruisaient l'harmonie entre les classes sociales. Les radicaux demandaient donc à la fois un rétablissement de l'ordre et des changements dans la politique sociale permettant d'éliminer les tensions de classes. De 1890 à 1898, si l'on excepte les ministères Bourgeois et Brisson, les radicaux n'ont pas été au pouvoir. Ce ne fut qu'avec l'affaire Dreyfus, et surtout après les manifestations violentes des Ligues parisiennes et la crainte d'un coup d'Etat venant de l'extrême-droite, qu'un groupe de "Défense républicaine", réunissant radicaux, progressistes de gauche et socialistes, fut porté au pouvoir. Ce fut le ministère de Waldeck-Rousseau, qui donna le gouvernement aux radicaux jusqu'en 1912⁶², provoqua une entente entre socialistes

l'institut d'émission, quand il faut financer la part la moins rentable des dépenses d'équipement, quand il faut garantir les dividendes des valeurs ferroviaires. De l'Etat-producteur, ou gérant d'un secteur économique, il va de soi qu'il ne saurait être question; [...]. Restent, sur le plan social, deux visages bien contrastés du pouvoir: l'Etat-gendarme, le bon, qui défend l'ordre établi; et l'Etat-providence, détestable, s'il n'était illusoire, si timides que soient ses projets d'intervention dans la législation du travail ou les questions ouvrières. Telle serait, sans doute, pour nos capitalistes, la définition de l'Etat libéral." G. Palmade, Capitalisme, op. cit., p. 265.

62 F. Goguel, La politique, op. cit., p. 106-109.

indépendants et radicaux, et occasionna, en 1901, la constitution du "Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste". L'accord entre radicaux et socialistes allait se poursuivre jusque vers 1906, alors que les répressions gouvernementales contre le syndicalisme ont opposé Jaurès à Clemenceau⁶³. Après 1905, et surtout à partir de 1910, radicaux et radicaux-socialistes s'éloignèrent de plus en plus de l'extrême-gauche et leur attitude ressembla davantage à celle des modérés et des conservateurs⁶⁴.

Vis-à-vis des ouvriers, les radicaux étaient beaucoup plus ouverts que les modérés. Tout en défendant les institutions républicaines, ils ont espéré résoudre les problèmes des ouvriers en abolissant leur condition de prolétaires et en les faisant accéder à la classe moyenne. On retrouve cette pensée dans les articles 14 et 15 du Programme du Parti radical, établi en 1907:

Le Parti radical et radical-socialiste est résolument attaché au principe de la propriété individuelle dont il ne veut ni commencer ni même préparer la suppression. Mais cet attachement n'est pas irréfléchi: il ne s'étend point aux abus qui détruiraient la légitimité et la raison d'être de la propriété individuelle. Il est prêt à proposer toutes les mesures légales propres à garantir à chacun le produit de son travail et à prévenir les dangers que présente la constitution d'une féodalité capitaliste rançonnant travailleurs et consommateurs. Il propose la formation de syndicats et d'associations coopératives et encourage toutes les institutions par lesquelles le prolétariat peut faire valoir ses droits, défendre ses intérêts, améliorer sa situation morale et matérielle, obtenir la propriété de son outil et la légitime rémunération de son labeur, arriver à la disparition du salariat

63 F. Goguel, La politique, op. cit., p. 130.

64 Ibid., p. 140.

et accéder à la propriété individuelle, condition même de sa liberté et de sa dignité.⁶⁵

Dans les années 1880-1900, ce furent surtout les radicaux d'extrême-gauche qui ont le plus manifesté en faveur du syndicalisme et défendu la médiation et l'arbitrage comme moyens de réduire la tension sociale tout en préservant les institutions républicaines⁶⁶. L'arbitrage, en particulier, aurait été, selon eux, un moyen efficace d'éliminer les grèves, qui étaient plus néfastes aux ouvriers qu'aux patrons⁶⁷. Mais, une fois les radicaux au pouvoir, qu'en a-t-il été de ces réformes? Très peu de choses. Sous Waldeck-Rousseau, Millerand a tenté de rapprocher les ouvriers de la République en faisant voter une loi sur la réduction des heures de travail. Cette tentative n'a pas eu de suite. Elle fut reléguée au second plan par l'anticléricalisme qui s'intensifia sous Combes, ce qui eut pour résultat d'éloigner peu à peu les syndicats de la République. Enfin, sous Clemenceau, les rapports se détériorèrent: l'unification du socialisme, la montée du syndicalisme révolutionnaire, on le verra, ont amené Clemenceau à utiliser les troupes contre les grévistes, ce qui occasionna définitivement la rupture entre radicaux et socialistes, et éloigna la réalisation des

⁶⁵ Cité dans J.-P. Azéma et M. Winock, La IIIe République (1870-1940), Paris, 1970, p. 115s.

⁶⁶ L.A. Loubère, Les radicaux d'extrême-gauche en France et les rapports entre patrons et ouvriers (1871-1900), dans Revue d'histoire économique et sociale, t. CXII, 1964, p. 90s.

⁶⁷ Ibid., p. 92s.

réformes sociales, pourtant urgentes⁶⁸. Félix Ponteil a porté un jugement sévère sur le radicalisme de la bourgeoisie moyenne:

L'anticléricalisme a retardé la progression de la démocratie sociale. Les grandes questions sociales ont été freinées. Tandis que l'ouvrier battait semelle, le petit bourgeois et même le moyen se gargarisaient de mots creux pour écraser l'infâme. Si bien qu'on peut dire que la petite bourgeoisie, l'esprit obnubilé par le problème confessionnel, s'est laissé distancer et a retardé l'avènement de la démocratie sociale, se retrouvant, là, sur le même terrain que la grande bourgeoisie, pour d'autres raisons, et sans doute partageant avec elle la crainte du grand soir qui la faisait trembler déjà, en 1848.⁶⁹

Il y a du vrai dans ce jugement. Mais il faut le tempérer. Les cadres politiques de la IIIe République encourageaient l'instabilité ministérielle; c'est pourquoi on était obligé, pour se maintenir au pouvoir, de faire des coalitions hétérogènes, ce qui rendait difficile l'application d'un programme nettement radical. Le ministère Waldeck-Rousseau en est le meilleur exemple: ayant réuni des progressistes de gauche, des socialistes et des radicaux, il lui était quasiment impossible de trouver un programme commun aux trois tendances, ou de s'engager à fond dans des réformes qui ne pouvaient certainement pas plaire à tous à la fois. C'est pourquoi il s'est lancé dans la lutte à vrai dire superficielle de l'anticléricalisme, lutte qui ne choquait aucun des membres de la

⁶⁸ J. Julliard, Clemenceau briseur de grèves, Paris, 1964, p. 17-26.

⁶⁹ F. Ponteil, Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie, Paris, 1968, p. 512.

coalition⁷⁰. En somme, s'il est juste de dire que les bourgeoisies françaises étaient socialement conservatrices, et que la peur des mouvements révolutionnaires les a empêchées d'amener les réformes sociales qui s'imposaient, il est aussi juste de dire que les institutions politiques de la IIIe République empêchaient, par l'instabilité ministérielle qu'elles engendraient, de résoudre efficacement les questions du travail.

Enfin, il faut voir les rapports entre les ouvriers et la République. Le monde ouvrier n'a pas directement participé, de 1871 à 1890, à la consolidation de la République⁷¹. De fait, le prolétariat français a été long à s'organiser comme force politique. Il va de soi que l'effacement des mouvements révolutionnaires de 1871 à 1879 y est pour beaucoup, de même que les conditions socio-économiques. Il ne faut pas oublier que le poids politique du prolétariat français, à cette époque, était faible surtout à cause de sa faiblesse numérique et de son manque de concentration industrielle. Nous avons vu que la période de 1890-1914 était une période de plein changement dans le monde ouvrier; la petite entreprise prédominait, mais la concentration industrielle progressait rapidement. Les ouvriers étaient donc difficiles à saisir et à organiser politiquement. Certes, le manque de législation du travail et l'inquiétude qui en résultait ne les rapprochaient pas

70 F. Goguel, La politique, op. cit., p. 109.

71 E. Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier, 1830-1953, vol. 2, Paris, 1953, p. 17s.

de la République; selon Sorlin:

Ils considèrent que la politique n'est pas leur affaire: elle se déroule dans un monde, dans une société qu'ils n'acceptent pas; s'y mêler activement reviendrait à accepter implicitement les règles du jeu; précisément, les ouvriers condamnent l'ensemble du système dans lequel ils estiment ne pas avoir leur place.⁷²

Mais, d'un autre côté, ils furent difficiles à unifier sur le plan syndical. De 1880 à 1900, les tentatives d'unification eurent peu de résultats. Il fallut attendre le début du XXe siècle pour concevoir un commencement d'unité; encore fut-elle loin d'être parfaite. De 1890 à 1914, le monde ouvrier était en plein changement. C'est pourquoi il est très difficile de percevoir dans le prolétariat une conscience de classe homogène, prête à faire la révolution. Les organisations ouvrières et socialistes souffrirent de ce manque de cohésion. Ceci explique en grande partie que la grande bourgeoisie ait pu si facilement imposer son point de vue sur les problèmes ouvriers. Toutefois les forces ouvrières s'organisaient; à maintes reprises, elles se sont manifestées, parfois même avec violence. Après 1905, elles ont sérieusement inquiété les bourgeoisies. C'est pourquoi il est nécessaire de jeter un coup d'oeil sur les mouvements ouvriers et révolutionnaires avant d'aborder le Premier Mai.

72 P. Sorlin, La société, op. cit., p. 199.

2. Partis et mouvements ouvriers

L'évolution des organisations qui ont voulu représenter les forces ouvrières est complexe à analyser. Plus ou moins représentatives du prolétariat, tantôt elles sont imbriquées et tantôt dissociées, tantôt elles se sont opposées et tantôt elles se sont réunifiées. Parler d'elles comme s'il s'agissait d'un bloc solide contre les partis bourgeois et les syndicats patronaux, ce serait faire fausse route. Tout en étant conscients de l'arbitraire de cette division, nous avons choisi, pour des raisons de clarté, de les présenter en fonction du socialisme, de l'anarchisme, de la II^e Internationale et du syndicalisme.

i. Le socialisme

La répression de la Commune, en 1871, a anéanti les principales formations socialistes en France. Il a fallu attendre le retour en 1877, de Paul Brousse et de Jules Guesde et d'autre part, l'amnistie des Communards en 1880, pour voir le socialisme réapparaître en France. En 1879, au congrès de Marseille, était créée la Fédération des Travailleurs Socialistes. La collectivisation des moyens de production constituait le point important du programme de ce parti. Toutefois, dès sa naissance, la Fédération allait se démembrer. Ainsi, en 1880, au congrès du Havre, les anarchistes allaient se séparer des socialistes. En 1882, au congrès de Saint-Etienne, les socialistes se scindèrent en guesdistes (minoritaires) et en possibilistes (majoritaires). Enfin, en 1890, à Châtellerault, les possibilistes se sont divisés à leur

tour en broussistes (du nom de Paul Brousse) et en allemanistes (de Jean Allemane).

Le guesdisme, qui réunissait des personnalités comme Jules Guesde, Paul Lafargue et Gabriel Deville, se réclamait du marxisme: il voulait la disparition de l'Etat par la défaite de la bourgeoisie, l'antiréformisme mais la révolution (irréversible et imminente), et la promesse d'un âge d'or⁷³. Les guesdistes cherchaient à réaliser une révolution totale, qui changerait tout en même temps; c'est pourquoi ils réclamaient des socialistes un programme unique et une discipline de parti rigoureuse⁷⁴. Les possibilistes ne voulaient pas d'un pareil programme. En 1881, le Prolétaire résumait le possibilisme de la façon suivante:

Nous préférons abandonner le tout-à-la-fois pratiqué jusqu'ici et qui, généralement, aboutit au rien du tout, fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser, en quelque sorte, quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles, au lieu de nous fatiguer sur place à marquer le pâs, ou, comme dans le conte de Barbe-Bleue, de rester perchés sur les tours de l'Utopie et de ne jamais rien voir de concret et de palpable.⁷⁵

Se méfiant de la violence, des possibilistes comme Brousse, Allemane et Joffrin préférèrent une intégration des ouvriers dans les cadres politiques; à la révolution, ils opposaient les élections,

⁷³ M. Perrot et A. Kriegel, Le socialisme français et le Pouvoir, Paris, 1966, p. 20-27.

⁷⁴ G. Lefranc, Le mouvement socialiste sous la Troisième République, Paris, 1963, p. 49s.

⁷⁵ Cité dans M. Perrot, op. cit., p. 30.

au niveau municipal d'abord, puis gouvernemental⁷⁶.

En 1883, Guesde fondait le Parti ouvrier français (P.O.F.). La raideur idéologique du guesdisme⁷⁷ allait s'intégrer difficilement dans l'évolution socio-économique de la France. En 1886 était créée la Fédération Nationale des Syndicats (F.N.S.); or Guesde n'a jamais vu dans le syndicalisme qu'un moyen de mobiliser le prolétariat⁷⁸. Le socialisme était pour lui la seule formation ouvrière possible. Et la révolution, la seule action efficace. Toutefois, les guesdistes allaient finir par accepter le bien-fondé de certaines réformes, dont la revendication serait un excellent moyen de mobiliser le prolétariat. De plus, surtout depuis le boulangisme, dont la popularité a impressionné les socialistes, les guesdistes ont commencé à voir dans les élections un moyen de combat fort efficace⁷⁹. De sorte qu'en 1890, le guesdisme avait évolué et, face aux déchirements entre possibilistes, sa position s'était grandement améliorée auprès des ouvriers.

Du côté des possibilistes, une querelle qui tenait beaucoup plus à une opposition de personnalités qu'à un différend idéologique,

76 M. Perrot, Le socialisme, op. cit., p. 30-34.

77 Il ne faut pas identifier le guesdisme et le marxisme. Les guesdistes n'ont fait que vulgariser le marxisme. Ils étaient dogmatiques; pour eux, le Manifeste du Parti Communiste devait s'appliquer tel quel à la réalité française de la fin du XIXe siècle. Voir C. Willard, Le mouvement socialiste en France (1893-1905): les guesdistes, Paris, 1965, p. 123-125.

78 G. Lefranc, Le mouvement socialiste, op. cit., p. 56.

79 M. Perrot, op. cit., p. 36-38.

sépara Brousse et Allemane. Ce dernier fonda alors le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (P.O.S.R.).

Les deux premières manifestations du Premier Mai ont mobilisé en France même une masse ouvrière suffisamment importante pour que personne ne puisse désormais ignorer l'existence d'une force ouvrière. Ceci eut pour résultat de grossir considérablement les cadres du P.O.F.: de 1889 à 1893, ce parti vit ses membres passer de deux à dix mille:

L'organisme, jusqu'alors rachitique, s'ossifie; son cerveau se développe, ses articulations s'assouplissent, les traits de son visage s'accusent. Des congrès nationaux désormais annuels, un Conseil national stable, un organe de presse central permettent de coordonner et de guider l'action, autrefois totalement anarchique, des groupes; et ces organismes de base commencent à ressentir le besoin de se fédérer au niveau des villes, des départements. La disparité et l'originalité du guesdisme, par rapport aux autres fractions socialistes, éclatent.⁸⁰

Sur le plan politique, ce changement rend le parti plus souple. Désormais ouvert à l'action électorale, le P.O.F. a fait cause commune avec les socialistes indépendants, issus du radicalisme et du boulangisme, étrangers au marxisme. Et le marxisme vulgaire qu'il professait jusqu'ici allait résister difficilement aux nouveaux venus, parmi lesquels se trouvaient Alexandre Millebrand et Jean Jaurès⁸¹.

De 1894 à 1898, les effectifs du P.O.F. ont augmenté de 50%, le nombre de voix qu'il a obtenu aux élections de 1898 s'est

80 C. Willard, Le mouvement socialiste, op. cit., p. 91.

81 Ibid., p. 90s.

accru de 183% par rapport aux élections de 1893. En 1898, le parti comptait treize députés à la Chambre. Sa force provenait des ouvriers salariés engagés dans des industries concentrées; c'est donc la France du nord qui le soutenait le plus⁸². Pourtant, il ne faut pas exagérer la coïncidence entre les succès du P.O.F. et le degré de concentration industrielle. Dans plusieurs départements guesdistes c'est le textile qui apportait son appui au parti, alors que chez les mineurs, soumis à un paternalisme patronal très poussé, le collectivisme était peu accepté. D'autre part, le syndicalisme a souvent été un obstacle au P.O.F. Il semble que les guesdistes aient eu du succès là où existait une tradition révolutionnaire (France du nord, Centre-Est, bordure méditerranéenne) et dans des régions à forte densité urbaine. Tandis que dans les places nouvellement industrialisées, son impact était faible. En fait, le passé politique des régions françaises est le facteur le plus important du succès ou de la défaite P.O.F.⁸³. Les guesdistes n'ont jamais réussi à représenter véritablement la classe ouvrière: malgré leur assouplissement sur le plan des méthodes et des alliances politiques, ils ont néanmoins conservé une idéologie étroite qui les a empêchés de saisir les changements essentiels dans les structures socio-économiques de la France et qui les a conduits à sous-estimer le syndicalisme comme force ouvrière:

82 En 1893, 51.6% des voix recueillis par le P.O.F. venaient de la France du Nord, et en 1898, 45.9%.

83 C. Willard, Le mouvement socialiste, op. cit., p. 316-325.

Les guesdistes apparaissaient ainsi aux masses ouvrières sous les traits de "sectaires" inféconds, de "politiciens", de "diviseurs". La formation, sous les guesdistes et contre eux, de la Confédération Générale du Travail blesse le parti si grièvement qu'il ne s'en relève pas. Et, déçus par le socialisme révolutionnaire, la plupart des éléments les plus dynamiques de la classe ouvrière se rallient au syndicalisme révolutionnaire.⁸⁴

Le dédain de Jules Guesde pour le syndicalisme s'est transformé en guerre ouverte, notamment sur la question de la grève générale. Du congrès de Marseille de 1892 au congrès de 1894, s'accomplit la rupture entre le syndicalisme et le P.O.F.⁸⁵. Ce schisme, Annie Kriegel le résume admirablement bien dans la phrase suivante:

Producteur, exploitation, syndicat, grève générale sont du vocabulaire de l'un; prolétaire, oppression, parti, élection sont du vocabulaire de l'autre.⁸⁶

D'autre part, au sein du socialisme, l'unité était loin d'être faite. De 1890 à 1899, Claude Willard ne compte pas moins de huit organisations socialistes autonomes en France⁸⁷. Enfin, il faut ajouter l'influence grandissante des socialistes indépendants.

Jaurès et Millerand, tous deux d'origine bourgeoise, apportaient leur propre conception du socialisme. Selon eux, République

84 C. Willard, Le mouvement socialiste, op. cit., p. 386.

85 G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 47-49.

86 A. Kriegel, Le pain et les roses, jalons pour une histoire du socialisme, Paris, 1973, p. 16.

87 C. Willard, op. cit., p. 439.

et socialisme n'étaient pas irréductibles; en fait, le second devrait être l'aboutissement normal du premier. Le passage de l'un à l'autre devait être pacifique, légal et graduel. La propriété capitaliste devait céder graduellement la place à la propriété sociale⁸⁸. Si, pour Millerand, le socialisme ne fut qu'un tremplin pour accéder au pouvoir, il n'en fut pas de même pour Jaurès qui, du socialisme parlementaire, a évolué vers le socialisme syndical, surtout après 1905⁸⁹. De 1893 à 1900, Jaurès se voulait républicain socialiste: la République était une victoire de l'humanité qu'il fallait compléter par le socialisme. Et lorsque cette République fut menacée pendant l'affaire Dreyfus, Jaurès est venu à sa défense.

L'affaire Dreyfus fut l'occasion d'une première unité entre socialistes: l'échec qu'ils avaient subi lors des élections de 1898 leur a fait sentir la menace de l'extrême-droite, et la nécessité de s'unir au mouvement de "Défense républicaine". La victoire de Waldeck-Rousseau a enfin porté un Millerand au ministère du Commerce. C'était la première fois qu'un socialiste participait à un ministère. L'événement, cependant, fut l'objet de vives discussions entre socialistes: en 1899, guesdistes et blanquistes le désapprouvèrent car il était contraire aux exigences doctrinales du P.O.F. Cette querelle à l'intérieur du socialisme allait retarder l'unité du

88 C'est le sens du discours prononcé par Millerand au congrès des municipalités socialistes, à Saint-Mandé, en 1896.

89 M. Perrot, Le socialisme, op. cit., p. 56-59.

mouvement. Jaurès défendit Millerand: c'était pour lui la voie normale du passage du capitalisme au socialisme. Opposition doctrinale, "question de méthode". L' "affaire Millerand" a été à l'origine de l'opposition entre Guesde et Jaurès; l'unité socialiste pour défendre la République s'est dissoute⁹⁰. L'éclatement se produisit au congrès national de Paris (septembre 1900). En 1901, les guesdistes fondaient le Parti Socialiste de France (P.S.de F.) et, en 1902, indépendants, possibilistes et allemanistes créaient le Parti Socialiste Français (P.S.F.). Aux élections de 1902, le P.S.F. l'emporta sur le P.S.de F.; ce dernier s'éloignait de plus en plus de la réalité ouvrière. Le jaressisme et le syndicalisme révolutionnaire avaient pris la relève.

La tension politique internationale et les luttes syndicales avaient rendu nécessaire la formation d'un parti socialiste unifié. A la demande de la IIe Internationale, l'unification se fit: en 1905 était créée la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.). Pour le socialisme français, ce fut une victoire sur le plan électoral: en 1906, 877 999 personnes avaient voté pour la S.F.I.O. aux élections législatives; en 1914, il y en eut 1 398 000. Le nombre des députés du parti passa de 51 à 103 et celui de ses adhérents, de 51 736 à 76 667⁹¹. C'était donc un essor vigoureux. De nombreuses zones rurales, autrefois radicales, votèrent pour les socialistes.

90 M. Perrot, Le socialisme, op. cit., p. 66-78.

91 Ibid., p. 85.

Mais la force de la S.F.I.O., en Chambre, devint sa faiblesse; crainte, on s'en éloignait. D'autre part, ses contacts avec le parlementarisme ont été rejetés par de nombreux ouvriers; en fait, la poussée électorale de la S.F.I.O. est venue de la paysannerie française⁹². La pensée de Jaurès s'imposait de plus en plus. Avec lui, les socialistes ont tenté de se rapprocher des syndicalistes. Le dogmatisme socialiste s'était considérablement assoupli, tenant davantage à participer aux institutions républicaines de la France⁹³. Tout en admettant la nécessité du syndicalisme, Jaurès cherchait à atténuer le côté lutte des classes qui caractérisait le socialisme et le syndicalisme révolutionnaires et à intégrer paysans et petits bourgeois dans les rangs de la S.F.I.O.⁹⁴. En 1914, ces tentatives ont connu un certain succès. Cependant, l'imminence de la guerre a forcé les socialistes à s'engager dans une lutte antiguerre qui allait se terminer par l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914.

92 M. Perrot, Le socialisme, op. cit., p. 87s.

93 Ibid., p. 90s.

94 G. Lefranc, Le Mouvement socialiste sous la Troisième République, Paris, 1963, p. 114s. La S.F.I.O. n'a pas réussi à intégrer tous les socialistes dans ses rangs: de nombreux socialistes indépendants, dont Jourde, Viviani, Millerand et Zévaès, ont formé un Parti socialiste indépendant qui a tenu des congrès à Lyon (1907), Marseille (1908), Reims (1909) et Paris (1910), pour ensuite se transformer en Parti républicain socialiste. Dès lors, de dire Lefranc, ce parti "tend à n'être plus qu'un parti de notables, sans grande existence en dehors de l'action des réélus qui tient en des sens différents."

ii. Les anarchistes

Même s'ils étaient minoritaires en France, les anarchistes ont exercé une profonde influence sur la pensée ouvrière de 1890 à 1914. Ayant durement souffert de la répression de 1871, ils ont eu à l'égard de la IIIe République une attitude tout à fait négative: l'Etat, parce qu'il signifiait autorité et domination d'une classe sur l'ensemble de la population, devait être aboli, et ce d'une façon violente. C'était ce que prênaient les Jean Grave, Sébastien Faure, Kropotkine, Elisée Reclus et Louise Michel⁹⁵. Les anarchistes se réclamaient de Bakounine contre Marx. En 1881, ils préconisaient la consolidation de la propagande verbale par la propagande de fait, c'est-à-dire la violence⁹⁶. Dès 1880, la rupture s'est faite entre socialistes et anarchistes, précisément sur la question de la participation des mouvements ouvriers à la vie parlementaire. Les anarchistes préconisaient le recours au terrorisme. La participation des socialistes aux élections a déplu à de nombreux militants ouvriers qui se tournèrent alors vers l'anarchisme⁹⁷. Cependant, l'attitude favorable des radicaux et des boulangistes vis-à-vis la question ouvrière et la possibilité qui semblait s'offrir aux travailleurs de conquérir le pouvoir par le suffrage universel, ont empêché l'anarchisme de devenir un mouvement de masse. D'où

95 M. Perrot, Le socialisme, op. cit., p. 20.

96 J. Maitron, Ravachol et les anarchistes, Paris, 1964, p. 11s.

97 D. Guérin, L'anarchisme, Paris, 1965, p. 88-90.

le caractère individualiste que celui-ci allait conserver jusqu'en 1914⁹⁸. A cause de son inefficacité, les penseurs anarchistes ont cessé, vers 1887-88, de promouvoir le terrorisme comme moyen de propagande⁹⁹. Pourtant, après les manifestations du Premier Mai en 1890 et 1891, et surtout après la fusillade de Fourmies et l'échauffourée de Clichy le 1er mai 1891, le terrorisme anarchiste a été mis en application. Les attentats de Ravachol, Emile Henry, Auguste Vaillant en 1892-93 et l'assassinat de Carnot en 1894, ont provoqué une grande panique en France¹⁰⁰. L'ampleur des Premier Mai de 1890-91 et la forte répression dont ces manifestations avaient été l'objet semblaient, aux yeux des anarchistes, être le signe d'une division irrémédiable entre bourgeois et ouvriers et le début d'une lutte sans merci. D'où les moyens utilisés. Mais la réaction policière eut raison de ces attentats individuels.

Il est vrai que les anarchistes s'étaient eux-mêmes convaincus de l'inefficacité du terrorisme. Ils préféraient se tourner vers l'action collective et, par le fait même, s'intégrer davantage au monde ouvrier. C'est pourquoi, en 1894-95, certains anarchistes choisirent l'action syndicale¹⁰¹. Le syndicat leur apparaissait comme le mouvement idéal pour commencer une révolution; pour combattre la bourgeoisie à la fois sur le plan politique

98 D. Guérin, L'anarchisme, op. cit., p. 85-87.

99 J. Maitron, Ravachol, op. cit., p. 12.

100 Ibid., p. 12-14.

101 Ibid., p. 14s.

(la grève générale) et sur le plan économique (la lutte anti-patronale). La venue de militants anarchistes dans les syndicats allait développer le syndicalisme révolutionnaire.

Toutefois, d'autres anarchistes refusèrent d'évoluer dans ce sens. Plusieurs sont restés méfiants à l'égard du syndicalisme qui se bornait, selon eux, à des revendications immédiates et sans portée révolutionnaire. C'était ce que pensaient Malatesta et Jean Grave¹⁰². Parallèlement, le terrorisme anarchiste a évolué dans le sens de l'illégalisme: de 1900 à 1914, certains individus se sont lancés dans le cambriolage et le meurtre, tout en se réclamant de l'anarchisme. Parmi eux, on retrouve la célèbre "bande à Bonnot". Cette évolution n'a cependant pas eu de suite.

En somme, on peut dire que de 1890 à 1914, l'anarchisme français s'est lentement désagrégé comme organisation. De mouvement, il est devenu attitude. Et c'est comme attitude qu'il a joué un rôle important dans le syndicalisme de l'époque.

iii. La IIe Internationale

Dissoute en 1876, l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) a laissé derrière elle un vide que l'ensemble des partis socialistes occidentaux désiraient combler. De 1876 à 1888, de nombreux congrès et conférences socialistes internationaux se sont tenus, et chacun d'eux a formulé le désir de reconstituer l'Internationale. Cependant, les marxistes la voulaient

102 D. Guérin, L'anarchisme, op. cit., p. 90-95.

doctrinalement unifiée, c'est-à-dire excluant les anarchistes et la gauche républicaine¹⁰³. D'autre part, les socialistes non-marxistes cherchaient eux aussi à refaire une association internationale. C'est pourquoi, en juillet 1889, à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris, deux congrès socialistes internationaux se tinrent séparément dans cette ville: le premier, marxiste surtout, réuni à la salle Pétrelle, était dominé par les guesdistes et les sociaux-démocrates allemands; le second, qui se tint rue de Lancry, était majoritairement révisionniste et possibiliste. A la salle Pétrelle, on tenta vainement de recréer l'A.I.T. Toutefois, l'on s'entendit pour tenir un second congrès international, à Bruxelles en 1891, et organiser une manifestation de masse dans tous les pays, le 1er mai 1890. Du côté des possibilistes, rien ne fut tenté pour créer une Internationale, et les divisions qu'ils allaient connaître en 1890 les ont empêchés de faire une seconde réunion internationale. Le congrès de Bruxelles devenait donc le seul congrès socialiste international¹⁰⁴. C'est au cours de ce congrès que fut instituée la IIe Internationale, en grande partie grâce aux efforts de Friedrich Engels. Au contraire de l'A.I.T., la IIe Internationale était décentralisée, c'est-à-dire qu'elle permettait aux socialistes des différents pays de garder leur autonomie. Elle assurait avant tout la liaison entre les partis

¹⁰³ A. Kriegel, Les Internationales ouvrières, Paris, 1964, p. 34s.

¹⁰⁴ Ibid., p. 35-37.

nationaux. Son influence était surtout morale; elle n'intervenait pas dans les questions internes des partis¹⁰⁵.

Les premières années de la deuxième Internationale ont été imprégnées d'un marxisme doctrinal, insistant d'abord sur la nécessité de maintenir et d'accentuer la lutte des classes. Les anarchistes ayant été exclus, à Zurich (1893), puis à Londres (1896) des cadres de l'association, la IIe Internationale devint avant tout une association de partis socialistes¹⁰⁶.

Jusqu'en 1900, on admettait l'idée qu'une révolution ouvrière et internationale était imminente. Or, il n'y a pas eu de révolution. De plus, les pays industrialisés poursuivaient leur croissance économique et le niveau de vie augmentait. Il a donc fallu, peu après 1900, abandonner le messianisme révolutionnaire et le remplacer par un désir d'approfondir l'étude des sociétés occidentales afin de donner des assises plus solides aux idées socialistes. Ce fut l'époque où la IIe Internationale consolida ses structures administratives: en 1900 fut créé le Bureau Socialiste International (B.S.I.), comprenant deux délégués par pays. En 1904, une Commission Socialiste Interparlementaire fut rattachée au B.S.I.¹⁰⁷. Surtout après la mort d'Engels en 1895, beaucoup de socialistes cessèrent de croire en l'imminence d'une révolution,

105 A. Kriegel, Les Internationales ouvrières, op. cit., p. 37s.

106 Ibid., p. 38-40, et P. Van der Esch, La deuxième Internationale, Paris, 1957, p. 25-34.

107 A. Kriegel, op. cit., p. 41-43. P. Van der Esch, op. cit., p. 63-67.

d'où l'apparition d'un mouvement révisionniste du marxisme. Edouard Bernstein en était le chef de file. Cette tendance n'entraîna pas l'adhésion de tous les socialistes. Des répliques antirévionnistes furent lancées, notamment par Karl Kautsky et Rosa Luxembourg. La IIe Internationale fut saisie de ces débats à Paris lors de son congrès de 1900, en pleine "affaire Millerand". A ce congrès, une discussion passionnée opposa ceux qui soutenaient la participation des socialistes à un ministère bourgeois et ceux qui la rejetaient. Cette discussion se termina par l'adoption de la motion Kautsky¹⁰⁸. En 1904, au congrès d'Amsterdam, ces questions furent encore à l'ordre du jour. La victoire du P.S.D. allemand aux élections de 1903¹⁰⁹, a donné beaucoup de poids à l'antirévionnisme qui fut finalement adopté par le congrès. Ce fut une victoire morale de Guesde sur Jaurès¹¹⁰.

Le développement du syndicalisme en Occident a forcé la IIe Internationale à prendre position face à ce mouvement. Ce ne fut qu'au congrès de Stuttgart, en 1907, qu'il fut décidé que le syndicalisme devait être encouragé, pour autant qu'il contribuait à l'émancipation sociale des travailleurs¹¹¹. D'autre part, la paix

108 "[...], l'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement normal de la conquête politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel." Cité dans P. Van der Esch, La deuxième Internationale, op. cit., p. 39.

109 Il avait recueilli trois millions de voix, et 81 sièges au Reichstag.

110 P. Van der Esch, op. cit., p. 43-51.

111 A. Kriegel, Les Internationales ouvrières, op. cit., p. 49.

étant de plus en plus menacée, la IIe Internationale dut réagir. Jaurès préconisait le recours à une action ouvrière, même extra-parlementaire, pour assurer la paix. Lénine et Luxembourg, par contre proposaient d'enrayer la guerre entre les pays capitalistes en déclenchant un mouvement révolutionnaire qui renverserait les régimes politiques en place. Les deux points de vue furent acceptés¹¹². A Copenhague, en 1910, on suggéra la grève générale, de même que l'action du peuple sous n'importe quelle forme. Cette décision fut renouvelée à Bâle en 1912¹¹³.

Mais la guerre éclata et confirma la supériorité des forces nationales et nationalistes sur tout internationalisme. En somme, on peut dire que la IIe Internationale, traversée de crises et de querelles sur le plan doctrinal, incapable de faire l'unité complète parmi les socialistes des différents pays, a tout de même eu une influence morale profonde. Sur les Français notamment: les divisions entre guesdistes et jaressistes ont trouvé une plateforme d'envergure dans la IIe Internationale. Le réformisme et l'orthodoxie marxistes qui divisaient les Français, divisaient également l'Europe socialiste. De sorte que le clivage français était d'autant plus difficile à éliminer qu'il était entretenu par de lourdes discussions dans les congrès internationaux. Et pourtant, l'unité réalisée par la création de la S.F.I.O. fut imposée

112 A. Kriegel, Les Internationales ouvrières, op. cit., p. 49-52; P. Van der Esch, La deuxième Internationale, op. cit., p. 85-87.

113 A. Kriegel, op. cit., p. 53.

par la IIe Internationale elle-même...

iv. Le syndicalisme

Le mouvement syndical était l'organisation ouvrière la plus proche des ouvriers français. De 1890 à 1914, le nombre des syndiqués a presque décuplé ¹¹⁴. Mais cette montée était freinée par un manque d'unité et surtout par des divergences entre les militants sur les buts et les méthodes du syndicalisme. Le syndicat devait-il être révolutionnaire ou simplement réformiste ¹¹⁵? Vis-à-vis du prolétariat français, le syndicalisme de cette époque a connu des difficultés constantes: la division même entre les ouvriers français, suivant la nature de leur travail et du type d'usine dans lequel ils travaillaient, rendait quasi impossible une unité de vue sur les problèmes ouvriers. Comme le remarque Sorlin, la France n'avait ni son Lancashire ni sa Ruhr ¹¹⁶. De sorte que les syndicats restaient de petits groupements, difficiles à unifier.

Avant de retracer les grandes lignes du syndicalisme français de 1890 à 1914, voyons quelle était l'attitude du patronat face aux grèves en France. Pendant les années 1890-1899, il y eut une moyenne annuelle de 421 grèves. De 1899 à 1913, le nombre est

114 En 1890, on comptait 139 692 syndiqués en France; en 1895, 419 781; en 1905, 781 344 et en 1912, 1 027 059. P. Sorlin, La société, op. cit., p. 199.

115 Le militant syndicaliste français était, en général, très cultivé; aimant lire et écrire, il était normal qu'il fut touché par la littérature socialiste et anarchiste. A. Kriegel, Le pain et les roses, op. cit., p. 86.

116 P. Sorlin, op. cit., p. 260.

passé de 740 à 1067 par an¹¹⁷. L'un des facteurs essentiels de cette montée fut le degré assez élevé du chômage en France¹¹⁸. Avant 1900, il y avait peu de négociations collectives et le patronat ne reconnaissait pas les syndicats comme agents négociateurs. De sorte que la protestation ouvrière montait en puissance, et les employeurs étaient impuissants à l'empêcher. C'est pourquoi, pendant la première décennie du XXe siècle, les capitalistes industriels ont dû changer de tactique pour faire face aux mouvements grévistes: certes, les mesures répressives furent développées, mais une attitude plus conciliatrice fut aussi adoptée. Finalement à la veille de la guerre, le patronat était plus en mesure de faire face aux grèves¹¹⁹.

Il ne faut cependant pas croire que le patronat était en tout temps opposé aux grèves. Bien souvent, une grève servait à justifier une hausse des prix ou encore à réviser les contrats passés avec l'Etat. De nombreux patrons ont même aidé à déclencher des grèves chez leurs concurrents¹²⁰. Mais, en général, les employeurs n'approuvaient pas les grèves; ils les dénonçaient comme nuisibles au bien-être de la communauté ou les considéraient comme

117 P.N. Stearns, Against the Strike Threat: Employer Policy toward Labor Agitation in France, 1900-1914, dans Journal of Modern History, vol. 40, 1968, p. 474.

118 Entre 1901 et 1910, pas moins de 7% des ouvriers syndiqués ne travaillaient pas. Ibid., p. 476.

119 Ibid., p. 474s.

120 Ibid., p. 477.

provoquées par des agents étrangers à la classe ouvrière. D'autre part, la grève était comme une insulte au paternalisme de l'employeur. Mais, de 1890 à 1914, les débrayages étaient devenus une réalité quotidienne, et le patronat a dû changer d'attitude.

Parmi les revendications ouvrières, celles qui étaient les plus acceptables étaient les hausses de salaires. Car elles étaient celles qui remettaient le moins en question l'autorité du patron. Lorsque les grèves s'en prenaient à une partie du contrôle patronal sur le travail, elles se soldaient par un échec. C'est pourquoi le combat contre les syndicats fut si fort. Ces derniers étaient une menace contre la toute-puissance du patron. Cette attitude a amené les ouvriers à contester l'autorité patronale elle-même. Et devant l'intransigeance des patrons, les grèves ont augmenté en ampleur et en temps. Les employeurs ont cherché à répondre en utilisant des mesures encore plus répressives, voire même violentes; ou encore en cherchant à résister passivement et persuader les grévistes du non-fondé de leurs actes; ou encore en faisant un lock-out. Mais ces moyens n'étaient pas toujours les plus efficaces. Les plus violents, comme l'appui des "jaunes" ou les renvois, comportaient des inconvénients majeurs; de plus, les syndicats savaient de mieux en mieux résister à ces méthodes¹²¹. Il y avait aussi les organisations patronales qui groupaient des chefs d'entreprise de mêmes intérêts. Ces organisations cherchaient à coordonner et à conseiller la contre-offensive patronale. Parmi

121 P.N. Stearns, Against, op. cit., p. 479-487.

les plus célèbres et les plus puissantes de ces organisations, il faut mentionner le Comité des Forges et le Comité des Houillères. Ces comités ont institué un système d'assurance antigrèves. Cependant, ces associations ont été lentes à se multiplier. L'autonomie et l'individualisme patronaux, surtout chez les petits patrons, commandaient souvent leur attitude. Les premières unions patronales furent conclues entre grands entrepreneurs. Plus précisément, elles sont issues des grandes industries métallurgiques et minières. Néanmoins, pendant le quart de siècle qui a précédé le premier conflit mondial, les associations de patrons augmentèrent: de 1 965 en 1887, elles sont passées à 5 063 en 1913. Leurs nombres, de 93 411 en 1890, ont atteint 403 143 en 1914¹²².

Vers 1905, les négociations collectives ont commencé à apparaître en France, surtout dans l'industrie de l'imprimerie. En 1909 et 1910, c'est l'industrie du bâtiment qui adopte de plus en plus des contrats collectifs. D'une manière générale, les négociations et les contrats collectifs ont commencé à se manifester là où, auparavant, les grèves avaient été fréquentes et aiguës. En 1914, la plupart des branches de l'industrie française, sauf la métallurgie, étaient régies dans une proportion significative par des accords collectifs. Dans certains cas, des commissions mixtes d'employeurs et d'employés ont même été formées pour étudier les

122 P. N. Stearns, Against, op. cit., p. 488-492. Et E. Dolléans et G. Dehove, Histoire du travail en France, t. I: Des origines à 1919, Paris, 1953, p. 388-396.

griefs et guider les négociations¹²³. Ainsi, de 1905 à 1914, devant la fréquence des grèves, le patronat a dû changer graduellement d'attitude. Conservant encore son autoritarisme et des moyens de défense traditionnels, il était de moins en moins hostile à la négociation collective. En fait, il jouait sur les deux plans à la fois¹²⁴. Du côté ouvrier, ce changement d'attitude a contribué à réduire l'hostilité contre le patron. Les grèves se sont raccourcies; après 1910, elles sont devenues beaucoup moins violentes. Pour beaucoup d'ouvriers et de militants syndicalistes, le caractère de la grève a changé. D'instrument de combat révolutionnaire, elle s'est transformée en une simple pratique de la vie industrielle. Si le changement d'attitude des patrons n'est pas seul en cause, du moins explique-t-il pour beaucoup la chute du syndicalisme révolutionnaire français en 1909-1910¹²⁵.

123 Ces commissions étaient toutefois minoritaires avant 1914.

124 P.N. Stearns, Against, op. cit., p. 492-498.

125 L'attitude conciliatrice des employeurs ne signifiait pas qu'ils aient davantage cédé aux ouvriers. Au contraire, la proportion de faillite des grèves est plus élevée après 1905 qu'avant. De 1899 à 1913, le résultat des grèves françaises se répartissait comme suit:

	succès	faillite	compromis
1899	23.3%	38.7%	38.9%
1903	19.4%	36%	44.5%
1907	19.5%	41%	39.5%
1911	16.7%	46.9%	36.4%
1913	16.4%	48.3%	35.3%

(source: Ibid., p. 482).

Et Stearns de conclure: "They [les employeurs] had made some important gestures to the labor force, but they had not abandoned their power. They steadily increased their share of the industrial product; they still limited the real gains that individual workers

Pendant les années 1880, le développement du syndicalisme français fut assez lent: 500 chambres syndicales en 1880, mille seulement en 1890. Pourtant, en mars 1884, le gouvernement avait fait passer une loi permettant la libre association de syndicats professionnels¹²⁶. Mais en 1886, au congrès ouvrier de Lyon, cette loi fut rejetée par la majorité des délégués, car les conditions établies par le gouvernement leur semblait être une atteinte à leur liberté. A ce même congrès, le problème de l'unité syndicale fut posé et il fut décidé qu'une Fédération Nationale des Syndicats (F.N.S.) serait formée. Cette fédération était sous le contrôle des guesdistes. D'autre part, la même année le conseil municipal de Paris décida de mettre à la disposition des chambres syndicales une Bourse du Travail, immeuble servant aux réunions ouvrières et à loger une bibliothèque à l'usage des travailleurs. L'exemple fut bientôt suivi en province: en 1892, on comptait 14 Bourses du Travail en France; 24 en 1901 et 157 en 1908¹²⁷. A Paris, les premiers militants à occuper la Bourse du Travail étaient des

derived from either strikes or bargaining. They had proved, in fact, that strikes alone could not realize the basic goals of even a moderate labor movement. The next step had to be political. Within industry itself, manufacturers were still masters, even when they might consent to be gracious." (Stearns, Against, op. cit., p. 500).

126 Avec les conditions suivantes: les statuts devaient être déposés, les organisateurs devaient s'identifier, être français et jouir de leurs droits civils, et il fallait ne s'en tenir qu'aux revendications économiques. G. Lefranc, Le syndicalisme en France, Paris, 1953, p. 17s.

127 G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 51.

socialistes très hostiles au guesdisme. A la longue, une rivalité s'est formée entre les Bourses du Travail et la F.N.S. Cette concurrence compromettait toute tentative d'union syndicale. Malgré l'aide qu'ils avaient reçue du gouvernement, les dirigeants des Bourses n'entendaient pas se soumettre à son influence. Ils voulaient au contraire fédérer les Bourses du Travail pour les consolider contre les guesdistes et le gouvernement. La création d'une Fédération des Bourses du Travail eut lieu au congrès de Saint-Etienne en 1892. C'était une affirmation de l'indépendance des Bourses vis-à-vis de l'Etat. Au congrès de Toulouse, en 1893, les délégués des Bourses ont revendiqué leur indépendance face à tout parti politique, de quelque tendance qu'il fût¹²⁸. Les Bourses du Travail se voulaient à la fois un service de mutualité, une société de résistance, un centre de propagande et un lieu d'instruction¹²⁹. Si, avant 1890, les Bourses du Travail n'avaient que très peu d'influence sur les ouvriers, il n'en fut pas de même par après. Face aux divisions successives des partis socialistes, les militants ont senti le besoin d'une unité syndicale, devenue la seule garantie d'une unité ouvrière et se sont tournés vers les Bourses du Travail. Il faut dire aussi que les militants envisageaient avec scepticisme l'efficacité des partis politiques et leur action parlementaire¹³⁰.

128 G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 50-52.

129 Id., Le syndicalisme, op. cit., p. 19s.

130 E. Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier, 1830-1953, t. II, Paris, 1953, p. 33s.

D'autre part, les Bourses s'étaient dégagées de l'influence des socialistes. Leurs principaux dirigeants, Fernand Pelloutier, Victor Griffuelhes, Emile Pouget et Paul Delesalle étaient soit d'anciens adhérents aux partis socialistes, soit des anarchistes. L'âme de cette autonomie et de cette centralisation syndicale était Fernand Pelloutier¹³¹. Ce fut sous son influence que le syndicalisme français s'est dissocié du socialisme, et plus particulièrement du guesdisme¹³².

De 1886 à 1892, le syndicalisme français a connu un premier changement: renonçant à leur subordination aux partis socialistes, les syndicats agirent peu à peu par eux-mêmes, grâce à l'influence grandissante des Bourses du Travail. Le point symbolique de ce changement, ce fut en 1894, au congrès de Nantes, le moment où les guesdistes quittèrent la salle des réunions. Cette victoire des Bourses du Travail allait ouvrir la voie à une forme de syndicalisme très particulier: le syndicalisme révolutionnaire.

Ce syndicalisme est issu du mouvement anarchiste et des socialistes allemanistes¹³³. Plus une attitude qu'une doctrine,

131 G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 57s.

132 Pelloutier est devenu secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail en 1894, et le demeura jusqu'à sa mort, en 1901. Sous son autorité, les Bourses du Travail ont eu une très grande influence sur le mouvement ouvrier français, car elles formaient "une synthèse provisoire entre métiers anciens et industries nouvelles, entre solidarité professionnelle et conscience de classe, entre millénarisme révolutionnaire et syndicalisme contractuel." J. Julliard, Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Paris, 1971, p. 259.

133 A notre connaissance, il n'existe aucune étude approfondie sur les Allemanistes. Leur importance était pourtant appréciable.

il exprime la volonté chez les militants ouvriers de renverser le pouvoir capitaliste, non plus par l'intermédiaire de l'action électorale, mais par l'action directe, c'est-à-dire les grèves et plus particulièrement, la grève générale. Dans ce contexte, la grève n'est plus seulement une arme de combat ou un simple moyen de politiser le prolétariat, elle devient le combat lui-même, le champ de bataille où il faut abattre la bourgeoisie capitaliste. C'est alors que la grève générale reçoit tout son sens: paralyser l'économie du pays par un arrêt général du travail, afin d'imposer les transformations économiques, sociales et politiques qui favorisent la classe ouvrière¹³⁴. En même temps, la grève doit être soutenue par d'autres formes d'action directe: par exemple, le boycottage, le sabotage, la grève perlée¹³⁵.

Cependant, le syndicalisme révolutionnaire ne pouvait s'exercer à partir des seules Bourses du Travail. Il fallait une organisation plus forte et plus large. La création de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) à Limoges, en 1895, allait donner au syndicalisme révolutionnaire son principal foyer d'agitation. Mais cela ne se fit pas tout de suite. La C.G.T. rassemblait des organisations syndicales les plus diverses, allant des Bourses du

134 Edouard Dolléans a indiqué, avec raison, que le syndicalisme révolutionnaire a reçu une grande partie de son inspiration de l'expérience américaine dans ce domaine: comme on le verra, les manifestations de mai 1886 aux Etats-Unis ont fortement impressionné les militants ouvriers français. E. Dolléans, Histoire du mouvement, op. cit., p. 114.

135 G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 100-102.

Travail jusqu'aux syndicats de métier. Elle réunissait donc une très grande variété de tendances: de simples réformistes, comme Auguste Keufer, réticent à l'idée de grève générale, cotoyaient des anarchistes comme Emile Pouget et Paul Delesalle. D'autre part, de 1895 à 1902, le recrutement des effectifs de la Confédération stagnait: il y avait concurrence entre la Fédération des Bourses du Travail et les Fédérations syndicales. Ce fut au congrès de Montpellier, en 1902, que l'on tenta de remédier au problème en rassemblant les diverses organisations sous deux sections: celle des Fédérations et celle des Bourses, avec un secrétariat général coordonnant les activités des deux sections¹³⁶. Pelloutier, avait toujours refusé que la Fédération des Bourses du Travail s'annexe la C.G.T. Il y voyait une soumission à l'ordre établi. Ce ne fut qu'après sa mort, en 1901, que, sous l'impulsion de Niel, les Bourses du Travail joignirent les rangs de la C.G.T., lui donnant alors une force nouvelle¹³⁷.

De 1902 à 1910, le nombre d'organisations appartenant à la C.G.T. augmenta irrégulièrement, passant de 1 403 à 3 012. Mais en 1908, les salariés affiliés à la Confédération ne représentaient que 3.57% du nombre total de salariés en France¹³⁸. Au départ, les

136 G. Lefranc, Le syndicalisme, op. cit., p. 28s.

137 E. Dolléans, Histoire du mouvement, op. cit., p. 53s.

138 A côté de la C.G.T., le syndicalisme chrétien commençait à se former: il préconisait des réformes immédiates, des syndicats mixtes (patrons-ouvriers). G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 117-119. Des syndicats "jaunes" s'organisaient également, rejetant le socialisme, prônant l'accès de l'ouvrier à la propriété privée. Les "jaunes" ont connu une certaine expansion jusque vers 1907; ils déclinèrent ensuite. Ibid., p. 109-111.

membres de la C.G.T. étaient minoritaires, ce qui n'enlevait toutefois rien à leur force de frappe¹³⁹. De plus, les syndicalistes révolutionnaires étaient en nombre restreint au sein de la C.G.T., la majorité étant composée de réformistes¹⁴⁰. Malgré leur faiblesse numérique, les syndicalistes révolutionnaires ont donné le ton à la C.G.T., après 1902.

Dès 1901, avec l'aide de son journal La Voix du Peuple, Emile Pouget s'est lancé dans une campagne en faveur de la grève générale pour l'obtention des huit heures de travail. Cette campagne allait déboucher sur le congrès confédéral de Bourges (septembre 1904) qui décida, après maints débats ayant opposé Keufer à Griffuelhes et à Pouget, d'organiser une grève générale en faveur des huit heures, le 1er mai 1906¹⁴¹. Ce premier mai, on le verra, a créé une véritable "Grande peur" chez les milieux aisés français. L'ampleur de cette manifestation a poussé la C.G.T. à réaffirmer très clairement son autonomie par rapport à toute organisation politique, lors du congrès d'Amiens de 1906: cette déclaration fut

139 Nous partageons l'avis de Jacques Julliard; il ne faut pas mesurer l'influence d'un mouvement au nombre de ses adhérents. Voir J. Julliard, Fernand Pelloutier, op. cit., p. 257-262. Comme on le verra au troisième chapitre, la très grande importance qu'ont donnée les journaux à la C.G.T. et au syndicalisme révolutionnaire démontre que l'influence de ces derniers allait bien au-delà de leurs effectifs.

140 Auguste Keufer, de la Fédération du Livre, était à la tête des réformistes. En gros, les réformistes voulaient une amélioration de la législation sociale, ainsi que son application plus rigoureuse. G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 115-117.

141 E. Dolléans, Histoire du mouvement, op. cit., p. 121-124.

appelée plus tard la "Charte d'Amiens". Mais, à ce même congrès, réformistes et révolutionnaires s'opposèrent à nouveau sur les buts du syndicalisme.

Après 1906, les relations entre l'Etat et la C.G.T. furent particulièrement tendues. Certaines grèves ont nécessité l'intervention de la troupe. Parfois même le sang coula, notamment à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges en 1908. La Bourse du Travail de Paris fut fermée sur l'ordre de Clemenceau en janvier 1907 et en avril 1908. Il fut même question de rendre la C.G.T. illégale¹⁴².

Cette répression gouvernementale et des conflits qui ont éclaté au sein même de la Confédération¹⁴³ ont affaibli le syndicalisme révolutionnaire. D'ailleurs ce type de syndicalisme et son caractère insurrectionnel plaisaient de moins en moins aux ouvriers¹⁴⁴. De sorte qu'en 1909, avec la démission de Griffuelhes du secrétariat de la C.G.T., le syndicalisme révolutionnaire déclina. Niel, puis Léon Jouhaux remplacèrent Griffuelhes au secrétariat. Certes, il y eut encore des grèves révolutionnaires, comme celle des cheminots en 1910. Mais Briand, alors président du Conseil, les réprima brutalement. La C.G.T. perdit beaucoup de son efficacité. Le syndicalisme français était en pleine crise: ses

¹⁴² Voir J. Julliard, Clemenceau briseur de grèves, op. cit.

¹⁴³ Malgré les principes de la Charte d'Amiens, la C.G.T. n'a jamais réussi à se détacher des grands courants socialistes, ni même du nationalisme d'extrême-droite de l'Action française. Ibid., p. 194s.

¹⁴⁴ Ibid., p. 196.

tactiques devaient être repensées¹⁴⁵. De plus, de nouvelles couches socio-professionnelles adhéraient au syndicalisme: les employés et les fonctionnaires publics.

Désormais, le syndicalisme était devenu une réalité quotidienne en France; bourgeois et ouvriers l'admettaient. Egalement, cette réalité s'était développée dans les cadres mêmes de la République. Avec la croissance industrielle, la monopolisation et la cartellisation, le syndicalisme s'était régularisé. Le nombre de syndiqués était de 6% en 1914. Les bastions du syndicalisme étaient l'industrie minière (51% des ouvriers), l'industrie chimique et le Livre¹⁴⁶. Donc, avant 1914, le syndicalisme français a dû abandonner son attitude révolutionnaire et en adopter une plus conciliatrice. Il a dû en même temps céder de son prestige au socialisme qui montait.

En somme, le socialisme et le syndicalisme, moins opposés entre eux, se retrouvaient en 1914 plus forts numériquement, mais aussi moins révolutionnaires et plus hésitants sur l'attitude à prendre face à la République. Il faut dire enfin que l'approche de la guerre a détourné l'attention des mouvements ouvriers: moins

145 Lefranc estime que le syndicalisme révolutionnaire était le propre du XIXe siècle, alors que la France ne connaissait que fort peu la concentration industrielle, et où l'ouvrier se sentait d'égale compétence avec le patron. G. Lefranc, Le mouvement syndical, op. cit., p. 156s.

146 G. Lefranc, Le syndicalisme, op. cit., p. 35s. Et F. Bédarida, dans Histoire générale, op. cit., p. 385. En chiffres absolus, la France de 1913 venait en quatrième place pour le nombre de syndiqués, dans le monde; loc. cit.

préoccupés de définir leurs rapports avec l'Etat, ils cherchaient davantage à contrecarrer le conflit européen qui s'annonçait.

Telle est, en gros, l'évolution des rapports entre bourgeois et ouvriers en France de 1890 à 1914. Pour tout résumer d'une phrase, disons que cette évolution a conduit la France vers la normalisation de ses institutions républicaines et de ses structures industrielles.

C. Le Premier Mai, de 1890 à 1914¹⁴⁷

Il n'est pas difficile de voir que la manifestation du Premier Mai a occupé une place importante dans la vie socio-politique de la France. On a vu le rôle qu'elle a joué en 1890-91 dans la consolidation du socialisme. On a vu également le sens qu'elle a pris en 1905-06 avec le syndicalisme révolutionnaire.

Le Premier Mai n'a pas conservé la même signification ni la même ampleur de 1890 à 1914. De 1890 à 1893, la manifestation fut organisée par les socialistes et elle inquiéta les milieux aisés. De 1894 à 1904, par contre, l'événement devint tout à fait secondaire. Les socialistes s'en sont désintéressés et d'aucuns se sont réjouis de sa "mort". Pourtant, le Premier Mai "ressuscita" de 1905 à 1907, sous les auspices de la C.G.T. A nouveau, il redevint un sujet d'inquiétude. Enfin, de 1908 à 1914, les échecs successifs de la manifestation lui firent perdre de sa force et de son importance.

¹⁴⁷ Nous suivons ici Maurice Dommanget, Histoire du Premier Mai, Paris, 1952.

Il est nécessaire de connaître le détail des Premier Mai qui se sont suivis de 1890 à 1914 si l'on veut comprendre les diverses réactions des journaux à son endroit.

1. Les origines de la manifestation

Le Premier Mai tire ses origines directes du congrès de la Fédération des Trade-Unions, à Chicago en 1884: à ce congrès fut votée une résolution de G. Edmonston, exigeant qu'à partir du 1er mai 1886, la journée normale de travail soit fixée à huit heures par toutes les organisations ouvrières¹⁴⁸. Cette résolution était au départ purement corporative n'ayant aucun trait socialiste ni internationaliste. Une propagande très intense ayant été faite, d'importantes manifestations eurent lieu, le 1er mai 1886, à travers les Etats-Unis, en faveur des "Trois-Huit" (huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisirs). Dès la fin du mois de mai, près d'un million de travailleurs américains ont bénéficiés d'une réduction des heures de travail¹⁴⁹. Mais il y eut des émeutes sanglantes à Milwaukee, où neuf personnes furent tuées. A Chicago, où les conditions de travail étaient très pénibles et la répression patronale particulièrement forte, il y eut des lock-out et des brutalités. Le 3 mai, une manifestation fut tenue contre les "scabs"; elle se solda par six morts et une cinquantaine de blessés. Le lendemain, les anarchistes convoquaient la population à un meeting

148 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 35.

149 Ibid., p. 39s.

de protestation; après quelques bousculades entre policiers et manifestants, une bombe éclata dans les rangs des policiers, qui firent immédiatement feu sur la foule. Il y eut des arrestations, des perquisitions et un procès qui se termina par la condamnation à mort de huit militants ouvriers, dont quatre furent effectivement pendus en novembre 1887¹⁵⁰. Les répercussions de ces événements furent considérables: aux Etats-Unis, en décembre 1886, l'American Federation of Labor fut constituée. Elle reprit pour son propre compte la lutte pour les Trois-Huit; elle décida une nouvelle grève générale pour le 1er mai 1890¹⁵¹. En Europe, les incidents de Chicago furent très suivis; de nombreuses lettres de protestation, notamment de députés français d'extrême-gauche, furent envoyées au gouverneur de l'Illinois.

En France, l'idée des huit heures était également à la mode. Dès 1883, le P.O.F. la mentionnait dans son programme¹⁵². Cependant, de nombreux militants ouvriers considéraient la réduction du temps de travail comme humiliante et dangereuse pour les travailleurs¹⁵³. Néanmoins, les Trois-Huit faisaient leur chemin dans la conscience ouvrière: au congrès de Lyon (1886), les huit heures furent incluses dans les revendications. En octobre 1888, au congrès de Bordeaux-Le Bouscat, les militants syndicalistes en acceptèrent l'idée. On

150 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 42-47.

151 Ibid., p. 48s.

152 Ibid., p. 53.

153 Ibid., p. 58s.

décida même d'organiser deux manifestations nationales en sa faveur, les 10 et 24 février 1889.

Ces manifestations, jointes à celles des Etats-Unis, ont eu un retentissement international. En novembre 1888, au congrès international de Londres, le syndicaliste flamand Edouard Anseele a proposé la tenue d'une manifestation le même jour dans tous les pays et a choisi comme date le 1er mai, très probablement en souvenir des incidents de Chicago. A la conférence de La Haye (février 1889), les manifestations françaises ont été l'objet de discussions. Les syndicats des ouvriers suédois ont demandé qu'une manifestation internationale soit organisée¹⁵⁴.

C'est finalement au congrès socialiste international de Paris (salle Pétrelle), en juillet 1889, que la résolution de manifester le 1er mai fut adoptée. Voici le texte de la résolution:

Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er Mai 1890 par l'American Federation of Labor, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale. Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.¹⁵⁵

154 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 75.

155 Cité dans ibid., p. 97.

Donc, au départ, cette manifestation est socialiste. Loin d'être une "fête du travail", elle contient deux intentions: renforcer le caractère international des forces ouvrières et revendiquer les Trois-Huit.

2. De 1890 à 1893

En France, on a commencé à préparer la manifestation dès janvier 1890. Une commission de 50 membres, réunissant syndicalistes, guesdistes et blanquistes, a été spécialement créée à Paris pour l'organiser. Toutefois, le Premier Mai était compromis par les divisions entre socialistes et par celles qui opposaient les guesdistes aux Bourses du Travail. Enfin, les anarchistes ont boudé l'événement à cause de ses origines "politiciennes". Néanmoins, ces divisions n'ont pas fait échouer le Premier Mai, à la grande déception des pouvoirs publics. Le comité d'organisation poursuivait ses activités. Il lançait partout des appels enjoignant les ouvriers de ne pas travailler le 1er mai, d'assister à des meetings et de signer des pétitions en faveur des Trois-Huit¹⁵⁶, pétitions qui seraient remises aux pouvoirs publics. Les Français commençaient à peine de sortir de la crise boulangiste. Le gouvernement, opportuniste, n'était pas disposé à accueillir favorablement la manifestation. Il l'a tout simplement interdite. Le ministre de l'Intérieur,

¹⁵⁶ D'autres revendications étaient faites, comme l'interdiction du travail de nuit, la suppression des Bureaux de placement, une législation protectrice du travail, le repos hebdomadaire et le minimum de salaire garanti. M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 116-119.

Constans, était chargé d'organiser les services d'ordre pour le 1er Mai.

De nombreuses perquisitions et arrestations furent opérées. Sébastien Faure, Tortelier, Louise Michel, le marquis de Morès, et bien d'autres, furent détenus au Dépôt. Le 30 avril, on a voulu arrêter Guesde qui n'était pas chez lui. Constans a également rassemblé à Paris onze régiments d'infanterie, le 6e régiment de cuirassiers, les 27e et 28e régiments de dragons, le 3e cuirassiers de Versailles, le 5e chasseurs de Rambouillet, le 8e dragons de Melun, les 12e et 13e régiments d'artillerie de Vincennes, en plus de la garde républicaine et de la compagnie de gendarmerie de la Seine qui s'y trouvaient déjà. La Bourse du Travail de Paris fut fermée et gardée. On n'a pas arrosé les rues la veille, afin de faciliter les charges de cavalerie. Une atmosphère de panique, entretenue par les journaux, régnait à Paris. De nombreuses personnes ont fui la capitale¹⁵⁷.

Vint le Premier Mai: plusieurs boutiques et théâtres étaient fermés; les compagnies de chemins de fer ne faisaient aucune livraison. A Paris, une délégation ouvrière est partie de la Rue Royale pour se rendre au Palais-Bourbon. De nombreux manifestants s'étaient concentrés Rue Royale et Place de la Concorde¹⁵⁸. Au Palais-Bourbon, les délégués au nombre de douze, ont été reçus par le président

157 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 121s.

158 On les a estimés à près de 100 000, ce qui est probablement exagéré, selon Dommanget. Ibid., p. 123.

Floquet. Il y eut 300 arrestations en tout, et des bagarres locales sans gravité. A la fin de la journée, les dirigeants socialistes se sont dits satisfaits. Le lendemain, tout redevenait normal à Paris¹⁵⁹. En province, 138 villes ou localités ont pris part au Premier Mai, et plus particulièrement à Marseille, Lyon, Bordeaux et Roubaix. Il y eut des incidents à Roubaix et à Vienne (Isère)¹⁶⁰.

Hors de France, le Premier Mai fut très ample: en Allemagne, la plupart des villes connurent une manifestation; en Autriche-Hongrie, il y eut quelques barricades; en Belgique, des milliers de grévistes ont manifesté dans le Borinage et les autres bassins houillers; en Italie, il y eut de la violence à Milan, Turin, et à Livourne. En Scandinavie, où les mouvements socialistes étaient puissants, le Premier Mai fut important; en Suède surtout: entre 50 et 120 000 personnes ont manifesté à Stockholm. En Angleterre et en Espagne, la manifestation se déroula le dimanche suivant, le 4 mai: plus de 300 000 personnes se sont rassemblées à Hyde-Park, et 100 000 ont défilé dans les rues de Barcelone¹⁶¹.

Ce Premier Mai 1890 eut un grand retentissement sur les contemporains. Tout d'abord, il réunit le même jour des millions de travailleurs des pays industrialisés, ce qui eut pour conséquence de rehausser la force des partis socialistes. De plus, il ne

159 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 122-126.

160 Ibid., p. 127s.

161 Ibid., p. 130s.

devenait plus possible pour quiconque d'ignorer la question ouvrière. En France, le 2 juillet 1890, le livret ouvrier était supprimé. Il y eut discussion en Chambre sur la durée du travail et on ordonna la tenue d'enquêtes sur les conditions du travail¹⁶².

A partir d'août 1890, les organisations ouvrières et socialistes des pays européens ont décidé, chacun de leur côté, de renouveler la manifestation. En France, le P.O.F., en octobre 1890, a été d'accord pour refaire une manifestation le 1er mai 1891. Quelques jours plus tard, la Fédération nationale des Syndicats s'est prononcée en faveur du renouvellement, tout en insistant sur le caractère révolutionnaire du 1er Mai. Les allemanistes, les possibilistes et les blanquistes soutenaient également le projet. Donc, contrairement à ce qui s'était passé en 1890, les socialistes français étaient tous d'accord pour manifester le 1er mai 1891¹⁶³. Toutefois, chaque groupe entendait le faire à sa manière et de son côté.

Le 4 février 1891, le P.O.F. et la F.N.S. ont lancé un appel commun pour le 1er Mai, en insistant sur son caractère revendicatif et internationaliste¹⁶⁴. Cet appel était très révolutionnaire dans son ton: on y réclamait les Trois-Huit, non comme une fin en soi, mais comme "un premier pas vers cet affranchissement

162 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 133s.

163 Ibid., p. 136-144.

164 Ibid., p. 140-142.

complet qui ne dépend que de vous [ouvriers]"¹⁶⁵. Toutefois, on s'est empressé de dire que la journée allait être pacifique, comme l'année précédente. Ce qui n'empêcha pas le ministre de l'Intérieur, Constans, de faire appel aux mêmes mesures d'ordre qu'en 1890¹⁶⁶.

Le 1er mai 1891, n'a pas eu l'importance qu'avaient prévue les dirigeants de la manifestation. A Paris, une délégation possibiliste, le matin, puis une seconde, guesdiste, l'après-midi, se sont rendues au Palais-Bourbon. En province, toutefois, la manifestation a été plus étendue qu'en 1890. En fait, le caractère dominant du 1er mai 1891 fut la violence. A Nantes, quatre anarchistes furent condamnés à la prison; à Lyon, il y eut des charges et des blessés; une échauffourée à Clichy, ainsi qu'une fusillade à Fourmies.

A Clichy, l'après-midi, une violente bagarre opposa policiers et manifestants, ponctuée de coups de revolver de part et d'autre. On procéda à des arrestations, un procès eut lieu en août 1891. A Fourmies, les choses furent plus graves: à la veille du 1er mai, le maire de cette commune avait fait appel à la troupe. Dans la matinée, il y eut quelques incidents sans importance et des arrestations; il régnait une atmosphère d'irritation. A six heures, un groupe de 200 manifestants est allé demander au maire la libération des personnes arrêtées. C'est alors que la troupe fit feu sur

165 Cité dans M. Dommanget, op. cit., p. 141s.

166 Ibid., p. 143.

la foule. Il y eut 80 personnes touchées, dont 10 mortellement¹⁶⁷. Cet événement eut des répercussions nationales. Le 4 mai, 30 000 personnes ont assisté à l'enterrement des victimes. Des protestations surgirent de partout. Des interpellations furent lancées à la Chambre, qui rejeta l'idée d'une commission d'enquête et repoussa l'amnistie pour les personnes arrêtées le 1er mai. Clemenceau et Albert de Mun ont durement dénoncé l'attitude du gouvernement. Dommanget nous dit que si Clichy a réveillé l'anarchisme terroriste à Paris, Fourmies a développé l'antimilitarisme chez de nombreux ouvriers¹⁶⁸.

Hors de France, la violence prévalait également: à Rome, il y eut des émeutes et des incendies pendant huit jours; à Florence, des scènes de pillage; en Hongrie, des déraillements de trains; en Espagne, des collisions entre manifestants et ouvriers. En Belgique, des anarchistes ont été condamnés à 15 ans de travaux forcés pour vol de cartouches à Liège. Par contre, en Angleterre et en Allemagne, le Premier Mai fut calme, quoique très imposant¹⁶⁹.

Sur le plan international, les Premier Mai de 1890-91 ont eu un très grand retentissement. Ce n'était pas par hasard, dit Dommanget, que l'encyclique Rerum Novarum, préparée depuis longtemps, fut lancée le 15 mai 1891¹⁷⁰. Clemenceau déclara en Chambre, à la

167 M. Dommanget, op. cit., p. 147-149.

168 Ibid., p. 149-151.

169 Ibid., p. 152.

170 Ibid., p. 154.

suite du Premier Mai de cette année-là: "C'est le Quatrième Etat qui se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir..."¹⁷¹ Aux yeux de beaucoup, la révolution semblait imminente. La force ouvrière était désormais une réalité importante aux yeux des contemporains. Pour de nombreux politiciens, il devenait évident qu'une législation du travail s'imposait¹⁷².

Ce fut au congrès international de Bruxelles (août 1891) que le Premier Mai reçut son statut de manifestation annuelle. Son succès lui avait assuré sa permanence. En 1892, les socialistes français ont cherché à dépasser le succès des Premier Mai précédents. Cependant, vu que la manifestation coïncidait avec la date des élections municipales, les guesdistes en profitèrent pour faire de la propagande électorale, ce qui fut mal vu par certaines organisations syndicales et certains anarchistes.

Le 1er mai 1892 fut terne en France. Survenant au lendemain du procès de Ravachol, la panique suscitée par les attentats anarchistes lui a nui énormément. A Paris, il y eut quelques meetings, mais aucun arrêt de travail général. En province, les démonstrations furent rares; à Fourmies, une manifestation-souvenir fut organisée sur la "fosse des martyrs"¹⁷³. En Angleterre, par contre, 500 000 personnes se sont réunies à Hyde-Park. Une grève générale,

171 Cité dans M. Dommanget, op. cit., p. 150.

172 C. Willard, Le mouvement, op. cit., p. 56-58.

173 M. Dommanget, op. cit., p. 168.

baignée dans le sang, fut déclenchée en Pologne¹⁷⁴.

En septembre et octobre 1892, le P.O.F., le P.O.S.R. (allemaniste) et le Ve Congrès des Syndicats et groupes corporatifs de France ont décidé de prendre part au 1er mai 1893. Et en février 1893, le IIe Congrès des Bourses du Travail en décida de même¹⁷⁵. Deux commissions distinctes allaient organiser le Premier Mai: d'un côté, le P.O.F. et la F.N.S.; de l'autre, les Bourses du Travail et les divers groupes socialistes qui les soutenaient. Un très gros effort de propagande fut fait¹⁷⁶. De son côté, le gouvernement fit encore appel aux troupes. La journée du 1er mai 1893 fut toutefois terne à Paris. Il y eut quelques bagarres entre allemanistes et policiers, et quelques arrestations - dont celle du député socialiste Baudin, qui provoqua une interpellation à la Chambre. En province, la manifestation prit plus d'importance: quelques incidents à Marseille, grandes fêtes le soir à Bordeaux, bagarres à Lyon; dans l'ensemble, rien de grave. Le sang coula en Hollande et en Autriche. Le 1er mai 1893 fut beaucoup moins brillant que les précédents¹⁷⁷.

3. De 1894 à 1904

Les Premier Mai de 1894 à 1904, contrairement à ceux des années précédentes, furent presque des échecs. Engels disait que

174 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 163-166.

175 Ibid., p. 170s.

176 Jean Allemane a lancé une feuille à numéro unique, La Manifestation du 1er Mai. Ibid., p. 174-176.

177 Ibid., p. 176-178.

la manifestation avait perdu de sa nouveauté et de sa fraîcheur. En France, il faut dire que la montée du socialisme indépendant et l'autonomie croissante du syndicalisme ont divisé les forces ouvrières. En fait, le Premier Mai a cessé d'être organisé par les socialistes pour l'être par les syndicalistes, de sorte qu'il changea de caractère. Manifestation socialiste internationale à l'origine, il allait devenir une grève révolutionnaire dans le cadre français. Le peu d'ampleur qu'il a pris de 1894 à 1904 s'explique principalement par le temps qu'a duré cette transition.

Le 1er mai 1894 fut encore sous le signe de l'internationalisme ouvrier. La commission guesdiste publia un journal à numéro unique, Les Trois Huit, qui venait s'ajouter à la Manifestation du 1er Mai¹⁷⁸. A Paris, la participation populaire fut très faible: le plus gros meeting, celui de la salle Chaynes à la Villette n'a réuni que deux mille manifestants. En province, quelques incidents sans gravité ont eu lieu à Lyon et à Carmaux¹⁷⁹.

En 1895, l'échec de la grève des omnibus et des tramways a compromis le succès du Premier Mai en France. Certains socialistes se sont demandé s'il valait la peine de maintenir cette manifestation¹⁸⁰. Le 1er mai 1896 n'eut pas plus d'éclat; l'anarchiste Grave en attribua la faute aux socialistes parlementaires, qui auraient réduit la lutte pour les huit heures en lutte électorale et ridiculisé

178 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 181s.

179 Ibid., p. 182.

180 Ibid., p. 185s.

le Premier Mai "par des processions ou des monômes aux alentours des monuments législatifs."¹⁸¹ De 1897 à 1899, le Premier Mai fut presque lettre morte; l'affaire Dreyfus occupait davantage les esprits¹⁸².

En 1900, la manifestation tomba en pleine période d'élections municipales. Le P.O.F. était davantage intéressé par ces élections que par la manifestation qui s'est "surtout faite dans les urnes."¹⁸³ Le 1er mai 1901 fut plus "syndical" que les précédents: il fut organisé par les syndicats et les Bourses du Travail. De plus, il survenait en pleine période de grève (les mineurs de Montceau-les-Mines, les ouvriers du port de Marseille, etc.). A Bordeaux, les militants ouvriers ont admis que les organisations syndicales étaient mieux en mesure de préparer le 1er Mai que les partis politiques¹⁸⁴. Le 1er mai 1902 fut un échec; dans l'ensemble les ouvriers n'ont pas chômé. Celui de 1903 ne fut guère plus brillant: la réception du roi Edouard VII à Paris était l'événement du jour. Enfin, le Premier Mai de 1904 n'eut pas plus d'ampleur qu'auparavant; il avait pris l'aspect d'une revendication en faveur de la paix et de la cessation des hostilités entre la Russie et le Japon¹⁸⁵.

¹⁸¹ Cité dans M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 186.

¹⁸² Ibid., p. 192s.

¹⁸³ Cité dans ibid., p. 193.

¹⁸⁴ Ibid., p. 195.

¹⁸⁵ Ibid., p. 196-198

4. De 1905 à 1907

Le VIe Congrès socialiste international, à Amsterdam (août 1904), a relancé l'idée du Premier Mai et demandé qu'il soit célébré avec plus d'éclat et par l'arrêt du travail général. Les congressistes ont insisté pour que deux revendications au moins fussent faites: les Trois-Huit et la paix universelle¹⁸⁶.

Toutefois, en France, les socialistes n'avaient plus l'initiative d'organiser le Premier Mai. C'était la C.G.T. qui avait pris la relève. A son congrès de Limoges en 1895, la Confédération a inclus les huit heures et le salaire minimum dans son programme. En 1896, elle avait encouragé les travailleurs à chômer le 1er mai, mais tout en indiquant qu'il ne fallait pas envoyer de délégués auprès des pouvoirs publics. La bataille devait être extrapolitique. De son côté, Emile Pouget dans la Voix du Peuple, revendiquait les huit heures. Mais ce ne fut qu'au congrès de Bourges (septembre 1904) que la C.G.T. décida d'utiliser le 1er Mai en vue d'obtenir les Trois-Huit. Une commission d'étude, spécialement formée pour cette question, a décidé de rejeter l'idée d'une délégation auprès du gouvernement et d'adopter les procédés de pression directe sur les employeurs, dont la violence. Tout en recommandant une très intense propagande en vue des huit heures, la commission a proposé que

de grandes manifestations soient organisées dans toute la France pour le 1er mai 1905 et, qu'ensuite, une propagande

186 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p.211s.

active d'éducation soit engagée par le comité et les sous-comités de propagande, pour préparer les esprits, afin qu'au 1er mai 1906, aucun ne consente à travailler plus de huit heures par jour, ni à un salaire inférieur au minimum établi par les organisations intéressées.¹⁸⁷

En somme, l'on s'inspirait des méthodes américaines de 1886 et de 1890. La résolution de la Commission fut adoptée par le Congrès¹⁸⁸.

Emile Pouget était l'âme de cette agitation. Les Premier Mai de 1905 et de 1906 furent l'oeuvre du syndicalisme révolutionnaire. Après sept mois de propagande intense, on en arriva à la "première étape": le 1er mai 1905, qui était une manifestation "d'entraînement". Les socialistes, récemment unifiés sous la S.F.I.O., tinrent à apporter, sur la proposition de Jaurès, leur entier appui aux manifestants. Il y eut beaucoup de heurts entre les travailleurs et la police; la violence était à l'ordre du jour chez les grévistes. Il faut dire aussi que le Dimanche rouge, en Russie, a stimulé l'ardeur des manifestants¹⁸⁹. Mais ce n'était que la prélude au 1er mai 1906.

En décembre 1905, Lemoux, Yvetot, Merrheim, Niel et plusieurs autres ont fait des conférences dans 80 villes françaises. En février 1906, l'Union des syndicats de la Seine et l'Union locale de Marseille ont tenu des réunions par quartiers. D'autres

¹⁸⁷ Cité dans M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 208s.

¹⁸⁸ Ibid., p. 201-210.

¹⁸⁹ Ibid., p. 216.

syndicats faisaient de la propagande à la sortie des ateliers. Les journaux syndicalistes ne parlaient que des huit heures. Selon l'expression de Pouget, il fallait "obséder" les ouvriers de l'idée des huit heures. Les résultats ont été positifs: de nombreux ouvriers ont vu le 1er mai 1906 comme le "Grand Soir". Sur les murs de certaines usines on rencontrait des graffitis comme: "Encore 70 jours et nous serons libres."¹⁹⁰

Les 5 et 6 avril 1906, suite à la catastrophe minière de Courrières, des grèves furent organisées dans le Nord et au Pas-de-Calais. La C.G.T. en profita pour revendiquer les huit heures "de la descente à la remonte" dans les mines. Chez les socialistes, même si Guesde ne favorisait guère "l'anarchisante action directe" du 1er mai, on encouragea la manifestation. A la Chambre, Edouard Vaillant a déposé un projet de loi, le 17 avril, pour limiter à huit heures le travail des adultes¹⁹¹.

Ces efforts engendrèrent une atmosphère de panique dans toute la France bourgeoise. Le gouvernement Sarrien-Clemenceau fut obligé de prendre des mesures d'ordre extrêmes: d'abord, suite à un soit-disant complot monarcho-anarcho-syndicaliste, on perquisitionna dans la centrale ouvrière, le 23 avril. Monatte, Griffuelhes et Gaston Lévy furent incarcérés. Paris fut mis en état de siège: de cinquante à soixante mille soldats y furent rassemblés. C'était

190 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 216.

191 Ibid., p. 216-218.

la "Grande Peur", de dire Dommanget; de nombreuses personnes se réfugièrent à Londres et à Genève. Certains industriels ont même exporté leurs capitaux¹⁹².

Vint enfin la "journée révolutionnaire": à Paris, il y eut 800 arrestations, dont 173 maintenues; de rudes batailles sur les quais du Canal Saint-Martin et sur le boulevard Saint-Martin, au faubourg du Temple. Des barricades ont surgi ici et là¹⁹³. Mais ce fut à partir du 2 mai que les grèves pour les huit heures éclatèrent. Conformément aux résolutions du congrès de Bourges, les ouvriers devaient, aux lendemains du 1er mai, quitter les usines et les ateliers après huit heures de travail. Il y eut environ 150 000 grévistes dans les divers corps de métiers, en plus des 50 000 métallurgistes du département de la Seine. Toutefois, il faut mentionner que l'on ne revendiquait pas uniquement les Trois-Huit. Les augmentations de salaire ainsi que le repos hebdomadaire faisaient également partie des demandes ouvrières¹⁹⁴. En province, il y eut de la violence dans le Vineux, à Brest, à Bordeaux et à Nice; des débrayages importants à Toulon et à Rochefort; les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, de même que les employés des chemins de fer, n'ont cependant pas participé au mouvement¹⁹⁵.

192 Selon le Matin, un milliard de francs auraient traversé la frontière franco-belge. M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 219s.

193 Ibid., p. 221.

194 Ibid., p. 222.

195 Ibid., p. 223.

Les résultats de ce 1er mai furent importants: en juillet 1906, le repos hebdomadaire fut établi; les journées de neuf ou dix heures de travail au lieu de quatorze à quinze heures devinrent les plus fréquentes dans les usines. Ce fut un énorme succès pour la C.G.T. qui était encore minoritaire à cette époque. Le mouvement déclenché par le 1er mai fut poursuivi pendant plusieurs semaines¹⁹⁶.

En 1907, la manifestation du 1er mai fut encore agitée: dès le 12 avril, Paris était investie par les troupes; il y eut 780 arrestations. Des coups de revolver furent tirés. Clemenceau menaçait d'abolir la C.G.T. Mais la participation ouvrière fut beaucoup moins forte qu'en 1906.

5. De 1908 à 1914

A nouveau, le Premier Mai devint terne, après 1907. Certes les effectifs syndicaux et socialistes s'étaient considérablement accrus. Mais le syndicalisme était en crise et les tensions internationales préoccupaient beaucoup plus les socialistes. Chez les ouvriers, le syndicalisme révolutionnaire baissait en prestige. De 1908 à 1914, les Premier Mai français furent tous semblables par leur tiédeur¹⁹⁷.

Le 1er Mai 1908 fut calme à Paris; il y eut de nombreuses manifestations en province, mais moins éclatantes qu'en 1906-07¹⁹⁸.

196 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 224-229.

197 Ibid., p. 232.

198 Ibid., p. 234s.

La manifestation fut encore plus terne en 1909; Clemenceau n'avait même pas pris de mesures spéciales¹⁹⁹. En 1910, la manifestation, tombant un dimanche, fut plus forte que les années précédentes dans le monde. Mais en France, elle s'est soldée par un échec complet: les dirigeants de la C.G.T. ont voulu organiser un grand meeting au Bois de Boulogne, mais Briand avait réuni vingt mille hommes de troupe à Paris pour briser la manifestation. Le Premier Mai fut finalement décommandé²⁰⁰. En 1911, l'idée des Trois-Huit était devenue tout à fait secondaire; c'était la crise marocaine qui retenait l'attention. En France, la manifestation fut un peu plus forte que les années précédentes; il y eut quelques violences. Mais c'était encore un Premier faible²⁰¹. En 1912, les ouvriers ont été indifférents face à la manifestation; la C.G.T. a fait de la propagande pour la "semaine anglaise" (semaine de 54 heures), mais tardivement²⁰². Il est vrai que le Premier Mai survenait en plein dénouement de l'affaire de la "bande à Bonnot". Le 1er mai 1913 ne fut guère plus fort; le thème majeur de la manifestation était la lutte contre la guerre²⁰³. Enfin, le 1er mai 1914 porta, lui aussi, sur la paix internationale; dans toutes les capitales de l'Europe, 50 millions d'hommes auraient manifesté. En France,

199 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 235s.

200 Ibid., p. 236.

201 Ibid., p. 237s.

202 Ibid., p. 238s.

203 Ibid., p. 239.

les travailleurs de l'Etat ont reçu congé le 1er Mai, de même que les ouvriers de la manufacture d'armes à Saint-Etienne. Le gouvernement, majoritairement radical et radical-socialiste, et appuyé par plus de cent députés socialistes, avait décidé d'agir avec plus de souplesse face au 1er Mai. Toutefois, la manifestation n'a guère eu de portée²⁰⁴.

° ° °

La France de 1890 à 1914 était un pays en plein changement. L'industrialisation urbaine s'était définitivement installée et avait provoqué une importante reprise de la croissance économique française. Le niveau de vie des Français s'était amélioré. La haute bourgeoisie consolidait ses positions. Les cadres de la moyenne et de la petite bourgeoisie s'élargissaient, et les ouvriers ne vivaient plus dans l'extrême misère qui caractérisait la première moitié du XIXe siècle.

Cependant, cette évolution n'a pas éliminé tous les sujets de mécontentement. Pour la petite bourgeoisie et pour le prolétariat, ces changements ne les ont pas servis comme ils l'auraient désiré. A leurs yeux, la reprise économique ne profitait qu'à une minorité de Français. En outre, les conditions de travail des petits fonctionnaires, des employés et des ouvriers, même si elles se sont légèrement améliorées, n'ont pas éliminé l'insécurité

204 M. Dommanget, Histoire du Premier Mai, op. cit., p. 239s.

matérielle et l'incertitude du lendemain. Un sentiment de frustration régnait chez les travailleurs et les petits bourgeois. Ce sentiment, sans expliquer à lui seul les tensions sociales et politiques qui sont survenues en France, n'a pas moins contribué à les faire éclater et à les entretenir.

Ces tensions surgissaient d'autant plus facilement que les institutions républicaines n'étaient pas acceptées par tous. La victoire des républicains sur les monarchistes en 1876 n'était pas entièrement acquise. En outre, les mouvements ouvriers cherchaient à implanter le collectivisme en France. Ces menaces ne laissaient pas indifférents les républicains. Beaucoup en sont venus à penser que le régime ne serait sauvé que si les causes de tensions socio-politiques disparaissaient. Certains ont espéré que la condition des classes pauvres progresserait par elle-même, avec la croissance économique. D'autres, par contre, ont insisté pour que des réformes sociales soient adoptées. Les radicaux ont préconisé cette dernière solution. Mais, une fois au pouvoir, ils n'ont guère apporté de changements.

Néanmoins, les menaces révolutionnaires ont toutes été conjurées. Les mouvements et les partis ouvriers n'ont pas réussi à faire la révolution. Il est vrai que l'unification politique du monde ouvrier n'a jamais pu se faire. La faiblesse numérique et le manque d'homogénéité de la classe ouvrière, ainsi que les divisions continuelles entre les mouvements d'extrême-gauche ont empêché le prolétariat français de devenir une force politique menaçante.

En outre, malgré les crises qui l'ont secoué, le régime républicain s'est affermi de 1890 à 1914. Après 1905 surtout, le gouvernement était beaucoup plus en mesure de faire échec aux tentatives révolutionnaires. En même temps, le patronat français a modifié son attitude à l'égard des mouvements grévistes. De 1910 à 1914, les organisations et les partis révolutionnaires se trouvaient dans une position délicate: leurs effectifs grandissaient, mais leurs méthodes d'action n'étaient plus appropriées. Les socialistes se sont donc intégrés davantage dans le cadre républicain, tandis que les syndicalistes révolutionnaires tombaient en désuétude.

La manifestation du Premier Mai a subi un sort semblable. Conçue dans un but révolutionnaire, elle a connu des années fortes lorsque les mouvements ouvriers semblaient menaçants et influents, et des années faibles lorsque ces organisations vivaient des moments de crise ou lorsqu'elles abandonnaient l'idée d'une révolution violente pour accepter le jeu de la démocratie parlementaire. Après avoir inquiété les milieux aisés en 1890-1893 et en 1905-1907, le Premier Mai est passé au second plan en 1894-1904 et a connu des échecs successifs en 1908-1914.

CHAPITRE II

LA PRESSE FRANCAISE (1890-1914)

La presse française a connu son âge d'or de 1880 à 1914. Le nombre de quotidiens parisiens d'information générale ou politique est passé de 40 à 90 entre 1874 et 1882 et de 79 à 57 entre 1892 et 1914. En province, il est passé de 179 à 252, puis de 257 à 242¹. Le tirage des quotidiens parisiens, de près de deux millions d'exemplaires en 1880, atteignait presque les cinq millions en 1910. Les quotidiens de province tiraient environ un million d'exemplaires en 1885 et quatre millions en 1914². Ces chiffres pourraient faire penser que les cinq quotidiens utilisés dans le présent travail n'ont qu'une place minime dans l'ensemble de la presse française. Pour en avoir le coeur net, il faut d'abord avoir une vue générale de la vie des journaux en France. Ensuite, il est nécessaire de présenter chacun des cinq quotidiens, tout en les situant par rapport à l'ensemble de la presse française.

A. Vue d'ensemble de la presse française

L'étude de la presse française, pour cette période, pose des problèmes au niveau des sources. Les archives sont loin d'être

1 En 1962, Paris possédait 12 quotidiens et la province, 96. J. Kayser, Le quotidien français, Paris, 1963, p. 16s.

2 P. Albert dans C. Bellanger et al., Histoire générale de la presse française, t. III: De 1871 à 1940, Paris, 1972, p. 137s.

complètes. Les documents statistiques, notamment sur les tirages, la diffusion et l'état financier des journaux sont rares et parfois discutables³. En outre, les recherches, dans un domaine aussi vaste et aussi important, restent peu nombreuses. Néanmoins, en tenant compte de ces carences, cherchons à présenter la vie de la presse française de 1890 à 1914, à voir quels étaient les rapports entre l'opinion publique et la presse et à indiquer quels étaient les grands journaux de l'époque.

1. L'encadrement

Les chiffres cités au début de ce chapitre laissent voir que la presse française a connu un important essor durant les trois décennies qui ont précédé la première guerre mondiale. Les facteurs de ce développement sont variés. On peut cependant les rassembler en trois grandes catégories: ils sont d'ordre social, économique et technique; politique et législatif; et financier.

i. les facteurs sociaux, économiques et techniques

De nombreux changements dans la vie sociale et économique ont eu un effet décisif sur le développement de la presse française. Il y a d'abord les progrès de l'instruction: en 1881, on vota une loi sur l'enseignement primaire et obligatoire, ce qui eut pour effet de réduire considérablement le nombre d'analphabètes en France; parmi les mâles de 20 ans, le taux d'analphabètes était de

³ P. Albert dans Histoire générale de la presse française, op. cit., p. 136.

38.14% en 1852, 21.49% en 1872, 8.5% en 1892 et de 3.73% en 1914. Il n'est malheureusement pas possible de faire des liens entre l'alphabétisation et l'augmentation des lecteurs de journaux, suivant les régions ou les structures sociales⁴.

Il ne faut pas oublier les développements technologiques qu'a connus la France pendant la seconde moitié du XIXe siècle: d'abord, l'accroissement du réseau ferroviaire et routier⁵, ainsi que l'amélioration des services postaux ont permis l'extension de la diffusion de certains journaux parisiens en province. D'autre part, le télégraphe électrique, puis le télégraphe sans fil et enfin le téléphone ont permis le développement très important des agences d'information⁶. De son côté, l'industrie de la presse a connu elle aussi sa révolution technologique: au début du XIXe siècle, une machine à imprimer pouvait tirer tout au plus 400 exemplaires à l'heure; à la fin du siècle, les 40 000 exemplaires à l'heure étaient atteints⁷.

Enfin, l'industrialisation et la croissance économique ont amené une augmentation de la publicité et permis une baisse des prix des journaux. En 1882, trente journaux étaient vendus à un

4 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 141s.

5 En 1876, 22 500 km. de chemin de fer étaient exploités en France. En 1883, 26 500, et en 1913, 39 500. F. Amaury, Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République, le Petit Parisien, Paris, 1972, p. 94.

6 Ibid., p. 95s.

7 R. Manevy, L'évolution des formules de présentation de la presse quotidienne, Paris, 1956, p. 17.

sou le numéro; en 1892, 51. En 1914, dix seulement se vendaient à dix ou quinze centimes⁸.

Ces facteurs ont fortement contribué à populariser et à élargir l'audience de la presse française. En retour, cette évolution a eu un effet sur la formule de présentation de certains journaux qui ont abandonné la mise en page hiérarchisée et traditionnelle pour la rendre plus attrayante, notamment par la place plus grande des titres et des illustrations⁹.

ii. les aspects politiques et juridiques

Le suffrage universel conjugué avec la montée de l'instruction populaire a augmenté le nombre de lecteurs de journaux et donné au journalisme une position-clé dans le jeu de la politique¹⁰. D'autre part, le mode dominant de l'élection des députés étant le scrutin majoritaire à deux tours et par arrondissement, il allait de soi que la popularité des candidats était tout aussi importante, sinon plus, que leurs liens avec l'un ou l'autre groupe politique. En conséquence, les politiciens avaient grandement besoin de la presse pour hausser leur popularité; les journaux devenaient donc des tribunes pour leurs idées et leurs revendications¹¹. Mais la presse devenait également une tribune pour les journalistes eux-mêmes

8 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 140s.

9 R. Manevy, La Presse et la Troisième République, Paris, 1955, p. 21s.

10 Ibid., p. 18s.

11 Ibid., p. 143.

qui y voyaient, sinon un moyen d'accès direct à la vie politique, du moins une façon fort efficace d'influencer les membres des deux chambres¹². C'est ce qui explique l'importance parfois exagérée que prenaient la présence de certains rédacteurs dans un journal et la violence des polémiques d'une feuille à l'autre¹³. C'est ce qui fait comprendre également la place disproportionnée des débats parlementaires dans les journaux, par rapport à celle de l'administration gouvernementale et du travail des commissions¹⁴. Et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est venue amplifier ces traits.

Cette loi supprimait de lourdes contraintes administratives au-dessus des organes de presse, et diminuait le nombre de délits à un point tel que la constitution, le respect des lois, la propriété, la famille, les cultes religieux, le gouvernement et ses membres pouvaient être les objets d'attaques, mêmes haineuses, de la part des journaux¹⁵. C'était donc accorder à la presse une très grande liberté d'expression. D'autre part, la loi de 1881 ne permettait plus au gouvernement de contrôler directement les journaux. Cet état de chose, on s'en doute, a encouragé la multiplication des violentes polémiques qui n'ont pas peu contribué à la montée des

12 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 253.

13 G. Weill, Le journal, origines, évolution et rôle de la presse périodique, Paris, 1934, p. 259.

14 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 252.

15 Ibid., p. 243.

passions et de l'excitation politiques de la population française. De plus, la légèreté des obligations administratives (la déclaration et le dépôt seulement) a provoqué un accroissement rapide du nombre des journaux. Dans cette situation, les gouvernements qui se sont succédé ont pu difficilement influencer l'opinion publique par le biais des journaux. En effet, même si les gouvernements, au moyen de "fonds secrets" et de décorations, ont pu "acheter" certains organes de presse, la masse des journaux était si grande et les opinions si variées que les journaux gouvernementaux étaient contredits, souvent avec la même force que la leur, par ceux de l'opposition¹⁶. Il reste que la montée des passions politiques, encouragée par la presse, a à son tour favorisé l'augmentation du nombre des lecteurs de journaux. Les grandes crises comme le boulangisme, les scandales du Panama et l'affaire Dreyfus ont contribué à populariser la lecture du journal.

iii. les aspects financiers

L'adaptation de la presse à un public plus populaire a posé des problèmes financiers cruciaux pour de nombreux journaux français: après 1881, la concurrence était devenue beaucoup plus forte, et il fallait, pour survivre, améliorer la formule du journal, ce qui exigeait des frais que la vente et la publicité seules ne pouvaient pas combler. Par exemple, le fait d'augmenter le nombre de pages de quatre à six entraînait des dépenses considérables à

16 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 251s.

l'époque. Et pourtant, le Figaro, en 1895, a franchi cette étape, suivi du Matin et du Journal en 1899, du Petit Parisien en 1901, du Petit Journal en 1902 et du Temps en 1911. Ce fut un coup dur pour les journaux à faible tirage; plusieurs n'y survécurent pas. Ces nouvelles conditions de vie de la presse ont donc amené une baisse du nombre des journaux même avant 1914:

Par là commença, dès le début du XXe siècle, le mouvement de concentration de la presse au profit des entreprises les plus riches, seules capables d'assurer le financement des investissements en machines, des dépenses en matières premières et en services rédactionnels, nécessité par ces améliorations.¹⁷

Les entreprises de presse françaises, à cette époque, étaient constituées par des sociétés par actions, anonymes ou en commandite. Cependant, plusieurs d'entre elles n'étaient pas autonomes sur le plan industriel et commercial: elles cédaient leurs ventes à des entreprises privées. Ces maisons étaient coûteuses pour les journaux, et se préoccupaient peu de la qualité de la présentation. Lorsque la concurrence obligea les journaux à s'améliorer, plusieurs d'entre eux n'eurent pas les reins assez solides pour conserver ces intermédiaires et disparurent¹⁸. C'est pourquoi de nombreuses entreprises de presse ont fait appel à des groupes industriels et financiers, ainsi qu'au gouvernement pour combler leurs déficits.

La loi de 1881 annulant tout contrôle valable du gouvernement sur la presse, il semble que la vénalité des journaux se soit

17 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 276s.

18 Ibid., p. 283.

accrue. Jusqu'en 1904, les hommes d'affaires se sont intéressés au journalisme moins pour des raisons politiques que pour faire de la spéculation en détenant le contrôle des rubriques boursières et économiques. Mais après, l'intérêt des milieux d'affaires pour la presse est vraiment devenu politique: les capitalistes se sentaient menacés par la montée du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire en France¹⁹. D'autre part, il n'était pas rare de voir les journaux eux-mêmes faire des pressions, voire du chantage, auprès des hommes d'affaires, pour recevoir certains fonds²⁰.

En résumé, on peut dire que l'âge d'or de la presse française était dû à une conjonction de plusieurs facteurs: d'abord, comme ailleurs en Occident, l'instruction et le développement technico-économique ont élargi l'audience du journalisme. Ensuite, la vie politique sous la IIIe République et surtout la loi de juillet 1881 ont permis l'existence de polémiques très violentes. Enfin, la popularité croissante de la lecture du journal a obligé la tenue de profondes transformations dans la mise en page, ce qui occasionna des dépenses énormes, une concurrence acharnée entre les journaux, et la chute des feuilles à faible tirage au profit des grands quotidiens. Cette tendance allait se poursuivre au lendemain de la Grande Guerre.

19 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 258s.

20 Ibid., p. 261.

2. La presse et l'opinion publique

Quels étaient les rapports entre la presse et le peuple français? L'absence de données statistiques sur ce sujet rend difficile l'étude de l'influence des journaux sur l'opinion publique, et approximative toute tentative de quantification. Néanmoins, certaines constatations générales peuvent être faites. Et en mentionnant quels étaient les grands journaux parisiens à cette époque, il est possible d'avoir une idée suffisamment claire de la presse française pour y situer nos cinq journaux.

i. l'influence de la presse française

A Paris comme en province, il est extrêmement difficile de préciser l'influence d'un journal sur l'opinion publique. Certes, les chiffres que l'on possède sur le tirage d'une feuille peuvent en indiquer le degré de popularité, mais pas l'influence politique, religieuse ou autre. D'abord, le tirage ne révèle pas le groupe social et géographique que rejoint un journal. Il ne dit pas non plus pourquoi les lecteurs ont choisi ce journal: est-ce pour lire les articles politiques, ou pour connaître la suite du roman-feuilleton, ou parce que les faits divers et les sports y sont mieux décrits, ou encore parce que les informations boursières y sont plus sûres et plus complètes? Alors, comment déterminer l'influence d'une feuille? En décrivant l'agitation des journaux en période électorale, Pierre Albert a constaté:

D'une manière générale l'action électorale d'un journal était fonction, moins de son tirage ou de la netteté de ses

prises de positions, que de la qualité de son audience et du rayonnement de ses lecteurs. La plupart des journaux d'opinion restaient sans influence électorale; leur prosélytisme était finalement bien faible car ils n'étaient lus que par des convaincus. La Gazette de France ou le Soleil n'ont jamais gagné une voix au parti royaliste mais l'Action française qui touchait surtout des militants fut autrement efficace. La Croix eut, grâce au clergé et malgré la faiblesse relative de ses tirages, une grande influence. L'Humanité ne fut jamais un journal de masses, mais elle servit sans doute plus utilement la cause du socialisme en cherchant avant tout à former et informer les militants que si elle avait tenté d'accroître son audience nationale aux dimensions de l'électorat de son parti.²¹

Donc, pour connaître l'influence d'un journal, il faut savoir qui le lit, ce qui est, dans l'état actuel des recherches sur la presse française, très difficile à faire pour la plupart des journaux. Certes, on pourrait croire qu'il suffit d'analyser la mise en page d'une feuille pour savoir qui sont ses lecteurs: une présentation traditionnelle pourrait signifier que le journal est lu par les classes cultivées, et une présentation "populaire" que la feuille est achetée par les masses. Mais il faut se garder de faire de telles conclusions. Prenons un exemple: dans les années 1880, le journal lyonnais Le Nouvelliste, voulant rejoindre le monde ouvrier, a adopté une mise en page "populaire"; cette initiative échoua cependant, car le journal ne modifia pas son esprit conservateur et quelque peu méprisant à l'égard des ouvriers, et ceux-ci l'ignorèrent²². En fait, la présentation "populaire" d'un journal ne veut

21 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 256.

22 L. de Vaucelles, "Le Nouvelliste de Lyon" et la défense religieuse (1879-1889), Paris, 1971, p. 83-89.

pas dire qu'il est effectivement lu par les classes ouvrières. Tout au plus peut-on dire que ce journal veut s'adresser aux ouvriers. Et il en va de même pour les journaux à présentation classique. Pour connaître la clientèle d'un journal, il faudrait effectuer des enquêtes comme le font les sociologues de nos jours, ce qui est impossible. Il faut alors se contenter de certains témoignages, difficilement vérifiables, de sorte que la connaissance des rapports entre la presse et l'opinion publique, sous la IIIe République, reste très imprécise.

Tout ce que l'on peut dire à propos du développement de la presse française de 1880 à 1914, c'est qu'il a fortement contribué à politiser les masses populaires, mais jamais en profondeur et encore moins en fonction d'un programme détaillé et réfléchi: la violence des débats, plus que le détail des argumentations, a eu comme effet de propager des idées simples et, la plupart du temps, négatives — l'antimilitarisme, l'antisémitisme, l'anticléricisme, etc.; des idées qui, très souvent, ne dépassaient pas le niveau des préjugés²³.

Enfin, il convient de se demander quelle était l'influence de la presse parisienne en province. Il faut noter au départ que 27 départements, en 1882, ne possédaient pas de feuilles régionales²⁴: ces régions restaient donc ouvertes à l'implantation des journaux

23 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 257.

24 En 1892, il y en avait 24 et en 1914, 18. J. Kayser, Le quotidien français, op. cit., p. 26.

parisiens. La plupart de ces départements entouraient Paris et descendaient jusqu'à la Loire. Ailleurs en France, il existait de nombreux organes de presse au niveau du chef-lieu ou de la sous-préfecture, tandis que la plupart des grandes villes avaient plusieurs journaux qui représentaient les principales tendances politiques. Les journaux des petites localités ne paraissaient pas tous les jours, et leur tirage était inférieur à 10 000²⁵. Parmi eux, de nombreuses petites feuilles de sous-préfecture, ne paraissant qu'une ou deux fois par semaine et dont le tirage ne s'élevait pas à plus de 2 000 exemplaires, ont voulu éviter des frais de rédaction excessifs en reproduisant les articles de politique générale des journaux parisiens de mêmes tendances qu'elles²⁶. Par contre, nombreux furent les quotidiens des grandes villes qui ont suivi l'évolution technique des grands journaux parisiens, établi des contacts avec l'Agence Havas, envoyé des correspondants à Paris et bénéficié de la plume d'un journaliste parisien de renom. On voit donc que la presse parisienne pénétrait en grande partie d'une façon indirecte en province, par l'intermédiaire des journaux régionaux. Cependant, les grands quotidiens d'information parisiens possédaient de nombreux dépositaires en province. Il reste que la presse régionale, parce qu'elle savait s'adapter aux problèmes et aux tempéraments locaux, a joui d'une plus grande influence sur les

25 F. Amaury, Histoire du plus grand quotidien, op. cit., p. 99.

26 R. Manevy, La presse, op. cit., p. 9s.

Français de province que la presse de Paris²⁷.

Pour terminer cette présentation générale de la presse française, cherchons à faire un inventaire aussi juste que possible des journaux parisiens les plus importants de 1890 à 1914, à partir des connaissances actuelles sur ce sujet.

ii. les principaux journaux parisiens de 1890 à 1914

La presse parisienne peut être divisée en deux catégories: d'un côté, les grands journaux d'information, de l'autre, la presse d'opinion. Parmi celle-ci, de nombreuses feuilles ne possédaient qu'une vie artificielle, et leurs tirages étaient ridiculement bas; ces journaux étaient beaucoup plus le porte-parole de certains politiciens qu'un véritable organe d'information²⁸.

La grande presse d'information était représentée par quatre quotidiens du matin: le Petit Parisien, le Petit Journal, le Matin et le Journal, journaux à très fort tirage, dont l'opinion politique était faiblement exprimée et où l'information prenait la première place²⁹.

Le Petit Parisien fut certes le journal le plus populaire de cette époque en France. En 1890, son tirage total était de 347 098 exemplaires - dont 189 960 en province -, et en 1914

27 F. Goguel dans J. Kayser, La presse de province sous la IIIe République, Paris, 1958, p. VII.

28 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 143s.

29 Ces journaux étaient républicains et anticollectivistes. R. Manevy, La presse, op. cit., p. 124.

il était de 1 453 243 exemplaires - dont 1 090 343 en province³⁰. Il possédait 4 131 dépositaires en province en 1893 et 13 427 en 1910³¹. Les départements où la diffusion de ce journal était la plus forte se groupaient essentiellement autour de Paris. Fondé en 1876, il était d'abord un journal politique visant à consolider le régime républicain; ce n'est que plus tard qu'il devint un organe d'information générale³².

Le principal concurrent du Petit Parisien était le Petit Journal, dont le tirage passa d'un million en 1890 à 800 000 en 1913³³. Possédant autant de dépositaires que le Petit Parisien, ce journal, en 1911, dirigeait 80% de ses exemplaires vers la province³⁴. Le Petit Journal était plus ouvertement engagé dans la politique; lors de l'affaire Dreyfus, il prit nettement position contre le capitaine. Cet engagement lui coûta cher: le journal perdit au moins 100 000 lecteurs et fut définitivement supplanté par le Petit Parisien³⁵.

Le Matin et le Journal se concurrençaient très fortement. La clientèle de ces journaux était, en général, d'un plus haut niveau social que celle des deux feuilles précédentes: ils touchaient

30 F. Amaury, Histoire du plus grand quotidien, op. cit., p. 362s.

31 Ibid., p. 380-387.

32 Ibid., p. 102.

33 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 301.

34 Ibid., p. 298.

35 Ibid., p. 301.

encore les classes populaires, mais de la ville surtout, et n'avaient guère accès aux milieux ouvriers; leur audience était plus parisienne, et elle se recrutait parmi les employés, les fonctionnaires et les commerçants³⁶.

Fondé en 1884, le Matin se voulait au départ sans opinion politique. Son tirage était moyen: 23 000 en 1894. Il demeura stagnant jusqu'en 1903, alors que Henry Poidatz le prit en main; le succès fut rapide: en 1907, le tirage atteignit les 665 000 exemplaires, et dépassa le million en 1913³⁷. Son concurrent, le Journal, fut lancé en 1892; en 1900, il tirait à 500 000 exemplaires et accéda, lui aussi, au million en 1913³⁸.

Ces quatre journaux, en 1914, tiraient ensemble autour de 4.5 millions d'exemplaires, soit plus de 75% du tirage global des journaux parisiens. Ce qui a permis leur succès, ce sont les moyens de promotions qu'ils ont utilisés. Ces moyens, très dispendieux, devaient être soutenus par des finances solides, ce que la plupart des journaux de l'époque ne pouvaient obtenir en France³⁹.

La presse parisienne à moyen et à petit tirage était une presse d'opinion. Il n'est pas question d'énumérer la totalité de ces feuilles; il y en a trop, et la plupart tiraient à moins de

36 R. Manevy, La presse, op. cit., p. 124s.

37 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 311.

38 Ibid., p. 314s.

39 Ibid., p. 299s.

15 000 exemplaires en 1914⁴⁰. Seules les plus importantes seront mentionnées. Malgré leur faible tirage, certaines d'entre elles ont eu une influence considérable sur l'opinion publique⁴¹.

A droite, trois journaux antirépublicains méritent d'être retenus: le Gaulois (30 000), d'Arthur Meyer, journal de grande qualité, concurrent du Figaro, et qui recrutait sa clientèle dans la haute société⁴². L'Action Française (30 000) de Charles Maurras, l' "organe du nationalisme intégral": par la violence de son ton et l'insolence de ses campagnes, son influence fut considérable, d'autant plus que d'autres feuilles conservatrices et de nombreux journaux de province s'en sont directement inspirés dans leur lutte antirépublicaine⁴³. La Croix (185 000) était l'organe des Assomptionnistes. Le succès de ses tirages était dû à l'efficacité de son distributeur, la Maison de la Bonne Presse. Journal violemment antisémite et antidreyfusard, Léon XIII dut intervenir, en 1900, pour exiger la démission des Assomptionnistes de sa direction; ceux-ci reviendront graduellement après 1906 et maintiendront l'orientation de droite du journal⁴⁴.

40 R. Manevy, La presse, op. cit., p. 143s.

41 Le chiffre entre parenthèses qui suit le nom du journal est celui du tirage entre 1910 et 1914. Ce chiffre est tiré de P. Albert dans Histoire générale, op. cit.

42 Ibid., p. 322.

43 Ibid., p. 324-326.

44 Ibid., p. 333-338.

La droite républicaine comptait certains journaux qui, sans opinion précise, combattaient le socialisme et la gauche démocratique; la plupart d'entre eux étaient boulangistes en 1890: citons la Liberté (75 000), la Patrie (40 000), la Presse (75 000), l'Intransigeant (46 000) et l'Echo de Paris (150 000) qui était antisocialiste et promilitaire. Il est difficile de connaître la clientèle de ces feuilles; disons seulement que l'Echo de Paris était le journal le plus lu de l'armée⁴⁵.

Le centre républicain était représenté par trois grands journaux de qualité très influents: le Figaro (36 000), dont la rédaction était l'une des plus notable de Paris, le Journal des Débats (25 000) et le Temps (70 000). L'influence de ces journaux était très grande auprès des classes dominantes et des milieux gouvernementaux.

Les républicains de gauche possédaient de nombreux journaux. Les radicaux notamment avaient la Lanterne, le Radical (30 000), et surtout les feuilles de Clemenceau: la Justice, très influente auprès des milieux politiques, l'Aurore (7 000), et l'Homme Libre lancé en 1913.

Les feuilles socialistes: leur vie était particulièrement difficile et brève; elles n'eurent jamais de nombreux abonnés et l'état de leurs finances était précaire. Lues essentiellement par les militants ouvriers, elles subissaient la concurrence considérable

45 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 346s.

des quatre grands journaux d'information⁴⁶. Parmi les journaux les plus célèbres de ce groupe, il y eut le Cri du Peuple de Jules Vallès, la Petite République socialiste (47 000) et surtout l'Humanité (72 000) qui, fondée en 1904, connut des débuts financiers difficiles; Jean Jaurès en était le directeur politique. A cause du niveau fortement intellectuel de ses articles, elle n'a jamais atteint directement la classe ouvrière. Le journal a fortement attaqué la presse bourgeoise et s'est attiré la haine de journaux nationalistes comme l'Action française, l'Echo de Paris et la Presse⁴⁷.

Nous l'avons dit, cet inventaire ne prétend pas couvrir toute la presse parisienne de l'époque. De nombreuses feuilles ont été oubliées. Cependant, il permet de situer les journaux qui seront utilisés dans le présent travail. Aussi peut-on maintenant étudier ces cinq journaux.

B. Les cinq journaux parisiens et leur place dans la presse française

Comme on a pu le constater, le Siècle et le Constitutionnel ne figurent pas parmi les journaux les plus importants de cette période. C'est qu'en 1914, tous deux sont devenus des feuilles fantômes. C'est pourquoi plus de place a été accordée à l'étude du Temps, du Journal des Débats et de la Presse. L'ordre de

46 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 370s.

47 Ibid., p. 374-377.

présentation de ces journaux suit l'ordre d'importance de chacun.

1. Le Temps

Ce journal fut fondé en 1820 par Coste, mais ne fut vraiment lancé à Paris qu'en 1861 par Auguste Nefftzer, ancien collaborateur à la Presse. Ses premières années furent financièrement difficiles: le journal était pauvre et ses rédacteurs mal payés⁴⁸. D'esprit libéral et commandité par des industriels alsaciens, le Temps avait pour but de défendre les intérêts commerciaux français contre le libre-échangeisme du Second Empire. Journal de qualité, il avait été conçu pour être lu par la haute société. Nefftzer a dirigé le Temps jusqu'en 1871. Cependant, il a cédé la gérance du quotidien à Adrien Hébrard, en avril 1867, pour cinquante mille francs⁴⁹. En 1872, Hébrard achetait les parts de Nefftzer dans le journal pour 80 000 F⁵⁰ et il en devenait le directeur. La gérance fut confiée à Camille Pariset⁵¹.

Il est très difficile de connaître la vie du Temps: les archives personnelles de Hébrard et celles du journal sont introuvables⁵². En mars 1882, les statuts de la société du Temps furent

48 V. Goedorp, Figures du "Temps", Paris, 1943, p. 199s.

49 R. Cazelles, Le duc d'Aumale et la presse, dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1971, p. 595s.

50 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 210.

51 R. Manevy, La presse, op. cit., p. 210s. Pariset allait gérer le journal jusqu'en 1918 et Hébrard le diriger jusqu'en 1914.

52 P. Albert, op. cit., p. 353.

modifiés et les pouvoirs du directeur, fortement augmentés. Adrien Hébrard devint le grand maître du journal et il semble que le comité de surveillance, dirigé par le comte Chofecki, puis après 1897, par Alfred Mézières, n'eut qu'un rôle minime à jouer⁵³.

D'après les bilans publiés par le journal, il semble que la société ne fut pas très riche: l'action du Temps est passée de 1 269 F en 1892 à 525 F en 1902, et les bénéfices bruts furent de 360 000 F en 1892, de 150 000 F en 1902 et de 280 000 F en 1912⁵⁴. Il faut dire, toutefois, que les bilans ne mentionnaient pas tout. Le Temps était, semble-t-il, un journal relativement facile à "acheter": lors de l'affaire du Panama, 1 819 000 F ont été versés au journal. Et, des fonds russes, il a reçu 130 000 F⁵⁵. Il est malheureusement impossible d'avoir plus de renseignements sur la vénalité du Temps, et de voir dans quelle mesure les sommes recueillies de cette manière ont aidé financièrement le journal.

La question de la vénalité amène naturellement à poser celle des attaches du journal. Les feuilles de gauche et d'extrême-gauche, à l'époque, ont accusé le Temps de servir les intérêts des grands industriels et, plus particulièrement, ceux du Comité des Forges⁵⁶. Ces accusations sont-elles fondées? On ne saurait l'affirmer. D'autre part, le journal a acquis la réputation de feuille

53 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 353.

54 Ibid., p. 349 et 353.

55 Ibid., p. 268 et 274.

56 R. Manevy, La presse, op. cit., p. 214.

"officieuse" des différents gouvernements qui se sont succédé. A ce sujet, Victor Goedorp, qui fut longtemps secrétaire de rédaction au Temps, a admis que, sans être aveuglément favorable à tous les gouvernements, le journal a maintenu avec une grande partie d'entre eux des contacts suffisamment grands pour pouvoir jouir de la primauté de certaines nouvelles⁵⁷. Si l'on ajoute à cela les liens possibles que le quotidien devait avoir avec certains groupes d'hommes d'affaires - ses origines, et les révélations qui ont été faites sur son sujet lors de l'affaire du Panama sont là pour le confirmer - il appert que les intérêts et l'idéologie du Temps coïncidaient avec ceux de la haute bourgeoisie libérale et capitaliste.

Sur le plan politique, le journal s'est successivement rangé sous la bannière des opportunistes, des modérés et des progressistes, soit le centre libéral. Toutefois, le Temps se voulait d'abord républicain. C'est pourquoi il a défendu la politique des radicaux contre les extrémistes de gauche et de droite. Même s'il était antisocialiste, il n'a pas hésité à soutenir la participation de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau aux lendemains de l'affaire Dreyfus. Enfin, après 1910, le Temps s'est orienté vers la droite républicaine et le patriotisme.

On connaît peu de choses sur la vie d'Adrien Hébrard. Né à Toulouse en 1834, il fut élu sénateur de la Haute-Garonne en janvier 1879. Libéral, homme d'esprit et sceptique, il joua un

57 V. Goedorp, Figures du "Temps", op. cit., p. 238s.

rôle très important dans la vie politique de la IIIe République. Il mourut en juillet 1914⁵⁸. Au Temps, Hébrard n'écrivait jamais. Cependant, chaque matin, il organisait une conférence des rédacteurs politiques, dans laquelle des discussions parfois passionnées s'engageaient; Hébrard en faisait l'arbitrage, et les conclusions qu'il en tirait allait être celles du journal⁵⁹. L'équipe rédactionnelle du Temps est difficile à retracer, à cause de l'anonymat obligatoire dans les rubriques d'information et les articles de première page. Il convient de mentionner certains des rédacteurs les plus importants: Jacques Hébrard, rédacteur en chef, frère d'Adrien et sénateur des Indes françaises; Armand Schiller, secrétaire de la rédaction jusqu'en 1911; Eugène Lautier, à la politique intérieure de 1885 à 1919, considéré comme le chroniqueur politique le plus brillant de Paris. Mondain, il était attaché à des milieux politiques et financiers importants, et adversaire farouche du radicalisme et du socialisme⁶⁰. Marius Gabion, spécialiste des questions sociales, intermédiaire entre le Temps et Briand. Francis de Pressensé, à la politique extérieure jusqu'en 1905, devenu socialiste lors de l'affaire Dreyfus. André Tardieu, à la politique extérieure de 1905 à 1914, ancien secrétaire à la Présidence du Conseil sous Waldeck-Rousseau, avec une brillante carrière diplomatique derrière lui, souvent le porte-

58 V. Goedorp, Figures du "Temps", op. cit., p. 70s.; P. Albert, Histoire générale, op. cit., p. 211 et 354-356.

59 V. Goedorp, op. cit., p. 123.

60 Ibid., p. 21-41.

parole du Quai d'Orsay⁶¹. Enfin, il ne faut pas oublier la collaboration de Jules Simon qui a signé des chroniques intitulées "Mon petit journal" jusqu'en 1893. Dans ces chroniques, il s'est longuement entretenu des questions sociales et ouvrières.

Quelle était l'influence du journal le Temps? Son tirage ne l'indique guère: de 35 000 exemplaires en 1884, il atteint les 36 000 en 1910, 45 000 en 1912 et 70 000 en 1914⁶². Pourtant, il était devenu, selon Maurras, "le plus grand journal de la République", dépassant en réputation le Journal des Débats. Manevy affirme que:

Dans les milieux d'affaires et les classes dirigeantes, en France comme à l'étranger, pendant plus de cinquante ans, il représente, avec une autorité indiscutée, Paris, capitale politique.⁶³

Ses informations étaient considérées comme aussi sûres (si non plus) que celles de l'Agence Havas; et nombreuses furent les feuilles qui ont copié directement les articles du Temps⁶⁴.

Le contenu du journal mérite l'attention: le Temps, selon Goedorp, ne fut jamais un journal violent ni diffamatoire; jamais, de dire cet auteur, il ne fut poursuivi pour ce qu'il a publié⁶⁵.

61 En 1906, lors de la Conférence d'Algésiras, Bülow a déclaré: "Il y a six grandes puissances en Europe; la septième est M. Tardieu." P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 354s. Voir aussi V. Goedorp, Figures du "Temps", op. cit., p. 233-256.

62 P. Albert, op. cit., p. 353; R. Manevy, La Presse, op. cit., p. 132.

63 R. Manevy, op. cit., p. 209.

64 Ibid., p. 214.

65 V. Goedorp, op. cit., p. 239.

Sa formule de présentation fut des plus traditionnelles: le journal n'était pas écrit pour s'attirer les masses. Goedorp dit même que sa lecture n'était pas distrayante et qu'elle frisait l'ennui par son sérieux. C'était ce que voulait Adrien Hébrard⁶⁶. Sa feuille n'avait pas de gros titres⁶⁷, et presque pas d'illustration (une carte météorologique et, à l'occasion, des cartes géographiques indiquant le lieu des grands conflits internationaux). L'insistance était donnée à la politique extérieure qui venait toujours en tête des articles. Les faits divers, les sports et les crimes avaient une importance négligeable, en comparaison avec les causeries artistiques, littéraires, scientifiques et théâtrales. Enfin, en période de crise ouvrière, le Temps accordait en général plus de place aux questions de grève et de syndicalisme que les autres journaux utilisés dans ce travail.

Le Temps s'adressait à un public cultivé et bourgeois. L'influence qu'il a eue dans la vie politique française montre qu'Adrien Hébrard ne se trompait pas en refusant de changer quoi que ce soit au caractère ennuyeux de son journal.

2. Le Journal des Débats

De 1890 à 1914, le grand concurrent du Temps fut le Journal des Débats. Lancé en septembre 1789 par Baudouin, il fut racheté

66 V. Goedorp, Figures du "Temps", op. cit., p. 258.

67 Hébrard, à qui on avait proposé, lors d'une circonstance exceptionnelle, un titre sur deux colonnes, a répondu: "Nos lecteurs ne sont pas des imbéciles, [...] ce n'est pas à la grosseur d'un titre qu'ils jugent de l'importance d'un fait." Cité dans V. Goedorp, op. cit., p. 258.

en 1799 par François Bertin l'aîné, son frère Louis Bertin de Veaux, Roux-Laborie et l'imprimeur Lenormant⁶⁸. Après 1814, il allait s'intituler le Journal des Débats politiques et littéraires, et conserver ce nom jusqu'à sa mort, en 1944. Journal de qualité, il fut reconnu pour être l'un des plus écoutés avant l'avènement de la Troisième République. Jules Bapst fut son directeur de 1871 à 1883. Sous sa direction, les Débats étaient liés à des groupes politiques et financiers très importants. Entre autres, par l'intermédiaire de Léon Say, le journal possédait des contacts avec les Rothschild, de même qu'avec certaines grandes compagnies de chemin de fer, et il était mêlé aux intérêts européens en Turquie. Inutile de dire que ces attaches faisaient du Journal des Débats l'une des feuilles les plus écoutées en France⁶⁹.

A partir des années 1880, survinrent de nombreux changements. D'abord, en 1883, Jules Bapst fut remplacé à la direction par son gendre, Georges Patinot. L'année suivante, les Débats ont fusionné avec le Parlement⁷⁰, ce qui occasionna le venue de nouveaux rédacteurs dont Jules Dietz et André Heurteau. Enfin, l'ancienne société des descendants des associés de 1799 fut abolie en janvier 1893, et remplacée par une société anonyme; aux 450 000 F de l'ancienne société vinrent s'ajouter 1 170 000 F en souscriptions

68 J. Godechot dans C. Bellanger et al., Histoire générale de la presse française, t. I: Des origines à 1814, Paris, 1969, p. 559.

69 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 208s.

70 Feuille républicaine conservatrice lancée par Dufaure en octobre 1879. Ibid., p. 351.

nouvelles⁷¹. Ce changement, encouragé par le banquier Bernstein et le groupe Collas de la Société des Phares de Constantinople, avait pour but d'élargir l'audience du journal; Patinot en profita, dès mars 1893, pour publier deux éditions au lieu d'une seule. Le nouveau conseil d'administration était composé de Francis Charmes, Léon Say, Edouard Aynard, Camille Collas et Gabriel Collas. Il y eut un nouvel apport de capitaux en 1900 (250 000 F) et en 1914 (100 000 F); ce renflouement des caisses du journal eut pour résultat de renforcer son intérêt pour les questions d'Orient, et sa turcophilie⁷². Il n'est malheureusement pas possible de connaître les recettes et les dépenses du journal, de sorte que l'on ignore si la société fut prospère ou non.

Georges Patinot a dirigé les Débats jusqu'à sa mort, en juillet 1895. Il fut remplacé par Yves Guyot, pendant quelques mois, puis définitivement par Etienne de Nalèche, ancien diplomate⁷³. Les collaborateurs du Journal des Débats constituaient une élite journalistique fort brillante: de 1889 à 1914, s'il faut en croire Alfred Pereire, 105 membres des différentes Académies, dont 55 de l'Académie française et 21 de l'Académie des Sciences morales et politiques, auraient collaboré, régulièrement ou non, au journal⁷⁴. La rédaction n'était pas, non plus, à négliger. De 1890 à 1914,

71 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 352.

72 Loc. cit.

73 A. Pereire, Le Journal des Débats politiques et littéraires, 1814-1914, Paris, 1924, p. 140s.

74 Ibid., p. 210.

trois rédacteurs en chef se sont succédé: de Sacy, de Molinari et, après 1901, André Chaumeix⁷⁵. Parmi les rédacteurs, mentionnons-en cinq: Francis Charmes, rédacteur politique depuis 1872, et directeur au Ministère des Affaires Etrangères⁷⁶. Paul Leroy-Beaulieu, professeur d'économie politique au Collège de France, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, a collaboré régulièrement depuis 1871 et écrit de nombreux articles de finances et d'économie politique⁷⁷. Jules Dietz, avocat, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques, ancien rédacteur en chef du Parlement, rédacteur politique aux Débats depuis 1884⁷⁸. André Heurteau, publiciste, rédacteur politique depuis 1884⁷⁹. En 1905, Jean Bourdeau a collaboré aux Débats. Membre de l'Institut en 1913, il s'est longuement préoccupé du socialisme et du communisme, sur lesquels il a écrit six ouvrages de 1892 à 1928⁸⁰. Ces rédacteurs étaient tous des représentants du centre républicain conservateur. En 1914, Pereire résumait la tendance politique du journal de la manière suivante:

75 A. Pereire, Le Journal des Débats, op. cit., p. 150s.

76 Le livre du centenaire du "Journal des Débats", s.a., Paris, 1889, p. 603.

77 Ibid., p. 615. Leroy-Beaulieu est l'auteur de La question ouvrière au XIXe siècle, Paris, 1899.

78 Ibid., p. 606.

79 Ibid., p. 612.

80 S. Gorceix dans Dictionnaire de biographie française, t. VI, Paris, 1933, p. 1432.

Le rôle du Journal des Débats pendant cette période de trente-cinq ans qui vit apparaître quarante-trois ministères fut de soutenir, avec une égale impartialité historique, et une forte notion de responsabilité tous les ministères qui personnifièrent - quels que fussent les noms mis en avant - l'ordre, la liberté et la tolérance. [...] Le Journal des Débats entendait se protéger aussi bien du césarisme le boulangisme que du radicalisme. [...] Il fit opposition aux "ultras" de gauche comme de droite, faisant front au despotisme.⁸¹

Donc un journal qui soutient un gouvernement libéral et fort, qui ne se laisse pas influencer par quelque extrémisme que ce soit: il a combattu le boulangisme, le radicalisme, le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire, au nom du libéralisme parlementaire. Journal de qualité⁸², dans lequel les réflexions importaient beaucoup plus que l'information⁸³, il représentait sur le plan idéologique la bourgeoisie libérale et cultivée de la France, et, par ses attaches avec le monde des finances et de l'industrie, la bourgeoisie capitaliste.

Quelle était l'influence du Journal des Débats? Ici encore, les tirages sont trompeurs: en 1880, ce quotidien tirait autour de 7 000 exemplaires, et près de 25 000 en 1914. Sa clientèle était recrutée dans le même milieu que celle du Temps: la grande

81 A. Pereire, Le Journal des Débats, op. cit., p. 129s.

82 Pereire a relevé, sans en indiquer l'origine, le jugement suivant: "Le Journal des Débats a conservé cet antique académisme. On y cultive le style raffiné. On y traite spécialement la politique, l'économie sociale, la science, la littérature et la bonne grammaire classique. C'est un journal de nuance." Ibid., p. 135.

83 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 351.

bourgeoisie. Donc, l'influence des Débats n'était pas négligeable, bien au contraire. Cependant, Pierre Albert remarque que "son influence était considérable, non que ses avis aient été souvent suivis, mais parce qu'ils furent toujours écoutés."⁸⁴

Le contenu du Journal des Débats est semblable à celui du Temps: les faits divers, les sports et les affaires judiciaires y prennent une place très secondaire, par rapport aux feuilletons littéraires, scientifiques et artistiques. La politique extérieure occupe plus d'espace que la politique intérieure; la place de la publicité est modeste - à peine 10% de la surface imprimée. On attache beaucoup d'importance à la question ouvrière. La présentation du journal est traditionnelle: pas de gros titres ni d'illustration. Jusqu'en 1893, les Débats se vendent 20 centimes le numéro; après quoi le prix descend à 10 centimes; de 1890 à 1913, le nombre de pages est resté de quatre, pour passer à six en 1914. Sauf pour trois années, il n'y a toujours eu qu'une édition quotidienne. En mars 1893, plutôt que de porter le nombre de pages à six, on transforma l'édition du matin à 20 centimes en deux éditions à 10 centimes chacune: l'une du matin et l'autre du soir⁸⁵. Ce changement s'est avéré fort dispendieux, et l'objectif, qui était d'élargir l'audience du journal, ne fut guère atteint. L'arrivée d'E. de Nalèche, en 1895 mit un terme à cette aventure; en 1896, les Débats n'eurent plus qu'une seule édition, celle du soir,

84 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 351.

85 Chose curieuse, l'édition du soir était imprimée sur du papier rose.

à 10 centimes⁸⁶.

3. La Presse

Ce journal est très différent des deux précédents, tant par sa clientèle que par sa présentation ou par son style. Lancé en juillet 1836 par Emile de Girardin, le Presse connut ses grandes heures sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire. En 1873, elle devint la propriété de Hubert Debrousse, qui s'en servit pour défendre ses intérêts personnels: la Presse défendit d'abord Thiers, ensuite de Broglie, puis se rallia au centre gauche et, après 1876, à Marcère⁸⁷. De 1879 à 1885, ce journal connut une succession régulière de directeurs, et survécut grâce à différents commanditaires⁸⁸. Le 26 mai 1885, la Presse cessa de paraître. Elle fut reprise en juin 1888 par des députés boulangistes; son nouveau directeur fut Georges Laguerre, député de Vaucluse: ayant été secrétaire de Louis Blanc en 1878, Laguerre devint avocat en 1879; il a défendu des socialistes et des anarchistes comme Kropotkine et Louise Michel, ce qui le rendit célèbre. Appartenant au groupe de l'extrême-gauche, il fut l'un des principaux orateurs du boulangisme. En septembre 1889, il fut élu député du XVe arrondissement de Paris; il n'avait que 31 ans⁸⁹.

86 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 352.

87 Ibid., p. 213.

88 Ibid., p. 214.

89 J. Néré, Le boulangisme et la presse, Paris, 1964, p. 229s.

Sous Laguerre, la Presse fut la principale voix du boulangisme démocratique. Sa rédaction était assurée par des personnalités boulangistes bien connues: Francis Laur, député de la Loire en 1885 et de la 3e circonscription de Saint-Denis; Alfred Naquet, sénateur depuis 1883, considéré comme le grand penseur politique du boulangisme; Charles Laisant, député de la Seine en 1885 et du XVIIIe arrondissement de Paris en 1889⁹⁰. Avec cette équipe, la Presse prit un ton violemment antiopportuniste, et ses colonnes étaient essentiellement réservées à la politique parlementaire. Journal d'opinion jusque dans ses rubriques informatives, elle n'hésitait pas à attaquer féroce-ment le gouvernement et, en particulier, le ministre de l'Intérieur, Constans. Le groupe des boulangistes demeura à la Presse jusqu'en 1892. Entretemps, en 1891, le journal avait été racheté par Jules Jaluzot,

le type assez accompli de ce genre d'hommes qu'on qualifiera, un peu plus tard, de "capitaine d'industrie", qui touchent à de multiples affaires et auxquelles ils paraissent assurer une marche régulière.⁹¹

Jaluzot était le propriétaire-fondateur des célèbres magasins du Printemps, qui lui ont assuré une fortune; il était également mêlé à de nombreuses affaires plus ou moins lucratives. Sa venue à la Presse changea l'orientation politique et le contenu du journal. Son sous-titre "Journal Républicain National" fut supprimé.

90 J. Néré, Le boulangisme, op. cit., p. 230-233.

91 L. Bailby, Pour quoi je me suis battu, Paris, 1951, p. 41.

Dans son "Programme", publié dans le numéro du 23 mai 1893, le journal déclara défendre les "principes conservateurs et libéraux"⁹². La place que prenait la politique intérieure fut considérablement réduite et l'on adopta une présentation plus "populaire": quotidiennement, en première page, apparurent des titres à gros caractères, sur six colonnes. La publicité y prit une place très importante — environ les deux-dixièmes de la surface imprimée. La hiérarchie des nouvelles était fonction de la popularité de chacune d'elles; donc les faits divers et judiciaires prenaient très souvent la manchette, au détriment des nouvelles politiques.

En 1892, Jaluzot confia la direction de la Presse à Emile Massard, conseiller municipal de Paris et ancien rédacteur du Cri du Peuple⁹³. En 1896, Massard fut remplacé par Léon Bailby, qui en profita pour donner à la Presse une formule plus mondaine. Secrétaire de Jaluzot, amateur de spectacles et de mondanités, Bailby créa une rubrique sportive quotidienne, ce qui contribua grandement au succès du journal⁹⁴. De plus, il inaugura une rubrique de mondanités ("On dit que") ainsi qu'une section littéraire,

92 Presse, 1892, 23.05.1A, Jules Jaluzot.

93 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 340. Emile Massard a également collaboré à la Presse sous Laguerre et y a émis des opinions socialistes. La passé politique de cette personne est donc en contradiction avec les intérêt d'un homme comme Jaluzot. Il est probable que Massard, en accédant à la direction de la Presse en 1892, avait abandonné ses idées socialistes pour passer au conservatisme.

94 L. Bailby, Pour quoi je me suis battu, op. cit., p. 53s.

composée de jeunes écrivains⁹⁵. Bailby demeura à la direction de la Presse jusqu'en novembre 1905. Sous sa direction, le journal est passé à la droite républicaine nationaliste, antidreyfusarde, antisocialiste et antiradicale. En 1905, Bailby passa à l'Intransigeant et une nouvelle équipe fut formée à la Presse, regroupant Emile Massard, Pugliesi-Conti et Alceste. Le journal maintint son orientation à droite et participa à des attaques haineuses contre Jaurès et l'Humanité⁹⁶.

Quelle était l'audience de la Presse? Quelles étaient les couches sociales qu'elle touchait? Il est difficile de le dire. Journal à un sou, son tirage est passé de 2 000 exemplaires en 1880 à plus de 70 000 en 1914. A la veille de la guerre, ce journal était le quotidien parisien du soir à plus fort tirage⁹⁷. En octobre 1913, la Presse pour encourager l'usage de ses "Petites Annonces", publiait l'avis suivant:

La Presse, journal essentiellement Parisien, par le chiffre élevé de son tirage, par les lecteurs qu'elle compte dans toutes les classes de la société, est un des organes les mieux indiqués pour servir d'intermédiaire entre ceux qui offrent et ceux qui demandent des places et des emplois. [...]⁹⁸

95 L. Bailby, Pour quoi je me suis battu, op. cit., p. 51s.

96 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 340 et 377. Albert indique également que Jean-Louis de Lanessan aurait pris la direction politique du journal, ce qui nous semble inexact. De Lanessan est resté au Siècle au moins jusqu'en 1911. Or le Siècle était radical, tandis que la Presse se rangeait du côté de la droite républicaine antiradicale.

97 Ibid., p. 214 et 340.

98 Presse, 1913, 28.10.2A, s.a.

Donc, le journal aurait eu une clientèle parisienne avant tout, indifféremment répartie dans l'ensemble des classes sociales. Nous ne pouvons malheureusement pas vérifier cette assertion; mais elle ne semble pas fausse. Il est probable, toutefois, que la majorité de ses lecteurs se rangeaient plutôt du côté des classes moyennes, et surtout de la petite bourgeoisie parisienne, que du côté de la haute société. Du moins, sa présentation le laisse croire: des rubriques comme "La vie sportive", "Le sport hippique", "Conseils aux lectrices de la Presse", "Faits divers" et "Tribunaux" occupent une place beaucoup plus importante que la politique, qui n'est plus seule en première page. En 1913, à chaque jour, la "une" était illustrée par une ou plusieurs photographies. Des cinq journaux utilisés, la Presse possède la formule de présentation qui ressemble le plus à celle que nous connaissons aujourd'hui.

4. Le Siècle

Le Siècle fut lancé le même jour que la Presse, soit le 1^{er} juillet 1836. Son fondateur était Armand Dutacq. Sous le Second Empire, le Siècle allait devenir l'un des journaux les plus influents, surtout à Paris, où il "faisait", disait-on, les élections⁹⁹. Très prospère sur le plan financier, il possédait le plus gros tirage parmi les feuilles politiques; il était progressiste, donc dans l'opposition¹⁰⁰.

99 R. Cazelles, Le duc d'Aumale, op. cit., p. 590.

100 P. Guiral dans C. Bellanger et al., Histoire générale de la presse française, t. II: De 1815 à 1871, Paris, 1969, p. 259.

Sous la IIIe République cependant, son succès ne se prolongea pas. Le Siècle était un journal d'abonnés; son tirage baissa de 35 000 en 1870 à 15 000 en 1880. Mais il était encore très influent. Républicain de gauche, il eut successivement comme directeur Jules Simon, de 1874 à 1876, le sénateur Mangin, de 1876 à 1878, puis à partir de 1878, Jourde¹⁰¹. Son tirage, qui continuait de baisser, tomba à 8 000 en 1887. De 1887 à 1892, le Siècle passa des mains de Jean Dupuy à celles de Laffite, puis de François Deloncle. De 1890 à 1892, il défendit le républicanisme et le libéralisme. Son principal rédacteur politique fut A. de la Berge, sur lequel nous ne possédons malheureusement aucun renseignement. En 1892, Armand Massip en devint le directeur-administrateur et la direction politique fut confiée à Yves Guyot, économiste, qui fut conseiller municipal de Paris, député de la Seine en 1885 et ministre des Travaux publics sous Tirard, Freycinet et Garnot¹⁰².

Avec la venue de Guyot, le Siècle eut des attaches avec les industriels du Nord et le grand commerce parisien¹⁰³. Le 11 novembre 1893, le journal publia un manifeste signé Guyot: défendant les "traditions de la Révolution française", c'est-à-dire "la liberté politique, la liberté individuelle, la liberté du travail, la sécurité des personnes et des propriétés, l'égalité devant la loi", le Siècle attaquait "la mainmise de l'Etat sur la vie

101 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 215.

102 Ibid., p. 357.

103 Loc. cit.

économique de la nation". Il représentait

la défense de la liberté, de la propriété, de la société, de la paix sociale, de la patrie contre la tyrannie socialiste, contre le collectivisme, contre la guerre sociale et contre l'internationalisme révolutionnaire.¹⁰⁴

En fait, la guerre ouverte contre le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire allait être une des préoccupations majeures du journal. Parmi les rédacteurs politiques du Siècle sous Guyot, mentionnons Georges Leygues, qui fut vingt fois ministre de 1892 à 1933¹⁰⁵, et Garreau-Dombasle, qui signait habituellement Dombasle¹⁰⁶. Avant 1898, le journal se rangeait du côté des modérés. Mais l'affaire Dreyfus l'a forcé à réviser ses positions. Le Siècle s'est lancé à fond dans la bataille en faveur du capitaine. Quotidiennement, il a rempli ses colonnes d'informations sur l'Affaire, publié lettres, documents et manifestes, ajouté des suppléments gratuits entièrement consacrés au problème. Une phrase revenait sans cesse:

Nous ne cesserons pas de demander la révision du procès Dreyfus, parce que le refus obstiné de lui rendre justice est une menace pour la liberté des citoyens.¹⁰⁷

Il va sans dire que le journal devint hostile à la droite au point même d'accuser les progressistes d'être des "régressistes,

¹⁰⁴ Siècle, 1893, 11.11.1A, Yves Guyot.

¹⁰⁵ P. Pierrard, Dictionnaire de la IIIe République, Paris, 1968, p. 162.

¹⁰⁶ Nous n'avons rien trouvé sur cette personne.

¹⁰⁷ Siècle, 1899, 30.04.supplément.2B, s.a.

des cléricaux et des césariens, assoiffés de tyrannie politique et religieuse"¹⁰⁸. Conservant toujours ses positions libérales, le Siècle s'était orienté vers le radicalisme.

En février 1903, le journal changea de direction: Yves Guyot, sans quitter le journal, céda la direction à Jean-Louis de Lanessan, ancien ministre de la marine sous Waldeck-Rousseau¹⁰⁹. Le personnel de rédaction fut renouvelé. Parmi les collaborateurs politiques, il y eut Jean-Joseph Cornély, ancien rédacteur au Gaulois et au Figaro, dreyfusard et radical¹¹⁰, Garreau-Dombasle, Yves Guyot et F. Dubief, député de Saône-et-Loire¹¹¹. Le journal défendit les différents ministères radicaux qui se sont succédé jusqu'en 1911.

De 1892 à 1898, le journal fut administré par une société fermière. En 1898, cette société fut reconstituée par des souscriptions de négociants et d'industriels parisiens, avec un capital de 600 000 F. En 1900, le capital fut augmenté de 400 000 F. Cependant, l'ensemble de cette somme passa entièrement dans la campagne dreyfusarde. De décembre 1898 à décembre 1900, les dépenses furent de 1 562 000 F, et les recettes de 550 000 F. Le journal était donc sans ressources. La société fut dissoute en 1901,

108 Siècle, 1900, 02.05.1D, s.a.

109 Siècle, 1903, 02.02.1A, s.a.

110 P. Faure dans Dictionnaire de biographie française, op. cit., t. IX, p. 684.

111 Siècle, 1903, 02.02.1A, s.a.

reconstituée la même année, pour tomber à nouveau en 1902 et ressusciter en 1903. Jusqu'en 1910, elle survécut grâce à des commandes. En 1908, un groupe relié à Paul Doumer et Berteaux racheta le journal. Enfin, en 1910, le sénateur Henry Bérenger en devint le directeur général et la société fut reconstituée une dernière fois¹¹².

Sous la IIIe République, l'audience du Siècle fut bien faible. Son tirage, de 8 000 en 1887, est tombé à 5 000 en 1910 et à 1 000 en 1917¹¹³. En 1903, avec le changement de direction, le Siècle devint exclusivement un journal d'abonnés¹¹⁴. Sa présentation et son contenu étaient semblables à ceux du Temps et du Journal des Débats, avec cette différence que la politique intérieure y occupait la place primordiale, et que les rubriques littéraires, scientifiques et artistiques y étaient moins nombreuses et surtout de qualité inférieure. Même s'il défendait les intérêts des classes bourgeoises capitalistes et libérales, comme le Temps et les Débats, le Siècle n'eut pas l'influence de ses deux confrères, surtout pendant la décennie précédant 1914; les efforts financiers considérables qu'il a déployés en vain pendant l'affaire Dreyfus l'ont empêché de remonter la pente. Toutefois, son influence semble avoir été plus forte de 1892 à 1900, avec un directeur comme Yves Guyot.

112 P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 357.

113 Loc. cit.

114 Siècle, 1903, 02.02.1A, s.a.

5. Le Constitutionnel

Créé le 1er mai 1815, le Constitutionnel, avec le Siècle, la Presse et le Journal des Débats, fut l'un des plus grands journaux français d'avant 1870. Mais il marquait des signes d'essoufflement à la fin du Second Empire. A partir des années 1880, le Constitutionnel perdit l'essentiel de son audience, principalement composée d'abonnés de longue date. De 1890 à 1914, il n'était plus qu'un journal fantôme au tirage ridiculement bas¹¹⁵. Avant 1885, le directeur du journal était Charles-Eugène Gibiat. Sous sa direction, le journal était demeuré conservateur, mais républicain¹¹⁶. Après, il conserva une ligne conservatrice, au point d'être monarchiste pendant un certain temps¹¹⁷. En 1890, son directeur et rédacteur en chef était Henri des Houx, catholique libéral¹¹⁸. Hostile au ralliement au comte de Paris et à la politique de Léon XIII, il est passé du légitimisme au républicanisme de droite¹¹⁹. Henri des Houx dirigea le Constitutionnel jusqu'en 1895¹²⁰. Sous

115 De 1800 exemplaires en 1882, il est passé à 50 exemplaires en 1910-12. P. Albert dans Histoire générale, op. cit., p. 318 et 298.

116 Ibid., p. 201s.

117 Ibid., p. 318.

118 Ibid., p. 328. Henri des Houx est le pseudonyme de Durand-Morimbau.

119 M. Lanthenay dans Dictionnaire de biographie française, op. cit., t. XII, p. 700.

120 Nous n'avons malheureusement pas pu retrouver les noms des dirigeants et des rédacteurs du journal après 1895. L'anonymat était devenu de règle.

sa direction, les principaux rédacteurs politiques furent Ariste Dody et Maurice Marck, sur lesquels nous n'avons pu trouver le moindre renseignement.

De 1890 à 1914, le Constitutionnel fut sans influence. De 1890 à 1895, il fut républicain et orienté à droite. De 1896 à 1901, il soutint les progressistes contre les radicaux. De 1890 à 1897, il fut antisémite. Mais, en 1898, il changea ses positions, prit la défense de Dreyfus et attaqua les nationalistes de droite. Si, de 1899 à 1901, il a combattu le gouvernement de Waldeck-Rousseau, il l'a au contraire favorisé et s'est lancé dans le radicalisme anticléricale en 1902. Enfin, de 1903 à 1907, le Constitutionnel opta définitivement pour le radicalisme et le réformisme social.

Cette feuille à très faible tirage ne se maintenait que par la publicité qui y occupait une place exceptionnelle: près du quart de la surface imprimée. De plus, de nombreux articles étaient empruntés à d'autres journaux. La présentation était traditionnelle¹²¹; le contenu n'avait rien de particulier pour l'époque: la politique extérieure avait la priorité sur les autres matières, tandis que la rubrique des faits divers était beaucoup plus élaborée que celles des revues littéraires et artistiques. En somme il s'agissait d'un

121 Les finances du journal, que l'on suppose très faibles, ne devaient pas permettre quelque amélioration que ce fût, pas même dans le domaine du tirage.

journal qui tirait à sa fin, sans audience¹²².

° ° °

D'une manière générale, les journaux étudiés dans le présent travail, si l'on excepte le Temps, sont de vieux journaux; ils datent au moins de la Monarchie de Juillet. Deux d'entre eux, le Siècle et le Constitutionnel, sont en voie d'extinction et leur audience diminue progressivement. Quant aux Débats et à la Presse, s'ils ont connu eux aussi une époque où leur influence était plus grande, leur situation reste très viable et leur influence non négligeable. Le Temps, pour sa part, connaît les heures les plus brillantes de sa carrière, et son influence est certainement l'une des plus fortes de la presse française. Le Temps, les Débats et le Siècle sous Guyot ont des attaches directes avec la bourgeoisie capitaliste et libérale, ainsi qu'avec le centre républicain, c'est-à-dire les modérés. Ces journaux, dans la présentation traditionnelle qu'ils persistent à conserver, développent constamment l'idéologie et les intérêts de ces groupes. Hébrard, Simon, Lautier, Dietz, Heurteau, Leroy-Beaulieu, Guyot, Leygues sont tous des personnalités marquantes de la grande bourgeoisie libérale de cette époque. La Presse, sous Laguerre, constitue l'un des gros canons du boulangisme de gauche. Par contre, sous Jaluzot, elle représente la bourgeoisie capitaliste et conservatrice, de même que la

122 Le journal devait disparaître en 1914.

droite nationaliste et républicaine. Journal plus populaire que les précédents, la Presse préfère les formules simples et éclatantes aux longues dissertations. Pour leur part, le Constitutionnel et le Siècle sous de Lanessan sont trop faibles pour représenter le capitalisme libéral. Sur le plan politique, le Constitutionnel a évolué de la droite au radicalisme réformiste, tandis que le Siècle sous de Lanessan a défendu les ministères radicaux qui se sont succédé de 1903 à 1911.

En somme, quelle est la place de ces journaux dans la presse française? Il ne fait pas de doute que la place du Temps et des Débats est considérable sur le plan de l'influence politique. Celle de la Presse l'est également, mais moins par son influence que par sa popularité. Par contre, la place que tient le Siècle diminue. En 1914, ce journal a perdu ce qu'il lui restait d'influence et d'audience en 1890. Enfin, le Constitutionnel, pendant les vingt-cinq années qui précèdent la Grande Guerre, n'est plus qu'un journal fantôme. Il participe avec peine à la vie de la presse française. On est donc en présence de journaux de valeur inégale. Néanmoins, il est intéressant de constater que les feuilles en plein déclin possèdent des rédacteurs de renom: le Constitutionnel, avec Henri des Houx, le Siècle, avec Guyot, Leygues, de Lanessan et Cornély. Même si les articles que ces personnes ont écrits sont peu lus, il reste qu'ils expriment, au même titre que ceux du Temps, des Débats et de la Presse, la pensée bourgeoise parisienne.

CHAPITRE III

L'ATTITUDE DES CINQ JOURNAUX PARISIENS (1890 - 1914)

Après avoir exposé sommairement les rapports entre bourgeois et ouvriers français et la vie des journaux, nous pouvons examiner l'attitude des cinq quotidiens face à la manifestation du Premier Mai. Pour tout journal, cette manifestation est avant tout un événement à décrire comme tel. Le public doit être informé sur ce qui va se passer. La manifestation sera-t-elle calme ou violente? Réunira-t-elle beaucoup de travailleurs? Comment réagissent les autorités publiques? Telles sont les questions posées en premier lieu par les journaux. Ensuite, selon le sens qu'ils donnent à l'événement, ils s'interrogent sur sa raison d'être. Ils étudient les revendications faites lors du Premier Mai et les jugent à partir de ce qu'ils connaissent de la condition ouvrière. Ils en profitent également pour évaluer les organisateurs de la manifestation. Bien sûr, les journaux ne se lancent pas dans des études approfondies des rapports socio-politiques entre bourgeois et prolétaires. Ils ne font pas non plus une revue complète des problèmes ouvriers¹.

¹ Le Temps, les Débats, le Siècle et le Constitutionnel ont souvent publié des rubriques spécialisées ou des feuilletons sur la question ouvrière et les mouvements révolutionnaires. Ainsi, le Journal des Débats, à partir de 1895, a fait paraître, deux fois par mois, un feuilleton intitulé "Le Mouvement social". En 1906, le Constitutionnel a régulièrement publié des "Causeries sociales". De son côté, le Siècle n'a pas hésité à reproduire intégralement des conférences: en 1895, la "une" des numéros du 30 avril, du 1er

Le plus souvent, ils rattachent le Premier Mai aux questions de l'heure. S'il est nécessaire de tenir compte de ces jugements, il faut savoir qu'ils ne résument pas obligatoirement toutes les vues des journaux sur la question ouvrière et les mouvements révolutionnaires. Il ne faut donc pas attendre de notre travail une présentation de toutes les opinions de nos quotidiens sur ces problèmes.

Nous avons divisé notre analyse en tenant compte des quatre phases du Premier Mai présentées dans la partie consacrée à la manifestation dans le premier chapitre. Pour toutes les périodes, nous avons examiné l'attitude des journaux en fonction de deux points. D'abord, nous avons étudié ce que pensent les journaux de l'ampleur de la manifestation, de son niveau de violence et de l'attitude du gouvernement. Puis, nous avons relevé les thèmes socio-politiques qu'ils relient au Premier Mai. Toutefois, la période allant de 1890 à 1893 est la plus importante de toutes. La nouveauté du Premier Mai et son caractère violent ont suscité de nombreuses réflexions de nos journaux. C'est pourquoi il a fallu insister plus sur cette période que sur les autres et étudier les thèmes socio-politiques en trois points distincts: le sens donné au Premier Mai, la valeur qu'on lui accordait et les réflexions faites sur les organisateurs.

et du 2 mai a été entièrement consacrée à une conférence d'Yves Guyot, "Les préjugés socialistes". Dans l'ensemble, ces rubriques traitent longuement de sujets comme la limitation des heures de travail, les lois sociales, le travail des femmes et des enfants, etc.

Pour chaque aspect étudié, nous avons successivement analysé l'attitude de chacun des journaux. Cette façon de faire permet de tenir compte de toutes les nuances possibles et d'éviter tout rapprochement superficiel. Toutefois, elle nous a amené à nous répéter assez souvent d'un point à l'autre et parfois même d'une période à l'autre. Cette approche pourra paraître fort détaillée et la lecture de ce chapitre pourra même être fastidieuse. De toute façon, à la fin de chaque point et de chaque période étudiés, nous synthétisons les vues des journaux.

A. Le Premier Mai socialiste (1890-1893)

Le Premier Mai de cette période est le plus important de tous. Surgissant à la fin de la crise boulangiste et se poursuivant en pleine terreur anarchiste, la manifestation inquiétait profondément les milieux aisés. Pour des journaux opportunistes comme le Temps, les Débats et le Siècle, le Premier Mai constituait avant tout une menace, un prétexte à la violence. En outre, la manifestation, en 1890, 1892 et 1893, tombait en pleine période électorale, donc dans un temps d'agitation politique beaucoup plus forte que d'habitude, ce qui n'arrangeait pas les choses. En 1890, le Temps, les Débats, le Siècle et le Constitutionnel étaient nettement antiboulangistes; mais si les trois premiers soutenaient les opportunistes au pouvoir, le dernier, catholique conservateur, les combattait. Quant à la Presse, sous Laguerre elle défendait le boulangisme à partir d'un point de vue socialiste. En 1891, ces journaux ont conservé leurs positions, sauf la Presse qui s'est

quelque peu dégagée du boulangisme pour conserver une attitude nettement plus socialiste. En 1892 et en 1893, le Temps, les Débats et le Siècle étaient demeurés fidèles à leurs idées². Le Constitutionnel, par contre, depuis 1891, a évolué davantage vers l'antisémitisme et l'antisocialisme. Enfin, en avril-mai 1892, la Presse a changé de propriétaire et d'option politique³: du socialisme de Georges Laguerre, elle est passée au libéralisme conservateur de Jules Jaluzot.

Il serait superflu d'indiquer que l'engagement politique de ces journaux a déterminé, dans une large mesure, leur attitude vis-à-vis du Premier Mai. La manifestation était dirigée par les socialistes révolutionnaires. En 1890, elle était chose nouvelle, inconnue et par le fait même, inquiétante. En 1891, la fusillade de Fourmies et l'échauffourée de Clichy lui ont définitivement donné une tournure violente. En 1892, Ravachol venait d'être arrêté et l'explosion du restaurant Véry, en guise de représailles, venait d'avoir lieu, ce qui ne laissait présager rien de bon pour le Premier Mai. Enfin, en 1893, la manifestation fut plus calme, mais la prolongation de la vague terroriste n'allégeait pas l'atmosphère. Sauf pour la Presse de Laguerre, le Premier Mai était donc un objet de crainte. Le plus important était le niveau de

2 Il faut noter toutefois que le Siècle, en 1893, combattait la politique de Jules Méline qui se trouvait, semblait-il, trop près des socialistes.

3 Du 27 avril au 22 mai, le journal n'a pas paru. Il n'a donc rien dit sur le Premier Mai de cette année.

violence à prévoir, et les mesures d'ordre à assurer.

1. La perception de la violence du Premier Mai

La première question que se sont posée nos journaux à l'approche du Premier Mai était de savoir dans quelle mesure cette manifestation allait troubler l'ordre public.

En 1890, le Temps doutait du caractère pacifique de la manifestation en France. Le tempérament des Français ne saurait aller de pair avec une attitude pacifique lors d'un rassemblement de masse. Inévitablement, le Premier Mai provoquerait en France un désordre dangereusement violent⁴. C'est pourquoi le gouvernement ne devait pas tolérer la tenue de cette manifestation. Et lorsque le ministre de l'Intérieur, Ernest Constans, a annoncé les mesures qu'il allait prendre pour assurer l'ordre, le Temps s'est empressé de les approuver⁵.

Le Journal des Débats pose le problème d'une manière plus précise: pour lui, le Premier Mai ne peut pas être pacifique à cause de sa nature même de manifestation. Tout rassemblement de masse, même s'il ne constitue pas un danger révolutionnaire en soi, comprend inévitablement des individus qui sont prêts à tout, qui n'attendent qu'une occasion pour provoquer l'émeute. Lors du Premier Mai, il se trouvera certainement des ouvriers, probablement parmi les moins travaillants, qui en profiteront pour semer le

⁴ Temps, 1890, 21.03.1C, s.a.

⁵ Temps, 1890, 30.03.1E, s.a.

désordre⁶. Mais le gouvernement veille. Il a pris les dispositions nécessaires pour que la France ne soit pas troublée le 1er mai⁷. Et c'est pourquoi les Débats s'empressent de le féliciter dans tout ce qu'il a fait⁸.

De son côté, le Siècle croit que si la violence est à prévoir, elle sera toutefois moins à redouter en France que dans les pays où règne la monarchie:

Bien différentes des monarchies, la République française et la République suisse peuvent envisager en face les revendications de leurs ouvriers, et ne pas craindre qu'après d'eux les appels des révolutionnaires viennent jamais à prévaloir contre la confiance de la démocratie dans ses institutions libres.

[...] L'ordre ne sera nulle part interrompu, non seulement parce que le gouvernement a prouvé sa vigueur et sa volonté, mais surtout parce que la nation connaît l'étendue de ses prérogatives, que maîtresse de se gouverner, et de se conduire droit au but, elle attend de la République et de la loi ces réformes sociales, que notre progrès naturel a déjà résolues, en grande partie, mais que les autres peuples doivent arracher lambeau par lambeau, et souvent de force, à l'égoïsme traditionnel des monarchies.⁹

Toutefois, le gouvernement doit prendre ses précautions. Les arrestations et les perquisitions faites la veille de la manifestation prouvent que les intentions de ses organisateurs ne sont pas aussi pacifiques qu'ils le disent: la police a trouvé de

6 Débats, 1890, 16.04.1A, André Heurteau; 26.04.1B, Jules Dietz; 29.04.1C, s.a.

7 Débats, 1890, 16.04.1A, André Heurteau.

8 Débats, 1890, 01.05.1C, André Heurteau.

9 Siècle, 1890, 01.05.1C, s.a.; idem dans 23.04.1C, A. de La Berge; 30.04.1B, A. de La Berge; 02.05.1A, s.a.; 02.05.1C, A. de La Berge.

nombreux couteaux, revolvers et bâtons dans le domicile de ceux qui ont été arrêtés. C'est pourquoi l'on ne peut que féliciter le gouvernement d'avoir agi avec prévoyance¹⁰.

En somme, les journaux opportunistes sont unanimes à dénoncer le danger du Premier Mai, non pas parce que cette manifestation aurait déclenché une révolution, mais parce qu'elle aurait présenté une occasion de violence qui aurait nui à la sécurité publique. C'est pourquoi les trois journaux s'entendent pour approuver Constans des mesures qu'il a prises.

Pour sa part, le Constitutionnel ne semble pas tellement s'intéresser à la manifestation. Les élections lui paraissent plus essentielles. Néanmoins, Henri des Houx est convaincu que les mesures brutales prises par Constans feront échouer la manifestation¹¹.

Quant à la Presse, son boulangisme la rend adversaire de toutes les mesures gouvernementales. Pour elle, le Premier Mai ne devrait pas être violent en soi; mais l'attitude provocatrice de Constans risque de tout compromettre, car les opportunistes sont disposés à mettre la France à feu et à sang pour conserver le pouvoir:

S'ils pouvaient avoir leur petite émeute, eux aussi!
S'ils pouvaient, comme en Galicie, comme à Vienne, enregistrer leurs scènes de désordre et de pillage, que leurs

10 Siècle, 1890, 01.05.1A, s.a.; 30.04.1B, A. de La Berge; 01.05.1C, s.a.; 11.05.1C, A. de La Berge.

11 Constitutionnel, 1890, 17.04.1A, Henri des Houx.

feuilles à tout faire mettraient charitablement à la charge des boulangistes! Quelle chance inespérée pour les élections municipales! Ce serait le seul moyen, par le désarroi que cela jetterait momentanément dans la population, de transformer en une victoire de surprise et d'escamotage l'irréremédiable défaite qui les attend.

Aussi le ministère de M. Freycinet ne perd-il aucune occasion pour alarmer les esprits et pour provoquer des tentatives révolutionnaires auxquelles, dans le parti socialiste sérieux [les boulangistes],¹² personne, absolument personne, ne pense en ce moment.

Ainsi donc, l'attitude du gouvernement s'expliquerait, selon la Presse, par des motifs purement électoraux: Constans, nous assure-t-on, veut devenir le sauveur du "Capitole parlementaire"¹³. Il provoque les ouvriers qui ne veulent pas de violence; c'est lui qui les y pousse. Ainsi, sa tâche de répresser pourra être justifiée. Les arrestations perpétrées à la veille de la manifestation ont été basées sur de faux prétextes: Constans les a créées de toutes pièces, afin de se poser en sauveur de la République¹⁴. De plus, il ose accuser les boulangistes d'être mêlés aux fauteurs de désordre qui participeront au Premier Mai. Qu'il se rassure, les boulangistes ne seront pas de la partie¹⁵.

En somme, si le Constitutionnel ne félicite pas le gouvernement de ses mesures répressives, la Presse pousse les choses

12 Presse, 1890, 27.04.1B, Alfred Naquet.

13 Presse, 1890, 01.05.1A, Léouzon-Leduc.

14 Presse, 1890, 01.05.1E, s.a.

15 Presse, 1890, 02.05.1A, A. Laisant.

plus loin en le blâmant et en attaquant Constans¹⁶.

Après la manifestation, les attitudes sont restées les mêmes. Selon le Temps, le gouvernement a rempli son devoir en protégeant l'ordre et la patrie contre les menées des collectivistes internationalistes¹⁷. Des feuilles radicales, comme la Lanterne et la Justice, et monarchistes, comme l'Autorité et le Soleil, ont reproché au gouvernement d'avoir pris des mesures excessives contre les manifestants. Le Temps¹⁸, les Débats¹⁹ et le Siècle²⁰ ont répondu que prévenir est préférable à guérir et que le gouvernement a bien fait d'avoir mobilisé autant de troupes à Paris et procédé à des arrestations et à des perquisitions préventives; car, si les ouvriers sont en général pacifiques, il se trouve toujours des "illuminés" prêts à transformer une manifestation en une émeute sanglante.

De leur côté, le Constitutionnel et la Presse n'ont pas cherché à justifier l'attitude des autorités publiques. Bien au contraire. Ariste Docy, au Constitutionnel, a blâmé le gouvernement qui, "sur l'instigation de ce Constans néfaste, a agi vis-à-vis de cette brave et vaillante population parisienne comme aucun

16 On sait que le ministre de l'Intérieur s'est montré l'un des adversaires les plus actifs du boulangisme.

17 Temps, 1890, 03.05.1C, s.a.

18 Temps, 1890, 03.05.1B, s.a.; 03.05.1C, s.a.

19 Débats, 1890, 01.05.1A, Jules Dietz; 03.05.1C, André Heurteau.

20 Siècle, 1890, 01.05.1C, s.a.; 05.05.1B, s.a.

gouvernement monarchique et autoritaire n'aurait osé le faire, avec un déploiement de forces exceptionnelles"²¹. Les journalistes de la Presse ont violemment réagi contre le gouvernement. Dans le numéro du 3 mai, apparaissait en manchette ce titre sur cinq colonnes: "Les exploits de Constans l'assomeur." Selon ce journal, il y aurait eu des massacres, des "assomades" et le sang aurait coulé; c'est tout juste si l'on n'a pas tiré sur les manifestants: "Voilà où nous en sommes après vingt années d'opportunisme, vingt années d'avilissement et d'hébétude."²²

En somme, d'un côté, on a félicité le gouvernement de son attitude ferme, et de l'autre, on l'a blâmé pour les brutalités qu'il aurait commises. Ces prises de position étaient d'autant plus claires et catégoriques que l'on se trouvait en pleine période d'élections municipales.

En 1891, la position des journaux reste la même. Avant la manifestation, le Temps affirme qu'il est du devoir des gouvernants d'empêcher toute flambée révolutionnaire et de mettre sous silence tous les "apôtres de la violence"²³. Les Débats sont du même avis: tout en prévoyant que la manifestation sera calme, les ouvriers n'ayant pas intérêt à ce qu'elle soit autrement, ils n'insistent pas moins sur la nécessité pour le gouvernement de se tenir prêt

21 Constitutionnel, 1890, 07.05.1A, Ariste Dody.

22 Presse, 1890, 03.05.1A, Emile Massard; 03.05.1C, Clovis Hugues; 03.05.1C, s.a.; 03.05.2C, s.a.; 04.05.1C, Quart-d'Oeil.

23 Temps, 1891, 30.04.1C, s.a.

à toute éventualité²⁴. Jules Guesde a accusé le gouvernement de provoquer les ouvriers en déployant des mesures d'ordre excessives. Mais, de répondre les Débats, "quel intérêt pourrait avoir le gouvernement à avoir ce qu'on appelle "une journée"? Le rôle de tout gouvernement est d'assurer la sécurité des citoyens, et non de jouer avec elle²⁵. De son côté, le Siècle est tranquille. La France, comme la Suisse, vit sous des institutions républicaines, donc sous le régime politique qui favorise le plus les travailleurs. C'est pourquoi il ne prévoit pas de violence le 1er mai²⁶. Le Constitutionnel abonde dans le même sens, tout en indiquant que les pays monarchiques et en particulier ceux de la Triple Alliance, sont beaucoup plus menacés par les émeutes violentes que ne l'est la République française²⁷. Toutefois il approuve le gouvernement d'avoir pris des mesures préventives²⁸. La Presse prévoit, elle aussi, un Premier Mai calme, mais non pas à cause des précautions gouvernementales: les ouvriers, dit-elle, savent que la violence ne leur servirait à rien, sinon qu'à "provoquer une réaction sanglante" de la part des autorités²⁹.

24 Débats, 1891, 12.04.1C, s.a.; 30.04.1C, s.a.; 01.05.1B, s.a.

25 Débats, 1891, 12.04.1C, s.a.

26 Siècle, 1891, 30.04.1A, s.a.

27 Constitutionnel, 1891, 26.04.1C, Henri des Houx.

28 Constitutionnel, 1891, 01.05.1C, Henri des Houx.

29 Presse, 1891, 02.05.1A, Henri Aimel.

Les journaux ont donc prévu un Premier Mai calme, quoique le Temps et les Débats étaient plus inquiets que les autres. Or, la manifestation s'est déroulée sous le règne de la violence. Les incidents de Fourmies, en particulier, ont plongé la France dans une crise de conscience nationale. Comment ont réagi nos quotidiens?

Le Temps, immédiatement après la fusillade, a déploré le fait que le Premier Mai ne pouvait être autre chose qu'une occasion de violence:

Voilà derrière nous cette journée du 1er mai. Les impressions qu'elle laisse après elle sont mêlées: en somme, tristes: tristes non pas à cause de la gravité des incidents qui l'ont signalée surtout en France, en Belgique et en Italie, car, tout compte fait, si l'on songe à l'étendue du mouvement et au caractère interlope et international d'une partie de certaines populations urbaines, on jugera relativement très peu sérieux les désordres locaux qui ont pu se produire; mais il n'en demeure pas moins qu'il y a quelque chose de lourd et de pénible pour la conscience nationale dans l'idée de ce rendez-vous périodique donné ainsi partout à la fois aux éléments de révolte et de violence qui ne manquent dans aucune société et qui ne demandent jamais qu'une bonne occasion de paraître au jour. Oui, ce n'a été qu'un jeu, et un jeu de mystification que cette journée d'hier, mais c'est un jeu extrêmement dangereux de mettre ainsi face à face, pendant de longues heures, d'un côté les forces de police et d'armée, et de l'autre une population indécise, incapable de se gouverner dans ces moments-là et qui, à l'aventure, est également prête à rire et à se fâcher [...]

[...] La journée d'hier n'est donc à aucun degré une journée révolutionnaire, ni encourageante pour les révolutionnaires, mais elle reste une journée fâcheuse surtout pour la cause ouvrière, marquée comme elle l'a été par des violences et des crimes particuliers dont il appartient aux autorités légales du pays de rechercher et de punir les auteurs.³⁰

³⁰ Temps, 1891, 03.05.1C, s.a.; idem dans 03.05.1A, s.a.

Quant à Fourmies, certes le Temps déplore les résultats. Mais, à qui la faute? Certains journaux ont blâmé l'attitude des militaires, tout en reprochant au gouvernement d'avoir fait usage de mesures excessives. Mais, de dire le Temps, s'il y avait eu plus de soldats dans cette commune, il est certain que de pareils incidents ne se seraient pas produits, car les manifestants n'auraient pas osé s'en prendre aux agents de l'ordre. Au fond, qui blâmer? Le gouvernement? Mais il n'a fait que remplir sa tâche: faire respecter la loi. Le gouvernement a obéi à la mission que lui a dictée la volonté populaire par le suffrage universel. Il est malheureux que tous les ouvriers ne soient pas conscients de cette vérité. Si, au lieu d'écouter les propos malveillants d'une minorité de socialistes et d'anarchistes qui prônent la violence comme moyen de changer la société, les travailleurs utilisaient le bulletin de vote, ils comprendraient alors pourquoi le gouvernement a agi de la sorte à Fourmies, et, en outre, ils pourraient, s'ils le désirent, imposer tous les changements qu'ils veulent dans la plus parfaite légalité. En attendant, il importe de sauver l'honneur et les intérêts de la France, en refusant d'établir une commission d'enquête sur les événements de Fourmies et en n'accordant pas l'amnistie à ceux qui ont été arrêtés le 1er mai³¹.

Les Débats viennent également à la rescousse du gouvernement: malgré que la majorité des manifestants fussent des gens

31 Temps, 1891, 04.05.1C, s.a.; 06.05.1C, s.a.; 08.05.1C, s.a.; 10.05.1C, s.a.; 10.05.1B, s.a.

pacifiques, ç'aurait été pure folie de la part du gouvernement de ne pas avoir agi comme il l'a fait, car il aurait suffi de quelques enragés pour semer la panique dans la foule et provoquer ainsi une situation dangereuse³². A Fourmies, ni le gouvernement, ni l'armée ne sont responsables de ce qui est arrivé. Il va de soi que l'on ne saurait que regretter ces événements tragiques, mais il faut s'imaginer "quel doit être l'esprit des soldats insultés, menacés, frappés à coups de pierres, et [...] se rappeler que la loi elle-même n'exige pas d'eux, en présence de pareilles attaques, une patience à toute épreuve."³³ Les radicaux, immédiatement après l'événement, se sont sentis humiliés de ce que la République française s'est servi de ses armes pour réprimer la manifestation, alors que les monarchies voisines ont évité d'en faire autant. Le Temps et les Débats s'empressent de répondre que les radicaux ont parlé trop vite, que les nouvelles de répressions armées et sanglantes en provenance de Belgique montrent que la République française n'est pas plus dure à l'égard des manifestants que tout autre pays³⁴. Le gouvernement n'a fait que son devoir. Et les responsables de la tuerie, c'est du côté des agents provocateurs, selon les Débats, qu'il faut les chercher:

On parle de repris de justice qui ont pris part au mouvement et qui, peut-être, l'ont fomenté: il faut les

32 Débats, 1891, 05.05.1B, Jules Dietz.

33 Loc. cit.

34 Temps, 1891, 04.05.1C, s.a.; Débats, 1891, 03.05.1C, s.a.

désigner plus nettement, les frapper et révéler à l'opinion quel a été leur rôle dans cette affaire. M. le ministre de l'intérieur a parlé à la tribune, en les appelant par leur nom, d'individus qui avaient été les agents provocateurs de l'émeute, et à qui reviendrait la principale responsabilité du sang répandu. Pendant que la fusillade éclatait, ils se tenaient prudemment à l'écart, loin du danger.³⁵

Ce sont ces agents provocateurs qui ont excité des naïfs à injurier et à lapider les soldats; ceux-ci ont perdu patience et ont fait feu sur la foule. Voilà ce qui s'est passé. Il n'est pas besoin de commission d'enquête sur ces faits, car on en sait suffisamment pour ne pas rendre le gouvernement responsable de ce qui est arrivé³⁶. Quant à l'amnistie, il ne saurait en être question: d'une part parce que les responsabilités ne sont pas toutes clairement dégagées³⁷, d'autre part parce que libérer les prisonniers aurait été admettre que la République n'est pas capable de maintenir l'ordre public et que les actes violents des manifestants sont valables en soi³⁸.

Le Siècle, de son côté, tout en regrettant ce qui s'est passé à Fourmies, Levallois-Perret, Lyon, Rome et Liège, s'étonne de ce qu'il n'y a pas eu plus de violence à travers l'Europe, car les excitations à la violence ont été considérables. A Fourmies, les seuls responsables sont les agitateurs professionnels, qui ont

35 Débats, 1891, 08.05.1B, s.a.

36 Débats, 1891, 03.05.1B, Jules Dietz.

37 Débats, 1891, 08.05.1B, s.a.

38 Débats, 1891, 09.05.1B, Jules Dietz.

poussé les innocents à se faire massacrer. En ce qui concerne le gouvernement, il a bien agi et on ne peut rien lui reprocher³⁹. C'est pourquoi il félicite la Chambre d'avoir rejeté et la commission d'enquête, qui aurait pu attiser les antagonismes sociaux⁴⁰, et l'amnistie, qui aurait porté atteinte à l'honneur du gouvernement. Bien sûr, parmi les prisonniers, il y a des innocents; mais, à moins de "détruire tout principe d'ordre" et "d'affaiblir le sentiment du devoir chez tous les agents de l'autorité et chez tous les magistrats", il n'est pas possible de les relâcher immédiatement⁴¹. Toutefois le Siècle ajoute qu'il ne faut pas s'en tenir là: pour tout gouvernement, la répression ne suffit pas; il doit également se lancer dans les réformes sociales afin de "ne pas faillir aux promesses de la Républiques"⁴².

Le Constitutionnel, par contre, se montre choqué des événements: pour lui, la responsabilité de ce qui s'est passé se partage entre les républicains et les socialistes. Fourmies, nous assure-t-il, ce fut une "boucherie" qui aurait pu être évitée si les mesures d'ordre avaient été plus grandes⁴³. Le gouvernement est responsable par son insouciance. Georges Vanor va plus loin:

39 Siècle, 1891, 03.05.1C, s.a.; 05.05.1C, s.a.

40 Siècle, 1891, 05.05.1C, s.a.

41 Siècle, 1891, 08.05.1D, s a.; 09.05.1C, Louis Barthou; 10.05.1C, A. de La Berge.

42 Siècle, 1891, 09.05.1C, Louis Barthou.

43 Constitutionnel, 1891, 06.05.1F, Hamn.

la tuerie de Fourmies a été l'oeuvre des Juifs. Désormais, plus personne ne peut ignorer qui contrôle la France:

Chacun sait maintenant que l'on couchera en joue l'ouvrier qui demandera du pain; et personne n'ignore que si le malheureux s'indigne, on expérimentera à bout portant sur sa femme et sa fille l'efficacité des engins de meurtre nouveau modèle.

[...] Une fois de plus, nous avons constaté la basse et féroce haine dont les fils de juifs sont animés contre les travailleurs chrétiens; une fois de plus, nous avons vu l'avidité cruelle du bouc d'Israël et la peur barbare des sémites riches en face des malheureux affamés!

Les journaux du Nord déclarent que la foule des assaillants était très suffisamment repoussée, mais que "soudain, le sous-préfet, M. Isaac, qui se trouvait à la mairie, descendit sur la place et donna au commandant militaire l'ordre de tirer." [...]

Quelle saisissante succession de symboles, oui! de symboles, il y a dans cet effroyable spectacle. La juiverie défend l'argent contre la misère, malgré le catholicisme; un circoncis assassine des ouvriers pour défendre le capital contre leur détresse, au mépris des supplications des prêtres chrétiens!

Elle est définitivement élucidée, la sinistre victoire des juifs sur notre race et notre religion; les chiens couchants du Ghetto nous ont, à leur tour, mis au cou la chaîne de servitude; la lâcheté de nos gouvernants qui leur laissait les banques ajoute maintenant l'armée à leur omnipotence. Ah! quelle aurore de libération se lèvera pour les chrétiens de France? Quelle aube lumineuse de justice splendide éclairera le jour des revanches pour les martyrs des juifs immondes, des juifs lépreux, des juifs assassins?⁴⁴

Les socialistes ont également leur large part de responsabilité: ce sont eux qui ont ordonné d'outrager les soldats à Fourmies et la police à Clichy; ce sont des antipatriotes et des antimilitaires, "ce qui trahit suffisamment leur origine étrangère"⁴⁵.

⁴⁴ Constitutionnel, 1891, 07.05.1B, Georges Vanor.

⁴⁵ Constitutionnel, 1891, 06.05.1C, Henri des Houx; 06.05.1F, Hamn.

Il ne saurait donc être question d'amnistier ceux qui ont été arrêtés le 1er mai; ce serait là un "encouragement à la révolte, à l'assassinat, à l'insurrection violente, prélude de la grève et du pillage"⁴⁶. En somme, pour le Constitutionnel, c'est l'inconséquence du gouvernement ayant laissé la France entre les mains des Juifs et des socialistes, qui explique la fusillade de Fourmies.

La Presse se montre indignée et humiliée par les événements de Fourmies. Pour elle, les premiers responsables sont les patrons et le gouvernement qui les a aidés⁴⁷; de même que les agents de l'ordre qui, dans leur incapacité, ont compromis le gouvernement⁴⁸. La commission d'enquête, si la Chambre l'avait acceptée, l'aurait prouvé:

Je regrette profondément que l'enquête n'ait point été ordonnée.

Elle nous aurait fait connaître ce que valent ce maire, ce sous-préfet, ce procureur de la République qui, au lieu de s'interposer entre les provocateurs et les provoqués, se cachent bravement derrière nos soldats.

Elle aurait pu enseigner aux hommes que les hasards de la fortune ont armé de la richesse, à ceux aussi que la République a armé de son autorité, qu'il faut compter avec la liberté et la dignité du travailleur.

Elle nous aurait enfin appris si, dans le grand mouvement d'émancipation sociale qui va chaque jour en se développant, le gouvernement de la République entend être, pour le prolétaire, "un ennemi" ou "un allié", [selon l'expression de Millerand].⁴⁹

46 Constitutionnel, 1891, 10.05.1C, Henri des Houx.

47 Presse, 1891, 06.05.1A, Germinal.

48 Presse, 1891, 05.05.1A, Emile Massard.

49 Presse, 1891, 06.05.1A, Germinal.

La France a été meurtrie par le massacre de Fourmies. Et on dirait que le gouvernement et la Chambre persistent à la blesser davantage: après avoir rejeté la commission d'enquête, voici qu'ils écartent l'amnistie qui était pourtant le seul moyen d'atténuer la portée de la tragédie et de calmer les tensions sociales: "Puisse M. Clemenceau n'avoir point été prophète en criant désespérément à ces sourds: "Pitié pour la France! Pitié pour la République!"⁵⁰

En 1892 et en 1893, les attentats anarchistes sont venus accentuer le caractère subversif du Premier Mai. Et même si la manifestation, ces deux années-là a été plutôt terne, certains journaux n'en ont pas moins ressenti une vive inquiétude à son approche. D'autres, par contre, surtout en 1893, ont pris une attitude plus optimiste.

Le Temps, en 1892, justifiait les mesures d'ordres, même brutales: n'étaient-elles pas préférables au désordre préconisé par les anarchistes?⁵¹ Après la manifestation, le Temps s'est réjoui de la sagesse du gouvernement et de la population parisienne. Il ajoute que les révolutionnaires n'ont pas osé manifester bruyamment, car ils ont senti que le temps n'est pas propice à leurs activités. Toutefois, il ne faut pas croire qu'ils aient renoncé à la violence⁵². En 1893, l'attitude du Temps reste la même. Face à tout rassemblement dans les rues, le gouvernement se

50 Presse, 1891, 10.05.1A, Germinal.

51 Temps, 1892, 24.04.1C, s.a.

52 Temps, 1892, 03.05.1B, s.a.

doit d'adopter un comportement inflexible⁵³. Lors de la manifestation, le député socialiste Baudin a été arrêté et, dit-on, malmené par la police; ce qui a provoqué une interpellation à la Chambre. Le président du Conseil, Charles-Alexandre Dupuis, a défendu l'attitude des policiers. Et le Temps d'approuver:

Il faut bien se le persuader, sous la République, le maintien de l'ordre matériel et le respect de la loi imposé indifféremment à tous les citoyens sont les deux choses les plus importantes à assurer au pays. Un gouvernement qui s'avouerait ou incapable ou insoucieux de les garantir ne serait plus un gouvernement; il tomberait sous le mépris public et tout le monde conspirerait à le remplacer par un autre régime.

Laissons donc crier certains énergumènes et dire que, hier, un ministère radical a fait les affaires de la réaction. Rien n'aurait pu mieux servir la droite réactionnaire dans les prochaines élections que les troubles graves survenus le 1er mai et, dans la séance d'hier, quelque défaillance de la part du gouvernement et de la Chambre. Les meneurs de la droite comptaient bien là-dessus, et leur mauvaise humeur, égale à celle des révolutionnaires, s'explique par leur déception.⁵⁴

Si le Premier Mai fut calme, ce n'est pas une raison pour le croire définitivement mort: le fait est qu'en cette année 1893, rien n'incitait les gens à manifester. Et les divisions entre les socialistes ont également contribué à refroidir la ferveur de plusieurs d'entre eux⁵⁵.

Les Débats redoutent également le Premier Mai: en 1892, même s'ils prévoient que la manifestation sera calme⁵⁶, ils ne

53 Temps, 1893, 28.04.1E, s.a.

54 Temps, 1893, 04.05.1C, s.a.; idem dans 03.05.1B, s.a.; 05.05.1B, s.a.

55 Temps, 1893, 03.05.1B, s.a.

56 Débats, 1892, 18.04.1A, s.a.

dénoncent pas moins les "excitations violentes" et les "manifestes provocateurs" des "révolutionnaires de toutes catégories"⁵⁷. Et ils attendent du gouvernement une attitude vigilante⁵⁸. Toutefois, si le Premier Mai de 1892 a été calme, ce n'est pas une raison pour dire que la violence anarchiste a disparu. Le gouvernement doit continuer à maintenir l'ordre le plus rigoureux, malgré ce qu'en pensent les radicaux: l'explosion du restaurant Véry ne prouve-t-elle pas que le danger anarchiste existe toujours?⁵⁹ En 1893, les Débats expriment la même opinion: malgré que les socialistes soient divisés entre eux et que leur action soit limitée, malgré les promesses des organisateurs que la manifestation serait pacifique, le gouvernement a bien fait de prendre toutes les précautions possibles⁶⁰. En ce qui concerne l'arrestation de Baudin, c'est un excellent geste; à chaque manifestation, le gouvernement devrait prendre l'habitude d'incarcérer Baudin: "ce serait une précaution salutaire."⁶¹ Enfin, si le Premier Mai de 1893 fut plus morne que les précédents, c'est que les ouvriers et les militants s'en désintéressent. Les chefs révolutionnaires cherchent des

57 Débats, 1892, 23.04.1B, André Heurteau.

58 Débats, 1892, 29.04.1F, s.a.

59 Débats, 1892, 02.05.1B, André Heurteau; 04.05.1B, s.a.

60 Débats, 1893, 01.05.matin.1A, Jules Dietz; 20.04.matin.1B, s.a.; 03.05.matin.1A, Francis Charmes.

61 Débats, 1893, 02.05.matin.1A, André Heurteau; 02.05.soir.1A, s.a.; 03.05.matin.1A, Francis Charmes.

procédés plus efficaces pour arriver à leurs fins⁶².

Le Siècle est beaucoup moins inquiet que le Temps et les Débats. En 1892, il félicite naturellement les autorités pour leur attitude, mais il en profite également pour ridiculiser les personnes qui ont pris peur et qui ont quitté la capitale le 1er mai⁶³. En outre, il se réjouit de ce que la République n'est pas plus sujette à la violence sociale, durant le Premier Mai, que ses voisines, contrairement à ce qu'ont écrit certains journalistes antirépublicains⁶⁴. Au contraire, le calme du Premier Mai de 1892, tout à l'honneur des ouvriers, prouve que ces derniers ont conscience que la République est le régime politique qui leur convient le mieux⁶⁵. Lors du 1er mai 1893, le calme qui a régné en France s'explique, selon le Siècle, avant tout par l'attitude des travailleurs. Et le journal les félicite⁶⁶.

Pour sa part, le Constitutionnel, en 1892, ne s'inquiète pas du tout: un événement que l'on annonce plusieurs mois à l'avance ne saurait être dangereux⁶⁷. Le Premier Mai sera donc calme,

62 Débats, 1893, 02.05.matin.1A, André Heurteau.

63 Siècle, 1892, 20.04.1B, s.a.; 23.04.1A, s.a.; 24.04.1C, A. de La Berge; 02.05.1B, A. de La Berge; 09.04.1F, s.a.

64 Siècle, 1892, 03.05.1A, s.a.

65 Siècle, 1892, 02.05.1D, A. de La Berge.

66 Siècle, 1893, 03.05.1A, s.a.; 05.05.1D, Georges Leygues.

67 Constitutionnel, 1892, 26.04.2C, Maurice Marck; 04.05.2B, B.

et Maurice Marck espère que le gouvernement n'en profitera pas pour être trop zélé:

J'ai donc la conviction absolue que le premier mai ne sera, cette année plus encore que l'an passé, qu'une journée de repos pour les travailleurs. Peut-être dans les cabarets de Ménilmontant ou de la Villette boira-t-on quelques bouteilles de trop et chantera-t-on un peu plus que de coutume sur les boulevards extérieurs, mais les bourgeois qui auront pris le chemin de fer en seront pour leurs frais de voyage et pour les quolibets qu'ils essuieront à leur retour.

Pourvu que M. Loubet ne veuille pas, comme son prédécesseur, se poser par trop en sauveur de la société, tout ira bien.

Qu'il prenne des précautions, personne ne saurait l'en blâmer. Mais qu'il sache éviter de faire inutilement de la répression.

Qu'il modère enfin quelque peu le beau zèle de ses policiers. Si l'on arrête tous les matins cinquante anarchistes, il faudrait demander des crédits pour construire de nouvelles prisons.⁶⁸

En 1893, la même attitude prévaut: Marck dénonce cette habitude qu'ont certains ministres de jouer les sauveurs de la République, et implore les gouvernants de "ne pas être ridicules" le 1er mai⁶⁹. Henri des Houx, après la manifestation, en profite pour dire que l'attitude gouvernementale ne diffère guère de celle qui prévalait sous la Monarchie et sous l'Empire; qu'au fond, peu importe la nature du régime en vigueur, ce que l'on demande à un gouvernement, c'est la vigilance. Les révolutionnaires d'il y a quarante ans ont connu les mêmes réactions des autorités que ceux

68 Constitutionnel, 1892, 26.04.2C, Maurice Marck.

69 Constitutionnel, 1893, 29.04.2A, Maurice Marck.

d'aujourd'hui⁷⁰.

Finalement, la Presse, qui a changé de propriétaire, a également changé d'opinion. Le Premier Mai de 1893 ne l'a guère inquiétée. Pour elle, le peu d'ampleur qu'a eu la manifestation est un signe que les ouvriers s'en lassent⁷¹. Certes, il y a eu de la violence; Baudin a été bousculé; mais il ne faut pas blâmer la police car elle ne travaille pas toujours dans des conditions idéales⁷².

° ° °

De 1890 à 1893, l'attitude des cinq journaux se résume à ceci: le Temps, le Siècle et les Débats ont continuellement craint la violence qu'aurait pu exercer une poignée d'agitateurs lors du Premier Mai car elle risquait de transformer la manifestation en une émeute sanglante. Lorsqu'il y a eu répression de la part des pouvoirs publics, et que certains s'en sont plaints, les trois quotidiens ont continuellement soutenu et justifié ces répressions, mêmes si elles étaient sanglantes. Quant aux antirépublicains qui ont accusé la République d'être plus violente à l'égard des manifestants que les monarchies, les trois journaux ont toujours cherché à montrer qu'ils avaient tort. Toutefois, à partir de 1892,

70 Constitutionnel, 1893, 03.05.1B, Henri des Houx.

71 Presse, 1893, 03.05.1A, s.a.; 04.05.1A, s.a.

72 Presse, 1893, 03.05.1A, s.a.

le Siècle a cessé de ressentir cette profonde inquiétude face au Premier Mai et a commencé à ridiculiser la peur que certains avaient la veille de la manifestation.

Le Constitutionnel et la Presse, en tant que feuilles d'opposition, n'approuvaient pas entièrement l'attitude du gouvernement. Le Constitutionnel, sans soutenir la cause des socialistes, a toujours reproché l'attitude soit excessive, soit inconsciente des autorités publiques. Lorsqu'il y a eu des répressions brutales, il a blâmé le gouvernement pour ses excès et en a profité pour dire que, sur ce plan, le régime républicain ne valait guère mieux que les précédents. Et lorsque la manifestation se déroulait calmement, il dénonçait les excès de zèle des ministres qui aimaient, semblait-il, se présenter en sauveurs de la France. Quant à la manifestation elle-même, elle était souvent violente. Mais si le gouvernement avait agi comme il le fallait, elle aurait été plus calme. Sous Laguerre la Presse a toujours dénoncé les agissements du gouvernement; elle lui a sévèrement reproché les répressions. Pour elle, le Premier Mai n'était pas violent en soi: ce sont les provocations gouvernementales qui l'ont rendu tel. En 1893, par contre, la Presse de Jaluzot a soutenu les autorités, tout en se réjouissant du désintéressement que les ouvriers marquaient à l'égard du Premier Mai.

Si l'ampleur de la manifestation et l'attitude du gouvernement préoccupaient en premier lieu les journaux, il faut cependant dire que la signification et les organisateurs du Premier Mai les intéressaient également.

2. La signification du Premier Mai

Pour avoir impressionné par son ampleur et son niveau de violence, le Premier Mai n'a pas moins frappé nos journaux par sa signification. Dans leur pensée, cet événement attaquait les institutions et les régimes occidentaux et symbolisait la force grandissante du socialisme international. Suivant leurs options politiques, nos quotidiens ont dénoncé ou encouragé la manifestation. Ils ont nourri leurs prises de position avec des références à la condition ouvrière et des jugements portés sur les organisateurs de la manifestation. Ces prises de position, ces références et ces jugements abondent. Les étudier tout d'un morceau risque d'obscurcir l'analyse; aussi avons-nous préféré les présenter successivement.

i. Signification globale du Premier Mai

Les manifestations de 1890 et de 1891 ont été très vastes à travers l'Occident. Ceci a poussé nos journaux à insister sur deux aspects de l'événement: sa portée internationale et son caractère révolutionnaire.

En 1890, le Temps assimile l'avènement du Premier Mai à la résurrection de l'Association Internationale des Travailleurs⁷³. Avec cette résurrection, il semble que les tentatives révolutionnaires deviennent plus menaçantes. Ainsi le Premier Mai, à première

⁷³ Temps, 1890, 20.04.1B, s.a.; 01.05.2B, Correspondant particulier; 02.05.1E, s.a.

vue, pourrait paraître dangereux. Toutefois, il ne faut pas trop s'inquiéter, car une révolution ne se fait pas en une seule journée. On a pu le constater après la manifestation, qui "a misérablement échoué"⁷⁴. Au fond, si l'on veut faire du Premier Mai un début de révolution, ou si l'on cherche seulement à manifester pour faire peur aux bourgeois et les rendre plus dociles et plus ouverts aux revendications ouvrières, c'est peine perdue. Car la seule utilité de la violence est de rendre plus méfiants et plus fermés ceux qui précisément peuvent remédier à la situation des travailleurs, c'est-à-dire les patrons et le gouvernement⁷⁵. En 1891, le Temps a quelque peu modifié son opinion. Cette fois-ci, il distingue très clairement les deux aspects du Premier Mai: d'abord son internationalisme, qui est en soi une bonne chose, car il peut signifier "l'union, dans la lutte pour l'existence, des travailleurs de tous les pays"; sa pratique peut amener bien des changements dans les rapports entre les Etats⁷⁶. Ensuite son aspect révolutionnaire, qui, malheureusement, contredit et détruit cette grande idée d'unité internationale. Car cet aspect force les gouvernements à voir d'un mauvais oeil la manifestation et à la réprimer. Les ouvriers, en s'attachant aux minorités révolutionnaires, empêchent la réalisation de tout progrès social⁷⁷. Il s'ensuit

74 Temps, 1890, 03.05.1A, s.a.

75 Temps, 1890, 05.05.2B, Jules Simon.

76 Temps, 1891, 30.04.1C, s.a.

77 Loc. cit.

que le Premier Mai, en dépit de son idéal de fraternité universelle, devient une manifestation tout à fait inutile, voire néfaste, pour les travailleurs⁷⁸.

L'attitude du Journal des Débats est semblable à celle du Temps, sauf qu'au lieu de séparer le caractère internationaliste et l'aspect révolutionnaire du Premier Mai, elle les identifie: cet événement est l'occasion d'une "revue de ses troupes que le socialisme européen va passer". Célébré dans tous les pays industrialisés, il constitue nécessairement un danger⁷⁹. Certes, le Premier Mai de 1890 n'a absolument rien changé à la condition ouvrière, mais il prouve que l'Internationale ouvrière est en train de renaître. Dans tous les pays industrialisés, malgré les situations très différentes dans lesquelles vivent les ouvriers, la vie politique et sociale a été troublée par cette manifestation. C'est là un signe que personne ne peut plus ignorer⁸⁰. Le Premier Mai de 1891 est venu confirmer ces faits: malgré les divisions entre socialistes et l'incohérence dans les buts et les méthodes préconisés par les organisateurs de la manifestation, la force morale du socialisme international ne cesse de croître aux yeux des ouvriers. En somme, la manifestation de 1891, "ajoutée à celle de l'année dernière, nous apporte des enseignements que nous ne saurions négliger sans danger"⁸¹.

78 Temps, 1891, 03.05.1C, s.a.; 05.05.2E, Jules Simon.

79 Débats, 1890, 16.04.1A, André Heurteau.

80 Débats, 1890, 02.05.1A, Jules Dietz.

81 Débats, 1891, 02.05.1A, s.a.; idem dans 01.05.1B, s.a.

Le Siècle est également frappé par l'internationalisme révolutionnaire du Premier Mai. Même si, dans tous les pays, l'on s'est borné à réclamer les Trois-Huit, le vrai but de la manifestation est sans contredit "d'essayer une sorte de répétition d'ensemble dans un but autrement grave, la mobilisation des ouvriers pour les cas de grève générale, d'émeute sociale."⁸² Avec le Premier Mai, le prolétariat a montré sa capacité de s'organiser internationalement. Ceci pourrait devenir dangereux si les autres classes sociales ne s'organisent pas et si elles persistent à fermer les yeux devant la misère ouvrière. Mais heureusement, les institutions républicaines et libérales aident la France à remédier à ces maux et à diminuer les tensions sociales⁸³. C'était encore ce que pensait le Siècle avant le 1er mai 1891. Mais les événements de Fourmies ont atténué son optimisme. Ils l'ont poussé à insister sur la nécessité des réformes sociales, seules solutions pour éliminer les conflits de classes et éloigner les miséreux des propos haineux et utopiques des agitateurs révolutionnaires⁸⁴.

De son côté, le Constitutionnel n'a pas donné d'opinion sur le Premier Mai en soi, en 1890. La manifestation n'avait pour lui qu'un intérêt purement électoral; elle représentait un argument de plus contre les opportunistes. Par contre, l'année suivante, le journal s'y est intéressé; encore une fois, l'internationalisme et

82 Siècle, 1890, 01.05.1C, s.a.

83 Siècle, 1890, 02.05.1C, A. de La Berge.

84 Siècle, 1891, 03.05.1C, s.a.

la révolution ont été retenus comme aspects dominants. Maurice Marck y a vu la menace d'une organisation internationale socialiste capable de passer à l'action - violente - au moment voulu⁸⁵.

Henri des Houx est allé plus loin: le Premier Mai, pour lui, annonce une guerre sociale imminente, un retour en arrière de l'humanité - le socialisme anarchique n'est-il pas un système politique pré-historique? - "l'approche d'une invasion de barbares". Toutefois, vu que l'évolution sociale en France est plus avancée qu'ailleurs, peut-être que le pays en sera moins affecté; en tout cas, il faut se défendre contre ce danger⁸⁶.

Finalement, la Presse, en 1890, a émis deux opinions sur la manifestation. Avant le 1er mai, Francis Laur a condamné l'événement à cause de son inutilité. En effet, si les organisateurs ont voulu faire un prélude à la révolution, la tentative sera un échec, car tous les gouvernements ont pris des mesures extrêmes. Par contre, si ce n'est qu'une simple promenade dans les rues, elle risque d'être néfaste, car en cas d'émeutes, elle peut compromettre la tenue de manifestations plus utiles dans le futur⁸⁷. Cependant, dans le même numéro, mais en seconde page, l'on a défini le Premier Mai comme "le signe précurseur de la grande révolution sociale qui se prépare en Europe depuis de longues années". Cette révolution, les travailleurs veulent la faire à l'échelle internationale, car

85 Constitutionnel, 1891, 03.05.1B, Maurice Marck.

86 Constitutionnel, 1891, 03.05.1C, Henri des Houx.

87 Presse, 1890, 30.04.1A, Francis Laur.

ils "ont compris qu'il fallait se solidariser pour agir dans un effort commun"⁸⁸. Quoi qu'il en soit, la Presse tient à démentir les propos de ceux qui ont accusé les boulangistes d'avoir organisé le Premier Mai. Le Parti Républicain National n'y est pour rien. De toute façon, cette manifestation ne concerne pas la politique, mais seulement la vie sociale et économique⁸⁹.

Après le 1er mai, la Presse estime qu'en dépit des menaces proférées par Constans contre les socialistes, la manifestation aura eu pour effet d'encourager les révolutionnaires dans leurs efforts⁹⁰. En 1891, le journal devient tout à fait favorable au Premier Mai⁹¹: c'est une "grande journée", grande parce qu'elle rassemble des millions de travailleurs réclamant pacifiquement des réformes; grande parce qu'elle rend inévitable le passage des économies traditionnelles au socialisme; grande parce qu'elle fête l'humanité libre du "capital féodalisé"; grande enfin parce qu'elle

88 Presse, 1890, 30.04.2B, s.a.

89 Presse, 1890, 02.05.1A, A. Laisant.

90 Presse, 1890, 03.05.1D, Mermeix.

91 Comment expliquer le contraste entre la pensée de Francis Laur et celle que la Presse a eue après le 1er mai 1890? Nous ne voyons qu'une seule réponse plausible: avant la manifestation de 1890, nombreux furent les journaux et les personnalités politiques qui ont accusé les boulangistes d'être à l'origine du Premier Mai. Or, à la veille de l'événement, la France se trouvait en pleine période électorale; vu la panique que la manifestation a suscitée auprès des Français, les boulangistes n'avaient pas avantage à se lier au mouvement. C'est pourquoi Laur a cherché à condamner le Premier Mai. Mais après la manifestation, la Presse a voulu saisir l'occasion pour attaquer les mesures répressives du gouvernement et par le fait même, justifier le geste que les manifestants ont posé le 1er mai.

réunit les travailleurs de toutes les nations dans une cause commune⁹².

En 1892 et 1893, les Premier Mai furent plus calmes. Les vues des journaux ont-elles changé pour autant? Face à la manifestation de 1892, le Temps conserve la même opinion qu'en 1891:

Si la journée du 1er mai était simplement une fête populaire, la fête universelle du travail et des travailleurs, si ceux qui décident de la chômer n'avaient dans l'esprit que des idées de récréation et de concorde fraternelle entre les citoyens d'un même pays comme entre les nations, non seulement il n'y aurait pas grand'chose à dire, mais même, par certains côtés, on y pourrait applaudir. Malheureusement, on sait trop bien, malgré quelques bons rêveurs socialistes, qu'il ne s'agit ni de concorde ni de récréation pacifique. Ce n'est pas un jour de paix, une trêve humaine qu'on a voulu instituer mais une déclaration de guerre qu'on a prétendu faire et une préparation à la guerre qu'on a songé à organiser. Le 1er mai, on veut mobiliser, comme l'on dit, l'armée des travailleurs, la passer en revue, la faire défiler en public pour lui donner à elle-même et aux autres la conscience de la force, tout cela d'abord sous une forme plus ou moins pacifique et légitime, en attendant le jour du combat violent dont on se réserve de donner le signal au moment propice.⁹³

L'année suivante le Premier Mai garde le même sens: un dangereux rendez-vous pour les révolutionnaires de tous les pays⁹⁴.

Pour les Débats, le 1er mai 1892 signifie le péril révolutionnaire et anarchiste. Or, ce danger ne s'est pas manifesté. La raison en est que les anarchistes "n'ont pas la superstition

92 Presse, 1891, 02.05.1A, Henri Aimel; 04.05.1A, Emile Massard.

93 Temps, 1892, 01.05.1C, s.a.

94 Temps, 1893, 03.05.1B, s.a.

des dates" et qu'ils attendent un moment plus propice pour opérer⁹⁵. En 1893, le Premier Mai conservait encore son sens "de révolte et de haine"⁹⁶, mais son peu d'ampleur montre que ses organisateurs s'en désintéressent et cherchent des moyens d'action plus efficaces⁹⁷.

Le Siècle voit toujours dans le 1er Mai un phénomène révolutionnaire, tout en indiquant que la manifestation, sous une apparence internationaliste, tire ses origines des socialistes allemands, antirépublicains et prosternés "aux pieds de l'empereur"; elle ne saurait être que néfaste pour les ouvriers⁹⁸. En 1893, l'échec du Premier Mai prouve, selon le journal, sa désuétude et mieux, la perte d'influence des meneurs révolutionnaires sur les travailleurs⁹⁹.

Le Constitutionnel, en 1892, considère, par la plume de Jules Simon, que le 1er Mai n'est autre chose que du temps et de l'argent gaspillés, qu'au fond les gens auraient mieux fait de rester chez eux ce jour-là¹⁰⁰. En 1893, Maurice Marck identifie le Premier Mai à "un immense besoin de rigolade", à un désir de la part des souffrants et des pauvres, "de jouir d'un jour de repos

95 Débats, 1892, 02.05.1B, André Heurteau.

96 Débats, 1893, 08.04.1C, D.

97 Débats, 1893, 02.05.matin.1A, André Heurteau.

98 Siècle, 1892, 30.04.1E, E. Debriges.

99 Siècle, 1893, 05.05.1D, Georges Leygues; 03.05.1A, s.a.

100 Constitutionnel, 1892, 01.05.2B, Jules Simon.

et de s'amuser aux dépens des imbéciles de tous les cadres"¹⁰¹. Henri des Houx ajoute que cette manifestation est parfaitement inutile - qui ignore les revendications faites ce jour-là? - et même ridicule¹⁰².

La Presse enfin, voit dans l'échec de la manifestation de 1893 la mort du Premier Mai. Toutefois, elle espère que les revendications ouvrières, nécessaires, ne perdront pas de leur force pour autant¹⁰³.

En somme, le Premier Mai frappait par son caractère internationaliste et révolutionnaire. Sauf la Presse, tous étaient d'avis, en 1890-1891, que cette journée constituait sinon un danger, du moins le signe d'un danger: l'annonce d'une révolution socialiste internationale. La Presse, elle, voyait cette éventualité d'un bon oeil. Le Temps, les Débats et le Siècle s'entendaient pour dire que la manifestation en elle-même n'apporterait pas la révolution. Mais ils constataient qu'elle rehaussait le prestige moral des socialistes. Selon le Siècle, il fallait donc s'intéresser davantage à la condition ouvrière. Toutefois, en 1892 et en 1893, en dépit de son caractère symbolique dangereux, la faiblesse du 1er Mai trahissait en fait une faiblesse des organisations socialistes. Mais pour le Temps et les Débats ceci ne voulait rien

101 Constitutionnel, 1893, 29.04.2A, Maurice Marck.

102 Constitutionnel, 1893, 03.05.1B, Henri des Houx; 05.05.2A, s.a.

103 Presse, 1893, 03.05.1A, s.a.; 04.05.1A, s.a.

dire car la menace persistait ailleurs. Le Siècle était beaucoup plus optimiste: il voyait dans cette faiblesse la supériorité des institutions républicaines sur toute autre forme de gouvernement et la preuve que le socialisme perdait son estime auprès des travailleurs. De son côté, le Constitutionnel, qui prédisait un cataclysme révolutionnaire en 1891, s'est rassuré en 1892-93: au fond, disait-il alors, le Premier Mai ne représentait que du temps perdu, un dévouement inutile et grotesque. La Presse, enfin, qui voyait, en 1891, dans la manifestation l'avenir d'un socialisme universel et juste pour tous, s'est contentée, sous Jaluzot, d'en prédire la mort à court terme, tout en souhaitant que justice fût faite aux revendications ouvrières.

Pour expliquer leurs attitudes vis-à-vis le Premier Mai, les journaux ont dû puiser leurs arguments dans ce qu'ils savaient de la situation socio-politique de la France. C'est pourquoi il est nécessaire de voir quels étaient ces arguments.

ii. La valeur du Premier Mai

Tous les journaux que nous avons utilisés avaient leurs propres vues de la condition ouvrière. Lorsque le Premier Mai approchait, ils les utilisaient pour justifier leurs attitudes et aussi, lorsqu'ils étaient défavorables à la manifestation, pour proposer des solutions.

Le Temps est tout à fait conscient que la condition ouvrière n'est pas idéale, qu'elle pourrait encore être améliorée,

moralement et matériellement¹⁰⁴. Mais, est-ce un motif pour manifester le 1er mai? Non, et pour trois raisons: d'abord parce qu'une manifestation de ce genre "augmente la mésintelligence entre patrons et ouvriers"¹⁰⁵; elle identifie les revendications ouvrières à celles des révolutionnaires, ce qui incite les patrons et les autorités à les déconsidérer¹⁰⁶. Ensuite parce que le Premier Mai ne sert qu'à attirer sur les ouvriers les coups de la répression¹⁰⁷, de même que le chômage et des réductions de salaires provoqués par le ralentissement des affaires et du commerce à la veille de la manifestation¹⁰⁸. Enfin et surtout, parce que la principale revendication faite lors du Premier Mai, les Trois-Huit, est insoutenable: non que réduire les heures de travail est une mauvaise chose en soi, mais établir une loi fixant un minimum d'heures de travail force les patrons à réviser l'échelle des salaires et celle des prix. De plus, comme les besoins des ouvriers augmenteraient avec leurs loisirs, l'Etat serait obligé de fixer un minimum de salaire. Or, "l'Etat a-t-il compétence pour déterminer à priori la rémunération que doit fournir telle industrie à

104 Temps, 1890, 23.04.1C, s.a.; 02.05.1E, s.a.; 05.05.1C, s.a.; 07.05.2A, Jules Simon; 13.05.1C, s.a. 1891, 05.05.2E, Jules Simon.

105 Temps, 1891, 05.05.2E, Jules Simon. 1892, 03.05.1A, s.a.

106 Temps, 1890, 02.05.1E, s.a.; 07.05.2A, Jules Simon. 1891, 03.05.1C, s.a.

107 Temps, 1891, 03.05.1C, s.a. 1892, 01.05.1C, s.a.; 03.05.1A, s.a.

108 Temps, 1892, 01.05.1C, s.a.

ceux qui l'exercent?" Et comment un patron, soumis à une rude concurrence, peut-il augmenter le salaire de ses ouvriers?¹⁰⁹

D'autre part, les Trois-Huit sont revendiqués dans tous les pays industriels. Or les conditions de travail diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre; aussi comment songer à une loi internationale sur la durée du travail?¹¹⁰ Enfin, les socialistes demandent les Trois-Huit pour tout genre d'industrie, ce qui est impensable¹¹¹.

Au fond, si la journée de huit heures était légalement imposée pour tous en même temps, les premiers à en souffrir seraient les ouvriers eux-mêmes¹¹². Certes, les questions soulevées par le Premier Mai ne peuvent être négligées; mais les pouvoirs publics les connaissent déjà et ce n'est pas par "un coup de baguette" que tout sera résolu¹¹³. Les problèmes ouvriers sont compliqués et leurs solutions difficiles à trouver. L'attitude simpliste des socialistes, "cette doctrine du tout ou rien", ne parviendra pas à résoudre quoi que ce soit¹¹⁴. Il n'y a qu'une façon pour les ouvriers d'améliorer leur sort: agir dans la légalité, demander

109 Temps, 1890, 13.05.1C, s.a.

110 Temps, 1890, 21.03.1C, s.a.

111 Temps, 1891, 08.05.3A, Jules Simon.

112 Temps, 1892, 01.05.1C, s.a.

113 Temps, 1890, 21.03.1C, s.a.; 23.04.1C, s.a.; 13.05.1C, s.a. 1891, 03.05.1C, s.a. 1893, 30.04.1D, s.a.

114 Temps, 1890, 23.04.1C, s.a.; 13.05.1C, s.a. 1891, 05.05.2E, Jules Simon; 08.05.3A, Jules Simon. 1892, 03.05.1A, s.a.

des réformes progressives¹¹⁵ et utiliser le bulletin de vote:

La classe ouvrière, que ses chefs appellent si pompeusement le quatrième état, doit acquérir une conscience très nette de la gravité de la crise qu'elle traverse. Il ne suffit pas de décliner du bout des lèvres la complicité pénale avec les attentats anarchistes, tout en cherchant à profiter de la terreur qu'ils sèment. Il ne suffit pas de ne pas troubler, en fait, l'ordre dans la rue, tout en jetant dans les esprits des alarmes qui portent une atteinte grave aux intérêts matériels et moraux les plus importants. Il faut renoncer à déplacer le terrain des luttes politiques. Il faut se contenter du bulletin de vote, qui est désormais la seule arme, non seulement légitime, mais efficace, dans les sociétés où la démocratie coule à pleins bords. Au fond, les partis les plus avancés n'ont aucun intérêt à annoncer et à préparer des manifestations qui ne sauraient, sans un dommage presque égal pour eux et pour tout le monde, ni réaliser les craintes qu'elles ont fait naître, ni démentir les prévisions que l'on en avait formées. Jamais on ne fera comprendre à des esprits sérieux qu'il puisse être avantageux pour une classe ou pour un parti de fixer des dates ou de prendre des rendez-vous, desquels le mieux que l'on puisse attendre c'est que chacun soit en droit, au lendemain, de pousser avec satisfaction un "Ouf!" de soulagement.¹¹⁶

D'ailleurs, les réformes sociales qui ont été faites jusqu'ici, comme l'instruction primaire obligatoire (1882) et l'abolition du livret ouvrier (1891), ne prouvent-elles pas la bonne volonté des différents gouvernements républicains qui se sont succédé?¹¹⁷ La condition des ouvriers devra s'améliorer "sans secousse et sans violence"¹¹⁸ et "dans la stricte légalité, sous peine de

115 Temps, 1891, 08.05.3A, Jules Simon.

116 Temps, 1892, 03.05.1A, s.a. Idem dans 1890, 23.04.1C, s.a.; 30.04.1C, s.a. 1891, 03.05.1C, s.a.

117 Temps, 1891, 05.05.2E, Jules Simon.

118 Temps, 1890, 02.05.1E, s.a.; 07.05.2A, Jules Simon.

donner un argument terrible à la réaction."¹¹⁹

Le Siècle reconnaît lui aussi, que la condition ouvrière est lamentable et que ceci est même dû en partie à l'inaction et à l'indifférence de la bourgeoisie¹²⁰. Devant cette situation, comment les ouvriers devraient-ils réagir? En participant au Premier Mai? Surtout pas. Leur cause serait définitivement rejetée s'ils venaient à la lier à celle des agitateurs de profession, car ceci aurait pour résultat d'inquiéter la population française¹²¹. De plus, l'avènement du Premier Mai provoque une dépression dans les activités économiques, ce qui est néfaste pour les travailleurs et force les autorités à utiliser la violence contre ceux qui manifestent¹²². Enfin, la nature même de la revendication principale, les Trois-Huit, entraîne son rejet. Car, même si la réduction des heures de travail est désirable en soi, il n'est pas possible de l'appliquer au moyen d'une loi et pour deux raisons: d'abord ce genre de réforme ne peut pas être adopté pour tous à la fois et en même temps; l'expérience et la science l'ont démontré¹²³.

119 Temps, 1890, 23.04.1C, s.a.

120 Siècle, 1890, 04.05.1C, Léon Donnât. 1891, 03.05.1C, s.a.

121 Siècle, 1890, 23.04.1C, A. de La Berge; 30.04.1E, A. de La Berge; 30.04.1C, Vétéran. 1892, 30.04.1E, E. Debriges; 02.05.1A, s.a.; 02.05.1D, A. de La Berge. 1893, 01.05.1C, Yves Guyot; 05.05.1D, Georges Leygues.

122 Siècle, 1892, 30.04.1E, E. Debriges; 02.05.1A, s.a.; 02.05.1D, A. de La Berge. 1893, 01.05.1C, Yves Guyot.

123 Siècle, 1890, 04.05.1C, Léon Donnât. 1892, 02.05.1D, A. de La Berge. 1893, 02.05.1C, Yves Guyot; 05.05.1D, Yves Guyot.

Ensuite l'Etat devrait intervenir dans les affaires privées, ce qui est contraire aux principes de 1789: d'un côté, la liberté de l'ouvrier de travailler comme il le veut et pendant le nombre d'heures qu'il désire serait attaquée; on reviendrait aux corporations de l'Ancien Régime¹²⁴. De l'autre ce serait imposer la machine de l'Etat sur l'entreprise privée¹²⁵. En somme, les Trois-Huit sont une idée régressive, invoquant un retour à l'Ancien Régime¹²⁶. La question des heures de travail devra être résolue "par la force des choses", c'est-à-dire progressivement, avec le développement industriel et les progrès techniques et non pas avec une loi¹²⁷. La condition ouvrière s'améliorera seulement par l'union progressive des bourgeois et des ouvriers. Les bourgeois devront faire un effort de leur côté pour en arriver à ce résultat. Ils devront chercher des solutions, moins grossières que les Trois-Huit, pour respecter "la liberté, l'égalité et la dignité des travailleurs". Par exemple, faire participer les ouvriers aux bénéfices¹²⁸, améliorer le niveau d'instruction là "où il est si facile de semer les haines et les utopies"¹²⁹, intéresser davantage les ouvriers à la vie de l'Etat:

124 Siècle, 1890, 04.05.1C, Léon Donnat.

125 Siècle, 1893, 02.05.1C, Yves Guyot; 05.05.1D, Yves Guyot.

126 Loc. cit.

127 Siècle, 1890, 04.05.1C, Léon Donnat.

128 Loc. cit.

129 Siècle, 1891, 03.05.1C, s.a.

Inculquer à cette armée de travailleurs la conscience de la solidarité qui existe entre les intérêts généraux du pays et leurs intérêts privés: il faut, par conséquent, en faire "les organes agissants de la vie publique."

Par quel moyen? Par un seul moyen: en décentralisant. En faisant descendre la vie, trop concentrée à la tête, jusque dans les plus lointaines campagnes, les plus humbles villages. En associant toutes les catégories de citoyens le plus étroitement possible à l'administration des communes, des arrondissements, des départements et de la nation. [...]

Cette oeuvre de décentralisation s'impose. Le moment est favorable pour la tenter. Elle est une des réformes qui seraient le mieux accueillies par le pays, qui feraient le plus d'honneur à la troisième République. Elle constituerait la plus sûre garantie d'ordre et de paix pour l'avenir.¹³⁰

Au fond, "l'Etat républicain, voilà la véritable patrie des travailleurs"¹³¹. Le bulletin de vote, la liberté de presse, la liberté de grève, la liberté de réunion, le pétitionnement, ne sont-ce point les meilleurs instruments au service de l'ouvrier pour améliorer sa condition?¹³² D'ailleurs, le morne des manifestations de 1892 et de 1893 n'est-il pas une preuve que les travailleurs commencent à comprendre ce fait et à s'apercevoir que "les manifestations dans la rue et les désordres qui les ont presque toujours suivies n'ont jamais profité qu'à la réaction"?¹³³

Le Journal des Débats, de son côté, est beaucoup moins friand de réformes sociales. Bien sûr, il existe des problèmes

130 Siècle, 1893, 05.05.1D, Georges Leygues.

131 Siècle, 1891, 30.04.1A, s.a.

132 Siècle, 1890, 30.04.1B, A. de La Berge.

133 Siècle, 1892, 02.05.1D, A. de La Berge. 1893, 03.05.1A, s.a.; 05.05.1D, Georges Leygues.

sociaux et il faut en tenir compte¹³⁴. Mais les réformes ne porteront remède à rien: elles peuvent s'avérer encore plus néfastes que les problèmes eux-mêmes. Les réformes accomplies en Allemagne ne donnent-elles pas l'évidence que ce sont là "des remèdes ou des préservatifs à la fois trompeurs et dangereux"? Ou, par exemple, si l'on abolissait les bureaux de placements - qui ne sont certainement pas parfaits, il faut en convenir - et si on laissait le problème aux syndicats, ne serait-ce pas là un retour en arrière, la résurrection d'un "monopole dangereux" pour la liberté du travail et l'autonomie des travailleurs?¹³⁵ Ou encore, l'idée des Trois-Huit, cette "chimère"¹³⁶: elle suppose l'intervention de l'Etat dans les affaires privées, elle ôte aux travailleurs leur liberté, en plus de risquer la ruine des petites entreprises qui survivent déjà difficilement sous la concurrence¹³⁷. Il est économiquement inconcevable de réduire les heures de travail tout en ne diminuant pas les salaires¹³⁸. En réalité, les Trois-Huit, originellement réclamées dans certaines industries anglaises, ne sont qu'un argument de propagande pour certains chefs socialistes ou

134 Débats, 1890, 12.05.1B, Paul Leroy-Beaulieu. 1891, 01.05.1B, s.a.

135 Débats, 1890, 12.05.1B, Paul Leroy-Beaulieu. 1891, 01.05.1B, s.a.; 13.05.1E, s.a. 1893, 22.04.matin.1B, s.a.

136 Débats, 1890, 02.05.1A, Jules Dietz.

137 Débats, 1890, 26.04.1B, Jules Dietz.

138 Débats, 1892, 04.05.1E, s.a.

certains politiciens qui ont besoin de popularité¹³⁹. Heureusement, les travailleurs réalisent de plus en plus tout ce qu'il y a d'illusoire dans cette revendication¹⁴⁰. Quant à la manifestation du Premier Mai, il va de soi qu'elle est non seulement inutile, mais néfaste pour les travailleurs: elle est un danger non seulement pour ceux qui manifestent - ils risquent de s'attirer la méfiance des patrons et des autorités -, mais aussi pour les travailleurs courageux et consciencieux qui refusent de manifester - ils sont menacés par les représailles des grévistes et des agitateurs. C'est pourquoi le gouvernement doit tout faire pour assurer l'ordre le 1er mai¹⁴¹. Et ceux qui espèrent obtenir quelque chose en manifestant devront s'attendre à être déçus: ce ne sont pas vingt-quatre heures de chômage volontaire qui changeront quoi que ce soit à la situation¹⁴². A vrai dire, les problèmes ouvriers sont assez normaux dans un pays industrialisé; la meilleure façon d'y remédier "est encore de laisser agir la nature"¹⁴³:

Tant qu'il y aura de l'industrie, il éclatera de temps à autre des dissidences entre les patrons et les ouvriers;

139 Débats, 1893, 01.05.soir.1A, a.s.; 01.05.soir.1B, s.a.

140 Débats, 1891, 01.05.1A, s.a. 1892, 04.05.1E, s.a. 1893, 01.05.soir.1A, s.a.; 01.05.soir.1B, s.a.; 02.05.matin.1A, André Heurteau.

141 Débats, 1890, 26.04.1B, Jules Dietz. 1891, 14.05.1C, s.a. 1893, 27.04.matin.1B, s.a.

142 Débats, 1890, 02.05.1A, Jules Dietz. 1893, 02.05.matin.1A. André Heurteau.

143 Débats, 1890, 12.05.1B, Paul Leroy-Beaulieu.

une sorte de fusée de grèves qui se répand sur un pays n'a rien en soi de très alarmant, car tout s'atténue et tout passe, même les grèves. Ce qui est alarmant, c'est l'imprudence et la présomption des pouvoirs publics qui, par des promesses irréfléchies, surexcitent les ouvriers, au lieu de les calmer; ce sont encore les élucubrations de projets de loi intérieurs ou de traités internationaux, qui ne peuvent avoir aucune efficacité.¹⁴⁴

La Presse, sous Georges Laguerre, n'a pas une pensée uniforme sur la question ouvrière. Dans un article de tête écrit à la veille de la manifestation de 1890, Francis Laur s'est montré défavorable au Premier Mai. Pour lui, les conditions économiques de la France ne justifient pas la tenue d'un tel événement. Car une reprise industrielle s'opère, entraînant une augmentation du nombre d'emplois et une hausse des salaires. Certes, on ne peut pas dire que tout est parfait; ainsi, la pénurie de charbon peut provoquer une crise économique en France. Mais les manifestants du Premier Mai ne s'intéressent pas à ce genre de problème. Les organisateurs préfèrent revendiquer une réduction des heures de travail. Or, les Trois-Huit forment plus un argument électoral qu'un but de manifestation révolutionnaire. C'est pourquoi on ne peut considérer le Premier Mai comme une manifestation sérieuse¹⁴⁵.

Mais après le 1er mai 1890 et en 1891, la Presse a adopté un tout autre point de vue¹⁴⁶. Elle affirme que les ouvriers

144 Débats, 1890, 12.05.1B, Paul Leroy-Beaulieu.

145 Presse, 1890, 30.04.1A, Francis Laur.

146 Pour l'explication de l'attitude contradictoire de la Presse en 1890, voir page 153, note 91.

vivent dans des conditions pénibles. D'abord "l'action tyrannique" des patrons les diminuent: d'êtres humains, ils sont réduits à des forces; les patrons les utilisent comme s'ils étaient des machines¹⁴⁷. Cette situation doit changer: les ouvriers ont droit, eux aussi, à la liberté, au bien-être et à la justice¹⁴⁸. Or, que fait la bourgeoisie pour améliorer le sort des ouvriers? Rien, ou plutôt elle s'organise pour faire échouer les revendications ouvrières. Et les ministres parlementaires emboîtent le pas¹⁴⁹. C'est pourquoi les ouvriers ont parfaitement raison d'organiser une manifestation comme le Premier Mai:

Oui! la conscience populaire se réveille peu à peu. Le travailleur perçoit chaque jour davantage le sentiment de son droit à la vie, à la liberté, à la justice: il a une vue plus juste de ce qu'il doit à la société et de ce qu'elle lui doit. Il ne s'agit plus pour lui de partager, de prendre la place des autres, de ne rien faire à son tour. Les vieilles formules qui ont tant diverti nos pères, quand elles ne les effrayaient pas, ont disparu; elles sont remplacées par des expressions nouvelles: "La journée légale de huit heures. Le minimum de salaire". La revendication positive et pratique a soufflé sur l'utopie; le chômage franc et régulier, la pétition aux pouvoirs publics, la discussion dans les réunions et les comités, tous actes de citoyens libres, ont fait place aux cris et aux révoltes des désespérés.

Voilà ce qui signifie la journée du "Premier Mai". Ceux qui ont, comme nous, la passion de la paix et de la justice sociales, doivent s'en réjouir.

Les bénéficiaires des privilèges et des monopoles sociaux ont, par contre, parfaitement raison de s'en effrayer. Derrière ce calme, ils sentent une puissance

147- Presse, 1890, 01.05.1C, s.a.; 02.05.1A, A. Laisant.

1891, 29.04.1A, Germinal; 09.05.1A, Henri Aimel.

148 Presse, 1891, 29.04.1A, Germinal; 03.05.1A, Germinal; 04.05.1A, Emile Massard; 08.05.1A, Germinal; 09.05.1A, Henri Aimel.

149 Loc. cit.

irrésistible; ils comprennent que tant de forces, jadis disséminées et perdues dans l'agitation stérile, se sont retrouvées, combinées, disciplinées, unies; et ils se demandent, non sans anxiété, s'ils n'assistent pas à une nouvelle évolution sociale, si l'heure n'est pas proche où la guerre éclatera entre les heureux et les déshérités de la société. [...]

Je le regrette pour ceux qui voient clair dans ce mouvement encore un peu confus et obscur, mais si leurs conseils de haute prudence ne sont pas entendus par la féodalité capitaliste, toute cette bourgeoisie oublieuse et égoïste qui a détourné nos révolutions à son profit, risque fort de disparaître bientôt, comme autrefois la monarchie et la noblesse, dans une épouvantable catastrophe.¹⁵⁰

Le Premier Mai n'apportera peut-être rien de concret aux manifestants. Mais sa force symbolique ira en s'accroissant, et c'est ainsi que la révolution sociale et internationale sera rendue possible. D'ailleurs, n'est-ce pas là le but fondamental de cette manifestation, telle que l'ont conçue ses organisateurs? Qu'il suffise de prendre sa revendication principale, les Trois-Huit: l'idée, il faut l'admettre, est simpliste, quoique juste et scientifiquement valable. Si les socialistes l'ont adoptée, c'est qu'elle peut rejoindre tous les ouvriers; elle peut devenir un slogan qui résume tous les espoirs du prolétariat et qui l'encourage à se solidariser pour la lutte finale¹⁵¹. Alors, si les classes possédantes persistent à ignorer les revendications ouvrières, il ne faudra pas qu'elles soient surprises si un jour le

¹⁵⁰ Presse, 1891, 03.05.1A, Germinal; idem dans 04.05.1A, Emile Massard; 08.05.1A, Germinal.

¹⁵¹ Presse, 1890, 01.05.1C, s.a. 1891, 04.05.1A, Emile Massard.

"quatrième Etat" les renverse, comme le Tiers-Etat a renversé la noblesse en 1789¹⁵².

En 1893, sous Jaluzot, la Presse revient à une autre attitude: le Premier Mai devient mauvais car il signifie violence et antagonisme de classes; il n'est qu'un "épouvantail"¹⁵³. Mais ceci ne veut pas dire que les revendications faites ce jour-là, ainsi que toutes les autres demandes ouvrières, soient négligeables. Au contraire, il existe des problèmes sociaux, la souffrance poursuit toujours les faibles et les "déhérités de la nature". Il serait mauvais et dangereux de ne pas tenir compte des aspirations des travailleurs¹⁵⁴. La seule manière de les satisfaire consiste à éliminer les différences de classes en France: il faut intéresser le peuple à la vie politique. Pour y parvenir, il faut abandonner ces vieilles idées politiques, probablement utiles à l'époque où elles sont nées, mais désormais anachroniques. Intégrer le peuple dans les affaires du pays exige qu'on aille à lui en se préoccupant de ses problèmes et en les résolvant¹⁵⁵.

Le Constitutionnel n'a pas exprimé de point de vue précis sur la question ouvrière: comme les autres journaux, il constate la pauvreté des travailleurs et la dureté de leur ouvrage¹⁵⁶. Mais

152 Presse, 1891, 09.05.1A, Henri Aimel.

153 Presse, 1893, 03.05.1A, s.a.

154 Loc. cit.

155 Presse, 1893, 05.05.1A, s.a.

156 Constitutionnel, 1891, 03.05.1B, Maurice Marck. 1893, 29.04.2A, Maurice Marck.

il se contente d'estimer que le Premier Mai et ses revendications ne sont pas valables. Cette manifestation ne sert pas les ouvriers, au contraire, elle leur nuit par sa violence¹⁵⁷. Tout au plus peut-elle défouler les travailleurs pendant vingt-quatre heures¹⁵⁸. Et les revendications ne valent pas grand'chose, car elles manquent de fondement. Par exemple, en 1890, les manifestants ont réclamé la suppression des grands magasins; or s'il y a quelque chose qui peut aider les ouvriers, ce sont bien les grands magasins. Leur multiplication à travers le pays permettrait d'abaisser les prix et d'éliminer tous ces petits boutiquiers qui vivent en "parasites" sur le dos des travailleurs¹⁵⁹. Pour ce qui est des Trois-Huit, c'est une cause perdue en France, car d'ici quelques siècles, les revendications sociales n'existeront presque plus, tandis que la propriété et l'épargne seront devenues le fait de tous. Et la liberté de l'homme n'aura pas besoin d'être réglementée par l'Etat, ce qui sera un "signe de la virilité et de la dignité pour les individus comme pour les peuples"¹⁶⁰.

En résumé, tous les journaux admettent que la condition ouvrière n'est certes pas parfaite, mais chaque journal conclut différemment sur le problème. Sauf la Presse de Laguerre, tous condamnent le Premier Mai comme solution: cette manifestation ne

157 Constitutionnel, 1891, 01.05.1C, Henri des Houx.

158 Constitutionnel, 1893, 29.04.2A, Maurice Marck.

159 Constitutionnel, 1890, 10.05.1A, G. Sénéchal.

160 Constitutionnel, 1893, 03.05.1B, Henri des Houx.

fait qu'aggraver la lutte des classes (Temps et Presse de Jaluzot), appauvrir les ouvriers (Temps, Siècle), attirer sur eux la répression gouvernementale et patronale (Temps, Siècle, Débats, Constitutionnel et Presse de Jaluzot), en même temps qu'elle est inutile à la cause ouvrière (ibidem) et qu'elle menace les travailleurs qui ne veulent pas manifester (Débats). De plus, sa revendication principale, les Trois-Huit, est insoutenable: car elle provoquerait une dépression économique, surtout pour les petites entreprises (Temps, Siècle, Débats), en plus d'être une atteinte à la liberté du travail et à la liberté d'entreprise par l'intervention de l'Etat, donc un retour à l'Ancien Régime (ibidem). Pour le Constitutionnel, les Trois-Huit ne sont qu'une cause perdue. La Presse de Laguerre raisonne autrement: vu que la bourgeoisie et le gouvernement restent résolument fermés face à la question ouvrière, il faut organiser la révolution sociale. Et le Premier Mai devient d'autant plus nécessaire qu'il unifie les efforts des travailleurs pour les luttes à venir. Si les autres journaux rejettent les solutions révolutionnaires du Premier Mai, que proposent-ils en retour? Le Temps, le Siècle et la Presse de Jaluzot proposent des réformes légales, non-violentes. Le Temps insiste sur des réformes progressives, et le Siècle sur un effort de bonne volonté de la part des bourgeois. Les trois journaux espèrent une plus grande participation des ouvriers à la vie politique, car c'est la seule façon de cimenter la République et la rendre efficace. Pour y parvenir le Siècle suggère la décentralisation du pouvoir politique, tandis que la Presse conseille d'abandonner les querelles anciennes

et de s'occuper plus activement des problèmes ouvriers. Les Débats ne voient pas les choses du même oeil: pour eux les réformes sociales risquent d'être encore plus néfastes que les problèmes eux-mêmes, et c'est pourquoi il faut éviter d'en faire: il y aura toujours des sujets de conflits dans un pays industrialisé, et la meilleure façon de les résoudre, c'est encore de les laisser s'éteindre d'eux-mêmes. Enfin, le Constitutionnel ne semble pas avoir de solution précise à donner¹⁶¹.

Ces vues qu'ont eues les journaux sur la question ouvrière et sur le Premier Mai les ont naturellement conduits à réfléchir sur les organisateurs de la manifestation. Qu'en pensaient-ils au juste?

iii. Les organisateurs du Premier Mai

Le Premier Mai est une manifestation politique, organisée par des hommes politiques. Il est donc naturel que ses organisateurs ne laissent pas indifférents les journalistes.

Le Temps n'hésite pas à voir dans les organisateurs des révolutionnaires qui veulent la destruction violente de la société et des institutions républicaines¹⁶². Ce qu'ils proposent, c'est un collectivisme cosmopolite contre lequel doit se défendre toute conscience patriotique¹⁶³. Pour y parvenir, ils font tout pour

¹⁶¹ Les articles que nous avons lus n'en offraient pas. Rappelons toutefois que le journal a pu en proposer en d'autres occasions que le Premier Mai.

¹⁶² Temps, 1890, 23.04.1C, s.a.; 30.04.1C, s.a. 1891, 30.04.1C, s.a.; 03.05.1C, s.a.

¹⁶³ Temps, 1890, 03.05.1C, s.a.

exploiter la misère des travailleurs dans le sens de la lutte des classes¹⁶⁴. Mais leur collectivisme consiste surtout en une égalité sans liberté ni fraternité; en somme en "un rêve monstrueux, barbare et déplaisant", "une chimère odieuse, un mensonge criminel"¹⁶⁵. D'autant plus que leur solution aux problèmes ouvriers, celle d'un changement global et définitif, est une illusion dangereuse et insoutenable¹⁶⁶. Parmi les organisateurs de la manifestation, l'on retrouve des anarchistes. Pas même ouvriers, ces gens "n'ont aucun souci des intérêts ou de la dignité des ouvriers véritables"¹⁶⁷ et "par pur amour de l'art, ne songent qu'à créer une bagarre pour jouir à l'aise d'un spectacle devenu trop rare"¹⁶⁸. Ils se cachent lâchement pour accomplir leurs actes monstrueux, tuer des innocents, même ouvriers¹⁶⁹. Il y a également les socialistes, rêveurs, fanatiques, ambitieux, désirant détruire la société pour la reconstruire en fonction de leurs propres profits. Cela explique qu'ils soient si divisés entre eux: chaque secte veut ériger la société qui lui rapporte le plus¹⁷⁰. Au fond, même s'ils dénoncent publiquement le terrorisme, les socialistes visent

164 Temps, 1892, 01.05.1C, s.a.

165 Temps, 1892, 01.05.1E, s.a.

166 Temps, 1893, 30.04.1D, s.a.

167 Temps, 1890, 23.04.1C, s.a.

168 Temps, 1891, 30.04.1C, s.a.

169 Temps, 1892, 03.05.1B, s.a.

170 Temps, 1891, 30.04.1C, s.a.

les mêmes fins que les anarchistes¹⁷¹. Il ne faut pas oublier non plus ces "vieilles barbes d'antan qui se souviennent des barricades et rêvent de faire du 1er mai "une journée révolutionnaire"; ni les "boulangistes ou faux patriotes sans emploi"¹⁷². Enfin, et c'est une chose qu'il faut déplorer, il y a les agitateurs étrangers, "le ferment le plus actif et le plus dangereux du désordre". Ils ont successivement gonflé les rangs du boulangisme et du socialisme. A ces étrangers, il faut faire clairement comprendre que si la France les accueille à bras ouverts, elle ne saurait cependant tolérer qu'ils sèment la terreur et la violence dans ses rues¹⁷³. Dans l'ensemble, tous ces agitateurs de profession et ces fauteurs de désordre ne forment qu'une petite minorité. Leur seul désir est de duper les ouvriers pour satisfaire leurs ambitions, les inciter à la violence, alors qu'eux, au moment des bagarres et des émeutes, se cachent en lieu sûr¹⁷⁴. C'est pourquoi les travailleurs doivent absolument éviter de "jouer ce rôle d'instruments aveugles dans la main d'agitateurs de profession"; ils doivent repousser avec mépris leurs avances. Heureusement, certains travailleurs l'ont compris et refusent de manifester le 1er mai¹⁷⁵. Agir autrement, ce serait

171 Temps, 1892, 03.05.1B, s.a.

172 Temps, 1891, 30.04.1C, s.a.

173 Temps, 1890, 03.05.1C, s.a.

174 Temps, 1890, 30.04.1C, s.a.; 23.04.1C, s.a. 1891, 30.04.1C, s.a.; 14.05.1D, s.a. 1892, 01.05.1C, s.a.

175 Temps, 1890, 30.04.1C, s.a.; 23.04.1C, s.a. 1891, 30.04.1C, s.a.; 03.05.1C, s.a.; 14.05.1D, s.a.

identifier toutes les revendications légitimes à celles des révolutionnaires¹⁷⁶. Enfin, il est du devoir de la bourgeoisie "d'instruire l'ouvrier, éclairer sa raison" pour l'éloigner de toute influence néfaste¹⁷⁷. Le gouvernement, de son côté, doit continuellement veiller à la sécurité du pays. Non seulement pendant le Premier Mai, mais en tout temps, car les révolutionnaires peuvent agir n'importe quand; "il y va, pratiquement parlant, du salut de la République et de la liberté"¹⁷⁸.

Les Débats s'unissent au Temps pour réprover les idées et les actes des organisateurs de la manifestation. Les révolutionnaires, principalement les anarchistes et les socialistes, cherchent à faire du Premier Mai une journée d'agitation et de désordre¹⁷⁹; une occasion de faire peur aux bourgeois¹⁸⁰. Parmi eux, on retrouve beaucoup d'agitateurs étrangers, que le gouvernement ferait bien d'expulser¹⁸¹. D'un côté, il y a les anarchistes, auteurs des "plus abominables attentats" à Lyon en 1890¹⁸². Doués d'instincts

176 Temps, 1891, 03.05.1C, s.a.

177 Temps, 1891, 14.05.1D, s.a.

178 Temps, 1892, 03.05.1B, s.a.

179 Débats, 1890, 16.04.1A, André Heurteau; 26.04.1B, Jules Dietz; 01.05.1C, André Heurteau, 1892, 22.04.1C, s.a.; 29.04.1F, s.a.

180 Débats, 1891, 12.04.1C, s.a. 1892, 01.05.1B, s.a.

181 Débats, 1890, 02.05.1A, Jules Dietz. 1891, 12.05.1D, s.a.

182 Débats, 1890, 16.04.1A, André Heurteau.

de destruction des plus monstrueux¹⁸³, ils ne voient dans le Premier Mai qu'une occasion d'exercer leur violence¹⁸⁴. De l'autre côté, il y a les socialistes, ces "docteurs en chimie sociale". Ils promettent un Premier Mai pacifique, mais au fond incitent les ouvriers à l'émeute et à l'insurrection. Ils ne diffèrent pas sur ce point des anarchistes, même s'ils affirment les répudier¹⁸⁵. A vrai dire, il ne faut pas exagérer la capacité des socialistes à organiser un Premier Mai sérieux. Les illusions et les revendications farfelues qu'ils professent, de même que les querelles qui les opposent sur on ne sait trop quel sujet, nuisent à leur efficacité et éloignent les travailleurs de leur influence¹⁸⁶. Dans l'ensemble, les organisateurs de la manifestation, dont plusieurs ont un passé judiciaire relativement chargé¹⁸⁷, ne sont absolument pas représentatifs de la classe ouvrière¹⁸⁸. En veut-on la preuve? En 1893, l'échec de la manifestation montre clairement que les travailleurs sont fatigués

183 Débats, 1892, 02.05.1B, André Heurteau; 06.05.1B, André Heurteau.

184 Débats, 1890, 16.04.1A, André Heurteau.

185 Débats, 1890, 26.04.1B, Jules Dietz. 1891, 12.04.1C, s.a.; 14.05.1C, s.a. 1892, 22.04.1C, s.a.; 29.04.1F, s.a.; 02.05.1B, André Heurteau. 1893, 13.04.soir.1A, s.a.

186 Débats, 1891, 12.04.1C, s.a.; 15.04.1E, s.a.; 01.05.1B, s.a. 1892, 01.05.1B, s.a. 1893, 01.05.matin.1A, Jules Dietz; 02.05.matin.1A, André Heurteau.

187 Débats, 1890, 01.05.1C, André Heurteau.

188 Débats, 1891, 14.05.1C, s.a. 1893, 01.05.soir.1A, s.a.

de cette minorité de révolutionnaires et de leurs idées désuètes¹⁸⁹. Mais ce n'est pas une raison pour s'en désintéresser: les révolutionnaires sont des éléments dangereux. S'ils ne réussissent pas à faire ce qu'ils veulent lors du Premier Mai, ils le feront en d'autres occasions¹⁹⁰. C'est pourquoi il faut s'en méfier et inciter les autorités à prendre des mesures qui s'imposent; par exemple, à fermer les Bourses du Travail, que les contribuables paient de leurs propres poches. Elles "ne servent à rien dans les momens de calme" et "dans les momens de trouble, [...] donnent un quartier général aux émeutiers"¹⁹¹.

Le Siècle attribue également aux révolutionnaires l'origine du Premier Mai: d'une part les anarchistes, c'est-à-dire ceux qui veulent "la mise en pratique des anathèmes socialistes contre la bourgeoisie et une application violente, mais positive de leurs théories"¹⁹². D'autre part, les socialistes: des "amateurs de désordre" et des "rêveurs d'idéal", fomentateurs de la lutte des classes en France. Les socialistes se disent les défenseurs de l'ouvrier, et les prophètes d'un monde nouveau. En réalité, ils sont les ennemis de la classe ouvrière, prêts à s'associer avec les antirépublicains d'extrême-droite¹⁹³. Ils incitent les ouvriers à

190 Débats, 1892, 06.05.1B, André Heurteau. 1893, 02.05. matin.1A, André Heurteau.

191 Débats, 1890, 02.05.1C, s.a.

192 Siècle, 1892, 29.04.1C, s.a.; 30.04.1E, E. Debriges; 02.05.1A, s.a.; 02.05.1D, A. de La Berge.

193 Siècle, 1890, 02.05.1C, A. de La Berge.

la violence et à la haine, et leur attirent ainsi une répression brutale¹⁹⁴. En outre, leur révolution de l'avenir régresse par rapport aux principes de 1789; elle retourne à l'Ancien Régime¹⁹⁵: "Ils datent d'avant 89: et ils évoquent 93!"¹⁹⁶ Certes, ils réprouvent les méthodes des anarchistes et, la veille du Premier Mai, proclament leurs intentions pacifiques. Mais en même temps, ils excitent la haine des travailleurs et les poussent à l'émeute. En fait, anarchistes et socialistes sont de la même race¹⁹⁷. Parmi eux, on retrouve de nombreux éléments étrangers. Ainsi, en 1890, ne sont-ce pas des agitateurs italiens qui ont provoqué des incidents à Vienne (Isère)?¹⁹⁸ Que faut-il penser du député socialiste "Pablo Lafargue"?¹⁹⁹ Les ouvriers doivent s'éloigner des révolutionnaires; leurs idées simplistes ne répondent absolument pas à la complexité des problèmes existants²⁰⁰. Heureusement, en 1893, le manque de participation au Premier Mai prouve que la classe ouvrière en a assez des idées révolutionnaires et des "marchands

194 Siècle, 1892, 15.04.1A, s.a.; 09.04.1F, s.a.; 23.04.1A, s.a.; 25.04.1A, s.a.; 01.05.1A, s.a.

195 Siècle, 1890, 04.05.1C, Léon Donnat. 1893, 01.05.1C, Yves Guyot; 05.05.1D, Yves Guyot.

196 Siècle, 1893, 02.05.1C, Yves Guyot.

197 Siècle, 1892, 29.04.1C, s.a.; 30.04.1E, E. Debriges; 02.05.1A, s.a.; 02.05.1D, A. de La Berge.

198 Siècle, 1890, 05.05.1B, s.a.

199 Siècle, 1892, 15.04.1A, s.a.

200 Siècle, 1890, 29.04.1C, s.a.

de viande creuse" qui les répandent²⁰¹.

La position du Constitutionnel face aux organisateurs du Premier Mai est ambiguë. En 1890, deux attitudes apparaissent dans ce journal: celle de Jacques Leclerc, pour qui le socialisme, bon en soi, ne peut que triompher "des répressions brutales des rois et des bourgeois apeurés"²⁰². Et celle de Henri des Houx, selon qui le Premier Mai a été préparé par des "anarchistes" comme Louise Michel et Maurice Barrès. Ces meneurs sont infiniment plus intéressés par la violence que par des réformes sociales. Au fond, ils devraient suivre l'exemple des possibilistes qui refusent de participer à la manifestation; ils éviteraient ainsi de recevoir des coups²⁰³. En 1891, par contre, Henri des Houx adopte un point de vue plus catégorique: les anarchistes qui ont mené "tout ce tapage" lors du Premier Mai "étaient des vagabonds, des gamins, des voyous pour les appeler par leur nom"²⁰⁴. En 1892, deux opinions se distinguent encore: il y a celle de Maurice Marck pour qui il faut séparer clairement, parmi les révolutionnaires du 1er mai, les socialistes des anarchistes. Les premiers sont beaucoup plus pacifiques que les seconds et comptent dans leurs rangs "beaucoup de braves ouvriers, d'excellents citoyens qui ne cherchent pas le

201 Siècle, 1893, 05.05.1D, Georges Leygues; 03.05.1A, s.a.

202 Constitutionnel, 1890, 24.04.3B, Jacques Leclerc.

203 Constitutionnel, 1890, 17.04.1A, Henri des Houx.

204 Constitutionnel, 1891, 03.05.1C, Henri des Houx.

moins du monde l'amélioration du sort des travailleurs dans la destruction de l'ordre des choses établi". Ils ne commettraient surtout pas l'erreur de s'associer aux anarchistes²⁰⁵. Et puis, il y a l'opinion de "X", pour qui le socialiste et l'anarchiste partagent les mêmes sentiments de violence et de destruction. Toutefois, l'anarchiste, "avec ses bombes et ses pétards", est beaucoup moins dangereux que le socialiste qui endort la bourgeoisie dans l'illusion d'une entente possible avec lui²⁰⁶. Enfin, en 1893, Henri des Houx revient à la charge en accusant les socialistes d'être les "théoriciens de la servitude économique et sociale"; de défendre des doctrines bonnes tout au plus pour des sociétés primitives ou féodales. Les socialistes proposent le retour à l'Ancien Régime, et c'est pourquoi des "réactionnaires" de droite, comme le Comte de Mun, s'intéressent si activement à leurs idées: "les syndicats, les ligues coopératives, est-ce autre chose que des copies imparfaites des maîtrises et des jurandes?"²⁰⁷ Enfin, l'échec du Premier Mai ne s'explique pas par un changement dans "l'état d'âme du prolétariat", mais plutôt par une modification de la tactique des socialistes:

La révolution à main armée passe à l'état d'épouvantail usé et discrédité, mais il ne s'ensuit pas que la révolution ait reculé, loin de là. Le vrai danger réside en ceci: que le socialisme révolutionnaire est devenu un parti politique

205 Constitutionnel, 1892, 26.04.2C, Maurice Marck.

206 Constitutionnel, 1892, 03.05.2A, X.

207 Constitutionnel, 1893, 03.05.1B, Henri des Houx.

qui se confond sensiblement avec les différentes nuances du radicalisme bourgeois. Tout en détestant le socialisme les politiciens bourgeois fournissent aux révolutionnaires la dynamite morale destinée à faire sauter le vieil édifice social.²⁰⁸

Cependant, dans le numéro du 5 mai, on donne un autre point de vue sur les organisateurs de la manifestation: si le Premier Mai a une couverture révolutionnaire, il faut savoir que son but ultime est de détruire l'économie française tout particulièrement. Ce sont les Anglais et les Allemands qui sont à l'origine de cet événement et c'est le peuple français qui se fait duper dans toute cette affaire du Premier Mai²⁰⁹.

Francis Laur, avant le 1er mai 1890, s'exprimait dans le même sens dans la Presse: le Premier Mai, c'est une "provocation allemande, une intention bien arrêtée de dramatiser les événements en France surtout". On répand dans le pays des agitateurs italiens pour semer le désordre, "car on est trop fin à Berlin pour envoyer des Allemands". Bien sûr, le Premier Mai est organisé par les socialistes de tous les pays. Mais le patriotisme des socialistes est trop fort pour qu'il puisse y avoir unité de vue: "on ne paraît pas se lever partout avec le même drapeau; on est antisémite à Vienne et à moitié impérialiste à Berlin".²¹⁰ On sait que la Presse n'a pas conservé longtemps cette façon de penser²¹¹. Après la

208 Constitutionnel, 1893, 04.05.1B, s.a.

209 Constitutionnel, 1893, 05.05.2B, s.a.

210 Presse, 1890, 30.04.1A, Francis Laur.

211 Pour l'explication de cette attitude, voir page 153, note 91.

manifestation de 1890 et en 1891, les socialistes sont louangés pour leurs efforts tendant à donner plus de justice aux ouvriers et à faire du Premier Mai et de la revendication des Trois-Huit "une vaste plateforme destinée à rallier les bataillons épars des travailleurs et des misérables du monde entier"²¹².

Enfin, la Presse de Jaluzot a blâmé les socialistes d'avoir tenu des propos antipatriotiques à Roubaix le 1er mai 1893: certes, la fraternité universelle réclamée par eux peut être bonne en soi. Mais elle suppose une identité de vues et d'aspirations parfaite à travers le monde. Or, la violence et la force règnent en maîtresses sur l'Europe. Le patriotisme est donc la seule manière de répondre à la force par la force. Les idées des socialistes, au fond, tiennent beaucoup plus du rêve poétique que de la réalité²¹³.

Pour l'ensemble des journaux, ce sont les révolutionnaires qui organisent le Premier Mai. Et tous, sauf la Presse de Laguerre et certains rédacteurs du Constitutionnel, les condamnent énergiquement: les anarchistes ne sont que des criminels dangereux. Les socialistes sont des rêveurs, des régressifs, des porte-parole de la haine et de la violence; semblables, au fond, aux anarchistes. Au sein de ces groupes révolutionnaires, plusieurs ont remarqué que l'élément étranger comptait pour beaucoup. Certains sont même allés jusqu'à voir chez ces gens des agents provocateurs de puissances étrangères qui veulent détruire la France. D'autres journaux

212 Presse, 1891, 04.05.1A, Emile Massard.

213 Presse, 1893, 04.05.1E, Jean-Sans-Peur.

en ont profité pour mêler les boulangistes aux organisateurs du Premier Mai. Quoi qu'il en soit, on considérait ces derniers comme un danger pour la République, et l'on invitait les travailleurs à s'en méfier. Heureusement, en 1893, le Premier Mai s'est avéré un échec: la classe ouvrière a enfin ouvert les yeux. Mais le gouvernement doit néanmoins continuer à être vigilant: les révolutionnaires sont capables du pire. Ils peuvent très bien agir en un autre temps que le Premier Mai. Pour la Presse de Laguerre, ce sont les socialistes seulement qui organisent la manifestation: on les encourage à poursuivre leur oeuvre libératrice. Jacques Leclerc exprime une attitude semblable au Constitutionnel en 1890. Et Maurice Marck, en 1892, s'il rejette les anarchistes, a néanmoins une vue plus favorable aux socialistes. Toutefois, en 1893, le Constitutionnel reste d'autant plus méfiant vis-à-vis des socialistes qu'ils abandonnent les idées de violence pour s'intégrer à la politique parlementaire.

° ° °

En somme, si en 1890 et 1891, la manifestation a suscité beaucoup d'inquiétude, dès 1892 et 1893, nos journaux se sont rassurés. Sauf la Presse de Laguerre et le Constitutionnel qui étaient des journaux d'opposition tous ont félicité l'attitude du gouvernement, ou du moins, ont cherché à justifier ses interventions, même brutales. Car le Premier Mai signifiait, pour eux, la violence et le signe d'une révolution future, à l'échelle internationale.

Toutefois, on ne voyait pas dans la manifestation une menace révolutionnaire en soi, mais surtout une occasion de désordre. Etant donné que l'on sortait à peine de la crise boulangiste, ce désordre était d'autant plus intolérable pour les feuilles libérales qu'il pouvait servir aussi bien les extrémistes de droite que ceux de gauche. En outre, le terrorisme anarchiste et le scandale de Panama venaient ajouter à l'instabilité du régime républicain. Au même titre que la peur du collectivisme, cette situation explique pourquoi le Temps, les Débats et le Siècle s'opposaient avec force au Premier Mai et pourquoi ils lui accordaient une aussi grande place dans leurs pages. Tous nos quotidiens, sauf la Presse de 1890-91, ont recommandé aux ouvriers de ne pas participer à la manifestation. Ils ont décrit les organisateurs d'une façon particulièrement péjorative. La montée des guesdistes, la création de la IIe Internationale et le terrorisme anarchiste venaient s'ajouter à la menace des réactionnaires. Ces mouvements préconisaient le renversement violent du régime; aussi nos journaux les ont-ils durement dénoncés. Ils ont multiplié les arguments contre le Premier Mai, allant de la menace d'une répression brutale de la part des autorités aux désavantages économiques qu'entraînaient, pour les travailleurs, la tenue de la manifestation.

Il est intéressant de noter ce que nos quotidiens ont dit au sujet des Trois-Huit. Cette revendication aurait entraîné, semblait-il, une accentuation de la misère des travailleurs et aussi une situation beaucoup plus difficile pour les petites entreprises qui subissaient une forte concurrence. Ces arguments montrent

que nos journaux percevaient la vie économique à un niveau superficiel. Ils établissaient des corrélations trop simples entre la productivité et les heures de travail fournies par l'ouvrier. Toutefois, l'argument principal contre la réduction de travail était qu'elle aurait nécessairement fait intervenir l'Etat dans les affaires privées: le patron comme l'ouvrier auraient vu leur liberté diminuer; la France aurait marqué un pas vers l'Ancien Régime. Cette vue relève d'un libéralisme très particulier: la liberté des individus ne possède qu'une signification politique. Cette liberté est sacrée et le devoir de l'Etat consiste à la protéger et à la respecter, non à la restreindre. L'ensemble de ces réflexions sur les Trois-Huit indiquent que nos journaux n'avaient pas tout à fait pris conscience de la réalité ouvrière. Il faut dire que la faiblesse numérique des travailleurs et leur éparpillement à travers la France n'encourageaient pas cette prise de conscience. Certes, on admettait que l'ouvrier vivait pauvrement et durement. Mais, comme le bourgeois et le paysan, il était avant tout un citoyen libre.

Pour le Temps, le Siècle et la Presse de Jaluzot, le Premier Mai a montré l'urgence de s'occuper davantage des problèmes ouvriers et surtout d'intéresser les travailleurs à la vie politique. Le Siècle est allé jusqu'à proposer la décentralisation des institutions politiques. La Presse a prié les politiciens d'abandonner leurs querelles désuètes pour se tourner du côté du peuple. Tous trois et le Siècle plus particulièrement, ont cherché à démontrer que la République constituait le régime idéal pour les

travailleurs. Avec les Débats, ils ont insisté pour dire que la France républicaine n'était pas plus répressive que les monarchies voisines. Les Débats ne voyaient pas d'un bon oeil le fait de proposer des réformes sociales. Pour ce journal, la vie industrielle comportait nécessairement des problèmes ouvriers; chercher à les résoudre à coups de lois risquait de compliquer davantage les choses. De son côté, le Constitutionnel n'aborde pas le problème des réformes. L'attitude des Débats et du Constitutionnel semble en contradiction avec celle des feuilles précédentes. Mais cette contradiction nous paraît superficielle. Car les réformes sociales proposées par le Temps, le Siècle et la Presse de Jaluzot sont rares et vagues. On insiste plutôt sur la nécessité d'intégrer les ouvriers à la vie politique, et les réformes sociales ne sont qu'un moyen pour les attirer vers la République.

L'épisode boulangiste et les manifestations du Premier Mai ont montré que les travailleurs pouvaient devenir une force politique importante. Cette constatation était d'autant plus essentielle que le régime républicain vivait dans l'instabilité. On sait comment la Presse de Laguerre et le Constitutionnel de 1890 à 1892 ont profité du Premier Mai pour s'en prendre aux opportunistes.

Donc, en ne tenant pas compte de ces deux journaux, on a adopté une attitude négative face au Premier Mai afin, bien sûr, de défendre les institutions capitalistes et libérales contre le collectivisme, mais aussi pour protéger un régime républicain encore très instable. Cette préoccupation passait avant toutes les autres. On s'intéressait à la question du travail et à la condition ouvrière

pour des raisons essentiellement politiques. D'ailleurs, on voyait encore ces problèmes à la lumière de théories économiques générales et simples. En outre, on défendait la liberté de l'ouvrier face à l'Etat, mais on ne disait rien sur sa sujétion à la volonté patronale. En somme, l'ouvrier était vu surtout comme un être abstrait, comme une éventuelle force politique et non comme celui qui vit dans l'insécurité matérielle et qui se sent frustré par la réalité de tous les jours.

B. La "mort" du Premier Mai (1894-1904)

Le Premier Mai, de 1894 à 1904, fut très calme par rapport aux années précédentes. Pour nos journaux, il devint une question secondaire. A partir de 1898, plusieurs ne consacrèrent aucun article à l'événement et se contentèrent de publier de l'information. En 1903 et 1904, certains journaux n'en parlèrent pas du tout. D'une manière générale, tous se réjouirent de la "mort" du Premier Mai.

Nos journaux étaient occupés par d'autres événements. Certes, de 1894 à 1897, la manifestation prenait encore une place respectable dans leurs colonnes. En 1894, l'anarchisme terroriste faisait encore parler de lui avec l'affaire Henry. L'année suivante, la grève des omnibus constituait un mauvais présage pour le 1er mai. Mais dès 1896, la manifestation est passée au second plan et les élections ont pris plus d'importance. De même qu'en 1898. Pendant l'affaire Dreyfus, qui a connu son paroxysme en 1899, c'est à peine si l'on parlait du Premier Mai. De 1900 à 1904 enfin, la

manifestation fut très calme et parut un sujet peu important. Certaines feuilles en ont cependant parlé, tout en faisant allusion à la présence de Millerand au gouvernement. Mais les grèves des mineurs en 1901, les élections de 1902 et 1904 et la visite d'Edouard VII en 1903 ont davantage retenu l'attention.

Le Temps, de 1894 à 1904, a conservé ses tendances libérales et républicaines. En 1897, le journal s'est identifié aux Républicains progressistes (centre droit). Pendant l'affaire Dreyfus, il a soutenu le groupe de la Défense républicaine. Après 1900, il a attaqué le Parti Républicain National, issu de la Ligue des Patriotes. Face au "cas Millerand", sa position a été la suivante: tant que la République a été menacée par les éléments d'extrême-droite, le Temps ne s'est pas opposé à la collaboration de Millerand dans le cabinet de Waldeck-Rousseau; mais une fois le danger écarté, il a mal vu le fait que l'union des socialistes, même "opportunistes", avec le gouvernement se poursuive. Les socialistes indépendants étaient tout de même des socialistes et il fallait s'en méfier²¹⁴.

Le Journal des Débats n'a pas connu la même évolution. De 1894 à 1904, il est resté fidèle à sa position antiradicale et antisocialiste, même s'il a été dreyfusard. Pour lui, la présence de Millerand au gouvernement constituait un danger pour la France²¹⁵.

214 Temps, 1902, 26.04.1B, s.a.

215 Débats, 1900, 03.05.1B, s.a.

De son côté, la Presse est devenue avant tout un journal d'information. Ses articles de tête ont pris des proportions insignifiantes. Toutefois, elle a exprimé une opinion politique claire: antidreyfusarde, elle s'est orientée, à partir de 1900, du côté de la droite républicaine. Elle s'est montrée défavorable aux ministères radicaux et à Millerand en particulier.

Le Siècle a connu un tout autre sort. Jusqu'à l'affaire Dreyfus, ce journal était dirigé par Yves Guyot. Républicain libéral, farouchement antisocialiste, le Siècle s'occupait du Premier Mai comme s'il s'agissait de mener une lutte à mort contre tout ce qui était révolutionnaire. C'est pourquoi il a combattu avec ardeur le gouvernement Bourgeois qui faisait, semblait-il, trop de concessions aux socialistes. Mais on l'a vu dans le chapitre précédent, l'affaire Dreyfus a forcé le journal à modifier ses positions. Sans renier le libéralisme, il est passé du camp des modérés à celui des radicaux. Désormais, l'Eglise, les antisémites et les ultranationalistes comme Drumont étaient les ennemis à combattre. En retour, le journal s'est ouvert davantage à la pensée des socialistes. Non pas à celle des guesdistes, toujours bornés à leur "chapelle" révolutionnaire, mais à celle des indépendants qui ont soutenu la République²¹⁶. Enfin, le Siècle s'est montré tout à fait favorable à Millerand.

Quant au Constitutionnel, nous l'avons vu également, il a subi une évolution semblable à celle du Siècle. Cependant, sa

216 Siècle, 1901, 02.05.3A, Yves Guyot.

conversion au radicalisme est survenue en 1902 seulement.

Il va sans dire que les prises de position politiques ont eu une influence certaine sur l'attitude qu'ont adoptée les journaux face au Premier Mai. Etant donné le peu d'articles que nous avons rencontrés sur la manifestation durant cette période, nous nous sommes contentés de rassembler les idées des journaux sous deux grands thèmes: l'échec du Premier Mai et les explications données par les journaux; puis les problèmes ouvriers et les mouvements révolutionnaires.

1. L'échec du Premier Mai

Les premières années de cette période inquiétaient encore certains de nos journaux. Le terrorisme anarchiste menaçait toujours de frapper les classes aisées. Le syndicalisme s'organisait, les Bourses du Travail connaissaient leur apogée et d'importantes grèves éclataient, comme celle des omnibus en 1896. Il était donc naturel que le Premier Mai fût peu rassurant. Toutefois, la manifestation n'a pas attiré de foules considérables et n'a suscité aucune violence notable. Ce fut un soulagement pour les journaux. Les années suivantes, ce soulagement s'est transformé en réjouissance face à la "mort" du Premier Mai.

Le Temps, à l'approche du 1er mai 1894, accueillait favorablement les mesures d'ordre prises par le gouvernement²¹⁷. Mais déjà, le journal écrivait que le Premier Mai perdait de sa popularité:

217 Temps, 1894, 01.05.10, s.a.

les travailleurs n'aimaient pas perdre une journée de salaire pour se promener dans les rues ou pour entendre des discours²¹⁸. A partir de 1895, le Premier Mai est une manifestation morte aux yeux du Temps. Les divisions entre les socialistes, l'attitude du gouvernement et le manque d'intérêt des ouvriers expliquent, selon le journal, l'échec de la manifestation en 1895²¹⁹. Les années suivantes, le désintéressement des travailleurs devient la principale explication. L'inutilité du Premier Mai répugne aux travailleurs; il a pris un caractère symbolique qui n'est pas sans rappeler certaines pratiques religieuses²²⁰. En 1897, Guesde a déclaré que la manifestation, cette année-là, se ferait "dans les coeurs". Le Temps conclut:

A notre humble avis, c'est pour avoir pris cet aspect culturel et cette forme de religion, avec rites, sacerdoce, dogmes et sacrements, que cette mystagogie socialiste a lassé et déçu la classe des travailleurs. S'il faut changer une messe contre une autre, ils finissent toujours par mieux aimer l'ancienne. Leur bon sens commence à pénétrer le secret de la stérilité absolue de ces manifestations sentimentales. Une première fois, ils se prêtent bien volontiers à quelque démarche où s'affirment solennellement leurs besoins et leurs désirs. Mais ils sentent bien vite que, si les problèmes économiques peuvent se poser ainsi, ce n'est pas ainsi qu'on arrive à les résoudre.²²¹

218 Temps, 1894, 01.05.1C, s.a.

219 Temps, 1895, 01.05.1B, s.a.; 03.05.1B, s.a.

220 Temps, 1896, 29.04.1C, s.a. 1897, 29.04.1B, s.a.; 03.05.1A, s.a. 1899, 03.05.1D, s.a. 1900, 03.05.1C s.a. 1902, 03.05.1A, s.a.

221 Temps, 1897, 29.04.1B, s.a.

Désormais le 1er mai pourra redevenir "le premier jour d'un joli mois ensoleillé et parfumé, propice aux promenades champêtres et aux poétiques rêveries", ce qui est excellent²²². Il est vrai que les socialistes eux-mêmes se sont désintéressés de la manifestation. A eux aussi, elle est apparue stérile et inutile. Leur action s'est portée ailleurs²²³. En 1900, certains disent que les révolutionnaires ne veulent pas troubler l'ordre public par une manifestation parce qu'il y a un socialiste au gouvernement. Mais aussitôt qu'un ministère ne leur plaira pas, ils se remettront à préconiser la violence dans les rues. Le Temps n'est pas de cet avis. Pour lui, la chute du Premier Mai a commencé bien avant l'accession de Millerand au Cabinet et cette promenade révolutionnaire ne renaitra pas de sitôt²²⁴.

Le Journal des Débats constate lui aussi que le 1er mai n'est plus cette "date fatidique" qui empêchait les gens de dormir en paix²²⁵. En 1894 toutefois, des tracts et des manifestes remplis de violence et de haine de classe ont été distribués par les socialistes à la veille du Premier Mai. Les Débats ont craint

222 Temps, 1895, 01.05.1B, s.a.; 03.05.1B, s.a. 1898, 03.05.1D, s.a. 1900, 03.05.1C, s.a.

223 Temps, 1897, 03.05.1C, s.a. 1898, 03.05.1D, s.a. 1899, 02.05.1D, s.a.

224 Temps, 1900, 03.05.1C, s.a.

225 Débats, 1895, 26.04.matin.1B, s.a.; 01.05.soir.1B, s.a.; 02.05.matin.1A, s.a. 1896, 03.05.1B, s.a. 1897, 26.04.1B, s.a. 1899, 01.05.1B, s.a.; 03.05.1B, s.a. 1901, 03.05.1B, s.a. 1903, 05.05.1B, s.a.

que des émeutes n'éclatent. C'est pourquoi le journal a exigé des autorités toutes les mesures "nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la légalité"²²⁶. Mais dès 1895 ils ont "conseillé" aux leaders socialistes d'abandonner cette manifestation qui perd de son intérêt d'année en année²²⁷. En 1897, ils ont réitéré leur conseil²²⁸. Pour ce journal, le Premier Mai a désormais perdu toute signification et toute utilité²²⁹. Les travailleurs sont fatigués de se déranger pour une manifestation qui ne leur apporte rien de concret, sinon une journée de salaire en moins²³⁰. Il est vrai que l'efficacité des autorités a beaucoup contribué à affaiblir le Premier Mai²³¹. Mais la raison principale de cette perte de prestige revient aux socialistes eux-mêmes. Par prudence, ils n'ont pas osé troubler l'ordre public et ont préféré agir en un moment plus propice²³². Ou encore, lorsque leurs alliés se trouvaient au pouvoir, ils n'ont pas voulu les gêner. En 1896, par exemple, les organisateurs de la manifestation ont évité de parler des problèmes

226 Débats, 1894, 01.05.matin.1B, s.a.; 02.05.matin.1A, Jules Dietz.

227 Débats, 1895, 02.05.matin.1A, s.a.

228 Débats, 1897, 26.04.1B, s.a.

229 Débats, 1895, 26.04.matin.1B; s.a.; 01.05.soir.1B, s.a.; 02.05.matin.1A, s.a. 1900, 01.05.1B, s.a. 1901, 03.05.1B, s.a.

230 Débats, 1897, 26.04.1B, s.a.; 02.05.1B, s.a. 1901, 03.05.1B, s.a.

231 Débats, 1896, 30.04.1B, s.a. 1898, 04.05.1A, s.a.

232 Débats, 1897, 30.04.1B, s.a.; 03.05.1B, s.a.; 03.05.1A, s.a. 1898, 04.05.1A, s.a. 1901, 03.05.1B, s.a.

sociaux car ils ne voulaient pas nuire au ministère Bourgeois²³³; en 1900, la manifestation fut calme car les socialistes ne voulaient pas déranger Millerand dans son travail²³⁴. A n'en pas douter, "cette manifestation tapageuse paraît donc bien morte". N'en a-t-on pas la preuve en 1901? Alors que les grèves des mineurs laissaient présager un Premier Mai tumultueux, il ne s'est rien passé. Cet événement n'intéresse décidément plus personne²³⁵.

Le Siècle ne s'inquiète plus du Premier Mai après 1894. Certes, il félicite le gouvernement de son attitude, mais il estime que la manifestation est tombée en désuétude surtout grâce au désintéressement des ouvriers²³⁶. Pour le journal, le Premier Mai est tombé dans le ridicule le plus complet. Survenant le même jour que la Saint-Philippe, fête des orléanistes, on en est venu à se demander si les extrémistes de gauche et de droite n'étaient pas de connivence. On pourrait très bien les confondre et accuser les orléanistes d'avoir réclamé les Trois-Huit et les socialistes d'avoir bu au duc d'Orléans!²³⁷ De toute façon, il ne fait pas de doute que le Premier Mai est mort. En 1896, le Siècle remarque que les

233 Débats, 1896, 02.05.1B, s.a.; 03.05.1B, s.a.

234 Débats, 1900, 01.05.1B, s.a.

235 Débats, 1901, 03.05.1B, s.a.

236 Siècle, 1894, 02.05.1C, Yves Guyot. 1895, 03.05.1E, Dombasle; 04.05.1F, Claudius Nourry. 1896, 01.05.1B, Dombasle; 02.05.1D, Dombasle. 1897, 28.04.1B, D. 1898, 02.05.3C, G. Garreau. 1899, 02.05.1E, Dombasle. 1902, 03.05.1B, Dombasle.

237 Siècle, 1895, 28.04.1A, Yves Guyot; 03.05.1E, Dombasle. 1897, 03.05.1C, Dombasle.

socialistes sont beaucoup plus intéressés par les élections, au point même d'avoir utilisé la manifestation pour faire de la propagande électorale²³⁸. L'année suivante, les socialistes n'ont pas manifesté parce qu'ils auraient ménagé leurs forces pour le Premier Mai de 1898, alors que se tiendront des élections législatives²³⁹. En 1898, ces mêmes socialistes ont trop conscience de l'inutilité du Premier Mai pour oser le renouveler²⁴⁰. Cette manifestation est déchuée. Tout le monde, révolutionnaires compris, en est fatigué. Elle n'a rien changé²⁴¹. Si les révolutionnaires cherchent un terrain d'action ailleurs²⁴², les ouvriers de leur côté délaissent les "billevesées collectivistes, communistes, niveleuses et égalitaires"²⁴³. En 1904 enfin, le Siècle ne s'inquiète plus du Premier Mai. Au contraire, le journal, nettement plus radical, indique que la "fête du travail" est là pour rappeler tout ce qui a été fait jusqu'ici pour venir en aide à l'ouvrier et plus particulièrement ce que Millerand a accompli pour améliorer le sort des travailleurs. Le Premier Mai est si peu craint que le Siècle célèbre en lui les

238 Siècle, 1896, 27.04.1E, D.

239 Siècle, 1897, 29.04.1B, D.

240 Siècle, 1898, 02.05.3C, G. Garreau.

241 Siècle, 1895, 03.05.1D, G. Garreau. 1896, 01.05.1B, Dombasle. 1898, 02.05.2F, Dombasle. 1899, 02.05.1E, Dombasle. 1902, 03.05.1B, Dombasle.

242 Siècle, 1895, 03.05.1D, G. Garreau.

243 Siècle, 1896, 01.05.1B, Dombasle. 1902, 03.05.1B, Dombasle.

principaux réformateurs sociaux français²⁴⁴.

La Presse, dès 1894, prend une attitude ironique à l'égard de la manifestation. Le Premier Mai annonce-t-il le début d'une révolution ou le mois de Marie? Il s'est passé tellement peu de choses ce jour-là que la question vaut la peine d'être posée. Le Premier Mai n'a-t-il pas été plutôt un mercredi des Cendres? Toute la poussière qui n'a pas été arrosée la veille, dans les rues, n'a-t-elle pas rappelé au passant qu'il est poussière et qu'il mourra poussière?²⁴⁵ De 1894 à 1904, la Presse a célébré la mort du Premier Mai. Cette journée est redevenue comme les autres. Les ouvriers ont enfin compris qu'il ne fallait rien attendre d'une manifestation de ce genre et qu'il valait mieux célébrer la fête du travail en travaillant²⁴⁶. Bien sûr, certaines gens chôment encore le 1er mai. Mais les mises en demeure des pouvoirs publics et la violence ont été remplacées par une "bataille de confetti" et des "arrosés de punch"²⁴⁷. La Presse écrit que les socialistes et les syndicalistes eux-mêmes se sont fatigués du Premier Mai. Ils préférèrent des moyens d'action plus efficaces et des moments plus opportuns pour intervenir²⁴⁸. De plus, depuis que Millerand est ministre,

244 Siècle, 1904, 04.05.1B, s.a.

245 Presse, 1894, 03.05.2B, Emile Gourdeau.

246 Presse, 1897, 02.05.1A, Léon Bailby. 1899, 30.04.1A, Léon Bailby. 1900, 26.04.1A, Léon Bailby.

247 Presse, 1900, 26.04.1A, Léon Bailby. 1904, 02.05.1F, s.a.

248 Presse, 1899, 30.04.1A, Léon Bailby.

les révolutionnaires ont beaucoup atténué la violence de leurs discours et de leurs actes, de peur de le gêner²⁴⁹. Lors de la venue d'Edouard VII à Paris, Jaurès n'aurait voulu à aucun prix nuire à la bonne entente qui se crée entre les radicaux et les socialistes français et les Anglais²⁵⁰. Enfin, les socialistes ont compris que la bataille parlementaire les sert plus que les menaces du Premier Mai. D'ailleurs, comment peuvent-ils menacer un gouvernement dans lequel ils participent si activement depuis l'affaire Dreyfus?²⁵¹

Pour le Constitutionnel, le Premier Mai, "la fête des flemmards et des mastroquets", est mort "victime de l'alcoolisme", ce qui est bien²⁵². La décadence dans laquelle tombe cette manifestation est une preuve que les socialistes perdent leur crédit auprès des travailleurs²⁵³. En 1895, le Constitutionnel attribue l'échec du Premier Mai à la vigilante attitude du ministre de l'Intérieur qui, "avec une main de fer dans un gant de velours", a pris les précautions les plus minutieuses, sans pour cela encombrer les rues de troupes superflues²⁵⁴. En 1897, plusieurs ont dit que les socialistes auraient compris que les ouvriers pensaient plus aux

249 Presse, 1900, 26.04.1A, Léon Bailby.

250 Presse, 1903, 02.05.2B, s.a.

251 Presse, 1904, 02.05.1F, s.a.

252 Constitutionnel, 1895, 03.05.2A, s.a. 1897, 30.04.1B, s.a. 1899, 03.05.1E, s.a.

253 Constitutionnel, 1894, 03.05.1B, Henri des Houx. 1897, 30.04.1B, s.a. 1899, 03.05.1E, s.a. 1902, 04.05.1D, s.a.

254 Constitutionnel, 1895, 03.05.2A, s.a.; 05.05.2A, s.a.

élections qu'à manifester et c'est pourquoi ils auraient abandonné le Premier Mai. Pour sa part, le Constitutionnel préfère croire que la manifestation est définitivement tombée en déchéance; que de toute façon, les socialistes n'ont guère autre chose à attendre des élections que leur défaite²⁵⁵.

Si le Premier Mai a suscité de l'inquiétude à certains journaux en 1894 (Temps et Débats), il n'en a plus été ainsi après. Tous se sont réjouis de sa mort: s'il faut féliciter le gouvernement de ce résultat (Temps, Constitutionnel, Débats et Siècle), la cause première de sa déchéance revient aux travailleurs et aux socialistes qui s'en désintéressaient: son caractère trop symbolique (Temps), son ridicule (Presse, Siècle) et son inutilité l'ont rendu impopulaire auprès des ouvriers qui ont préféré travailler plutôt que chômer. Les révolutionnaires ont préféré recourir à des moyens d'action plus efficaces, dont le parlementarisme et le syndicalisme. Il faut dire aussi que, selon les Débats et la Presse, un Premier Mai trop bruyant aurait nui aux radicaux et à Millerand; c'est pourquoi les socialistes n'en ont pas organisé. Le Constitutionnel, par contre, voit dans la mort du Premier Mai la décrépitude prochaine des socialistes. Enfin, le Siècle a vu dans le Premier Mai de 1904 une fête qui commémore les réformes sociales en France.

255 Constitutionnel, 1897, 30.04.1B, s.a.

2. Les problèmes ouvriers et les mouvements révolutionnaires

Chaque journal a sa façon à lui d'expliquer la chute du Premier Mai. Dans l'ensemble toutefois, les explications apportées sont du domaine strictement politique.

Le Temps est très conscient que les problèmes ouvriers ne sont pas encore tous résolus. Mais il est d'avis que l'ère des grandes solutions globales, héroïques et révolutionnaires est passée de mode, de même que celle des grandes réformes constitutionnelles. Il ne peut pas accepter les théories utopistes des blanquistes. Comment concevoir qu'un pays de quarante millions d'habitants puisse être divisé en communes de quatre à cinq cents électeurs sans porter une atteinte sérieuse à la volonté générale de la nation?²⁵⁶ Le journal rejette également les idées libertaires des Bourses de Travail, qui nient non seulement l'Etat bourgeois, mais toute forme d'Etat - même socialiste. N'est-ce pas là un retour aux débuts de l'humanité, alors que la loi s'exprimait par la barbarie et par la force?²⁵⁷ Enfin, le Temps ne peut accepter le romantisme mélodramatique des socialistes qui s'imaginent régler les grands problèmes du monde sur les barricades et à coup de manifestations. Ainsi, comment concevoir que le Premier Mai puisse apporter du jour au lendemain les Trois-Huit dans un pays aussi hétérogène et qui

256 Temps, 1895, 02.05.1B, s.a.

257 Temps, 1896, 29.04.1C, s.a.

connaît des conditions de travail aussi variées que la France?²⁵⁸
 Ou encore, comment prendre au sérieux ces étudiants collectivistes qui ont manifesté lors du Premier Mai de 1894? Ils réclamaient les Trois-Huit. Au fond, ç'aurait été une bonne chose pour eux; peut-être auraient-ils enfin travaillé. Ces étudiants se sont moqués des ouvriers et auraient mieux fait de ne pas mêler leurs réclamations scolaires aux problèmes des travailleurs²⁵⁹. Les idées révolutionnaires ne peuvent rien résoudre. Au contraire, elles sont une menace constante pour les libertés républicaines et l'on ne peut que se réjouir de leur perte de popularité²⁶⁰. Les travailleurs auraient enfin compris que les solutions ne se trouvent pas de ce côté²⁶¹. Les partis extrémistes, à gauche comme à droite, sont devenus totalement incapables d'imposer leurs idées aux Français²⁶². Selon le Temps, c'est dans les cadres mêmes de la République que les problèmes ouvriers doivent être résolus. Le meilleur moyen qu'ont les travailleurs de se faire entendre est encore le bulletin de vote²⁶³. Manifester dans les rues, n'est-ce pas la preuve que

258 Temps, 1897, 29.04.1B, s.a.; 03.05.1C, s.a. 1899, 03.05.1D, s.a.

259 Temps, 1894, 28.05.1C, s.a.

260 Temps, 1897, 29.04.1B, s.a.; 03.05.1C, s.a. 1899, 02.05.1D, s.a. 1903, 03.05.1C, s.a.

261 Temps, 1897, 29.04.1D, s.a.; 03.05.1C, s.a. 1899, 03.05.1D, s.a. 1902, 03.05.1A, s.a.

262 Temps, 1897, 03.05.1C, s.a. 1899, 03.05.1D, s.a.

263 Temps, 1897, 29.04.1B, s.a. 1899, 03.05.1D, s.a.

les changements réclamés ne sauraient être acceptés par la majorité des citoyens?²⁶⁴ En ce qui concerne les réformes sociales, si urgentes soient-elles, elles ne peuvent pas être imposées tout d'un bloc:

Par la force des choses, qu'on le veuille ou non, ces questions se précisent et se sérient. Elles apparaissent alors dans leur complexité et avec leurs redoutables antinomies. La solution qui servirait les intérêts des uns irait à l'encontre de l'intérêt des autres; il faut apporter des tempéraments, consentir des transactions, s'armer de patience, se contenter de progrès laborieux et dont le moindre doit être acheté ou conquis à force d'étude, d'abnégation et de courage. [...]

Diminuer le poids du travail pour qu'il n'arrive pas à courber jusqu'au niveau de la bête ou même briser la créature humaine; ménager à l'homme de peine des loisirs où il puisse non seulement relever la tête et regarder le ciel, mais encore s'instruire, s'occuper des siens, vivre de la vie de famille ou de la vie sociale et tirer un avantage toujours plus grand de cette civilisation dont il est le facteur et dont il doit être l'héritier, quel but élevé, plus généreux peut être proposé aux efforts d'une démocratie libre et disposant d'elle-même? Mais qui donc ne voit aussitôt à combien de conditions morales, politiques et économiques est soumise nous ne dirons pas la conquête de cet idéal, nous disons seulement la marche progressive qui doit nous y conduire? [...] On a dit qu'il n'y avait point de question sociale, mais des questions sociales. De même il faut dire qu'il n'y a pas une question du travail, mais des questions diverses et successives intéressant les travailleurs et qu'il faut étudier l'une après l'autre et résoudre en tenant compte de tous les facteurs qui les constituent. [...] Ce dont nous voudrions seulement qu'on se persuadât de plus en plus, c'est qu'il n'y a pas de panacée souveraine, solution magique, de formule absolue a priori, et qu'il en est ici comme de la route d'une caravane longue et pesamment chargée et obligée de suivre et qu'elle ne franchit qu'en y marchant pas à pas, au prix de beaucoup d'énergie persévérante. Ah! combien tout serait mieux, combien les déceptions du peuple seraient moindres et les réformes pratiques plus avancées,

si toute cette stratégie des révolutionnaires, toutes ces excitations des impatients, tous ces préparatifs de fêtes stériles, toutes ces réunions violentes et déclamatoires, si toute cette dépense de temps et de force, en un mot, était tournée et appliquée à l'étude d'une seule question bien posée et bien définie, à l'élimination de tout élément chimérique, à la démonstration du rationnel et du possible, à la solution pratique, enfin, de conflits et à la suppression d'abus bien constatés et que, dès lors, personne n'aurait intérêt à défendre! Si la disparition de la fête du 1er mai marquait, dans les habitudes mentales de nos ouvriers, cette heureuse révolution, c'est-à-dire la substitution de la méthode positive à la méthode dogmatique et romantique du socialisme, il y aurait lieu doublement d'y applaudir et de les en féliciter.²⁶⁵

Pour les Débats, on l'a vu, l'échec du Premier Mai s'explique avant tout par le changement de tactiques des révolutionnaires. La condition ouvrière n'a rien à y voir²⁶⁶. Or, s'il existe du désordre en France, il ne faut pas chercher bien loin pour en trouver les responsables. A part les révolutionnaires, qui veut la ruine du pays? Les guesdistes, en 1894, ont accusé les républicains d'encourager le terrorisme anarchiste afin d'asseoir leur autorité sur la France. Mais en réalité, ce sont eux qui glorifient et justifient les crimes des anarchistes en publiant des tracts et des manifestes farcis de "violences et de mensonges"²⁶⁷. Pour les Débats, le socialiste et l'anarchiste sont des "jumeaux" qui partagent les mêmes responsabilités à l'égard du désordre et des crimes

265 Temps, 1897, 29.04.1B, s.a. Idem dans 1903, 03.05.1C, s.a.

266 De toute façon, les Débats ne parlent pas des ouvriers lorsqu'ils discutent du Premier Mai. Cette manifestation n'a pour eux qu'un caractère politique et révolutionnaire.

267 Débats, 1894, 04.04.soir.1A, s.a.

produits en France²⁶⁸. En dépit des apparences, les guesdistes prêchent "la révolution sociale, le socialisme international, la Commune, l'expropriation violente de ceux qui possèdent"²⁶⁹. A la Chambre, ils ne songent qu'à tout corrompre, qu'à aggraver la situation financière; dans la rue, qu'à prêcher le désordre²⁷⁰. La venue des indépendants a-t-elle changé quoi que ce soit à l'attitude des socialistes? Oui, ils sont devenus plus subtils, plus "dissimulés". Ils ont compris qu'ils faisaient peur à tout le monde et c'est pourquoi "leur collectivisme s'est entouré de quelques nuages". Mais c'est le seul changement survenu; le reste est demeuré le même²⁷¹. Le socialisme est irréaliste et plein de contradictions. Ceux qui le répandent le savent. Par exemple, dans les manifestes qu'ils ont lancés à l'occasion du 1er mai 1894, pourquoi ont-ils si peu insisté sur l'idée des Trois-Huit? Parce que, bien loin d'intéresser les ouvriers, l'application de cette idée a prouvé que le rendement du travail est identique en huit et en dix heures; aussi démolit-elle la théorie de la plus-value de Karl Marx. Cette erreur idéologique ne les a toutefois pas empêchés de prêcher l'insurrection²⁷². Les allemanistes ne valent guère mieux. Certes, les

268 Débats, 1894, 06.04.soir.1A, s.a.

269 Débats, 1895, 30.04.soir.1A, s.a.; 01.05.soir.1A, s.a.

270 Débats, 1895, 02.05.matin.1A, s.a. 1899, 03.05.1C, s.a.

271 Débats, 1897, 03.05.1A, s.a. 1899, 04.05.1A, s.a.

272 Débats, 1894, 07.04.matin.1E, s.a.

Débats admettent qu'ils sont plus près des ouvriers que les socialistes parlementaires, dont ils se méfient d'ailleurs; mais, comme eux, les allemanistes possèdent des ambitions personnelles qu'ils prennent cependant le soin de cacher²⁷³. Les étudiants collectivistes ne sont pas mieux placés pour prétendre s'occuper des questions ouvrières, car "ces farouches égalitaires, ces socialistes féroces, se transformeront pour la plupart, avec les années, en de bons bourgeois singulièrement assagis"²⁷⁴. Les syndicalistes, de leur côté, ne reçoivent pas davantage l'estime des Débats. En 1894, le journal accuse la Fédération Nationale des Syndicats d'être l'alliée la plus sûre des révolutionnaires, de s'être éloignée du rôle que la loi de 1884 lui avait donné²⁷⁵. Il en est de même des Bourses du Travail: elles affirment que la science et le travail seuls promettent un avenir radieux aux travailleurs. Et quel moyen proposent-elles pour les promouvoir? La grève. Ce n'est guère logique²⁷⁶. Le journal presse les travailleurs de s'éloigner de ces agents destructeurs et néfastes²⁷⁷. Dans le Cher, en 1894, les ouvriers se sont laissé endormir par les révolutionnaires et ont élu le socialiste Baudin comme député. Quel fut le résultat? Les patrons sont devenus plus

273 Débats, 1894, 01.05.matin.1C, s.a.

274 Débats, 1894, 24.04.soir.1A, s.a.

275 Débats, 1894, 11.04.matin.1B, s.a.

276 Débats, 1899, 03.05.1B, s.a.

277 Débats, 1894, 12.04.soir.1A, s.a.; 01.05.soir.1A, s.a.; 02.05.matin.1A, Jules Dietz.

méfiant et ils refusent d'aider les ouvriers qui vivent dans une misère lamentable. Comment blâmer les patrons qui ont peur? Ne leur a-t-on pas promis la ruine? Le jour où les ouvriers du Cher fermeront la porte aux socialistes, il est certain qu'ils retrouveront "le travail et les salaires que les manifestations du 1er mai ne leur rendront pas"²⁷⁸. Les Débats affirment que l'ouvrier courageux, vigoureux et travailleur n'a rien à craindre de la situation présente. L'Etat ne l'abandonnera pas: voilà ce qu'il faut dire aux travailleurs tentés par le collectivisme²⁷⁹.

Le Siècle, qu'il soit modéré ou radical, demeure toujours hostile aux révolutionnaires²⁸⁰. En 1894, il dénonce l'influence néfaste des socialistes sur les anarchistes: les premiers font des discours, les seconds les transforment en action²⁸¹. En 1895 et en 1897, le journal compare les socialistes aux royalistes: n'est-ce pas troublant de constater que le Premier Mai et la Saint-Philippe se célèbrent le même jour? Que Millerand est l'ancien secrétaire de Georges Laguerre, ce boulangiste "qui a si largement participé aux munificences de la duchesse d'Uzès?" Que Lafargue a été élu dans le Nord grâce à l'appui du clergé? Ne sont-ce pas "les démagogues de 1848, qui ont donné l'Empire à Napoléon III"? A vrai dire,

278 Débats, 1894, 01.05.soir.1A, s.a.

279 Débats, 1894, 12.04.soir.1A, s.a.

280 Mais pas aux socialistes indépendants qui ont défendu la République pendant l'affaire Dreyfus.

281 Siècle, 1894, 30.04.1A, Yves Guyot.

il y a peu de différence entre un socialiste et un royaliste: tous deux sont ennemis de la République et ne craignent pas de s'unir le moment opportun. Qui sait si le socialiste n'est pas près de trahir l'ouvrier en préparant la venue d'un nouveau monarque en France?²⁸² Les socialistes sont des rétrogrades²⁸³. Lorsqu'ils ne voient rien sur quoi assouvir leurs instincts violents, ils se combattent entre eux²⁸⁴. En 1898, le Siècle accuse les révolutionnaires de vouloir satisfaire leurs propres intérêts et mettre les ouvriers à leur service²⁸⁵. Mais les travailleurs commencent à se désintéresser de ces "marchands d'orviétan". Il serait souhaitable qu'il s'agisse là de la fin du collectivisme révolutionnaire²⁸⁶. Car quel est le fond de cette idéologie? Le mensonge. Par exemple, en 1894, les allemanistes ont nié tout progrès matériel pour les ouvriers en France. Mais alors les progrès de la technique, de l'alimentation, du logement, pour qui ont-ils été réalisés?²⁸⁷ Autre exemple: la même année, les socialistes ont répandu dans la classe ouvrière la haine des bourgeois en les présentant comme des ennemis du peuple.

282 Siècle, 1895, 28.04.1A, Yves Guyot. 1897, 03.05.1C, Dombasle.

283 Siècle, 1894, 27.04.1A, Yves Guyot.

284 Siècle, 1896, 01.05.1B, Dombasle.

285 Siècle, 1898, 03.05.1F, Dombasle.

286 Siècle, 1894, 02.05.1C, Yves Guyot. 1895, 03.05.1D, G. Garreau. 1896, 01.05.1B, Dombasle. 1898, 02.05.1F, Dombasle. 1901, 01.05.3C, Dombasle. 1902, 03.05.1B, Dombasle.

287 Siècle, 1894, 27.04.1A, Yves Guyot.

C'est le contraire qui est vrai, déclare Yves Guyot:

Aujourd'hui que font-ils les bourgeois ? Que faisons-nous ? Est-ce que la bourgeoisie se constitue en classe fermée ? Est-ce qu'elle ne fait pas, tous les jours, acte de solidarité avec ceux qui n'ont pu encore, soit par leur instruction, soit par les capitaux, arriver à un degré supérieur du simple travail manuel ? Est-ce qu'elle ne s'ingénie pas, par ses entreprises, ses inventions, ses combinaisons, à donner sans cesse, dans le travail, une part prépondérante à la direction intellectuelle sur le simple effort musculaire ? Est-ce que, par ses combinaisons financières, elle ne provoque pas, ne facilite pas l'épargne et ne lui donne pas accès aux grandes entreprises et aux fonds publics ?

C'était le moment où les bourgeois faisaient les plus profondes réformes démocratiques, assuraient l'instruction à tous, supprimaient du Code des articles qui maintenaient les travailleurs dans un état d'infériorité à l'égard de l'employeur, faisaient la loi sur les syndicats, donnaient l'égalité du service militaire à tous, que les socialistes choisissaient pour dénoncer aux foules le bourgeois comme l'ennemi. Je défie qu'on puisse justifier par les faits cette haine contre la bourgeoisie. Le mouvement socialiste prouve l'influence que peuvent avoir des assertions, répétées souvent, avec assurance et impudence ; mais voilà tout.

Quant au bourgeois, il doit poursuivre son oeuvre de justice et de travail, sans en être détourné par les injures et les menaces. Il sait bien que souvent les hommes les plus utiles ont été les plus méconnus.²⁸⁸

La bourgeoisie se préoccupe donc des ouvriers. Il n'est pas besoin de faire de révolution, ni de faire intervenir l'Etat dans la question des heures de travail pour améliorer le sort des travailleurs²⁸⁹. En 1904, cependant, le Siècle a une tout autre opinion au sujet de l'intervention de l'Etat sur la durée du travail. Désormais, il favorise la réduction des heures de travail ; aussi félicite-t-il, à l'occasion du Premier Mai, les auteurs de la loi de

288 Siècle, 1894, 29.04.1A, Yves Guyot.

289 Siècle, 1897, 02.05.1A, Yves Guyot.

mars 1891 et surtout de la loi Millerand, dont les conservateurs et les révolutionnaires ont rejeté l'idée²⁹⁰.

La Presse, de son côté, n'accepte pas le socialisme, sous quelque forme que ce soit: qu'il s'agisse des socialistes révolutionnaires ou des parlementaires, le résultat est le même: ils nuisent à la paix sociale en France. Les premiers ne sont bons qu'à susciter des émeutes²⁹¹. Les seconds, une fois au pouvoir, établissent des lois qui déclenchent partout des mécontentements et des grèves, comme la "loi infanticide" de Millerand²⁹². Heureusement, les ouvriers semblent comprendre de plus en plus cette situation: du moins, ils ont vu qu'il ne fallait rien attendre de manifestations comme le Premier Mai, et préfèrent revendiquer "avec calme et mesure"²⁹³. En outre, ils ne peuvent ignorer que les socialistes parlementaires, au lieu de les représenter, votent des lois qui leur font préjudice ou approuvent des mesures répressives contre leurs revendications. C'est pourquoi "beaucoup de ceux qui croyaient hier à la vertu magique de la propagande collectiviste sont, en effet, devenus sceptiques par expérience"²⁹⁴.

Le Constitutionnel rejette lui aussi les méthodes et les solutions brutales des socialistes: ces gens comptent sur les crises

290 Siècle, 1904, 04.05.1B, s.a.

291 Presse, 1897, 02.05.1A, Léon Bailby.

292 Presse, 1900, 26.04.1A, Léon Bailby.

293 Presse, 1897, 02.05.1A, Léon Bailby. 1899, 30.04.1A, Léon Bailby.

294 Presse, 1900, 26.04.1A, Léon Bailby.

politiques et économiques pour détruire les institutions républicaines²⁹⁵. Ils n'ont qu'un seul but: servir leurs propres ambitions²⁹⁶. Les échecs successifs du Premier Mai montrent toutefois que les travailleurs sont devenus enfin conscients de leurs véritables intérêts. Est-ce l'éducation de l'esprit qui progresse chez eux? Quoi qu'il en soit, ils ne se laissent plus séduire par la "grandiloquence creuse" des "vendeurs d'orviétan révolutionnaire"²⁹⁷. Qui sait? Le jour où les esprits des ouvriers auront été totalement ouverts par l'instruction, "les utopies collectivistes auront vécu"²⁹⁸. Seules la conciliation et la modération doivent être de mise dans les rapports entre les patrons et les ouvriers. Non que les revendications ouvrières doivent être abandonnées, mais elles doivent être exprimées par la discussion et non par la violence. Evidemment, certains patrons déraisonnables restent fermés à tout ce qui vient des travailleurs. En revanche, beaucoup d'autres sont "accessibles aux sentiments d'humanité". En conséquence, vu que "le capital n'est rien sans le travail et l'industrie: à l'oeuvre donc! Est-ce que ce pays n'a pas assez souffert?"²⁹⁹

295 Constitutionnel, 1895, 05.05.2A, s.a.

296 Constitutionnel, 1899, 03.05.1E, s.a. 1902, 04.05.1D, s.a.

297 Constitutionnel, 1895, 05.05.2A, s.a. 1897, 30.04.1B, s.a. 1899, 03.05.1E, s.a. 1902, 04.05.1D, s.a.

298 Constitutionnel, 1902, 04.05.1D, s.a.

299 Constitutionnel, 1895, 03.05.1B, s.a.

En résumé, tous nos journaux rejettent les solutions utopiques des socialistes, car elles sont dangereuses: les socialistes endorment les ouvriers par des mensonges et des promesses irréalisables, dans le seul but d'assouvir leurs ambitions personnelles. Les autres groupements révolutionnaires, les anarchistes, les étudiants collectivistes, les Bourses du Travail et les chambres syndicales fédérées ne valent guère mieux. Certains journaux cependant, comme le Siècle et le Temps, sont plus nuancés à l'égard des socialistes indépendants. N'ont-ils pas collaboré à la défense de la République? Le Siècle n'hésite pas à féliciter ouvertement Millerand, en 1904, de sa loi sur la durée du travail. Par contre, les Débats et la Presse restent résolument antisocialistes: qu'il s'agisse de Millerand, de Guesde ou des Bourses du Travail, ce sont tous des ennemis de la France. De toute façon, tous nos journaux sont d'accord pour que les travailleurs s'éloignent des révolutionnaires et de leurs idées. Le Temps dit que l'ouvrier doit espérer en la République et que les solutions à ses problèmes viendront progressivement. Les Débats recommandent aux travailleurs de persévérer dans leur labeur et de faire confiance à l'Etat. Le Siècle, la Presse et le Constitutionnel estiment que les progrès sociaux découleront du rapprochement des bourgeois et des prolétaires, des patrons et des ouvriers: chaque groupe doit fournir un effort afin de stimuler la conciliation, la modération, le calme et la mesure dans ses rapports avec l'autre groupe. C'est pourquoi les utopies collectivistes forment pour nos journaux le grain de sable dans la machine. Le Siècle et le Temps sont beaucoup plus clairs que les autres sur ce sujet: le

progrès est possible dans le cadre de la démocratie libérale; on en a les preuves. C'est pourquoi il faut s'en prendre à ceux qui attisent les luttes de classe en France, et faire tout ce qui est possible pour détourner les travailleurs de leur influence.

° ° °

De 1894 à 1904, le Premier Mai fut terne. Les journaux en ont donc peu parlé. Et lorsqu'ils en parlaient, leurs idées demeuraient générales. Néanmoins, l'on peut dégager deux traits majeurs de leur attitude à l'occasion de la manifestation.

D'abord, nos journaux sont devenus plus confiants dans la réaction des travailleurs vis-à-vis des organisations collectivistes. Ils faisaient la constatation suivante: les méthodes et les idées préconisées par les extrémistes de gauche datent du début du XIXe siècle, de l'époque romantique. Avec la montée de l'industrialisation, l'action des collectivistes, leur semblait-il, était devenue complètement désuète. La formule du Premier Mai leur paraissait dépassée. Le Temps estimait que le romantisme avait fait place au positivisme, ce que n'auraient pas compris les révolutionnaires. Cette pensée du Temps reflète assez fidèlement, croyons-nous, la pensée des autres journaux: les questions ouvrières doivent être résolues dans le calme et la raison; on doit les aborder une à une, les analyser en détail et leur apporter le remède qui convient. Pour sa part, Yves Guyot a expliqué dans le Siècle que les réformes sociales sont possibles dans un régime républicain. La bourgeoisie,

disait-il, a fait des efforts considérables pour améliorer le sort des travailleurs. Au sujet de l'échec du Premier Mai, nos journaux crièrent victoire: les ouvriers retrouvaient leur "bon sens"; l'instruction faisait son chemin dans les intelligences ouvrières. La raison l'emportait sur la force. Ces réflexions prolongeaient celles qui ont été faites en 1890-93, à la différence que la question ouvrière ou "les questions du travail", comme dit le Temps, les préoccupaient davantage. On ne se contentait plus de poser le principe des réformes sociales. On expliquait comment elles devaient être amenées. Cette attitude montre que nos journaux prenaient davantage conscience de la présence politique des travailleurs. La reprise industrielle s'effectuait en France. La concentration des industries progressait et le nombre des ouvriers augmentait.

En outre, la République, avec l'affaire Dreyfus, avait encore été remise en question. Il était donc normal que l'on cherchât à rallier les travailleurs à la cause républicaine. Comme en 1890-93, les journaux, à l'occasion du Premier Mai, ont insisté sur la supériorité du régime républicain sur tout autre. Et ils ont vu dans le terme de la manifestation la preuve que les ouvriers s'ouvraient davantage aux institutions républicaines.

Ces vues montrent que les journaux, malgré leur connaissance de la condition ouvrière, n'avaient pas une idée tellement exacte de la conscience ouvrière. Pour eux, l'ouvrier, par son manque d'instruction, se laisse facilement influencer par les révolutionnaires jusqu'au jour où, probablement par les progrès de l'enseignement ou encore par expérience, il se désillusionne et accepte le régime

républicain. En d'autres mots, nos journaux assimilaient les idées révolutionnaires à l'ignorance. Ils ne voyaient pas l'état quasi-permanent de conflit, politique ou autre, qui existait entre l'ouvrier et le patron. Leur insistance sur l'instruction est intéressante à noter: pour eux, la république constituait le régime idéal pour l'homme et l'instruction s'identifiait à la lumière, à la vérité positive. En conséquence, l'instruction devait mener inévitablement au républicanisme et au libéralisme. Cette façon de voir les problèmes ouvriers était typique du positivisme: c'est en sériant les problèmes, en les analysant dans le calme le plus absolu qu'on pouvait les résoudre. La question ouvrière ne faisait pas exception. Mais nos journaux, en réduisant la question ouvrière en des questions du travail, n'ont pas vu que les conflits sociaux touchaient à des problèmes beaucoup plus profonds que les salaires ou la sécurité de l'emploi; qu'ils touchaient à une rivalité concernant l'autorité patronale et opposant les syndicats et les ouvriers eux-mêmes aux employeurs; qu'ils résultaient également d'une lutte idéologique ne rangeant pas nécessairement les instruits d'un côté et les ignorants de l'autre. Or, ces conflits s'étudiaient difficilement dans le calme.

Le second trait de leur attitude concernait les organisateurs de la manifestation. Tous nos journaux ont rejeté le collectivisme révolutionnaire. Toutefois, le Temps et le Siècle atténuèrent leur opposition à l'égard des socialistes indépendants. A leurs yeux, l'aide que ces socialistes apportèrent à la Défense républicaine pendant l'affaire Dreyfus les distinguait très nettement

des guesdistes et des anarchistes. Par contre, les Débats et la Presse n'établirent pas de différence essentielle entre les collectivistes. Ils estimaient cependant que les indépendants, plus subtils et plus efficaces, accroissaient leurs forces au contact des radicaux et constituaient une menace plus sérieuse que les promoteurs de violence révolutionnaire. L'échec du Premier Mai a été interprété de différentes manières en ce qui concerne le sort des socialistes. Le Siècle et le Constitutionnel y ont vu le signe de la fin du collectivisme révolutionnaire. Les Débats et la Presse ont affirmé que la mort du Premier Mai montrait que le danger socialiste s'était déplacé sur le terrain d'action du parlementarisme. Le Temps a constaté la même chose, mais l'important pour lui était que le Premier Mai était mort.

Cependant, le prolétariat français, sous l'influence des socialistes et surtout des Bourses du Travail et de la C.G.T. naissante, organisait ses forces politiques. L'action individuelle des anarchistes faisait tranquillement place à l'action de masse et plus particulièrement aux grèves. Les réflexions que les journaux ont faites autour du Premier Mai n'indiquent pas s'ils ont pris conscience du prestige grandissant des syndicalistes révolutionnaires. Ils ont bien vu qu'il existait des divisions entre les socialistes; ils ont vu également que les socialistes avaient perdu beaucoup de prestige auprès des ouvriers. Certains ont même remarqué que le syndicalisme débordait les cadres de la loi de 1884 et qu'il devenait franchement révolutionnaire. Les journaux ont interprété ces changements sinon comme un recul du collectivisme, du moins

comme un recul de la violence révolutionnaire. Même en admettant que le syndicalisme prenait des allures subversives, ils n'ont pas prévu la tournure que les grèves allaient prendre.

En somme, la "mort" de la manifestation était un sujet de satisfaction pour nos journaux. Elle constituait la preuve que les travailleurs s'éloignaient de plus en plus des idées révolutionnaires pour se rapprocher de la République. Pour certains, cette évolution montrait que le collectivisme déclinait. Mais, ni le collectivisme ni le Premier Mai n'étaient morts. Aucun journal n'avait prévu que la manifestation allait renaître de ses cendres.

C. Le Premier Mai syndicaliste (1905-1907)

Ces trois années ont vu la renaissance du Premier Mai en France. Un Premier Mai non plus socialiste, mais syndicaliste révolutionnaire. Les têtes d'affiche ne sont plus désormais les guesdistes, mais les membres de la C.G.T. Le Journal des Débats mis à part, nos quotidiens n'ont pourtant pas tellement parlé du Premier Mai de 1905. Tous, dans leurs informations, ont rappelé la résolution de Bourges d'organiser une grève générale le 1er mai 1906 en faveur des Trois-Huit. Mais seuls les Débats l'ont longuement commentée. Le Siècle et le Temps, dans leurs articles de tête et leurs commentaires, en ont vaguement fait mention. Le Constitutionnel, pour sa part, n'en a pas discuté. Quant à la Presse, elle n'a donné que de l'information sur le Premier Mai de 1905. De plus, il est intéressant de remarquer qu'en 1906 et en 1907, certains d'entre eux ont ridiculisé les Parisiens qui ont fui la capitale;

ou ceux qui se sont barricadés chez eux, après avoir rempli leur baignoire d'approvisionnements. Mais en même temps, ces mêmes journaux ont reproché à Clemenceau d'être trop complaisant à l'égard des révolutionnaires; de ne pas leur opposer une attitude ferme. En outre, le Dimanche Rouge et les grèves de Limoges en 1905, la catastrophe de Courrières et les émeutes à Lens en 1906, de même que les grèves des postiers en 1907 laissaient prévoir un Premier Mai violent. Comment expliquer ce calme relatif chez nos journaux? Sur le plan politique, aucun changement important n'est survenu dans la pensée de chacun d'eux. Les Débats et la Presse étaient toujours antiradicaux. Le Temps maintenait ses positions progressistes sans être farouchement opposé à Clemenceau, tandis que le Constitutionnel et le Siècle supportaient les radicaux et leur politique réformiste. L'explication de cette attitude venait d'abord de la manifestation elle-même. Les Premier Mai de 1905 à 1907, si importants fussent-ils, n'avaient plus ce caractère de nouveauté qui était le propre des manifestations de 1890 et 1891. Ensuite, le régime républicain ne vivait pas des moments de crise comme le boulangisme ou l'affaire Dreyfus. Aussi se sentait-on plus fort et plus en mesure d' "accueillir" les manifestants. Pour nos journaux, le Premier Mai était devenu en quelque sorte un spectacle où chacun devait jouer son rôle. Et le rôle des journaux bourgeois était d'inciter le gouvernement à jouer le sien, c'est-à-dire à maintenir l'ordre. En plus, les journaux, tout en renseignant leurs lecteurs sur les événements, cherchaient à les rassurer.

Comme dans la partie précédente, nous présenterons les vues des journaux à partir de deux points: le Premier Mai et le gouvernement; les travailleurs, les mouvements et les partis ouvriers.

1. Le Premier Mai et le gouvernement

En 1905, à l'exception des Débats, nos journaux n'ont guère porté attention à la manifestation et à la résolution du congrès de Bourges.

Le Temps, en 1906, constate que le Premier Mai n'est plus l'oeuvre des socialistes mais de la C.G.T. Donc si le but demeure le même - la conquête des huit heures - les méthodes sont différentes: aux "mises en demeures" adressées aux pouvoirs publics, l'on préfère désormais l'action directe. "Ce n'est plus, on le voit, la pensée socialiste qui anime la manifestation du 1er mai, mais la pensée anarchiste". Vu que le C.G.T. a acquis une puissance énorme en France, les socialistes n'osent pas s'opposer à elle de front, et ils préfèrent l'encourager, même si le Congrès de Londres en 1896 a solennellement condamné l'anarchisme³⁰⁰. Or, de dire le Temps, la C.G.T. est tout juste bonne à échauffer les cerveaux et à pousser certains exaltés à commettre des actes criminels, comme on l'a vu le 1er mai 1907, alors qu'un tailleur et un ouvrier tourneur ont fait feu sur des agents de l'ordre³⁰¹. C'est pourquoi il est

300 Temps, 1906, 27.04.1C, s.a.

301 Temps, 1907, 03.05.1B, s.a.

du devoir de tout gouvernement de maintenir l'ordre le 1er mai. En 1905, à Toulon, des incidents violents se sont produits. Le premier responsable est le gouvernement qui "a manqué de clairvoyance et de fermeté"³⁰². En 1906, la peur des Parisiens, à l'approche du Premier Mai, bien qu'absurde et exagérée, n'est-elle pas le signe que les faiblesses du gouvernement à l'égard des grévistes de Lens ne sont pas approuvées par la population? A San Francisco, après le récent tremblement de terre, les autorités n'ont pas hésité à fusiller sur place tous les pillards. C'est pourquoi la population de cette ville a si courageusement surmonté les difficultés premières et commencé à reconstruire. N'est-ce pas là l'exemple à suivre, pour le gouvernement français?³⁰³ Il faut cependant se rassurer. Clemenceau a enfin constaté qu'il était inutile de discuter avec les révolutionnaires et les grévistes, et qu'il n'y a pas deux façons de maintenir l'ordre: aux fauteurs de trouble il faut opposer "des forces suffisantes et suffisamment armées"³⁰⁴. Cette attitude du gouvernement doit être maintenue non seulement à l'occasion du Premier Mai, mais en tout temps, car le "péril révolutionnaire" ne s'est pas évanoui aux lendemains de la manifestation. L'Humanité n'a-t-elle pas remarqué que le Premier Mai n'était autre chose "qu'une revue de mobilisation"?³⁰⁵ Toutefois, le Temps trouve

302 Temps, 1905, 04.05.1D, s.a.

303 Temps, 1906, 28.04.1C, s.a.

304 Temps, 1906, 25.04.1B, s.a.; 22.04.1C, s.a.; 28.04.1C, s.a.; 30.04.1B, s.a.; 02.05.1B, s.a.; 03.05.1D, s.a.; 04.05.1B, s.a.

305 Temps, 1906, 04.05.1B, s.a.

exagérée et inutile l'idée du "complot": ce ne sont pas des "expédients" ni des "coups de théâtre" qui régleront quoi que ce soit à la situation:

Un régime fort vit avec ses ennemis impuissants comme un corps sain vit avec ses inévitables microbes. Ce n'est qu'en terrain affaibli que la maladie se déclare. M. le docteur Clemenceau vient d'administrer à ses candidats une piqûre de sérum. C'est fort bien. Mais il faut à la République autre chose que ces soins exceptionnels. Il lui faut une bonne hygiène: l'ordre, - l'ordre dans le gouvernement, l'ordre dans la rue.³⁰⁶

Même si le 1er mai 1906 s'est passé plus calmement que prévu, il ne faut pas croire que la situation ait changé. Au contraire, le calme de la journée montre que la C.G.T. mesure ses actes, en vérifie l'efficacité. Elle n'avait pas l'intention de faire la révolution le Premier Mai. Elle est beaucoup trop intelligente pour imaginer pareille chose. La C.G.T. a voulu faire du Premier Mai une première étape vers la révolution finale. C'est d'étape en étape qu'elle compte réaliser cette révolution³⁰⁷. En 1907, le Temps constate que la manifestation fut plus calme que l'année précédente. Il attribue ce résultat à la prévoyance du gouvernement. Les mesures d'ordre déployées ont contraint les révolutionnaires à la prudence et à l'inaction³⁰⁸.

Le Journal des Débats a été beaucoup plus inquiet pendant les trois années. Dès 1905, il décrit et dénonce la résolution du

306 Temps, 1906, 29.04.1B, s.a.

307 Temps, 1906, 04.05.1B, s.a.

308 Temps, 1907, 03.05.1B, s.a.; 05.05.1B, s.a.

Congrès de Bourges. Il explique comment le Premier Mai est passé des mains des socialistes à celles des syndicalistes révolutionnaires. Il indique que ces derniers ne forment pas la majorité au sein du monde syndical³⁰⁹. Mais ils sont puissants et les incidents violents de Toulon montrent que la faiblesse du gouvernement - qui ne veut pas déplaire aux socialistes à la Chambre - peut devenir dangereuse pour la France³¹⁰. Or, le Premier Mai de 1905 n'est qu'un "prélude" à celui de 1906. Le pire est donc à craindre, surtout si le gouvernement n'agit pas³¹¹. En 1906, les Débats voyaient très mal la venue du Premier Mai:

C'est la désorganisation des ateliers, des usines, d'une foule d'industries et de services: c'est un trouble profond de la vie économique; c'est aussi, nécessairement, une série de violences et peut-être d'émeutes: tout cela annoncé, préparé, organisé d'avance.³¹²

Cette situation était d'autant plus inquiétante que le gouvernement ne semblait pas réagir³¹³. A Lens, Clemenceau n'a-t-il pas donné la preuve de son impuissance à contenir les révolutionnaires³¹⁴. Sans se lancer dans de déplorables répressions brutales,

309 Les Débats estiment qu'en 1905 il y avait 720 000 ouvriers syndiqués, dont 173 000 affiliés à la C.G.T. Parmi ces derniers, 22 000 seulement, d'après Auguste Keufer, auraient été en faveur de la résolution de Bourges. Débats, 1905, 02.05.1A, J. Bourdeau.

310 Débats, 1905, 04.05.1A, s.a.

311 Loc. cit.

312 Débats, 1906, 12.04.1A, s.a.

313 Loc. cit.

314 Débats, 1906, 21.04.1A, s.a.; 22.04.1A, s.a.; 23.04.1A, s.a.

il est du devoir du gouvernement d'enrayer la marche de la révolution. C'est pourquoi Clemenceau doit clairement prendre position à l'égard des grévistes et des révolutionnaires³¹⁵. Bien sûr, le Premier Mai n'amènera pas la révolution: l'expérience des Premier Mai précédents prouve qu'une manifestation préparée échoue piteusement. Cependant, en 1906, il existe dans les esprits une agitation qui n'est pas de bon augure: les Bourses du Travail incitent les ouvriers à revendiquer "par tous les moyens" et à transformer leurs désirs en actes, ce qui n'est guère rassurant³¹⁶. Mais, quelques jours avant le Premier Mai, Clemenceau s'est enfin décidé à agir. "Nous ne sommes pas du même côté de la barricade", a-t-il déclaré aux militants syndicaux. Cette attitude, un peu imprévue de dire les Débats, est salutaire: Clemenceau a finalement compris son "rôle"; il s'est aperçu que les grévistes sont généralement peu "respectueux de la propriété et de la liberté" et que le manifestant pacifique n'est qu'une vue de l'esprit³¹⁷. Toutefois, était-ce bien nécessaire de recourir à l'idée d'un complot pour justifier les arrestations opérées la veille de la manifestation? N'est-il pas bizarre que Clemenceau, qui se voulait naguère "champion de la liberté individuelle", en soit arrivé à utiliser de tels procédés? Ne serait-ce pas pour rassurer les électeurs qui se présenteront bientôt aux urnes?³¹⁸ Les Débats affirment que le ministère

315 Débats, 1906, 24.04.1C, s.a.

316 Débats, 1906, 27.04.1A, s.a.

317 Loc. cit.

318 Débats, 1906, 30.04.1A, s.a.; 01.05.1A, s.a.

Clemenceau-Sarrien n'apporte rien de bien neuf, par rapport aux précédents gouvernements. Clemenceau blâmait autrefois l'attitude des autorités vis-à-vis des manifestants. Or le voilà qui agit de la façon et avec les procédés de Constans et Dupuy. Il a enfin assimilé la manière d'agir lorsqu'on est au gouvernement. Cependant le complot est superflu. Clemenceau s'est montré trop zélé; "rien n'est plus fâcheux pour un complot que de ne pas être pris au sérieux. L'effet a été manqué"³¹⁹. Au lendemain du Premier Mai, les Débats s'empressent de féliciter le préfet de police de Paris, Lépine, pour le courage et le sang-froid qu'il a manifestés³²⁰. En outre, après avoir noté toutes les analogies qu'il y avait entre le 1er mai 1890 et celui de 1906, et après avoir dit qu'il n'existe pas de différence essentielle entre Clemenceau et Constans - "la fonction crée l'organe, ou le transforme très vite en lui imposant les mêmes obligations" -, les Débats font la remarque suivante:

La journée d'hier confirme la remarque si souvent faite que les manifestations annoncées longtemps à l'avance ne tiennent pas ce qu'on s'en était promis. Les avertissements et les rendez-vous que les émeutiers se donnent à eux-mêmes, ils les donnent du même coup à la police qui sait en profiter. Il semble enfin que les manifestations révolutionnaires deviennent moins redoutables à mesure que s'étend le champ où elles se déroulent. Les tentatives de grèves générales que nous avons eues jusqu'ici ont été moins mal-faisantes que beaucoup de grèves particulières. Hier, ce n'est pas seulement à Paris, ni en France, mais dans le monde entier que la révolution sociale devait exhiber ses forces, et en faire un premier essai. Nous n'étions pas sans éprouver quelque appréhension sur ce qui se passerait

319 Débats, 1906, 01.05.1A, s.a.

320 Débats, 1906, 03.05.1A, s.a.

dans certaines de nos villes où la propagande socialiste s'est le plus exercée depuis quelque temps à Toulon par exemple, à Brest, à Lorient. Il ne s'est rien passé qui mérite une mention spéciale. [...].³²¹

Mais le Premier Mai, de l'avis même de ses organisateurs, n'est pas une fin en soi: il doit être le début de tout un mouvement de grèves à travers la France. Or, s'il est facile pour un gouvernement, même faible, de garantir l'ordre un jour donné, il n'en va pas ainsi lorsque les grèves éclatent un peu partout et sans avertissement. C'est pourquoi le Journal des Débats doute de l'efficacité du ministère Clemenceau-Sarrien devant un mouvement de grèves organisé: n'a-t-il pas démontré qu'il pouvait être faible à l'égard des grévistes?³²² En 1907, les Débats conservent les mêmes sentiments à l'égard du gouvernement. Certes, des mesures ont été prises en vue du Premier Mai; des arrestations ont été effectuées et le calme n'a pas été sérieusement troublé ce jour-là. Mais était-ce suffisant? Ne fallait-il pas prendre des mesures plus énergiques pour en finir une fois pour toutes avec les éléments révolutionnaires? Le gouvernement n'ose pas toucher à la C.G.T. ni aux Bourses du Travail, sources de tous les troubles sociaux. En forçant la C.G.T. à respecter ses limites légales, ce serait la seule façon de conjurer le "péril révolutionnaire"³²³.

321 Débats, 1906, 03.05.1A, s.a.

322 Débats, 1906, 11.05.1A, s.a.

323 Débats, 1907, 01.05.1A, s.a.; 03.05.1A, s.a.

Le Siècle ne considère pas la renaissance du Premier Mai comme menaçante. En 1905, il trouvait "gentille" et "un peu bête" la formule que la C.G.T. a donnée au Premier Mai: la "grande grève expropriatrice", au fond, "ne sera expropriatrice d'autre chose que des quelques sous nécessaires aux travailleurs pour ne pas mourir de faim". Tout ceci n'est que folie, propre au XIXe siècle; il est possible qu'on en parle encore au XXIe siècle, "car rien n'a la vie dure comme ces bêtises-là"³²⁴. Quoi qu'il en soit, le premier mai de 1905 en France, malgré les incidents de Toulon, a été très calme, affirme le journal. Comparons à ce qui s'est passé en Pologne où les troupes russes, frustrées par la défaite subie devant les Japonais, se sont ruées sur les manifestants³²⁵. En 1906, l'ampleur du Premier Mai qui se prépare n'effraie pas le Siècle; il n'hésite pas à ridiculiser les gens apeurés: à San Francisco, les sinistrés dansent entre les ruines et à Paris, certaines personnes barricadent leurs portes et font des provisions pour un long siège. N'est-ce pas un peu choquant? D'autant plus que le 1er mai, il ne se passera rien à Paris. Le gouvernement sait très bien que sa tête serait en jeu s'il survenait du désordre ce jour-là. En outre, Lépine, en qui on peut avoir tout à fait confiance, veille³²⁶. A propos du complot, le Siècle hésite à prendre clairement position: y a-t-il

324 Siècle, 1905, 01.05.1A, J. Cornély.

325 Siècle, 1905, 03.05.1C, J. Cornély.

326 Siècle, 1906, 25.04.1B, J. Cornély; 28.04.1B, J. Cornély; 27.04.1B, J. Cornély.

eu ou non complot, il l'ignore. Mais il ne rejette pas la possibilité que les extrémistes de droite aient cherché à exploiter les troubles dans le Nord et à inciter les travailleurs à faire la grève. Toutefois, si ce n'était pas le cas, il y aurait danger que le complot se retourne contre le gouvernement³²⁷. De toute façon, le gouvernement a assuré l'ordre le 1er mai. Le Siècle estime toutefois qu'il aurait été plus sage de sa part d'intervenir plus tôt. Les grèves dans le Nord auraient été sûrement moins violentes si l'armée avait été mobilisée au bon moment³²⁸. En 1907, le Siècle prévoit un Premier Mai parfaitement calme, car, à son avis, la vie des travailleurs s'est améliorée à un point tel qu'une manifestation de ce genre a perdu tout son sens³²⁹. Bien sûr, l'anarchie existe encore, sous le nom de syndicalisme révolutionnaire; c'est pourquoi il est du devoir de tous les radicaux et de tous les républicains de soutenir le gouvernement dans son maintien de l'ordre et de "la sécurité dans les intérêts"³³⁰. Les révolutionnaires eux-mêmes s'attendent que le gouvernement agisse et les arrête. Depuis le Premier Empire, c'est devenu une tradition "de loger dans les bâtiments publics des gens dont on redoute des tentatives contre la tranquillité générale"³³¹. Le calme qui a régné en France le 1er mai, écrit le journal ensuite,

327 Siècle, 1906, 29.04.1B, J. Cornély.

328 Siècle, 1906, 05.05.1B, J. Cornély.

329 Siècle, 1907, 28.04.1B, J. Cornély.

330 Siècle, 1907, 29.04.1A, J.-L. de Lanessan.

331 Siècle, 1907, 30.04.1C, J. Cornély.

a démontré que le gouvernement a bien les choses en main et que les travailleurs commencent à se fatiguer du syndicalisme révolutionnaire, ce qui ne peut être que "le bienvenu"³³². Si les socialistes ont trouvé le nombre des arrestations exagéré, il faut se demander dans quelle mesure ils auraient mieux agi à la place des radicaux³³³.

La Presse n'a pas jugé bon d'écrire des articles sur le Premier Mai de 1905. En 1906 par contre, l'approche de la manifestation et les troubles du Nord lui ont d'abord suscité une vue pessimiste: "il est hors de doute que nous marchons, à grands pas, ou vers l'anarchie révolutionnaire légale [le syndicalisme] - la pire des anarchies - ou vers la dictature vers laquelle la France se ruera par crainte de l'anarchie révolutionnaire". D'une façon ou d'une autre, c'est la fin de la République. Le Premier Mai seul n'amènera évidemment pas cette situation. La révolution ou la dictature viendront par la multiplication des grèves violentes³³⁴. Par la suite, la Presse s'est empressée de dénoncer la peur des bourgeois la veille du Premier Mai et l'exploitation qu'en aurait faite le gouvernement. Le journal estime que cette peur encourage les révolutionnaires dans leurs activités³³⁵. Cependant elle fait l'affaire du ministère Clemenceau-Sarrien, qui tient à se poser en sauveur de la République. Autrement, à quoi servirait l'idée, parfaitement

332 Siècle, 1907, 02.05.1C, J. Cornély.

333 Siècle, 1907, 03.05.1B, J. Cornély.

334 Presse, 1906, 08.04.1A, Alceste.

335 Presse, 1906, 29.04.1B, Alceste.

absurde d'ailleurs, d'un complot? Sinon pour des motifs purement électoraux?³³⁶ En ce qui concerne le Premier Mai, la Presse s'en occupe beaucoup moins que du complot. Simplement, elle évoque en soupirant "les pittoresques et touchants usages par lesquels nos aïeux et nos bonnes grand'mères fêtaient, au 1er mai, le retour du printemps!" Après avoir remarqué que les "chants de haine" remplaçaient les "aubades sentimentales" et les "rondes folles", le journal, nostalgiquement, espère le retour de ce "1er mai de jadis, tout empli de rires, de chansons et de fleurs"³³⁷. En 1907, il a d'abord noté que l'approche du 1er mai était généralement marquée par le déclenchement de toute une série de grèves³³⁸. Puis, il décrit l'attitude du gouvernement face à la manifestation et aux révolutionnaires. Il la compare à celle d'

un enfant qui joue avec les allumettes de la régie. Il pourra en craquer beaucoup sans en enflammer une seule; mais, tout d'un coup, au moment où l'on s'y attend le moins, un petit crépitement se produit et le feu est à la boutique. [...] . A force de frotter le socialisme, il pourra en jaillir une étincelle qui fera flamber finances et bien d'autres choses avec.³³⁹

Pour sa part, le Constitutionnel, en 1905, estime que le Premier Mai a été plus mouvementé que les années précédentes, car

³³⁶ Presse, 1906, 25.04.1B, Alceste; 28.04.1B, Alceste; 01.05.1B, Alceste; 03.05.1B, Alceste.

³³⁷ Presse, 1906, 02.05.1B, Alceste; idem dans 29.04.2C, M. de D.

³³⁸ Presse, 1907, 20.04.1B, Alceste.

³³⁹ Presse, 1907, 02.05.1E, Alceste.

il n'est pas encore complètement entré dans les moeurs et le gouvernement se croit obligé, à chaque fois, d'intervenir brutalement. Pour que le Premier Mai devienne parfaitement calme, il faudrait que les pouvoirs publics s'en mêlent le moins possible³⁴⁰. En 1906, le journal change tout à fait d'avis: le Premier Mai semble être le début d'une révolution. A qui la faute? Au gouvernement. Il n'a pratiqué "qu'un effacement systématique et continu devant les apôtres de la violence", dans le seul but de s'assurer l'appui des socialistes. Tout gouvernement se doit de protéger l'ordre public et la liberté des gens. Or celui de Clemenceau et de Sarrien s'abaisse à "baiser docilement les pieds" des révolutionnaires et laisse l'émeute s'emparer de la France³⁴¹. Tôt ou tard, il faudra en finir avec les révolutionnaires³⁴². En 1907, le Constitutionnel redevient plus serein: le calme du Premier Mai démontre que les travailleurs sont devenus plus sages et que les révolutionnaires "en ont été une fois de plus pour leur peine". A vrai dire, le gouvernement a agi comme il le devait. Certains ont accusé Clemenceau de "réactionnarisme", mais à sa place, ils auraient fait exactement la même chose³⁴³.

En somme, si le Premier Mai de 1905 n'a pas suscité trop d'inquiétude chez nos journaux - sauf aux Débats -, celui de 1906

340 Constitutionnel, 1905, 07.05.2E, s.a.

341 Constitutionnel, 1906, 01.05.1A, s.a.

342 Constitutionnel, loc. cit. 1906, 03.05.3B, s.a.; 03.05.3E, s.a.; 13.05.1F, s.a.

343 Constitutionnel, 1907, 08.05.1E, s.a.

ne les a guère rassurés. Tous les journaux ont reproché au gouvernement d'avoir réagi tardivement face aux mouvements grévistes. Cependant, sauf pour le Constitutionnel, le Premier Mai ne constitue pas un danger révolutionnaire en soi. L'expérience du passé a montré qu'un gouvernement pouvait facilement venir à bout de cette manifestation. C'est pourquoi la Presse, le Siècle et le Temps ont trouvé exagérée la peur que certains Parisiens ont eue à l'approche du Premier Mai. En outre, l'idée d'un complot a été jugée superflue et ridicule. Même le Siècle est conscient du risque qu'a pris le gouvernement en dénonçant ce complot. Bien sûr, le syndicalisme révolutionnaire constitue un danger, même après le Premier Mai. Mais c'est en intervenant avec force dans les grèves que le gouvernement en viendra à bout. En 1907, bien que la manifestation fût plus calme, les Débats et la Presse ont reproché au gouvernement d'être trop faible à l'endroit du syndicalisme révolutionnaire. Par contre, le Temps, le Siècle et le Constitutionnel ont félicité le gouvernement d'avoir réagi comme il le devait. Le Siècle et le Constitutionnel ont également attribué la faiblesse de ce Premier Mai à l'éloignement graduel des travailleurs du syndicalisme révolutionnaire.

Si dans l'ensemble le Premier Mai de 1905 à 1907 a moins inquiété nos journaux que ceux de 1890 à 1893, ils considéraient que pendant qu'il y avait un danger dans la montée du mouvement gréviste et qu'il fallait y remédier. Qu'ont proposé nos journaux comme solution?

2. Les travailleurs, les mouvements et les partis ouvriers

Comment voyait-on la montée du syndicalisme révolutionnaire?

Le Temps affirme que depuis le jour où les anarchistes ont envahi les syndicats et en ont pris la direction, la destruction est devenue le seul impératif du syndicalisme en France. Auparavant les syndicats agissaient et revendiquaient dans la légalité. Désormais la C.G.T. encourage les ouvriers à mépriser lois et conventions. Par exemple, il n'est plus question de discuter avec le patron sur la réduction des heures de travail; après huit heures, l'ouvrier syndiqué quitte l'atelier ou l'usine sans demander l'avis de qui que ce soit. La C.G.T. prône la violence et le sabotage: "le "sabotage" est du vol, direz-vous. Qu'importe! les anarchistes admettent le vol"³⁴⁴. Vu que le gouvernement ne fait rien pour remédier à la situation, le syndicalisme révolutionnaire menace la liberté des travailleurs et rétablit "l'arbitraire des corporations supprimées par la loi Chapelier". L'ouvrier qui refuse de se plier aux ordres de la C.G.T. est passible de représailles. C'est un retour à la barbarie: "on fusille maintenant en France comme dans les pampas. M. Jaurès nous a souvent prédit que le socialisme apporterait de profonds changements dans nos moeurs. En effet"³⁴⁵. A coups de grèves répétées, les syndicalistes révolutionnaires attaquent le patronat et profitent de ce que les autorités réagissent faiblement pour multiplier leurs interventions. C'est pourquoi le gouvernement doit

³⁴⁴ Temps, 1906, 02.05.1B, s.a.

³⁴⁵ Temps, 1906, 03.04.1C, s.a.

forcer ces "factieux" à rester dans les limites prescrites par la loi³⁴⁶. En 1907, le Temps poursuit ses attaques contre la C.G.T. Non seulement le péril révolutionnaire n'est pas vaincu, mais les syndicats envahissent maintenant la fonction publique. Clemenceau, Briand, Viviani, autrefois grands défenseurs des libertés syndicales, en sont réduits à attaquer le syndicalisme. Le journal espère que les fonctionnaires ne se laisseront pas endormir par les promesses fallacieuses de la C.G.T. et que le gouvernement continuera à être inflexible face aux "saboteurs"³⁴⁷. Car la C.G.T. ne fait qu'encourager la violence contre les patrons, les autorités et l'armée³⁴⁸. Clemenceau a préparé un projet de loi visant à supprimer la C.G.T. Mais le conseil du Cabinet l'a rejeté, ce qui a eu, ajoute le Temps, pour résultat d'affaiblir davantage les lois en vigueur aux yeux de l'opinion publique. La République s'en trouve donc plus affaiblie et les révolutionnaires plus forts³⁴⁹. Le journal estime que d'une façon ou d'une autre, la C.G.T. doit être sinon abolie, du moins empêchée d'influencer les chambres syndicales dans le sens de la révolution. Pour y parvenir, il n'est pas nécessaire d'amender la loi de 1884, mais simplement de l'appliquer jusqu'au bout³⁵⁰.

346 Temps, 1906, 04.05.1B, s.a.

347 Temps, 1907, 01.05.1B, s.a.

348 Temps, 1907, 03.05.1B, s.a.

349 Temps, 1907, 05.05.1B, s.a.

350 Temps, 1907, 06.05.1C, s.a.

Les Débats redoutaient tout autant le syndicalisme révolutionnaire. Sachant bien que les syndicats révolutionnaires ne formaient qu'une minorité en France, le journal n'en était pas moins conscient de la puissance morale qu'ils avaient sur les ouvriers³⁵¹. En 1905, J. Bourdeau écrit que les socialistes jauressiens sont incapables de contrecarrer les effets dévastateurs de la C.G.T. et que, de toute façon, le jauressisme n'est qu'un "hybride" issu du syndicalisme anarchique et du parlementarisme républicain³⁵². En 1907, les Débats estiment que les idées de Jaurès n'ont rien de neuf: d'une part, il soutient un syndicalisme, cette forme modernisée des corporations d'Ancien Régime; d'autre part, il veut éliminer la liberté du travail en transformant l'Etat en une vaste Confédération générale du travail et ramener la France aux débuts de l'humanité, à un communisme autoritaire et barbare. Les socialistes sont d'autant plus à craindre qu'ils sont soutenus, pour des motifs électoraux, par les radicaux³⁵³. De son côté, la C.G.T. profite de cette soumission des radicaux aux socialistes pour accroître son influence sur les ouvriers. Les troubles du Nord, en 1906, sont le résultat de ces meutes de grévistes qui envahissent les usines et les chantiers et qui débauchent les travailleurs. D'ailleurs, parmi ces grévistes, on remarque "une assez forte proportion de purs

351 Débats, 1906, 12.04.1A, s.a. 1905, 02.05.1A, J. Bourdeau.

352 Débats, 1905, 01.05.1B, s.a.; 02.05.1A, J. Bourdeau.

353 Débats, 1907, 02.05.1A, s.a.

malandrins qui n'appartiennent à aucun métier"³⁵⁴. Les victimes de cette situation sont les "ouvriers véritables" qui, sous la menace, sont forcés de suivre les anarchistes³⁵⁵. Le syndicalisme et la grève ne sont pas en soi de mauvaises choses: il existe de bonnes raisons pour cesser le travail et remettre en question l'autorité patronale. Mais le mouvement de grèves actuel est stimulé avant tout par des intérêts politiques et révolutionnaires. Ce mouvement est donc éloigné des revendications immédiates des travailleurs. En outre, il baigne dans une atmosphère de violence et d'intimidations peu propice à la réconciliation des parties³⁵⁶. Avec de tels procédés, la cause ouvrière ne sera pas entendue. Les Débats admettent que les réclamations ouvrières ne doivent pas être rejetées en bloc; que la réduction des heures de travail, par exemple, est au fond très justifiable. Mais cette réduction ne peut se faire uniformément dans toutes les industries³⁵⁷. Heureusement, plus de travailleurs réalisent ce fait et restent sourds aux cris de guerre de la C.G.T.³⁵⁸

Le gouvernement doit leur venir en aide en s'attaquant à la "citadelle" du syndicalisme révolutionnaire, la Bourse du Travail³⁵⁹.

354 Débats, 1906, 12.05.1A, s.a.

355 Loc. cit.

356 Loc. cit.

357 Débats, 1906, 27.04.1A, s.a.; 12.05.1A, s.a.

358 Débats, 1906, 12.05.1A, s.a.

359 Débats, 1906, 11.05.1A, s.a.

En 1907, les Débats exigent du gouvernement qu'il prenne des mesures pour "mettre hors d'état de nuire et pour [...] obliger de rentrer dans la légalité" les révolutionnaires de la C.G.T. et des Bourses du Travail³⁶⁰. Sans nécessairement réviser la loi de 1884, le gouvernement doit forcer la C.G.T. à respecter ses limites légales³⁶¹. Ceci est d'autant plus urgent que les fonctionnaires publics se laissent tenter par le syndicalisme révolutionnaire. Beaucoup parmi eux n'ont pas caché leur désir de travailler à la ruine de l'Etat³⁶².

Le Siècle a pris une position moins pessimiste que les Débats et le Temps. Il pense que la C.G.T. ne saurait continuer longtemps à prêcher l'anarchie et la violence, car cette attitude ne cadre plus avec la réalité sociale et économique des travailleurs³⁶³. D'ailleurs, l'échec du Premier Mai de 1907 ne s'explique pas autrement:

Jusqu'à présent, à la veille des révolutions, on a toujours pu chanter le couplet de la misère et l'on a pu toujours trouver des gens qui attendaient d'un changement de régime leur pain.

Aujourd'hui, ceci n'existe plus. Les grévistes de la boulangerie gagnent 49 francs par semaine. Les grévistes de la limonade gagnent plus de 100 francs. Qui donc serait assez bête parmi eux pour risquer sa peau, sous prétexte d'améliorer des sorts semblables?

360 Débats, 1907, 01.05.1A, s.a.

361 Loc. cit.

362 Débats, 1907, 01.05.1A, s.a.; 03.05.1A, s.a.

363 Siècle, 1905, 01.05.1B, J. Cornély.

Les grévistes ont trop à perdre et pas assez à gagner pour ne pas se tenir tranquilles.³⁶⁴

Il est vrai que tout n'est pas encore parfait; les revendications qu'ont faites les ouvriers lors des Premier Mai sont là pour le prouver. En 1906, le Siècle est d'avis que le repos hebdomadaire doit être rétabli et les heures de travail, réduites. Bien sûr, les Trois-Huit, tels qu'exigés par la C.G.T., ne sauraient être mis en application. Mais cette idée n'est-elle pas avancée

pour indiquer seulement le devoir qui incombe aux patrons de ne pas abuser des forces des travailleurs, quitte à ce que, dans la pratique, le côté absolu des formules disparaisse pour ne laisser subsister que les habitudes imposées par la force même des choses.

Selon le journal, il est scientifiquement prouvé que la réduction des heures de travail n'affecte pas la production³⁶⁵. Mais le problème ne se pose pas au niveau des revendications ni au niveau de la condition ouvrière. Il se pose au niveau des chefs du syndicalisme révolutionnaire. La découverte du complot n'a-t-elle pas démontré l'existence d'éléments dangereux parmi eux, de gens qui sont prêts à trahir la cause ouvrière pour se lancer dans la contre-révolution?³⁶⁶ Et s'il ne s'agissait que de cela! La C.G.T. se trouve entre les mains des anarchistes. La question est

364 Siècle, 1907, 28.04.1B, J. Cornély.

365 Siècle, 1906, 03.05.1B, J. Cornély; 04.05.1B, J. Cornély; 02.05.1B, J. Cornély; 11.05.1B, J. Cornély. 1906, 07.05.1A, F. Dubief.

366 Siècle, 1906, 01.05.1B, Hector Depasse.

de savoir si l'anarchie parviendra à détruire la République ou si c'est la République qui vaincra les éléments de trouble³⁶⁷. Il est du devoir du gouvernement et des Républicains d'être vigilants et de supprimer l'anarchie dans les syndicats³⁶⁸. Ils doivent modifier la loi de 1884, non pas de façon à limiter l'action des syndicats, mais au contraire de façon à augmenter leur puissance:

Vous pouvez être certains qu'un syndicat groupé autour d'un coffre fort, qui contient de quoi subvenir aux besoins de ses membres, n'agira pas avec le sans-gêne et la légèreté d'une société qui, n'ayant pas le sou, n'a rien à perdre.

Et puis, enfin, si nous devons arriver à des négociations intersyndicales, n'est-il pas nécessaire que les syndicats ouvriers aient de quoi payer les dommages qu'ils pourraient causer aux syndicats patronaux, comme les syndicats patronaux ont de quoi payer les dommages qu'ils causeraient aux syndicats ouvriers?

Le remède à la situation actuelle n'est pas dans la compression; il est dans la liberté. Pour assagir les syndicats, le meilleur moyen n'est pas de leur enlever les avantages que leur confère la loi de 1884, le meilleur moyen est de développer ces avantages et d'amener les syndicats jusqu'à la personnalité civile.³⁶⁹

Cette façon de penser ne coïncide pas avec celle de la Presse. Alceste estime que la montée du syndicalisme révolutionnaire constitue un danger pour l'avenir de la République³⁷⁰, d'autant plus que la France est gouvernée par des "inconscients". Il est du devoir des citoyens de renverser électoralement les radicaux

367 Siècle, 1907, 29.04.1A, J.-L. de Lanessan.

368 Siècle, loc. cit.; 1907, 03.05.1B, J. Cornély.

369 Siècle, 1907, 06.05.1B, J. Cornély.

370 Presse, 1906, 08.04.1A, Alceste.

et de les remplacer par ceux qui peuvent éviter à la France des journées sanglantes comme celles de juin 1848: c'est-à-dire de les remplacer par les républicains nationalistes³⁷¹. La C.G.T. est entre les mains des anarchistes. Et la grève, qui est parfaitement légitime en elle-même lorsque aucune entente ne peut survenir entre patrons et ouvriers, est devenue une arme de destruction³⁷². D'ailleurs, parmi les anarchistes, ne retrouve-t-on pas des nihilistes russes, dont plusieurs sont Juifs? A l'occasion du Premier Mai de 1907, un Russe, "juif naturellement", a fait feu sur "les petits soldats français préposés au maintien de l'ordre". Alceste en profite pour ajouter:

Je ne suis pas antisémite, mais je suis bien obligé de constater que si l'on gratte la franc-maçonnerie, on trouve la juiverie, et que si l'on approfondit le nihilisme c'est encore la juiverie que l'on rencontre comme force organisatrice, directrice et agissante. Presque tous ceux qui persécutent en France et qui tuent en Russie vont chercher leur mot d'ordre en Israël qui est la tête et qui fournit les bras.³⁷³

Le Constitutionnel a également une vue pessimiste de la situation. En 1906, il évoquait nostalgiquement l'époque du Premier Empire, où Napoléon refusait de diviser la France en classes sociales³⁷⁴. Le drame de la France en ce début du XXe siècle réside dans

371 Presse, 1906, 23.04.1B, Alceste.

372 Presse, 1907, 20.04.1B, Alceste.

373 Presse, 1907, 04.05.1B, Alceste.

374 Constitutionnel, 1906, 29.04.1E, s.a.

ces séries de grèves qui annoncent la venue d'une terrible révolution³⁷⁵. Ces agents provocateurs, ces promoteurs de "fallacieuses utopies" qui trompent le peuple et le poussent à la haine³⁷⁶, ont

tellement accentué et aggravé le conflit entre le capital et le travail qu'à cette heure les ouvriers feignent de croire qu'il n'y a plus de conciliation possible entre ces deux forces devenues rivales et hostiles et qu'ils pensent résoudre le problème en supprimant un des deux termes.³⁷⁷

Les travailleurs n'ont plus qu'un seul but: jouir le plus rapidement possible et du plus de biens de la terre. C'est pourquoi ils en sont venus à croire si naïvement dans une anarchie qui ne peut guère leur offrir autre chose que la misère. Ce n'est pas la répression qu'il faut utiliser contre les ouvriers, mais les éduquer, leur inculquer des valeurs morales sûres³⁷⁸. En 1907, le calme de la manifestation a rassuré le Constitutionnel. Les travailleurs ont enfin compris qu'il ne faut rien attendre des révolutionnaires. Toutefois, ceci ne veut pas dire que la C.G.T. a cessé d'être dangereuse. Les républicains doivent maintenir leur vigilance contre les "pêcheurs en eau trouble": "liberté ne veut pas dire, n'a jamais voulu dire licence"³⁷⁹. Le Constitutionnel s'oppose à ce que la C.G.T. amène l'anarchie dans le fonctionnarisme: "En tout, il faut

375 Constitutionnel, 1906, 01.05.1A, s.a.

376 Constitutionnel, 1906, 03.05.3B, s.a.; 03.05.3E, s.a.

377 Constitutionnel, 1906, 13.05.1F, s.a.

378 Loc. cit.

379 Constitutionnel, 1907, 08.05.1E, s.a.

une mesure. Que chacun reste à sa place et se contente de ce que la raison, le bon sens, la loyauté, permettent d'accorder. Là, et là seulement, est la sagesse"³⁸⁰.

En résumé, tous les journaux condamnent l'action de la C.G.T. Non pas que le syndicalisme et les grèves soient de mauvaises choses en soi, mais parce qu'à la tête de la Confédération se trouvent des anarchistes qui font du syndicalisme une arme de destruction et de révolution. La Presse ajoute qu'au sein des anarchistes se trouvent des Juifs, donc des ennemis de la France. Tous les journaux s'entendent également pour demander que le gouvernement force la C.G.T. à respecter les limites de la loi. Le Siècle va jusqu'à proposer le renforcement financier des syndicats. Ainsi seront-ils moins tentés de prêcher la révolution. Ce n'est pas que les revendications soient à rejeter. Les Débats et le Siècle admettent le principe de la réduction des heures de travail. Mais ce n'est pas par la lutte des classes que les ouvriers obtiendront ce qu'ils demandent. Quoi qu'il en soit, il devient évident que les travailleurs se dégagent des griffes du syndicalisme révolutionnaire. Selon le Siècle, les conditions de vie des ouvriers ne leur permettent plus de s'engager dans la révolution. Malgré tout, le syndicalisme révolutionnaire demeure un danger et c'est pourquoi le gouvernement doit limiter son champ d'action. Le Temps, les Débats et le Constitutionnel souhaitent tous trois que l'on interdise l'accès des fonctionnaires au syndicalisme, afin d'éviter l'anarchie dans les

380 Constitutionnel, 1907, 08.05.1E, s.a.

services de l'Etat. En outre, le Constitutionnel propose d'accroître l'éducation morale des ouvriers pour les éloigner de ce matérialisme grossier qui en fait des proies pour les anarchistes de la C.G.T. Quant à la Presse, elle place la solution dans un changement de gouvernement: les républicains nationalistes sont beaucoup mieux en mesure de faire respecter la loi que les radicaux.

° ° °

De 1905 à 1907, l'attitude des journaux confirme d'abord un trait politique important: l'affermissement du régime républicain. Certes, comme en 1890-91 et pendant l'affaire Dreyfus, une menace subsistait. Mais en 1890-91, on craignait la montée du socialisme international et l'on redoutait tout élément de violence qui aurait pu nuire à la République et donner des arguments à la réaction et aux boulangistes. Pendant l'affaire Dreyfus, l'échauffement des esprits semblait favorable à un coup d'Etat de la part des extrémistes de droite. De 1905 à 1907, ces conditions n'existaient plus: le socialisme international était remplacé par le syndicalisme révolutionnaire, donc par un mouvement français. Et la menace à l'extrême droite s'était dissipée, au point même que le Temps, les Débats et la Presse ont jugé ridicule l'idée du complot en 1906. Le Siècle lui-même ne semblait pas y croire tout à fait.

Le régime républicain apparaissait plus solide que jamais. Les socialistes eux-mêmes, sous l'influence de Jaurès, s'y intégraient. Bien sûr, il y avait la menace du syndicalisme révolutionnaire. Mais, comme l'a indiqué le Siècle en 1907, les travailleurs

dont la vie matérielle s'améliorait de plus en plus commençaient à s'en désintéresser. Puisque le régime était fort, "une bonne hygiène", comme l'écrivait le Temps en 1906, pouvait très bien venir à bout de l'anarchie syndicale. Certes, nos journaux n'ont guère apprécié le retard que le ministère Clemenceau-Sarrien a mis à adopter une attitude rigide face au mouvement de grèves. Mais, une fois que le gouvernement s'est ressaisi, le Temps, le Siècle et le Constitutionnel l'ont félicité de son attitude. Par contre, les Débats et la Presse, feuilles antiradicales, ont continué de douter de l'efficacité des radicaux car ceux-ci leur semblaient trop attentifs aux moindres désirs des socialistes.

Donc, malgré son caractère menaçant, le syndicalisme révolutionnaire apparaissait moins dangereux que le socialisme internationaliste de 1890-91. On se sentait plus en mesure de le contrôler. Mais tous reconnaissaient qu'il pourrait devenir plus fort et plus néfaste si les autorités n'intervenaient pas. En plus d'assurer l'ordre dans les manifestations et les grèves, nos journaux demandaient au gouvernement de forcer la C.G.T. à respecter la loi de 1884 et de l'empêcher de s'étendre du côté du fonctionnarisme. Seul le Siècle a proposé d'accroître le pouvoir financier des syndicats; ainsi n'oseraient-ils plus préconiser la révolution. Cette remarque du Siècle mérite d'être retenue, car elle contrastait avec l'attitude des autres journaux. Cornély, au fond, proposait d'appliquer les articles 14 et 15 du programme du Parti Radical: pour lui, le syndicalisme révolutionnaire n'allait disparaître que si l'on encourageait l'essor des syndicats. Les autres journaux proposaient

un moyen moins subtil pour en finir avec l'anarchie syndicale: l'attaquer sur son propre terrain, la violence et l'action directe. En d'autres mots, prolonger cette attitude qui approfondissait les divisions politiques déjà très marquées en France. Le syndicalisme révolutionnaire leur paraissait comme une maladie dans un corps sain. Il est vrai que les conditions économiques et politiques se prêtaient bien à ce genre d'interprétation. On était en pleine reprise économique et la République se stabilisait.

Outre cette confiance accrue dans la force des institutions républicaines, l'attitude des journaux révélait une autre caractéristique importante: la normalisation, dirait-on de nos jours, du syndicalisme et de la grève. Face à la montée du syndicalisme révolutionnaire, on aurait pu attendre de nos journaux qu'ils remettent en question le bien-fondé de la loi de 1884. Au contraire, tous ont admis la légitimité pour l'ouvrier de se syndiquer et d'entrer en grève lorsqu'il ne pouvait s'entendre avec le patron. Ce qu'ils refusaient, c'était que l'ouvrier fît de la politique en agissant de la sorte. Il est intéressant de noter que les revendications ouvrières, plus particulièrement les Trois-Huit, n'ont pas fait l'objet d'attaques rigoureuses et systématiques comme ce fut le cas en 1890-93. Le Temps, la Presse et le Constitutionnel n'en ont même pas parlé à l'occasion du Premier Mai. De son côté, le Siècle a justifié la signification des Trois-Huit et, en 1906, revendiqué le repos hebdomadaire. Les Débats eux-mêmes ne se sont pas opposés au principe d'une réduction des heures de travail. En somme, les journaux ont renoncé à l'idée de la liberté absolue du travail et accepté

le syndicalisme comme pratique courante de la vie industrielle. Cette attitude confirme donc que nos quotidiens ont accepté la spécificité du monde ouvrier. Le travailleur n'était plus le simple citoyen libre des années 1890-93, mais celui qui connaissait des problèmes de travail n'ayant rien à voir avec ses droits politiques. Toutefois, les journaux indiquaient que ces problèmes ne devaient pas être résolus par une action politique, mais pas une action strictement syndicale. Le monde ouvrier devenait une réalité concrète. L'accroissement du nombre de travailleurs et leur concentration ont contribué à ce changement d'attitude. En constatant ce fait, nos journaux ont cherché à dépolitiser les questions du travail. Désormais, selon eux, ces questions allaient trouver leurs solutions dans les cadres mêmes du régime républicain. Mais l'essentiel était d'empêcher qu'elles ne deviennent politiques et surtout révolutionnaires.

Enfin, si le Premier Mai lui-même n'a pas rassuré nos journaux, il ne les a plus effrayé comme en 1890-91. Certes, on y voyait encore une étape vers une révolution éventuelle ou un signe annonçant cette révolution. Mais si l'on excepte le Constitutionnel en 1906, tous estimaient que le véritable danger ne résidait pas dans le Premier Mai. Il était en effet relativement aisé pour les autorités d'en contrecarrer la violence et les bagarres. Les syndicalistes eux-mêmes se sont aperçus qu'il ne fallait pas trop espérer de résultats immédiats de cette manifestation. Cependant, après 1907, ils ont tenu à conserver le Premier Mai à cause de son caractère symbolique de solidarité ouvrière et en espérant qu'il réunirait

des masses de plus en plus importantes de travailleurs. Ce ne fut pas le cas.

D. Le Premier Mai perd son prestige (1908-1914)

Le syndicalisme révolutionnaire a connu son apogée en 1906-07. La charte d'Amiens en fut le point culminant. De 1908 à 1914, la C.G.T. entre en crise. Les relations entre la Confédération et le gouvernement étaient déjà très tendues en 1907. En 1908, les incidents de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges transforment ces relations en un conflit ouvert. On connaît la suite: le gouvernement sort victorieux de cette guerre sociale, tandis que le syndicalisme révolutionnaire perd son influence et entre en déclin. Pendant ce temps, le S.F.I.O. augmente ses effectifs et le nombre de ses députés à la Chambre. Pour nos journaux, le véritable danger révolutionnaire vient désormais de ce côté.

De 1908 à 1914, le Premier Mai, malgré les efforts de ses organisateurs, échoue lamentablement — en 1910 en particulier. La manifestation passe graduellement au second plan, au point même que les journaux ne s'en occupent presque plus en 1913 et 1914. L'efficacité de l'action gouvernementale rendit inutile le Premier Mai. Les journaux en parlaient encore avec une certaine crainte de 1908 à 1912, mais ils s'en servaient également comme un argument électoral pour attaquer ou soutenir le ministère au pouvoir³⁸¹.

³⁸¹ L'exemple le plus frappant est l'attitude de la Presse en 1911: afin de porter préjudice au ministère d'Ernest Monis, ce journal a énormément insisté, dans ses articles et ses informations, sur la violence qu'il y a eu le 1er mai.

De 1908 à 1912, le Temps a continué ses attaques contre le syndicalisme révolutionnaire et Jaurès. Puis, s'engageant dans une ligne de plus en plus patriotique et de droite, il a soutenu la loi des trois ans de service militaire et combattu l'impôt sur le revenu. Le succès des socialistes unifiés en 1914 l'a beaucoup inquiété. Le Journal des Débats a maintenu sa ligne conservatrice contre le syndicalisme révolutionnaire, les socialistes et les radicaux. Il a combattu successivement Clemenceau, Briand, Monis, Caillaux et Doumergue. Comme le Temps, il fut en faveur de la loi des trois ans et contre l'impôt sur le revenu. Le Siècle, de 1908 à 1911, a soutenu les radicaux et s'en est pris à la C.G.T. et aux socialistes qu'il comparait aux extrémistes de droite. En 1911, il s'est opposé au ministère de Monis³⁸². La Presse s'est maintenue du côté des nationalistes républicains; donc elle s'est montrée très antiradicale et antisocialiste. En 1914, la victoire de la S.F.I.O. et des radicaux constitua pour elle un échec du patriotisme et une trahison à la France³⁸³. Mais il a fallu renoncer à poursuivre l'étude du Constitutionnel. En effet, les microfilms que nous possédons de ce journal deviennent très incomplets à partir de 1908. Nous n'avons pu retrouver aucun article concernant le Premier Mai.

382 Nous avons dû limiter nos recherches de 1908 à 1911 en ce qui concerne le Siècle. Nous ne possédons pas les microfilms pour les années 1912-1914.

383 Presse, 1914, 01.05.1A, Alceste.

Notre analyse de cette période comporte deux thèmes: l'échec du Premier Mai et l'attitude du gouvernement d'une part; le syndicalisme, le socialisme et les ouvriers ensuite.

1. L'échec du Premier Mai et l'attitude du gouvernement

De 1908 à 1914, l'ampleur du Premier Mai déclina. Si au départ il suscita encore quelque inquiétude, ce ne fut plus le cas à la veille de la guerre.

Le Temps en 1908 félicite l'attitude du gouvernement face à la manifestation, tout en soulignant que les socialistes, pour des motifs électoraux, n'ont pas osé encourager le désordre lors du Premier Mai³⁸⁴. En outre, le journal affirme que les ouvriers ont compris que "ce n'est pas en se croisant les bras un jour par an que l'on modifiera le cours de l'histoire"³⁸⁵. Ensuite, le Temps conserve la même attitude: de 1909 à 1911, il félicite hautement Clemenceau et Monis d'avoir pris des mesures pour "maintenir l'ordre public et [...] assurer le règne de la loi"³⁸⁶. En même temps, il remarque une désaffection chez les ouvriers à l'endroit du Premier Mai. En 1909, il note que les fonctionnaires ont plus manifesté le 1er mai que les ouvriers³⁸⁷. Le "bon sens français" a repris le

384 Temps, 1908, 03.05.1B, s.a.

385 Loc. cit.

386 Temps, 1910, 29.04.1B, s.a.; 02.05.1C, s.a. 1911, 29.04.1C, s.a.; 30.04.1D, s.a.; 03.05.1C, s.a.

387 Temps, 1909, 03.05.1B, s.a.

dessus chez les prolétaires. Leur situation matérielle s'est à ce point améliorée que les désordres et les "grèves inconsidérées" ne les intéressent plus³⁸⁸. Ils ont compris que la C.G.T. n'avait d'autre but, le 1er mai, que "d'ennuyer, de vexer et de terroriser un peu la population"³⁸⁹. Même lorsque les socialistes et les syndicalistes déclarent vouloir manifester pacifiquement, qu'est-ce qui permet de croire que certains éléments anarchistes n'en profiteront pas pour semer la pagaille? N'est-ce pas ce qui est arrivé lors du Premier Mai de 1911?³⁹⁰ Quoi qu'il en soit, ceux qui refusent de manifester sont de plus en plus nombreux. C'est pourquoi, en 1912, la C.G.T. s'est sentie obligée d'inviter les écoliers à chômer le 1er mai: désormais, la Confédération a décidé d'endoctriner la jeunesse, de lui donner toutes les justifications théoriques pour faire de l'école buissonnière³⁹¹.

Les Débats ont constaté que le Premier Mai perdait d'année en année de son prestige. Toutefois, de 1908 à 1910, ils ont demandé au gouvernement d'appliquer sans faiblesse des mesures d'ordre, car il se trouve des "hommes qui sont toujours prêts à profiter de toute occasion pour troubler l'ordre dans la rue"³⁹². On peut aussi trouver des personnes dont l'esprit a été échauffé par les discours

388 Temps, 1910, 30.04.1B, s.a.; 02.05.1E, s.a.

389 Temps, 1910, 02.05.1C, s.a.

390 Temps, 1911, 30.04.1B, s.a.; 03.05.1C, s.a.

391 Temps, 1912, 02.05.1C, s.a.

392 Débats, 1908, 01.05.1B, s.a.; 03.05.1A, s.a.

tenus à la Bourse du Travail ou par la C.G.T. et qui se sont promis d'être violents le 1er mai³⁹³. Le gouvernement ne peut pas laisser les manifestants agir comme ils l'entendent. Certains répondront qu'en Angleterre les ouvriers sont beaucoup plus libres de manifester qu'en France. Mais en Angleterre, il n'y a "ni apaches, ni anarchistes, ni même les amis de M. Hervé" et les tempéraments ne sont pas les mêmes qu'en France³⁹⁴. En 1910, les Débats n'hésitent pas à féliciter le gouvernement Briand des mesures qu'il a prises³⁹⁵. Par contre en 1911, les choses se présentent sous un tout autre aspect. Selon les Débats, Monis a accédé au pouvoir grâce à l'appui des socialistes. Il a donc eu la tâche facile le 1er mai. L'Union des Syndicats a annoncé que la manifestation se déroulerait dans le calme. Il est vrai, ajoute le journal, que le Premier Mai fut terne les années précédentes et que de toute façon, il l'aurait été en 1911³⁹⁶. Néanmoins le gouvernement a décidé de ne pas autoriser la manifestation, ce qui est bien³⁹⁷. Cette décision, cependant, a dû être pénible à prendre, car elle a éloigné momentanément Monis de ses amis socialistes. Et lorsque ceux-ci, Jaurès en tête, sont allés voir le président du Conseil pour protester, on a assisté à un spectacle bizarre, à "une comédie subtile". Chacun, pendant

393 Débats, 1909, 30.04.1A, s.a.

394 Débats, 1910, 30.04.1A, s.a.

395 Débats, 1910, 03.05.1A, s.a.

396 Débats, 1911, 22.04.1B, s.a.

397 Débats, 1911, 30.04.1A, s.a.

vingt-quatre heures, a oublié ses alliances politiques et a joué son rôle: "le 1er mai, les socialistes doivent être contre le ministère, et le ministère contre les socialistes. C'est un rite"³⁹⁸. Finalement, la manifestation passée, Monis, "le visage émerveillé", s'est réjoui de ce que ses "camarades de la C.G.T." n'ont pas été trop bruyants. Mais, n'en déplaise au président du Conseil, il y a eu de la violence le 1er mai. Il est vrai que si autrefois la violence était mal vue en France, ce n'est plus le cas désormais: "Nous sommes comme un malade qui attacherait moins d'importance aux manifestations de sa maladie à force de les voir se répéter"³⁹⁹. En 1912 et en 1913, le Premier Mai fut calme. De même que celui de 1914, dont on n'aurait pas parlé si le ministère Doumergue n'avait donné congé le 1er mai aux employés de l'Etat:

La fête du travail a depuis longtemps sombré dans une morne indifférence. Pour essayer de la ressusciter, le gouvernement a décidé de donner congé aux ouvriers et employés des établissements de l'Etat qui auraient le désir de se joindre aux trop maigres manifestations prévues. Les socialistes, qui n'aiment pas à paraître reconnaissants parce que l'ingratitude à l'égard des radicaux leur a toujours merveilleusement réussi, affectent de ne savoir aucun gré à M. Doumergue de sa délicate attention. L'Hu-manité admet pourtant que "la reconnaissance officielle du premier mai est pour nous (socialistes) une satisfaction que nous ne chercherons pas à dissimuler." Mais elle demande davantage: elle réclame la libération, à l'occasion de cette nouvelle fête nationale, des détenus politiques. Ce sera pour l'an prochain sans doute.⁴⁰⁰

398 Débats, 1911, 01.05.1C, s.a.

399 Débats, 1911, 03.05.1A, s.a.

400 Débats, 1914, 01.05.1B, s.a.

Tout ce qu'il faut espérer, dans ces conditions, c'est que le gouvernement ne supprime pas "cette élémentaire prudence" de prendre des précautions pour assurer le maintien de l'ordre public le 1er mai⁴⁰¹. On n'est sûr de rien, car les radicaux sont désormais bien soumis à tous les caprices des socialistes⁴⁰². En dépit de ces points noirs, les Débats se réjouissent de la chute du Premier Mai. En 1908, les syndicalistes et les socialistes n'ont pas osé, pour des motifs électoraux, faire de manifestation tumultueuse⁴⁰³. En 1909, les Débats constatent que la "fête du travail" perd de son éclat, que les travailleurs s'en désintéressent⁴⁰⁴. Par contre, ils regrettent que nombre de fonctionnaires ont participé à la manifestation⁴⁰⁵. En 1910, le journal félicite les "braves travailleurs" qui ont refusé de manifester et en ont eu assez de "payer les pots cassés" lors des grèves, notamment de celle de Draveil⁴⁰⁶. En 1912, les Débats attribuent l'échec du Premier Mai aux travailleurs qui délaissent "ces vaines démonstrations". Il est toutefois juste de remarquer, poursuivent-ils, que le Premier Mai, cette année-là, n'occupe pas la vedette: la "bande à Bonnot" préoccupait davantage les esprits. De toute façon, il n'y a pas ce "sentiment général de

401 Débats, 1914, 01.05.1B, s.a.

402 Débats, 1914, 02.05.1A, s.a.

403 Débats, 1908, 03.05.1A, s.a.

404 Débats, 1909, 23.04.1C, s.a.

405 Débats, 1909, 03.05.1A, s.a.

406 Débats, 1910, 03.05.1A, s.a.; 01.05.1A, s.a.

crainte ou de malaise, d'abandon de soi-même" qu'implique le succès de ce genre de manifestation⁴⁰⁷. C'est peut-être parce qu'ils prévoyaient peu de participants que les organisateurs du Premier Mai ont imaginé une grève d'écoliers: "ainsi en a décidé la C.G.T. qui s'entend à cultiver la graine d'émeutiers"⁴⁰⁸.

La Presse, en 1908, n'a pas accordé d'article au Premier Mai⁴⁰⁹. En 1909 et 1910 par contre, le Premier Mai ne lui inspire guère confiance: malgré les apparences pacifiques que les organisateurs veulent donner à la manifestation, il n'est pas impossible que le Premier Mai cache "quelques surprises"⁴¹⁰. De toute façon, cette manifestation est symptomatique d'une menace révolutionnaire qui plane au dessus de la société⁴¹¹. Le gouvernement doit toujours être en mesure de maintenir la paix publique lors du Premier Mai: on ne sait jamais, un incident peut dégénérer en violence⁴¹². En 1910, Briand a réagi comme il le fallait. Mais ce n'est pas une raison, selon la Presse, pour se pâmer d'admiration devant lui et le présenter comme un sauveur de la patrie. Après tout, il n'a fait

407 Débats, 1912, 01.05.1C, s.a.; 03.05.1B, s.a.

408 Débats, 1912, 01.05.1C, s.a.

409 Il ne faut pas oublier que l'information primait sur les articles dans ce journal. Etant donné que l'on ne publiait qu'un court article de tête par numéro, les événements les plus importants recevaient la priorité, ce qui n'était pas le cas du Premier Mai cette année-là.

410 Presse, 1909, 01.05.1A, s.a.

411 Presse, 1909, 03.05.1D, Alceste.

412 Presse, 1910, 01.05.1C, Alceste. 1911, 02.05.1D, Alceste; 03.05.1D, Alceste.

que son devoir⁴¹³. En 1911, le problème est différent: pourquoi Monis tient-il à sauvegarder l'ordre public le 1er mai, alors qu'en d'autres occasions il s'est montré l'ami des révolutionnaires? Le but est facile à découvrir: "c'est de rester au pouvoir tout simplement"⁴¹⁴. En 1914, Doumergue a décidé de "faciliter" la tâche de la C.G.T. en donnant congé aux employés de l'Etat le 1er mai: "mais alors que signifieront les mesures d'ordre et de répression que prendra le même gouvernement contre les chômeurs du 1er mai?" N'est-ce pas un peu étrange?⁴¹⁵ Il est vrai que depuis le fiasco de 1910, le Premier Mai n'offre plus grand intérêt pour personne. En 1910, le spectacle manqué au Bois de Boulogne a fait "baisser les actions de la Confédération à la Bourse du Travail et monter celles des sociétés financières à l'autre Bourse"⁴¹⁶. En 1911, il est devenu évident que les travailleurs sont fatigués de participer au Premier Mai, même si les idées révolutionnaires progressent grâce à la complaisance du gouvernement⁴¹⁷. Et en 1912, il ne fait plus de doute que le 1er mai "le chômage est nul ou insignifiant"; même si cela ne signifie malheureusement pas la fin du collectivisme⁴¹⁸.

413 Presse, 1910, 01.05.1C, Alceste; 03.05.1C, Alceste.

414 Presse, 1911, 28.04.1C, Alceste.

415 Presse, 1914, 29.04.1B, s.a.

416 Presse, 1910, 03.05.1C, Alceste.

417 Presse, 1911, 02.05.1D, Alceste; 02.05.1D, Alceste.

418 Presse, 1912, 03.05.1B, Alceste.

Mais la situation est tellement désespérée en ce qui concerne le Premier Mai que la C.G.T. n'a pas hésité à faire chômer les écoliers⁴¹⁹.

Le Siècle note lui aussi que le Premier Mai perdait de son ampleur. En 1908, il explique ce déclin par le changement d'attitude des patrons et par l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs⁴²⁰. En 1909, il constate avec satisfaction que les postiers, qui sont tombés en grève en mars, ont résisté aux "excitations" de la C.G.T. et ont refusé de participer au Premier Mai. C'est là un signe que le syndicalisme révolutionnaire intéresse moins les ouvriers et les fonctionnaires⁴²¹. L'année suivante, le Siècle fait la même observation: l'échec de la manifestation montre que les travailleurs "préfèrent laisser le "coup de force" au compte des Royalistes"⁴²². Enfin, en 1911, le journal se réjouit de ce que "les ordres de la C.G.T. n'ont pas été obéis par ses adhérents"⁴²³. Néanmoins, de 1908 à 1914, il n'a pas cessé de réclamer des mesures d'ordre des autorités et à les féliciter lorsqu'elles en prenaient. Car il y allait de l'honneur et de la liberté de la République⁴²⁴. Après la manifestation de 1911, cela n'empêche pas

419 Presse, 1912, 03.05.1B, Alceste.

420 Siècle, 1908, 03.05.1A, J.-L. de Lanessan.

421 Siècle, 1909, 25.04.1A, J.-L. de Lanessan.

422 Siècle, 1910, 03.05.1D, s.a.

423 Siècle, 1911, 04.05.1A, J.-L. de Lanessan.

424 Siècle, 1908, 03.05.1A, J.-L. de Lanessan. 1910, 01.05.1D, s.a.; 03.05.1D, s.a. 1911, 01.05.1D, J.-L. de Lanessan.

le Siècle de souligner que ce n'est pas la "force seule" qui viendra à bout des révolutionnaires; que les contacts entre l'armée et les manifestants ne sont pas souhaitables: les incidents violents qui ont eu lieu le 1er mai rappellent les émeutes qui éclatèrent sous la monarchie de Juillet et qui ont mené tout droit au renversement du régime. C'est pourquoi il importe "de doter enfin la France d'une administration et d'une législation assez libérales pour que tous les citoyens s'y soumettent pas raison et non par force". On évitera ainsi le contact brutal entre l'armée et les foules⁴²⁵.

En résumé, nos journaux ont tous observé que le Premier Mai perdait son prestige auprès d'ouvriers qui en ont assez de manifester au risque de perdre leur emploi. N'est-il pas significatif que la C.G.T., en 1912, s'est vue obligée de mobiliser les écoliers le 1er mai? Tous ont constaté que le Premier Mai, surtout de 1908 à 1911, ne fut pas exempt de violence et que le gouvernement a dû réagir. Si le Temps et le Siècle ont félicité Clemenceau, Briand et Monis pour leur attitude, il n'en a pas été de même chez les deux autres journaux: certes, les Débats ont approuvé Briand, mais ils se sont sentis obligés de rappeler les relations que Monis avait avec les socialistes et ont expliqué que c'est à contrecœur que le président du Conseil a interdit la manifestation. La Presse de son côté, n'a félicité ni Briand ni Monis: le premier n'a fait que ce

⁴²⁵ Siècle, 1911, 04.05.1A, J.-L. de Lanessan; 05.05.1A, J.-L. de Lanessan.

qu'il devait faire et le second tenait à conserver le pouvoir. Si le Siècle, qui ne soutenait pas Monis, l'a tout de même félicité de son attitude en 1911, il fait remarquer que la force seule ne suffit pas pour éliminer des idées révolutionnaires: qu'elle peut être dangereuse et qu'il faut rendre les institutions plus libérales. En 1914, les Débats et la Presse ont trouvé aberrante la décision du gouvernement d'accorder le congé aux employés de l'Etat le 1er mai. Par contre, le Temps n'en a pas parlé.

Il va de soi que l'attitude adoptée par les journaux s'accompagnait d'une prise de position vis-à-vis des mouvements socialiste et syndicaliste. Quelle était cette prise de position?

2. Le syndicalisme, le socialisme et les travailleurs

De 1908 à 1914, le syndicalisme révolutionnaire a perdu beaucoup de son poids. En retour, la S.F.I.O. est devenue plus forte. Comment nos journaux ont-ils réagi à ces changements?

En 1908, le Temps note qu'entre la S.F.I.O. et la C.G.T. il existe une unité de vues et de buts. Jaurès, naguère "du côté des "bourgeois", s'est désormais rangé "du côté des assaillants révolutionnaires", et les socialistes font cause commune "avec les saboteurs et les antipatriotes"⁴²⁶. En 1909, le journal traite Jaurès de "courtisan de la démagogie": cherchant à se placer entre les radicaux de la Chambre et les révolutionnaires de la C.G.T., il risque d'entraîner le gouvernement dans les griffes de l'anarchie

426 Temps, 1908, 02.05.1C, s.a.

syndicale, ce qui serait évidemment dangereux. Le journal admet cependant que les militants syndicalistes se méfient de Jaurès⁴²⁷. En 1911, le quotidien conserve les mêmes sentiments à l'égard de Jaurès et des socialistes. Si la France leur donnait le pouvoir, ce serait "la fin de tout". Au ministère Monis, il donne la voie à suivre:

Vous serez des hommes de gouvernement exactement dans la mesure où vous résisterez à M. Jaurès. C'est une chance d'avoir devant soi ce critérium infaillible. Usez-en. N'écoutez pas ce mandarin paradoxal qui soutient la barbarie en France, la barbarie au Maroc, la barbarie partout. Si vous reculez, au dedans ou au dehors, pour lui faire plaisir, vous êtes perdus. Et il ne vous sauvera pas. Il a déjà compromis beaucoup de monde: esclave de l'anarchie, il ne pourra jamais sauver rien ni personne de ses exigences ou de ses griffes.⁴²⁸

En 1912, le Temps dénonce l'anticolonialisme des socialistes: ils prétendent que "notre élan colonial" est une honte de la civilisation. Mais la colonisation n'est-elle pas l'occasion de stimuler l'industrie nationale en vendant des rails et des locomotives? Les socialistes sont "plus préoccupés de créer une nouvelle religion que de procurer des profits directs et immédiats à la classe ouvrière"⁴²⁹. En 1913, les socialistes se sont opposés à la loi des trois ans: ils ont prouvé une fois de plus leur antipatriotisme injurieux et humiliant⁴³⁰. Enfin, en 1914, après avoir dit que les

427 Temps, 1909, 02.05.1C, s.a.

428 Temps, 1911, 29.04.1C, s.a.

429 Temps, 1912, 03.05.1D, s.a.

430 Temps, 1913, 03.05.1B, s.a.

socialistes ne sont plus ce qu'ils étaient en 1890, qu'ils sont beaucoup plus efficaces et plus intelligents - n'ont-ils pas remporté un succès sans précédent aux dernières élections? -, le Temps dénonce la soumission des radicaux à leur égard. Les socialistes n'ont qu'à désirer pour que leur désir devienne un ordre. Par exemple, en 1890, ils réclamaient les Trois-Huit; en 1914, "ils ont presque obtenu satisfaction"⁴³¹. Le journal est tout aussi hostile au syndicalisme révolutionnaire. En 1909, il avertit ses lecteurs que la France est en train de tomber entre les mains des barbares de la C.G.T.:

Il est nécessaire que le gouvernement mette fin au gâchis dans lequel le flot montant du syndicalisme révolutionnaire a fini par plonger le pays. Cela est nécessaire parce que l'insécurité, qui est la conséquence des entreprises incessantes dirigées contre l'ordre public, paralyse le travail national et compromet la prospérité matérielle de la France. Cela est nécessaire encore - et peut-être davantage - parce que l'état d'anarchie dans lequel nous paraissions vivre aux yeux de l'étranger ne peut que discrediter la République française au dehors en donnant l'impression qu'elle est incapable d'assurer désormais non seulement le développement, mais même le maintien des forces que plus de trente ans d'efforts continus avaient eu tant de peine à reconstituer. Pour pouvoir, le cas échéant, faire entendre sa voix dans le monde, la France a besoin qu'on sente derrière ses gouvernants, lorsqu'ils parlent en son nom, la cohésion de ses citoyens, unis dans un même sentiment patriotique, et la possibilité de manifester ce sentiment d'une manière efficace. Or, qui oserait soutenir qu'avec toutes ces grèves violentes, fomentées par les antipatriotes de la C.G.T. et ces révoltes de fonctionnaires prêts à déchirer l'Etat de leurs propres mains - de ces mains mêmes qui ne devraient s'employer qu'à le servir - la force morale et matérielle de notre pays n'apparaît pas à nos amis aussi bien qu'à nos ennemis comme en voie de se dissoudre?⁴³²

⁴³¹ Temps, 1914, 02.05.1E, s.a.

⁴³² Temps, 1909, 30.04.1B, s.a.

Cette situation révolte d'autant plus le journal que la C.G.T. fait des progrès incessants. Sa dernière proie a été la fonction publique. Dès 1908, le Temps déplore l'agitation qui règne chez les fonctionnaires⁴³³. En 1908 et 1909, ces derniers se sont montrés plus actifs que les ouvriers lors du Premier Mai: "C'est le monde renversé"; ceux de qui l'on attend un comportement calme et digne se sont montrés les plus excités le 1er mai. Le gouvernement doit "arracher à l'anarchie définitive un service public [les P.T.T.] qui est un des éléments essentiels de la vie nationale"⁴³⁴. Heureusement de 1910 à 1914, les Premier Mai ont pour ainsi dire échoué. En 1910, il est manifeste que la C.G.T. n'a d'autre but, lors du Premier Mai, que de terroriser la population. Mais vu que le gouvernement lui a interdit l'accès du Bois de Boulogne, la Confédération a préféré ne rien faire du tout. "Ce sont des âmes charmantes"⁴³⁵. En 1911 cependant, le Temps est plus craintif à l'égard de la C.G.T.: étant donné qu'elle a préféré les actes aux discours houleux des socialistes, le journal a redouté que le Premier Mai ne devienne "un bon entraînement, quelque chose comme les grandes manoeuvres préparatoires à la guerre civile et à la révolution sociale". Heureusement, le gouvernement a pu "tenir la barbarie en respect", ce qui ne veut cependant pas dire

433 Temps, 1908, 03.05.1B, s.a.

434 Temps, 1909, 03.05.1B, s.a.

435 Temps, 1910, 02.05.1C, s.a.

qu'elle soit morte⁴³⁶. En 1912, le Temps retrouve son optimisme: l'échec de la manifestation a enfin montré que les travailleurs, conscients de l'évolution économique de la France et des avantages matériels qu'ils en ont tiré, secouent le joug de la "tyrannie" syndicale⁴³⁷. Même chose en 1914: les ouvriers savent que "la République n'a pas un coeur de marâtre" et c'est pourquoi ils délaissent les syndicalistes révolutionnaires et refusent de manifester le Premier Mai; "la C.G.T. ne fait plus recette"⁴³⁸. De toute façon, dès 1908, le Temps estime que les ouvriers commencent à s'apercevoir que le monde ne se transforme pas en une seule journée et que "la venue d'un messie syndicaliste" n'est pas pour demain⁴³⁹. En vérité, on ne réforme pas ce que l'on veut et comme on le veut. Toute réforme sociale se paye par les contribuables, y compris les travailleurs. Par exemple, les Trois-Huit réclamés par Pouget entraîneront avec eux tout un processus qui conduira à l'augmentation générale des prix et les premières victimes de ce changement seront les ouvriers eux-mêmes. "D'où il faut conclure qu'on ne doit s'engager qu'avec prudence dans la voie des changements d'ordre économique et social"⁴⁴⁰.

Les Débats ne sont pas plus favorables aux socialistes et aux syndicalistes révolutionnaires que le Temps. En 1908, ils

436 Temps, 1911, 03.05.1C, s.a.

437 Temps, 1912, 03.05.1D, s.a.

438 Temps, 1914, 02.05.1E, s.a.

439 Temps, 1908, 03.05.1B, s.a.

440 Temps, 1908, 28.04.1B, s.a.

estiment impérieux que les Français luttent "énergiquement", non seulement contre "les agitateurs antimilitaristes et révolutionnaires [...] qui professent tout haut leurs abominables doctrines, mais contre les gens qui, en les désavouant parfois timidement du bout des lèvres, n'ont pas le courage de se séparer d'eux"⁴⁴¹.

Les Débats proposent de fermer les Bourses du Travail. Certes, les révolutionnaires s'agitent ailleurs, "mais au moins, ils ne le feraient plus aux frais des contribuables et en abusant de l'hospitalité municipale"⁴⁴². En 1909, le journal poursuit son attaque contre la C.G.T.: ne représentant tout au plus que 500 000 travailleurs, la Confédération s'adresse à "tous" les ouvriers français et leur recommande la guerre contre les patrons. Il ne faut pas la laisser agir⁴⁴³. D'autant plus que sa mauvaise influence pénètre dans le fonctionnarisme. Le gouvernement doit empêcher cela, sinon "la désorganisation et l'anarchie" apparaîtront dans les cadres mêmes de l'Etat⁴⁴⁴. De nombreux fonctionnaires ne veulent pas se syndiquer. Le gouvernement doit donc les protéger contre les grévistes⁴⁴⁵. En 1910, le journal, à l'occasion du Premier Mai, renouvelle ses attaques contre la C.G.T.:

441 Débats, 1908, 03.05.1A, s.a.

442 Loc. cit.

443 Débats, 1909, 23.04.1C, s.a.

444 Débats, 1909, 23.04.1C, s.a.; 03.05.1A, s.a.

445 Débats, 1909, 04.05.1A, s.a.

Qu'il y ait une Confédération générale du travail, c'est une de ces énormités dont il est bon que le 1er mai ou quelques événements de ce genre ravivent le souvenir; le seul examen des prétendus Syndicats qui la composent ferait éclater son illégalité. Tout le monde le sait, au surplus, et au lendemain de la journée révolutionnaire de Draveil, les radicaux eux-mêmes réclamaient contre elle des mesures sévères, c'est-à-dire l'application de la loi. Il a fallu rien moins que la faiblesse gouvernementale pour la laisser vivre. On dit que cette tolérance lui est plus funeste que la répression, et que, dans la paix où elle est libre d'elle-même, elle se décompose sûrement, tandis que les poursuites lui rendraient une redoutable virulence. C'est une vue qui nous paraît dangereuse et qui n'est pas la nôtre. La meilleure habileté d'un gouvernement est toujours de respecter et de faire respecter la loi.⁴⁴⁶

Heureusement, l'échec de la manifestation montre que les ouvriers en ont assez de perdre leur salaire pour faire plaisir aux "pontifes de la rue Grange-aux-Belles"⁴⁴⁷. Les Débats ne ménagent guère mieux les socialistes. En 1911, ils regrettent que bien des ouvriers se laissent encore berner par les "prédications socialistes" et descendent dans la rue pour manifester bruyamment⁴⁴⁸. En 1914, ils accusent les socialistes de vouloir faire "le bonheur du genre humain par le sabotage et l'antipatriotisme"⁴⁴⁹. Le plus choquant dans cette situation, c'est que le gouvernement, qu'il s'agisse de celui de Monis ou de celui de Doumergue, a toujours

⁴⁴⁶ Débats, 1910, 30.04.1A, s.a.; idem dans 01.05.1A, s.a.; 03.05.1A, s.a.

⁴⁴⁷ Débats, 1910, 03.05.1A, s.a.; 01.05.1A, s.a. La C.G.T. avait son quartier général rue Grange-aux-Belles.

⁴⁴⁸ Débats, 1911, 01.05.1C, s.a.

⁴⁴⁹ Débats, 1914, 02.05.1A, s.a.

plié devant les désirs des socialistes⁴⁵⁰.

La Presse, à l'instar des deux précédents quotidiens, s'est lancée dans la lutte antirévolutionnaire. En 1909, elle redoute cet "état des esprits" qui existe dans les corporations et les administrations publiques et qui "souffle un vent de révolte". Le moindre incident peut déclencher une irrésistible vague révolutionnaire qui détruira la France⁴⁵¹. Il est nécessaire que l'on mette un terme à cet état de choses⁴⁵². En 1911, les travailleurs, aux dires de la Presse, sont désillusionnés et ne s'intéressent plus "aux folies chorégraphiques" du Premier Mai. Cependant, le journal dénonce les progrès faits par les idées révolutionnaires grâce à "l'action des gouvernements qui les introduisent dans les lois et les infiltrent dans les administrations"⁴⁵³. Le vrai danger réside du côté de la S.F.I.O. et non du côté de la C.G.T.⁴⁵⁴. En 1912, il est devenu évident pour la Presse que le Premier Mai cette "religion socialiste" touchait à sa fin. Cependant, ceci ne signifiait pas que le collectivisme se mourait. Les socialistes, "pour la plupart, de parfaits arrivistes", ont dédaigné la manifestation et ont préféré concentrer leur lutte sur le plan électoral. C'est en ce sens qu'ils se montrent plus dangereux que les syndicalistes

450 Débats, loc. cit. 1911, 01.05.1C, s.a.

451 Presse, 1909, 03.05.1B, Alceste.

452 Loc. cit.

453 Presse, 1911, 02.05.1D, Alceste.

454 Loc. cit.

révolutionnaires que des "compresses militaires" et une "application des règlements sur la circulation publique" suffisent à rendre impuissants lors d'une manifestation comme le Premier Mai⁴⁵⁵.

Le Siècle n'use pas de clémence, non plus, à l'égard des cégétistes, "prédicateurs de grèves spoliatrices" et "fauteurs de désordre"⁴⁵⁶. Mais en 1908, le journal écrit qu'il ne faut pas s'en inquiéter outre mesure, car l'attitude patronale et le mode de vie des ouvriers se sont profondément transformés depuis 1906:

Depuis deux ans, en outre, l'attitude des industriels s'est profondément modifiée. Les plus libéraux eux-mêmes ont compris l'absolue nécessité où ils étaient de se défendre, non contre les revendications naturelles de leurs ouvriers, mais contre les menées purement politiques du syndicalisme révolutionnaire. A l'exemple des ouvriers, ils se sont organisés en syndicats et en fédérations de syndicats, puis ils ont arrêté les moyens de se protéger solidairement contre les fauteurs de grèves injustifiées. J'en connais beaucoup qui sont très disposés à discuter avec leurs ouvriers toutes les conditions du travail et des salaires, et à contracter des engagements collectifs en vue de l'amélioration du sort des travailleurs, mais je n'en connais plus, même parmi les plus libéraux, qui consentent à subir désormais les avanies et les pertes qui leur ont été imposées, sans profit pour les ouvriers, notamment en mai 1906, par les syndicats révolutionnaires.

La situation est donc, à tous égards, fort différente, en 1908, de ce qu'elle était en 1906. En face d'eux, les provocateurs du désordre ont un gouvernement et un patronat résolu à ne plus se laisser mépriser ou maltraiter.

On voit aussi augmenter, chaque jour, le nombre des ouvriers laborieux et honnêtes, auxquels le sabotage répugne, qui ont peur de la révolution comme de vulgaires bourgeois, parce qu'ils possèdent un champ ou quelques titres de rente, et dont le seul désir est de travailler en paix, afin de faire vivre convenablement leur famille, en amassant quelques économies pour leurs vieux jours.

455 Presse, 1912, 03.05.1B, Alceste.

456 Siècle, 1908, 03.05.1A, J.-L. de Lanessan.

Ces ouvriers-là représentent la grande masse des travailleurs, et ils sont prêts à s'entendre avec leurs patrons, à s'associer même avec ces derniers, pour assurer l'avenir de leur travail et de leur gain. S'ils hésitent encore, c'est qu'ils ne sont pas tout à fait certains d'être suffisamment protégés contre les violences des meneurs révolutionnaires. Le jour où le gouvernement leur en aura donné la certitude, on verra s'effondrer piteusement la Confédération générale et le collectivisme tyrannique.⁴⁵⁷

C'est pourquoi il suffit au gouvernement d'être plus vigilant à l'endroit des syndicalistes révolutionnaires et aux patrons "de se montrer libéraux envers leurs ouvriers", pour que la paix sociale soit rétablie en France⁴⁵⁸. En 1909, les agents des P.T.T. ont refusé de manifester le 1er mai: "la grande masse des postiers en a déjà assez d'écouter la voix des quelques agents révolutionnaires qui ont provoqué la grève du mois de mars". D'ailleurs cette grève n'a-t-elle pas été faite par "des jeunes gens encore inexpérimentés, naïfs, crédules et assez légers pour ne pas calculer les conséquences de leurs actes"? A la veille du Premier Mai, même ces jeunes postiers se sont méfiés de la C.G.T. Le syndicalisme révolutionnaire fatigue tout le monde, y compris les travailleurs⁴⁵⁹. En 1910, le Siècle fait les mêmes constatations: la dégringolade du Premier Mai est la preuve que les ouvriers ont plus confiance dans le bulletin de vote que dans les "coups de force" de la C.G.T. D'ailleurs, qu'est le syndicalisme révolutionnaire

457 Siècle, 1908, 03.05.1A, J.-L. de Lanessan.

458 Loc. cit.

459 Siècle, 1909, 25.04.1A, J.-L. de Lanessan.

sinon l'Anarchie contre la République, le Libertarisme contre la Liberté?⁴⁶⁰ Si la C.G.T. respectait les lois, si elle évitait l'anarchie et le terrorisme, elle serait beaucoup plus forte qu'elle ne l'est présentement. En Angleterre et en Allemagne, les syndicats respectent les autorités et leurs décisions. C'est pourquoi ils sont plus puissants qu'en France. "Incohérence, sottise, inconscience funeste!", voilà, en trois mots, ce qu'est la C.G.T. pour le Siècle en 1910⁴⁶¹:

Car, à mesure que la classe ouvrière jouit des bienfaits de la République, à mesure qu'elle s'organise et se fortifie, elle s'éloigne chaque jour davantage des réacteurs [sic] et des révoltés: et elle élabore son propre destin avec la Démocratie en marche.⁴⁶²

En 1911, le Siècle n'a pas changé d'opinion: la C.G.T. perd de plus en plus de pouvoir auprès des ouvriers⁴⁶³. Cependant la violence qu'il y a eu le 1er mai pousse le journal à demander au gouvernement de libéraliser davantage ses institutions et son administration et de diriger davantage le pays par la raison et non par la force⁴⁶⁴.

Nos journaux sont donc contre le syndicalisme révolutionnaire, cette barbarie qui préconise la destruction de la France.

⁴⁶⁰ Siècle, 1910, 01.05.1D, s.a.; 03.05.1D, s.a.; 04.05.1D, s.a.

⁴⁶¹ Loc. cit.

⁴⁶² Siècle, 1910, 04.05.1D, s.a.

⁴⁶³ Siècle, 1911, 04.05.1A, J.-L. de Lanessan.

⁴⁶⁴ Loc. cit.

Tous estiment que le gouvernement doit continuer d'être vigilant à l'égard de la C.G.T. En 1908, les Débats préconisent la fermeture des Bourses du Travail. De son côté, le Siècle, en 1911, insiste pour que le gouvernement soit moins répressif et qu'il libéralise davantage les lois et les institutions de la République. Il considère que la C.G.T. ne cadre plus avec la société française de 1908-14 et que si elle n'abandonne pas son attitude révolutionnaire, elle est vouée à disparaître. De fait, tous les journaux se réjouissent de la perte de prestige de la Confédération auprès des travailleurs et même des fonctionnaires, en dépit de la poussée de 1907-09. Le Siècle, en 1908, explique que le patronat a changé d'attitude à l'égard des revendications ouvrières et a formé des organisations pour mieux résister aux menaces révolutionnaires. Il ajoute que les ouvriers vivent plus confortablement qu'auparavant. Le Temps également constate cette amélioration de la vie ouvrière. Et tous deux précisent que la République s'est montrée favorable aux travailleurs et que ceux-ci l'ont compris. Le Temps, les Débats et la Presse sont également antisocialistes: l'influence de Jaurès sur les ouvriers est d'autant plus redoutable que les radicaux se soumettent aux caprices de la S.F.I.O. Aux yeux du Temps et de la Presse, les socialistes sont plus dangereux que les syndicalistes de la C.G.T. car ils agissent et préconisent la révolution par des moyens parfaitement légaux.

De 1908 à 1914, nos journaux ont progressivement cessé de craindre le Premier Mai, de même que la C.G.T. Si en 1908 et 1909, des incidents violents comme ceux de Draveil, ou la montée du syndicalisme dans le fonctionnarisme ont présagé une lutte difficile contre le syndicalisme révolutionnaire, par contre de 1910 à 1914, les échecs successifs des Premier Mai ont trahi l'affaiblissement que connaissait la C.G.T. Tous les journaux, sauf la Presse ont félicité Clemenceau et Briand de leur attitude inflexible. Par contre, pour des motifs d'opinion politique, les Débats et le Siècle ont certes reconnu que Monis avait pris les dispositions nécessaires pour contrecarrer la manifestation, mais le premier lui a reproché de l'avoir fait à contrecœur et le second lui a demandé d'utiliser la force le moins possible et d'adopter des mesures plus libérales. La Presse, de son côté, parce qu'elle était antiradicale, n'a félicité aucun ministère des mesures prises. Néanmoins tous les journaux estimaient que la meilleure façon de combattre le syndicalisme révolutionnaire, c'était par la force. Les ouvriers connaissant en général une amélioration matérielle qui les empêche de soutenir convenablement la C.G.T., la force des autorités viendrait facilement à bout des émeutiers et des agents provocateurs. Effectivement, l'attitude gouvernementale a contribué à l'affaiblissement du syndicalisme révolutionnaire. Le Premier Mai a perdu toute son efficacité après 1910.

Cependant, contrairement à ce qui s'était passé entre 1894 et 1904, aucun journal, sauf la Presse en 1912, n'a prédit la mort prochaine de la manifestation. Il semble que les journaux se soient

accoutumés au Premier Mai et qu'ils se soient bornés à demander au gouvernement d'être vigilant ce jour-là. Il faut dire que dès 1908, tous étaient d'avis que la manifestation elle-même ne pouvait être bien dangereuse et que la menace résidait plutôt dans la conjoncture de grèves violentes qui sévissait en France. Après 1910, la perte de prestige de la manifestation a été vue comme le signe d'un affaiblissement de la C.G.T., mais tous les journaux ont reconnu que cela ne voulait pas dire la fin du collectivisme. Pour eux, le danger s'était normalisé. Comme l'indiquent les Débats, la France s'était habituée à vivre avec sa maladie. La S.F.I.O., de l'avis des quotidiens, avait légalisé la menace révolutionnaire. Plus intelligents et plus subtils, les socialistes unifiés avaient réussi à soumettre les radicaux à leurs moindres caprices, ce qui constituait évidemment un danger car le prestige de la nation se trouvait bafoué. Selon le Temps les attaques de Jaurès contre la loi des trois ans ou contre le colonialisme portaient atteinte à l'intégrité de la France. C'est en ce sens que le Temps et les autres quotidiens estimaient que la S.F.I.O. était beaucoup plus dangereuse et nuisible que la C.G.T. que quelques troupes auraient suffi à maîtriser. Enfin, le succès des socialistes en 1914 a mis le Temps, les Débats et la Presse dans le désarroi. La guerre que tous sentaient venir, la menace de l'impôt sur le revenu qui se précisait et au surplus, les socialistes qui venaient de remporter plus d'une centaine de sièges à la Chambre, quel sombre avenir pour la France! Il leur semblait que le pays ne serait pas à même de remplir ses devoirs internationaux. De sorte que, même si le

Premier Mai de 1914 n'a guère été brillant en France, personne ne s'en est réjoui. C'était à prévoir et les vrais problèmes se situaient ailleurs.

Au fond, nos journaux ont bien vu les changements survenus dans les rapports ouvriers-patrons. Ils ont également constaté que les défaillances du syndicalisme révolutionnaire étaient dues à ces changements et aussi à l'efficacité gouvernementale. Selon eux, ces faits indiquaient la fin de la révolution violente et l'intégration des idées collectivistes dans les cadres de la République. Deux points ressortent de ces remarques: d'abord, les journaux se sentaient moins obligés de se référer à la question ouvrière pour attaquer le collectivisme. Tandis que la C.G.T. perdait son prestige, les socialistes se lançaient dans la bataille parlementaire et leur offensive contre les partis bourgeois avait perdu son caractère global et dogmatique. Ils s'attaquaient à certains points précis comme le colonialisme et la loi des trois ans. Ensuite, la S.F.I.O. n'a jamais perdu, aux yeux de nos quotidiens, son caractère révolutionnaire. Cependant, son action était dénoncée non plus tellement au nom du libéralisme, mais au nom du patriotisme. La République se portait bien sur le plan intérieur. Par contre, les tensions internationales se précisaient et il semblait que les socialistes, antimilitaristes et anticolonialistes, voulaient nuire à la nation française. Pourtant, Jaurès n'était pas antipatriote; bien au contraire. Mais en 1914, le patriotisme français s'identifiait au prestige colonial et à la puissance militaire.

Pour terminer, il est intéressant de noter qu'aucun journal n'a rapproché le Premier Mai des revendications en faveur de la paix universelle. Il est vrai qu'en France, ce thème a joué un rôle bien faible lors de la manifestation. De toute façon, les revendications faites les 1er mai n'ont guère retenu l'attention de nos journaux. Les révolutionnaires et le gouvernement étaient les préoccupations principales.

En somme, même si le Premier Mai déclinait, les journaux n'ont pas crié victoire pour autant. En fait on pourrait presque affirmer qu'ils ne se sont pas réjouis car ils savaient bien que cette chute signifiait que la lutte antisocialiste serait désormais plus difficile à mener. Le monde ouvrier grandissait et devenait de plus en plus concentré. En outre la S.F.I.O. pénétrait dans la paysannerie et la petite bourgeoisie. Les socialistes, trop intelligents pour se lancer dans des manifestations fracassantes ou pour faire des discours haineux, ne pouvaient plus être attaqués avec des arguments traditionnels.

CONCLUSION GENERALE

En 1890, André Heurteau et Jules Dietz voyaient dans le Premier Mai la menace d'une révolution socialiste internationale. En 1914, le Journal des Débats reprochait au gouvernement d'avoir donné congé aux employés de l'Etat le 1er mai. Ces deux commentaires du même journal montrent que la manifestation a changé de caractère et d'ampleur durant les vingt-cinq années d'intervalle. Ce changement correspond à une évolution des rapports sociaux et politiques entre ouvriers et bourgeois français. Cette évolution n'a pas laissé indifférents les journaux que nous avons étudiés. Au contraire, ils y ont activement participé. Ils ont apporté leurs réflexions sur la question ouvrière, sur les liens entre les travailleurs et la République, sur les mouvements et les partis d'extrême-gauche et sur le Premier Mai lui-même. En conclusion générale, il convient de voir dans quelle mesure ces pensées reflétaient celles de la bourgeoisie parisienne et de caractériser ces réflexions.

L'influence du Temps et des Débats, de même que la popularité de la Presse rendaient ces journaux plus importants que le Siècle et le Constitutionnel. A la fin du second chapitre, nous disions cependant que les cinq journaux exprimaient tous la pensée bourgeoise parisienne. Faute de pouvoir la vérifier par des enquêtes, il est très difficile de voir quel journal exprimait le mieux cette pensée. Les personnalités de marque qui ont collaboré à tel

quotidien, les intérêts politiques ou économiques qui liaient telle autre feuille à un groupe financier ou une tendance politique particuliers, en faisaient tous des représentants de la bourgeoisie parisienne. Seulement, on peut affirmer sans hésiter que les avis du Temps et des Débats étaient plus écoutés que ceux des autres feuilles. De toute façon, si l'on excepte la Presse sous Georges Laguerre et le Constitutionnel jusqu'en 1892, il n'y a pas eu de chocs violents entre nos journaux sur la manifestation du Premier Mai. Certes, il n'y avait pas parfaite unité de vue entre eux, mais certaines lignes communes de pensée pouvaient être repérées.

François Goguel a émis un jugement très sévère sur l'attitude de la bourgeoisie française face à la question ouvrière de 1890 à 1914:

Faute de s'en apercevoir, on [la bourgeoisie française] s' imagine que le problème social était une question de force et de police, l'Etat n'ayant, pour le résoudre, qu'à réprimer les manifestations violentes du mécontentement des salariés. Le libéralisme et l'individualisme économiques restaient assez puissants pour faire juger quelques lois votées depuis vingt ans en faveur des ouvriers comme suffisantes à la défense de leurs intérêts légitimes.¹

1 F. Goguel, La politique des partis sous la IIIe République, Paris, 1958, p. 149. L'idée de François Goguel que la bourgeoisie ignorait la question sociale a été reprise par un autre historien, Félix Ponteil. Ce dernier a affirmé que la petite bourgeoisie était trop préoccupée par la question confessionnelle pour faire attention aux problèmes sociaux. (F. Ponteil, Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie, Paris, 1968, p. 512). Par contre, Pierre Sorlin, avec raison, a démenti ces affirmations et a montré que les bourgeois n'étaient pas indifférents à la question sociale (P. Sorlin, La Société française, t. I: 1840-1914, Paris, 1969, p. 289).

L'analyse de nos journaux montre que ce jugement doit être nuancé. D'abord, il est faux de dire que les cinq quotidiens n'ont eu à l'égard de la question ouvrière qu'une attitude répressive. Certes, de 1890 à 1893, cette question ne les préoccupaient que pour des raisons politiques. On avait constaté que la classe ouvrière pouvait devenir une force politique essentielle et il fallait en tenir compte. L'ouvrier était défini comme un simple citoyen libre et nos journaux ne réalisaient ni l'inquiétude ni la frustration qui régnaient chez les travailleurs. De 1894 à 1904, la question ouvrière les a préoccupés un peu plus: le principe des réformes sociales était accepté; mieux, on indiquait comment elles devaient être faites. Néanmoins, les journaux sous-estimaient la profondeur de la question sociale. L'ayant réduite à de simples questions du travail dont la solution postulait seulement une attitude scientifique, ils oublièrent toutes les tensions opposant le patronat aux travailleurs et aux militants ouvriers. Ces tensions étaient fondées tout autant, sinon plus, sur une remise en question de l'autorité patronale ou sur des luttes idéologiques que sur les questions propres au travail. De 1905 à 1907, nos journaux croyaient avoir la solution définitive au problème ouvrier: puisqu'il se limitait à de multiples questions du travail, il suffit d'accepter entièrement le principe du syndicalisme et de la grève. Cornély, au Siècle, proposait même de renforcer financièrement les syndicats. L'essentiel était d'éloigner ces problèmes de la politique et plus particulièrement des idées collectivistes. De 1908 à 1914, la question ouvrière passa graduellement au second plan: la crise de

la C.G.T., le changement d'attitude du patronat et les tensions internationales l'ont rendue moins cruciale. De toute façon, elle semblait sinon résolue, du moins en voie de l'être.

On voit bien que la question ouvrière ne se résumait pas uniquement à une question de force pour nos journaux. Cependant, ceci ne veut pas dire que ces derniers comprenaient à fond le problème. Goguel a dit que la bourgeoisie française, de 1870 à 1914, n'a jamais su poser correctement le problème ouvrier². Notre étude confirme cette affirmation. Le régime républicain était-il menacé, la question ouvrière devenait une question politique: il était urgent d'intéresser les travailleurs à la République et de les initier, par les lumières de l'instruction, aux vertus du libéralisme. Le régime devenait-il stable, la question ouvrière se divisait en des questions spécifiques du travail dont les solutions devaient être apportées dans le calme et avec un esprit "positif", c'est-à-dire en dehors de toute intervention révolutionnaire. Dans les deux cas, la question ouvrière était abordée superficiellement. L'acceptation graduelle du syndicalisme et de la grève était avant tout une concession à la réalité ouvrière pour assurer le statu quo social et politique. Toutefois, le Siècle, de 1904 à 1911, a proposé l'élimination de la question ouvrière par des mesures propres à intégrer le travailleur dans les classes moyennes. Ainsi, il a recommandé de renforcer le syndicalisme et d'appliquer des réformes sociales comme la réduction du temps de travail. Au fur et à mesure

2 F. Goguel, La politique des partis, op. cit., p. 132.

que le travailleur s'enrichissait, il semblait aux yeux de ce journal, qu'il s'intégrait à la petite bourgeoisie. Mais le Siècle ne tenait pas compte de l'attitude répressive des autorités publiques; de l'augmentation du taux de faillite des grèves, en dépit de l'avènement du contrat collectif; de la faiblesse persistante de la législation du travail et surtout de cette frustration, particulièrement chez les militants ouvriers, qui résultait de plusieurs années de luttes, souvent violentes, contre le patronat et les autorités publiques et qui a beaucoup contribué à éloigner les travailleurs de la République et de la bourgeoisie.

Comment expliquer le caractère superficiel de l'intérêt de nos journaux pour la question ouvrière? Goguel dit qu'avant 1914, il était difficile d'avoir une idée claire sur les problèmes sociaux, d'autant plus que la bourgeoisie - les intellectuels en particulier - était beaucoup trop passionnée par des discussions abstraites et éloignées de la vie quotidienne³. Il est vrai que la réalité ouvrière résistait aux explications simples et claires. Mais il faut dire également que la classe ouvrière française n'avait pas le poids de celle de Grande-Bretagne ou d'Allemagne. En outre, la question ouvrière fut accompagnée d'abord d'une instabilité politique de la République, puis d'une montée des tensions internationales. Enfin, la haute bourgeoisie, en dépit de la domination des radicaux de 1900 à 1914, conservait sa puissance politique et économique, ce qui signifiait que le conservatisme social dominait.

3 F. Goguel, La politique des partis, op. cit., p. 150.

Les idées de nos journaux et de la bourgeoisie libérale et capitaliste étaient d'autant plus justifiables de 1890 à 1914 que la classe ouvrière connaissait un développement lent et inégal. En 1910, la population agricole formait encore 42% de la population totale française; en Allemagne, elle ne formait plus que 18% et en Angleterre, 6%. De plus, les classes moyennes grossissaient continuellement et leur fortune, prise globalement, dépassait celle de la haute bourgeoisie⁴. Ces conditions n'étaient pas typiques d'une société divisée en deux classes ennemies. Il était donc difficile pour les mouvements ouvriers d'organiser la force politique des travailleurs et de les mobiliser pour une révolution totale. Cependant, on aurait pu s'attendre à un effacement graduel de la lutte des classes en France. Il n'en fut rien. La haute bourgeoisie est demeurée puissante sur le plan politique. En outre, ses succès financiers, rendus plus évidents avec la reprise de la croissance économique et l'affermissement de l'industrialisation urbaine, donnaient davantage de crédit à son idéologie conservatrice, intimement unie au positivisme scientifique. Si la lutte des classes ne fut pas toujours ouverte et progressive, c'est que le prolétariat était trop faiblement organisé. Pourtant, contrairement à ce que disait le Siècle en 1908, l'intégration graduelle des ouvriers dans les classes moyennes ne s'est pas faite. La distance était encore grande entre les travailleurs et les bourgeois. De sorte que la lutte des classes, tantôt forte et tantôt atténuée, existait.

4 Voir chapitre premier p. 4 et 6.

Les attaques farouches qu'ont lancées nos journaux au nom du conservatisme social contre les collectivistes, révolutionnaires ou non, sont là pour le prouver.

Dans nos journaux, ce conservatisme s'est exprimé tantôt par le libéralisme, tantôt par le patriotisme. Par le libéralisme lorsque la République était en danger et que les collectivistes l'attaquaient globalement et dogmatiquement; par le patriotisme lorsque la stabilité politique intérieure paraissait assurée et que la puissance internationale de la France était mise en défi. Pendant les premières années, on se réclamait d'un libéralisme politique et intransigeant. Les problèmes ouvriers, on le sait, intéressaient assez peu nos journaux. Et la République, que l'on identifiait au libéralisme le plus pur, était attaquée par les monarchistes et les boulangistes. Toutefois, ce libéralisme n'avait rien d'absolu. La liberté du travailleur tant défendue par le Temps et le Siècle servait beaucoup plus le patron que l'ouvrier. En outre, définir l'ouvrier uniquement comme un citoyen libre revenait à ignorer sa spécificité. Enfin, il devenait délicat de combattre l'intervention de l'Etat dans les affaires privées et, en même temps, de demander au gouvernement d'être rigide face aux révolutionnaires et de ne pas hésiter à être répressif au besoin. Après 1902, le libéralisme de nos journaux n'a pas disparu. Seulement, il s'est nuancé. Il a perdu son intransigeance et a admis que l'Etat pût intervenir dans certains problèmes propres au travail. Encore a-t-il fallu que la question ouvrière, réduite à ces simples questions du travail, ne remette pas en cause la prédominance politique et économique de la bourgeoisie

capitaliste. Dans ces conditions, nos journaux pouvaient bien se permettre d'assouplir leur libéralisme. Le patriotisme est venu soutenir le libéralisme dans la lutte contre le collectivisme. Ce patriotisme s'identifiait d'abord au prestige de la France sur le plan colonial et militaire. Nos journaux ne pouvaient accepter l' "antipatriotisme" de Jaurès et de la S.F.I.O. qui avaient dénoncé les excès du colonialisme français et la course à la guerre des pays européens. Une autre forme de patriotisme s'est manifestée à l'occasion du Premier Mai: l'antisémitisme. Les articles de Georges Vanor dans le Constitutionnel de 1891 et d'Alceste dans la Presse de 1907 faisaient état d'une haine des Juifs sous sa forme la plus grossière et la plus manichéenne. Il est vrai que ces références aux Juifs, en plus d'être rares, étaient en relation très indirecte avec le Premier Mai.

L'ennemi principal était le collectivisme. Seule la Presse de Laguerre, journal d'opposition, a soutenu les socialistes, tandis que le Temps et le Siècle ont soutenu l'accession de Millerand au pouvoir après l'affaire Dreyfus. En dehors de ces exceptions, le collectivisme, qu'il fût révolutionnaire, syndical ou parlementaire, était continuellement l'objet d'attaques vigoureuses. Le Siècle a toutefois atténué les siennes contre la S.F.I.O., pour des raisons d'alliance politique entre radicaux et socialistes unifiés. Les autres journaux, par contre, n'ont ménagé personne. Les guesdistes, les anarchistes, les Bourses du Travail, la C.G.T. et la S.F.I.O. ont tous été dénoncés, parfois violemment. En 1911, le Temps conseillait à Monis, alors président du Conseil, de résister

jusqu'au bout à Jaurès. En 1910, les Débats qualifiaient la C.G.T. d' "énormité". En 1894-95, le Siècle et le Constitutionnel traitaient les guesdistes de "marchands d'orviétan". Et en 1912, la Presse désignait les députés de la S.F.I.O. comme de "parfaits arrivistes". On traitait les collectivistes de tous les noms, on attaquait leurs idées avec véhémence. Il est vrai que ces idées, en général, étaient peu développées et facilement attaquables. En retour, cependant, nos journaux proposaient des idées tout aussi fragiles. Alors qu'ils célébraient le positivisme, ils en faisaient une application superficielle à l'étude de la société française.

La manifestation du Premier Mai a été jugée en fonction de son niveau de violence et de ses organisateurs. Le plus souvent, nos journaux étaient contre: tantôt on voyait en elle une occasion de troubles violents qui auraient pu servir les intérêts de la réaction; tantôt elle annonçait une révolution future et dévastatrice; tantôt elle constituait la preuve que le collectivisme agonisait en France; et tantôt elle devenait une simple fête du travail. A la longue, cependant, nos journaux semblaient s'habituer au Premier Mai. La nature dangereuse de la manifestation semblait s'atténuer au fur et à mesure que le régime se stabilisait. Malgré la reprise de 1906, le Premier Mai n'effrayait plus nos journaux comme en 1890-91.

Jean-Pierre Azéma et Michel Winock ont dit que "le Temps, grave et sentencieux, [...] distille une vérité de classe sous le couvert d'une objectivité irréprochable"⁵. L'expression est à retenir. On pourrait dire la même chose du Journal des Débats. Par contre, les autres quotidiens ne pouvaient se vanter d'être aussi "objectifs". Néanmoins, chacun exprimait, à sa manière, cette vérité de classe. Mais une vérité qui n'était pas aveugle. Non pas que nos journaux aient fini par comprendre la réalité ouvrière et accepté de modifier fondamentalement leurs idéologies. Simple-ment, ils ont nuancé leurs positions de départ; ils ont adapté leurs idées aux changements sociaux et politiques. Leur libéralisme s'est tempéré face à la question ouvrière, mais il est demeuré le même face à des projets de loi comme l'impôt sur le revenu.

Vingt-cinq années, sur le plan des attitudes, c'est peu. Il ne faut pas voir des changements de comportement là où il n'y en a pas. Il n'y a pas eu de modification fondamentale dans l'attitude de nos journaux; seulement quelques concessions faites à la question ouvrière. Malgré l'évolution économique et sociale en France - et peut-être à cause d'elle - , nos journaux ont consolidé leur vérité de classe en l'assouplissant et sans céder quoi que ce soit aux idéologies collectivistes.

⁵ J.-P. Azéma et M. Winock, La IIIe République (1870-1940), Paris, 1970, p. 118.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	I
BIBLIOGRAPHIE	IX
CHAPITRE PREMIER .- <u>La France bourgeoise et la classe ouvrière</u>	
<u>(1890-1914)</u>	1
A. <u>Aperçu économique et social</u>	1
1. Le développement économique de la France de 1890 à	
1914	1
2. Les bourgeoisies françaises	7
3. Les ouvriers français	13
B. <u>Aperçu politique</u>	18
1. La République, bourgeois et ouvriers	19
2. Partis et mouvements ouvriers	29
i. Le socialisme	29
ii. Les anarchistes	38
iii. La IIe Internationale	40
iv. Le syndicalisme	45
C. <u>Le Premier Mai, de 1890 à 1914</u>	58
1. Les origines de la manifestation	59
2. De 1890 à 1893	62
3. De 1894 à 1904	69
4. De 1905 à 1907	72
5. De 1908 à 1914	76
Conclusion	78

CHAPITRE II .- <u>La presse française (1890-1914)</u>	81
A. <u>Vue d'ensemble de la presse française</u>	81
1. L'encadrement	82
i. Les facteurs sociaux, économiques et techniques	82
ii. Les aspects politiques et juridiques	84
iii. Les aspects financiers	86
2. La presse et l'opinion publique	89
i. L'influence de la presse française	89
ii. Les principaux journaux parisiens de 1890 à 1914	93
B. <u>Les cinq journaux parisiens et leur place dans la presse française</u>	98
1. Le Temps	99
2. Le Journal des Débats	104
3. La Presse	110
4. Le Siècle	114
5. Le Constitutionnel	119
Conclusion	121
CHAPITRE III .- <u>L'attitude des cinq journaux parisiens (1890-1914)</u>	123
A. <u>Le Premier Mai socialiste (1890-1893)</u>	125
1. La perception de la violence du Premier Mai	127
Conclusion	146
2. La signification du Premier Mai	148
i. Signification globale du Premier Mai	148
ii. Le valeur du Premier Mai	157
iii. Les organisateurs du Premier Mai	172
Conclusion	183

B. <u>La "mort" du Premier Mai (1894-1904)</u>	187
1. L'échec du Premier Mai	190
2. Les problèmes ouvriers et les mouvements révolution- naires	199
Conclusion	211
C. <u>Le Premier Mai syndicaliste (1905-1907)</u>	215
1. Le Premier Mai et le gouvernement	217
2. Les travailleurs, les mouvements et les partis ou- vriers	230
Conclusion	240
D. <u>Le Premier Mai perd son prestige (1908-1914)</u>	244
1. L'échec du Premier Mai et l'attitude du gouvernement .	246
2. Le syndicalisme, le socialisme et les travailleurs . .	255
Conclusion	267
CONCLUSION GENERALE	271
TABLE DES MATIERES	281

RESUME

Le Premier Mai, de 1890 à 1914, fut une manifestation suffisamment importante pour intéresser — et parfois inquiéter — la presse bourgeoise parisienne. Sans résumer à elle seule tous les problèmes sociaux de cette époque, cette manifestation constituait une sorte d'indice des rapports sociaux et politiques entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est dans ce sens que nous nous sommes servi du Premier Mai pour étudier l'attitude de cinq journaux parisiens face à la question ouvrière et aux rapports entre patrons et travailleurs. Les cinq journaux que nous avons analysés sont le Temps, le Journal des Débats, la Presse, le Siècle et le Constitutionnel.

Pour que notre recherche soit la plus systématique possible, nous l'avons divisée en trois grands chapitres. Dans le premier, nous avons présenté les rapports entre la France bourgeoise et la classe ouvrière de 1890 à 1914. Nous avons donné un aperçu économique et social, puis un aperçu politique de ces rapports. Nous avons été amené à décrire l'implantation de l'industrialisation urbaine et ses effets. Nous avons montré comment la bourgeoisie capitaliste a assuré sa suprématie économique et comment, malgré l'absence au pouvoir de ses représentants de 1900 à 1911, elle a pu orienter la vie politique intérieure de la France en sa faveur. En outre, nous avons décrit l'évolution du monde ouvrier, vu comment sa faiblesse numérique, son manque de concentration et d'homogénéité ont nui à sa cohésion sur le plan politique. Nous avons également voulu expliquer pourquoi, en dépit d'une certaine hausse de leur niveau de vie, les ouvriers restaient éloignés

de la France bourgeoise et pourquoi il existait une lutte des classes à l'état endémique, se manifestant parfois par des éclats de violence. Enfin, nous avons fait un bref historique du Premier Mai de 1890 à 1914.

Dans le second chapitre, nous avons retracé les grandes lignes de la presse française de cette époque. Dans un premier point, nous avons esquissé la vie des journaux français et leurs rapports avec l'opinion publique. Nous avons vu l'importance que prenait la politique pour les journalistes. Nous avons également décrit l'état de très grande liberté dans laquelle s'exprimaient nos journaux. Nous avons enfin présenté les principaux quotidiens parisiens du temps. En second lieu, nous nous sommes attaché à l'étude des cinq journaux utilisés. Nous avons constaté que le Temps et les Débats étaient des feuilles très écoutées et probablement parmi les plus influentes de la presse française; que la Presse était un journal très populaire, possédant le plus fort tirage parmi les quotidiens parisiens du soir; enfin que le Siècle et le Constitutionnel étaient en net déclin à l'époque, le dernier surtout. Dans l'ensemble, ces cinq journaux, par les intérêts les liant à des groupes financiers ou politiques ou par les personnalités qui y ont collaboré, étaient tous représentatifs de la bourgeoisie parisienne. S'ils étaient volontiers divisés sur certaines questions politiques, en retour leur attitude, si l'on excepte la Presse de 1890 à 1892, était semblable face aux problèmes et aux mouvements ouvriers.

Le troisième chapitre, enfin, constitue l'analyse de l'attitude des cinq journaux face au Premier Mai. Nous avons divisé ce chapitre en quatre parties chronologiques. Les résultats de cette

analyse montrent que nos journaux n'étaient pas indifférents à la question ouvrière. De 1890 à 1914, les cinq quotidiens ont constaté que la classe des travailleurs pouvait devenir une force politique importante. Mais, de 1890 à 1893, les problèmes ouvriers ne les ont intéressés que pour des raisons de stabilité politique. Ils ne voyaient pas tellement la nécessité de proposer des réformes précises dans le monde du travail. L'ouvrier était vu avant tout comme un citoyen libre, donc ne possédant rien de plus particulier que les autres Français. C'est pourquoi nos journaux ne se sont guère avancés dans le domaine des réformes sociales: ils se sont seulement tenus à n'en accepter que le principe. De 1894 à 1904, la question ouvrière les a préoccupés un peu plus. Face à la montée grandissante des organisations ouvrières, nos journaux ont tous reconnu l'urgence de résoudre les problèmes ouvriers. Mais ils ont estimé que ces problèmes devaient trouver leurs solutions en dehors de la politique et surtout du collectivisme. C'est pourquoi ils ont réduit la question ouvrière en de simples questions du travail. De 1905 à 1907, nos journaux ont conservé cette façon de penser: pour trouver un remède aux questions du travail, il aurait suffi, pensaient-ils, d'accepter pleinement le principe du syndicalisme et de la grève. Mais un syndicalisme et une grève complètement dépolitisés, limités à des questions strictement économiques. Enfin, de 1908 à 1914, le problème ouvrier apparut moins crucial. Dans l'ensemble, nos journaux considéraient qu'il était résolu ou en train de l'être.

On voit donc que les cinq quotidiens n'ont jamais su poser correctement le problème ouvrier. Ils ne l'abordaient que d'une manière superficielle. Il faut dire que l'absence d'une classe ouvrière

homogène et numériquement forte, la présence de crises remettant en question la stabilité du régime républicain, et la prédominance économique et politique de la bourgeoisie capitaliste ont beaucoup contribué au manque d'approfondissement de la question ouvrière. Mais ceci ne voulait pas dire que le problème s'éliminait de lui-même: la lutte des classes persistait. Pour nos journaux, l'ennemi à combattre était le collectivisme, auquel ils ont proposé tantôt un libéralisme d'abord intransigeant, puis beaucoup plus souple, tantôt un patriotisme s'identifiant au colonialisme, au prestige militaire et parfois à l'antisémitisme. En somme, de 1890 à 1914, nos journaux ont avant tout affirmé une "vérité de classe" face à la question ouvrière. Une vérité qui défendait les intérêts et l'idéologie de la bourgeoisie capitaliste et libérale. Face au monde ouvrier, leur position ne s'est pas fondamentalement modifiée. Au contraire, elle s'est consolidée en devenant plus souple et tout en ne cédant en rien aux idéologies collectivistes.